



HAL
open science

Capabilités et vulnérabilité des Jeunes de 15 à 24 ans à Madagascar

Éric Jean Michel Rakotomanana

► **To cite this version:**

Éric Jean Michel Rakotomanana. Capabilités et vulnérabilité des Jeunes de 15 à 24 ans à Madagascar. Sociologie. Université de la Réunion, 2021. Français. NNT : 2021LARE0033 . tel-03601866

HAL Id: tel-03601866

<https://theses.hal.science/tel-03601866>

Submitted on 8 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



UNIVERSITÉ DE LA RÉUNION
ÉCOLE DOCTORALE
SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES ED 541

Capabilités et vulnérabilité des Jeunes de 15 à 24 ans à Madagascar

Thèse de Doctorat en Socio-Démographie

Présentée par
Éric Jean Michel RAKOTOMANANA

Sous la direction de
Frédéric SANDRON

Le 13 décembre 2021

Jury

Bergouignan Christophe : Professeur, Université de Bordeaux, Rapporteur
Gaimard Maryse : Professeur, Université de Bourgogne, Rapporteur
Sandron Frédéric : Directeur de Recherche, IRD, Directeur de thèse
Souffrin Emmanuel : Docteur, chercheur associé (Univ. Réunion), Membre

REMERCIEMENTS

Je tiens à exprimer notre gratitude à l'éternel Dieu pour m'avoir donné la force et le courage afin que je puisse réaliser ma thèse de Doctorat en Socio-Démographie.

J'exprime également ici ma profonde gratitude à tous ceux qui m'ont accompagné tout au long de ce parcours ; et ce, au-delà des simples formalités d'usage.

J'adresse plus particulièrement ma gratitude à Frédéric Sandron pour avoir dirigé mon travail. Vous m'avez toujours soutenu malgré vos multiples obligations et malgré les difficultés de ces années de recherche. Vous avez apporté des conseils et des améliorations lors de l'élaboration de ce travail.

Je dédie mes sincères remerciements à l'ensemble des institutions et des personnes suivantes qui ont bien voulu apporter leur concours pour la réalisation de cette thèse :

- ✚ L'université de la Réunion, pour l'accueil et les différents appuis
- ✚ L'INSTAT qui était l'institut d'accueil, fournisseur de données
- ✚ Tout le personnel administratif de l'Université de La Réunion
- ✚ Les jeunes interviewés dans les Régions d'Analamanga et d'Itasy

J'adresse également nos reconnaissances envers ma femme, mes enfants et toute ma famille, nos collègues et nos amis, qui nous ont soutenus moralement et matériellement tout au long de nos études.

RESUME

Comme beaucoup de pays d'Afrique, la population malgache est caractérisée par sa jeunesse, dont l'âge moyen est de 22,4 ans. Un peu plus d'un individu sur cinq est âgé de 15 à 24 ans. La grande majorité d'entre eux sont pauvres et n'ont pas accès à l'éducation et à la santé, cela pourrait impacter leurs capacités et leurs activités potentielles. C'est la raison pour laquelle cette thèse s'intéresse à l'étude des liens qui peuvent exister entre la capabilité et les différentes variables en rapport à la vulnérabilité des jeunes de 15- 24 ans à Madagascar. Il convient de préciser que les travaux de Sen sur la capabilité constituent la pierre angulaire de notre recherche. La méthodologie générale de cette recherche s'est essentiellement reposée sur la revue de la littérature scientifique existante, sur une étude quantitative basée sur l'exploitation des données statistiques disponibles à l'INSTAT ainsi qu'une enquête qualitative menée par nos soins portant sur la vulnérabilité et les capacités des jeunes dans les Régions d'Analamanga et d'Itasy.

Mots-clés : Vulnérabilité, Pauvreté, Capabilité, Capacités, Potentialités

ABSTRACT

Same of most African countries, the Malagasy population is characterized by its youth, whose average age is 22.4 years. Just over one in five people are between the ages of 15 and 24. Yet the majority of them are poor, do not have access to education and health. It could impact their ability and potential activities. This is the reason why this thesis is interested in the study of the links that may exist between capability and the various variables related to the vulnerability of young people aged 15 to 24 in Madagascar. It should be noted that Sen's work on capability constitutes the bases of our research. The general methodology of this research was essentially based on the review of the existing scientific literature, the quantitative study based on the use of statistical data available at INSTAT as well as our own qualitative survey on vulnerability and capacities of young people, carried out in the regions of Analamanga and Itasy.

Key words: Vulnerability, Poverty, Capabilities, Capacities, Potentialities

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS.....	3
RESUME.....	5
ABSTRACT	6
SOMMAIRE	7
INTRODUCTION GENERALE	8
Chapitre 1. Problématique, concepts, méthodologie et contexte	19
Chapitre 2. Profil sociodémographique et économique	61
Chapitre 3. Mesure de capacités et vulnérabilités	103
Chapitre 4. Rôle des solidarités.....	160
Chapitre 5. Facteurs déterminants des capacités	194
Chapitre 6. Vulnérabilité et OMD	223
CONCLUSION GENERALE	264
ANNEXE 1	269
ANNEXE 2	275
BIBLIOGRAPHIE	285
LISTE DES GRAPHIQUES	296
LISTE DES TABLEAUX	297

INTRODUCTION GENERALE

Une des caractéristiques de Madagascar est le niveau très élevé de la pauvreté, quel que soit le seuil adopté (INSTAT, Enquête Nationale sur le Suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement à Madagascar, 2013). Selon ce même rapport, le taux de pauvreté est passé de 87,8% en 2001 à 91% en 2012 en prenant le seuil international (2 \$US PPA soit 976,794 Ariary). Il est de 71,5% en 2012 contre 69,6% en 2001 en se basant sur le seuil national de pauvreté. En 2018, ce phénomène de pauvreté ne cesse apparemment pas d'augmenter en touchant presque huit personnes sur dix, le pourcentage de population en dessous du seuil de pauvreté de revenu (1,90 dollar PPA par jour pour vivre) étant de 77,6% (PNUD, Rapport sur le développement humain 2020, 2021).

Ainsi, en termes de pauvreté multidimensionnelle, l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) de Madagascar qui mesure les privations superposées dont souffrent les personnes dans les trois dimensions que sont la santé, l'éducation et le niveau de vie est évalué à 0,384 en 2018 (PNUD, 2021).

Par ailleurs, selon la Banque mondiale, avec les effets de la pandémie COVID 2019 qui continue de sévir, Madagascar enregistrerait un taux de pauvreté estimé à 76,6% en 2022, qui serait supérieur à ses niveaux avant la crise (BanqueMondiale, 2020).

Ces résultats montrent la persistance du phénomène de la pauvreté à un niveau structurellement élevé depuis de nombreuses années. Ainsi, l'Indice de Développement Humain (IDH) de 0,528¹ place Madagascar parmi les pays à faible développement humain en étant au 164^e rang sur les 189 pays classés du monde entier (PNUD, 2014).

Comme dans la grande majorité des pays en voie de développement, la pauvreté a toujours été un phénomène majoritairement rural à Madagascar.

¹ Rapport Mondial sur le Développement Humain 2020

Le ratio de pauvreté en milieu rural est supérieur à 77 % contre 56 % dans les villes secondaires et 31 % dans la capitale. L'intensité de la pauvreté rurale est très forte avec un taux de 36 %, comparée à celle de la capitale avec 9 %. Autrement dit, les pauvres du milieu rural connaissent un degré de dénuement plus important que ceux de la capitale. Ceux des villes secondaires occupent une position intermédiaire (INSTAT, 2013).

Même si les ratios de pauvreté demeurent quasiment stables et élevés, le nombre de nouveaux pauvres ne cesse d'augmenter, en enregistrant par exemple 1,4 million de personnes supplémentaires en un an entre 2019 et 2020 (Banque Mondiale, 2020). De plus, il existe des individus classés parmi les non pauvres qui se sentent subjectivement plus pauvres. Cela montre la persistance de la vulnérabilité de la population (Rousseau, 2007) .

C'est dans ce cadre que la considération de la vulnérabilité et de la résilience revêtent une importance majeure dans l'analyse de la pauvreté et de ses dynamiques. Généralement conçue comme la probabilité de voir son niveau de bien-être se dégrader à la suite d'un choc, la vulnérabilité rend compte des pressions extérieures auxquelles les personnes sont soumises (Rousseau, 2007 ; Cafiero, 2006 ; Lachaud, 2002).

Les ménages malgaches ne sont pas à l'abri des différents chocs. Ils sont exposés à divers types de chocs qui peuvent être classés en quatre grands types ou catégories.

- i) les chocs liés au climat et à l'environnement : les cyclones, les inondations, la sécheresse, les maladies des plantes, les feux de brousse, les invasions acridiennes ;
- ii) les chocs liés à l'insécurité : les vols de biens, les vols de produits, les vols de bœufs, les violences ;
- iii) les chocs liés à la santé des membres du ménage comme les décès, le handicap ou les maladies ;
- iv) les chocs économiques : l'inflation, les problèmes de marché (INSTAT, 2013 ; INSTAT, 2011).

Selon l'Enquête Nationale sur le Suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement à Madagascar, 31,3 % des ménages ont déclaré avoir subi au moins un choc durant les 12 derniers mois. La proportion de ces ménages passe de 38,5 % chez les extrêmement pauvres, à 21,9 % chez les non pauvres. Les ménages résidant en milieu rural et dont le chef est exploitant agricole sont les plus vulnérables d'entre eux.

À Madagascar, la structure démographique par âge de la population est celle d'une population jeune. En 2010, 20% de la population est âgée de moins de 5 ans, 54% de la population a moins de 20 ans et l'âge médian est de 17,5 ans (INSTAT, Enquête périodique auprès des ménages 2010, 2011). Selon le dernier recensement général de la population RGPH3 en 2018, les jeunes moins de 20 ans représentent 56,3% de l'ensemble de la population, et l'âge médian est de 18 ans (INSTAT, 2020). En se référant à la définition des Nations Unies selon laquelle les jeunes constituent la tranche d'âge comprise entre 15 et 24 ans, actuellement ils représentent 21,6%² de la population malgache. La population active malgache est donc relativement jeune. Les moins de 25 ans représentent plus de 38,1%, et l'âge moyen est estimé à 22,3 ans (INSTAT, 2020)

Il est à noter que l'UNESCO souligne que, même si le terme « jeunesse » contient des différences de sens et de tranche d'âge d'une culture à une autre, il peut être défini de manière universelle comme un concept transitionnel. Autrement dit, la « jeunesse est un état de transition entre deux statuts, l'enfance et l'adulte, période au cours de laquelle chaque citoyen doit gérer leur état de transition, en passant de la dépendance à l'indépendance, et surtout prendre inévitablement le contrôle de leur propre vie et assumer des engagements sociaux » (UNESCO, 2006).

Par ailleurs, les données de l'Enquête Permanente auprès des Ménages de 2010 indiquent ainsi que 74% des jeunes âgés de 15 à 24 ans sont dans une situation de pauvreté monétaire, cette proportion variant fortement selon le milieu de résidence. Les jeunes qui vivent en milieu rural sont plus fortement touchés par la pauvreté par rapport à ceux vivant en milieu urbain. En effet, en milieu urbain, 51%³ des jeunes vivent en dessous du seuil

² À partir de l'exploitation des données de l'ENMSD2013.

³ À partir de l'exploitation des données du RGPH3 en 2018.

de pauvreté en 2010 contre 80%⁴ de ceux qui vivent en milieu rural. Selon le sexe, la proportion des jeunes filles pauvres est sensiblement la même que celle des jeunes garçons dans l'ensemble du pays (74,5% contre 73,6%)⁵.

L'Enquête Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel menée en 2012 montre que, 75,7% des jeunes travailleurs se trouvent dans le secteur de l'agriculture et sept jeunes sur dix proviennent de ménages pauvres. Les conditions de travail des jeunes restent précaires dans les emplois salariés et rares sont ceux qui bénéficient des avantages sociaux fondamentaux (INSTAT, 2012). Ce même rapport indique que Madagascar fait face à un grave problème de chômage des jeunes, aussi bien en milieu rural qu'urbain. Un jeune sur deux est au chômage à Madagascar, huit actifs sur dix sont sous-employés.

Ce constat est également confirmé dans le Rapport mondial sur le Développement humain de 2014. Selon ce rapport, « de nombreux pays connaissent une augmentation du nombre de jeunes. Partout dans le monde, les jeunes sont particulièrement vulnérables à la marginalisation sur le marché du travail, car ils manquent d'expérience, de réseaux sociaux, de capacités pour la recherche d'emploi et de moyens financiers pour en trouver. Ils ont donc de grandes chances de se retrouver au chômage, sous-employés ou soumis à des contrats précaires. En 2012, le taux de chômage des jeunes à l'échelle mondiale était estimé à 12,7 %, presque trois fois celui des adultes » (PNUD, 2014, pp. 69-70).

Cette situation des jeunes en précarité est toujours d'actualité. En effet, selon la dernière version en date de ce Rapport, les différents chocs actuels tels que le changement climatique engendrant des sécheresses et inondations, les catastrophes naturelles et surtout la pandémie de Covid19 ne font qu'accroître les inégalités d'accès aux ressources dans les pays en développement. Tous ces chocs impactent donc négativement l'éducation et la vie active des jeunes et des enfants dans les pays en développement, les plongeant dans une situation plus vulnérable (PNUD, 2021).

⁴ À partir de l'exploitation des données de l'EPM 2010.

⁵ À partir de l'exploitation des données de l'EPM 2010.

Tous ces résultats nous indiquent que les conditions de vie de la majorité des jeunes dans les pays en développement restent précaires, le phénomène de vulnérabilité les affecte également. Ils sont vulnérables à divers problèmes dont la précarité de l'emploi, la pauvreté, etc. Ces phénomènes de pauvreté et de vulnérabilité pourraient constituer un blocage pour que les jeunes puissent devenir plus aptes, en tant que citoyens, à contribuer en retour au bien-être général de la population. Etant donné que la pauvreté ne se détache pas de la notion de privation de certains besoins essentiels au bien-être, institutionnellement, cela pourrait constituer en outre un blocage à leur participation au développement durable et à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

En effet, les situations de vulnérabilité des jeunes pourraient handicaper leurs capacités, définies ici comme « un processus de recherche et d'affirmation des acteurs sociaux pour une plus grande habilitation et responsabilisation en faveur d'un changement socioéconomique » (Sen, 2000, pp.46-47).

Par ailleurs, Sen considère qu' « il est juste de considérer la pauvreté comme privation de capacités de base, plutôt que, simplement, comme une faiblesse de revenu » (Sen, 2003, p.30). Cette définition de la pauvreté fait donc référence à une insuffisance de capacités de base. Ces dernières font partie de l'ensemble des capacités et se réfèrent à la liberté de réaliser des actions basiques qui sont nécessaires pour survivre et pour éviter ou échapper à la pauvreté.

À Madagascar, l'évolution historique a révélé que la jeunesse a fait preuve d'un engagement social et politique qui a induit des changements socio-politiques déterminants, et ce depuis la fin de la période néocoloniale (Imbiky, 2014).

Étudier cette population des jeunes d'un point de vue démographique et sociologique nous apparaît donc essentiel, non seulement par les caractéristiques de la population malgache jeune (INSTAT, 2013), mais également par le dynamisme de la formulation de politique de développement. Étudier les vulnérabilités et les capacités des jeunes nous permet de mieux comprendre ces phénomènes de pauvreté et de vulnérabilité et pourrait fournir des éléments de réflexion essentiels dans le cadre d'élaboration d'une politique de développement.

Toutefois, dans les différentes études qui ont été faites par l'INSTAT, les variables les plus fréquemment retenues comme déterminants de la pauvreté sont toujours celles inhérentes aux chefs de ménage et aux membres des ménages. La prise en compte des jeunes par rapport à leur vulnérabilité et leurs capacités demeure seulement sommaire dans les rapports des enquêtes EPM. Ainsi, il est à noter également que certaines variables et données collectées lors de l'EPM sont insuffisamment exploitées dans un cadre de recherche scientifique.

Le choix de ce thème se justifie également par la place qu'occupent les questions jeunes dans le contexte mondial. En effet, les réalités contradictoires résident dans la situation de vulnérabilité des jeunes, d'une part elle handicape leurs capacités et, d'autre part, elle pourrait les pousser à réaliser des actions basiques ou essentielles qui sont nécessaires pour survivre et pour éviter, ou échapper à la vulnérabilité.

La problématique est donc de savoir si les vulnérabilités et les capacités sont liées. C'est pourquoi les liens entre vulnérabilités et capacités seront abordés ici plus en détail sous l'angle de l'analyse des capacités et des potentiels réels des jeunes à participer à la vie économique, et à œuvrer positivement en tant qu'acteur pour le changement social. Les questions de recherche s'attacheront plus précisément à approfondir les aspects suivants :

- ✚ Quels sont les vulnérabilités et les facteurs de vulnérabilités qui altèrent substantiellement les capacités des jeunes dans l'évolution du contexte malgache ?
- ✚ Quels sont les potentiels de développement des capacités des jeunes, notamment en termes de liberté d'actions au niveau sociétal ?
- ✚ Quels sont les espaces de développement des solidarités, du capital social et d'autonomisation des jeunes propices à l'infléchissement de la tendance actuelle vers leur marginalisation dans tous les secteurs ?

Dans cette logique, l'objectif global de la présente recherche est de démontrer que les vulnérabilités et les capacités des jeunes sont liées. Il est décliné selon les trois objectifs spécifiques ci-après :

- ✚ Déterminer les facteurs qui altèrent substantiellement les capacités des jeunes dans l'évolution du contexte malgache
- ✚ Déterminer les potentiels de développement des capacités des jeunes, notamment en termes de liberté d'actions au niveau sociétal
- ✚ Identifier les espaces de développement des solidarités, du capital social et d'autonomisation des jeunes propices à l'infléchissement de la tendance actuelle vers leur marginalisation dans tous les secteurs

Pour atteindre ces objectifs, les trois hypothèses ci-après ont été émises :

- ✚ Plusieurs facteurs influencent les capacités des jeunes dans l'évolution du contexte malgache
- ✚ Les jeunes Malgaches disposent des potentiels permettant de développer leurs capacités, notamment en termes de liberté d'actions au niveau sociétal
- ✚ Les solidarités, le capital social et l'autonomisation des jeunes sont propices à l'infléchissement de la tendance actuelle vers leur marginalisation dans tous les secteurs

Les résultats attendus sont :

- ✚ Les facteurs qui altèrent substantiellement les capacités des jeunes dans l'évolution du contexte malgache sont déterminés
- ✚ Les potentiels de développement des capacités des jeunes, notamment en termes de liberté d'actions au niveau sociétal sont déterminés
- ✚ Les espaces de développement des solidarités, du capital social et d'autonomisation des jeunes propices à l'infléchissement de la tendance actuelle vers leur marginalisation dans tous les secteurs sont identifiés

Les réponses apportées à ces questions sur le plan économique, socio-politique, culturel aideront à consolider la recherche-action qui est nécessaire pour les perspectives futures

d'évolution positive de la dynamique sociale, qui appellent les jeunes à en être les éléments constructeurs.

Si tels sont les objectifs, les hypothèses, les résultats attendus de cette présente recherche, le travail comportera six chapitres.

Le premier chapitre intitulé « **Problématique, concepts, méthodologie et contexte** » comportera quatre sections. Ce chapitre débutera par un éclaircissement de la problématique mise en avant, qui sera suivi par les concepts généraux, tels que la jeunesse, la pauvreté, la vulnérabilité, les capacités et la capabilité. Après la mise en lumière de ces différents concepts dans le domaine des sciences sociales dans le contexte international, puis africain et ensuite national, la problématique et la revue de la littérature ainsi que l'état de l'art seront présentés en second lieu. Beaucoup d'auteurs, de chercheurs ont déjà travaillé sur ces différents concepts, mais ce présent chapitre a pour objet de synthétiser les différents courants théoriques, de mettre en évidence les liens et les différences entre des concepts apparemment similaires comme la pauvreté et la vulnérabilité, la capacité et la capabilité, et de préciser le concept de « vulnérabilité » utilisé dans la cadre de l'exploitation des données analysées. Ce premier chapitre inclura également le détail des bases méthodologiques mobilisées pour la recherche, donnant les différentes sources des données utilisées, les collectes des données complémentaires ainsi que les portées et limites de cette recherche. En bref, ce premier chapitre permettra de mettre en lumière les cadres théorique et méthodologique de la présente recherche.

Le « **Profil sociodémographique et économique** » sera présenté dans un second chapitre. La vulnérabilité est souvent mise en relation avec la pauvreté qui présente elle-même un caractère multidimensionnel. Or, ce caractère multidimensionnel de la pauvreté doit prendre en compte d'autres dimensions du bien-être tels que les niveaux d'éducation et de santé, les conditions d'habitat, les actifs à la disposition des ménages (Lachaud, 2002a). Ainsi, l'approche par les capacités de Sen (1990) relate que chaque individu devrait bénéficier d'une éducation appropriée, être en bonne santé, vivre dans un logement adéquat pour qu'il puisse posséder certaines capacités considérées indispensables à l'atteinte d'un certain niveau de vie. Cette approche discerne donc également le caractère multidimensionnel de la pauvreté. En effet, ce second chapitre

s'intéresse plus particulièrement aux profils, conditions de vie et aux autres dimensions de développement humain, Plus précisément, il s'agit de dresser le profil de la population pauvre et vulnérable à Madagascar, et plus particulièrement les jeunes. Il s'agira de même de présenter et d'analyser les caractéristiques sociodémographiques des jeunes, les caractéristiques socioéconomiques à travers l'emploi, d'étudier leur degré d'accessibilité aux services de soins de santé et aux autres services sociaux de base. La référence sera faite aux données de l'Enquête Nationale sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement de 2012-2013 et des EPM (Enquêtes Permanentes auprès des Ménages). L'objet est donc ainsi de mieux comprendre et d'appréhender les autres dimensions du bien-être. Cela permet donc de mieux cerner les facteurs favorisant la pauvreté et la vulnérabilité qui peuvent altérer substantiellement les capacités des jeunes dans l'évolution du contexte malgache. Ce chapitre sera composé de six sections : la Démographie, l'Éducation, la Santé, l'Emploi, la Pauvreté et la Culture.

Le troisième chapitre abordera « **Les mesures des capacités et vulnérabilités** ». Nous allons présenter les capacités en nous inspirant et en notant un intérêt croissant autour du concept introduit par Sen (1985 ; 1980 ; 1985 ; 2000 ; 2003). Notons d'ores et déjà que l'approche par les capacités appliquée à la vulnérabilité et à la pauvreté revêt une manière d'analyser les moyens dont disposent les individus. Dans ce contexte, Sen (2003) révèle qu'« il est juste de considérer la pauvreté comme privation de capacités de base, plutôt que, simplement, comme une faiblesse de revenu ». Comme la pauvreté et la vulnérabilité sont intimement liées, elles se renforcent mutuellement et induisent un processus commun. Cette définition renvoie donc la vulnérabilité comme une insuffisance de capacités de base, alors que l'étude des capacités de base est très importante pour analyser la pauvreté et la vulnérabilité dans les pays en voie de développement comme Madagascar (Robeyns, 2005). En outre, l'approche d'Amartya Sen considère que ces capacités de base doivent se référer aussi à la liberté d'agir, d'entreprendre afin d'échapper la pauvreté. Par ailleurs, la mesure de vulnérabilité semble être difficile car celle-ci est complexe et dynamique. C'est pour cela que ce troisième chapitre essayera de la sorte de traduire les capacités et les vulnérabilités en termes d'indicateurs et d'en comprendre les ressorts. Plus précisément, il a pour but de déterminer et de mieux cerner les potentiels et les freins de développement des capacités des jeunes, notamment en termes de liberté d'actions au niveau sociétal. Nous allons

également analyser les capacités et les potentiels réels des jeunes à participer à la vie économique, et à œuvrer positivement en tant qu'acteur pour le changement social. En outre, la prise de responsabilité, l'autonomie, la participation à la vie publique et la participation à la vie politique des jeunes seront traitées et analysées une à une. Nous verrons ainsi dans ce chapitre les structures et les niveaux des indicateurs de mesure des vulnérabilités et des capacités qui permettront d'évaluer les potentiels de développement des capacités des jeunes, notamment en termes de liberté d'action. Notons que ce troisième chapitre comporte six sections, à savoir : les vulnérabilités, les Capabilités, la Responsabilisation, l'Autonomisation, la Participation à la vie publique et la Participation à la vie politique.

Dans le quatrième chapitre, nous allons présenter le « **Rôle des solidarités** ». La cohésion sociale solide à travers l'assistance mutuelle et l'entraide entre les membres de famille et la communauté sont l'une des spécificités de la société malgache, comme l'avait déjà montré Condominas (1991). En ce sens, elles peuvent être perçues aux niveaux local et national comme un élément pouvant lutter contre la pauvreté. Ce quatrième chapitre a donc pour objet de mieux cerner et d'analyser l'ampleur des solidarités dans la lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité ainsi qu'en tant que facteurs favorables à l'épanouissement des capacités. Dans cette optique, nous allons d'abord déterminer les espaces de développement des solidarités, du capital social et d'autonomisation des jeunes. Par la suite, nous allons montrer que les solidarités sont propices à l'infléchissement de la tendance actuelle vers la marginalisation des jeunes dans tous les secteurs. Notre approche sera principalement basée sur une démarche qualitative plutôt que purement statistique et quantitative. Ce quatrième chapitre sera composé de trois sections qui sont les Mécanismes de solidarité, le Lien social et la vulnérabilité, ainsi que Lien social et capacités.

« **Les facteurs déterminants des capacités des jeunes** » feront l'objet d'un cinquième chapitre qui a pour objet d'approfondir les liens entre les capacités des jeunes, les vulnérabilités et les autres variables sociodémographiques, économiques et culturelles. Dans ce chapitre, les liens entre vulnérabilités et capacités seront abordés plus en détail sous l'angle de l'analyse des capacités et des potentiels réels des jeunes à participer à la vie économique, et à œuvrer positivement en tant qu'acteur pour le changement social.

Nous verrons également dans ce chapitre la synthèse des déterminants des capacités des jeunes à Madagascar à l'aide d'un modèle économétrique. Ce chapitre comportera quatre sections. La première section présentera les liens entre la Vulnérabilité et les capacités. Elle sera suivie de l'analyse économétrique, notamment les modèles économétriques des capacités des jeunes en fonction des facteurs socioculturels et économiques. La troisième et la quatrième section seront consacrées à l'analyse qualitative et la Synthèse.

Le dernier et sixième chapitre s'intitulera « **Vulnérabilité et OMD** ». Rappelons que les Objectifs du Millénaire pour le Développement était une démarche conçue pour réaliser un ensemble d'objectifs clairs, axés sur l'amélioration des conditions de vie des populations, mesurables et assortis de délais puisqu'ils devaient être atteints en 2015 avant de donner lieu à un nouveau Programme de Développement Durable à l'horizon 2030. Les OMD se fondaient sur la prise de conscience de la nécessité d'intégrer la dimension humaine dans le processus de formulation des politiques de développement. Dans le cadre de l'engagement pris de réaliser les OMD, les gouvernants successifs malgaches ont mis en place des dispositifs permettant renforcer la lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité. Or, ce dernier chapitre a justement pour objet de montrer que les vulnérabilités des jeunes ont compromis l'atteinte des OMD. Pourtant, nous allons mettre en évidence dans ce chapitre que ces objectifs pourraient constituer des facteurs favorisant le développement des capacités des jeunes. Il comportera six sections à l'image des objectifs, à savoir « Éliminer l'extrême pauvreté et la faim (OMD1) », « Assurer l'éducation primaire pour tous (OMD2) », « Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (OMD3) », « Réduire la mortalité infantile et améliorer la santé maternelle (OMD4 et 5), « Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies (OMD6) », et « Préserver l'environnement (OMD7) ».

Chapitre 1. Problématique, concepts, méthodologie et contexte

Ce premier chapitre est sans nul doute une partie fondamentale de cette recherche. En effet, avant de passer aux résultats de recherche proprement dits, il est nécessaire de procéder à un cadrage des différents contextes et concepts en termes de vulnérabilités et capacités.

Comme mentionné précédemment dans l'introduction, la première section de ce chapitre développera la problématique en insistant sur les problèmes de vulnérabilités et capacités, l'importance de cette recherche, ainsi que la justification du choix des jeunes en tant que population cible. L'approche théorique sur les liens entre vulnérabilités et capacités sera aussi élaborée dans cette première section.

Ensuite, une deuxième section visera à présenter et analyser les différentes définitions et théories portant sur les thèmes principaux : pauvreté, vulnérabilité, précarité, capacités et les jeunes. En effet, mettre en exergue la définition et la mesure de la pauvreté, permet de poser des bases utiles à l'étude. Mais aussi, il est nécessaire de décrire l'émergence de la notion pauvreté afin d'expliquer sa dimension temporelle et d'en avoir une vision dynamique.

Les approches méthodologiques seront abordées dans une troisième section, qui aura pour objectif de présenter et prouver le choix du cadrage théorique de la recherche. Entre autres, il s'agit de développer le détail des méthodologies appliquées, notamment en ce qui concerne les sources, les traitements et les limites des données utilisées, la collecte des données qualitatives.

Enfin, une quatrième section abordera dans un premier temps la présentation générale du contexte socio-économique de Madagascar afin d'identifier les conditions dans lesquelles vivent les jeunes et les raisons pour lesquelles ils sont vulnérables. Dans un second temps une description de d'environnement politico-juridique des jeunes à Madagascar aura pour but de retracer les politiques et le cadre juridique autour des jeunes et d'identifier les lacunes et les facteurs qui engendrent la vulnérabilité des jeunes Malgaches.

Section 1. Problématique

Section 1.1. L'histoire des crises sociopolitiques presque cycliques

Historiquement, Madagascar a connu plusieurs crises sociopolitiques presque cycliques, qui ont toujours laissé des traces dans l'économie malgache. Les crises sociopolitiques répétitives ont une influence négative sur le processus de développement socioéconomique du pays. En effet, après chaque crise, l'évolution des indicateurs macroéconomiques devient toujours de plus en plus préoccupante. Les effets néfastes de chaque crise restent toujours palpables et affectent également l'évolution des indicateurs des conditions de vie de la population.

Selon les données de l'INSTAT, après la crise sociopolitique de 2009, le taux de croissance économique reste toujours relativement faible, se situant autour de 3%, sensiblement égal au taux de croissance démographique, ce qui ne permet pas à la population d'amortir les chocs subis, alors que les ménages malgaches sont perpétuellement exposés à de nombreux chocs qui peuvent altérer leur niveau de vie (INSTAT, 2013).

Comme la Grande île fait déjà partie des pays les plus pauvres du monde, la situation économique de la population se fragilise plus facilement, et de grands risques de basculement dans la pauvreté peuvent survenir suite à un ou plusieurs événements brusques (Imbiky, 2014). Dans cette même perspective, le rapport sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement en 2013 (CEA, 2013) soutient aussi que, même si la pauvreté régresse en Afrique, Madagascar fait partie des pays qui ne pourraient pas atteindre l'objectif 1 des OMD.

Cet objectif vise particulièrement à réduire de moitié le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Selon ce même rapport, l'échec à l'atteinte de cet objectif est dû essentiellement aux inégalités accentuées, aux carences des institutions ainsi qu'à la vulnérabilité persistante de la population aux chocs.

Section 1.2. Inégalités d'accès aux opportunités économiques et sociales

Les inégalités touchent principalement les écarts d'opportunités économiques et sociales qui affectent les conditions de vie de la population. Non seulement ces inégalités persistent entre les classes sociales, mais elles sont également présentes aussi bien entre la population issue du milieu rural que celle du milieu urbain que selon les tranches d'âge.

Les données de l'INSTAT en 2013 révèlent également que 78% des enfants sont considérés comme pauvres et que 82% se trouvent en milieu rural. Outre la pauvreté monétaire, les vulnérabilités des enfants sont multiples et se cumulent pour près de 47% d'entre eux, que ce soient au niveau de la santé, de l'éducation, de la nutrition, de l'accès à l'eau et à l'assainissement ainsi que de leurs droits. Ces indicateurs montrent donc que beaucoup de jeunes Malgaches grandissent dans un contexte préoccupant et un environnement hostile qui évidemment ont tendance à influencer leur bien-être et leur avenir.

Cela nous entraîne à poser la question de savoir si les vulnérabilités ne constitueraient pas des facteurs qui empêchent la capacité des jeunes.

Section 1.3. Individu et rationalité

La théorie sur la rationalité avance que chaque individu est rationnel et prévoit donc d'avance toutes situations plausibles, issues de chaque situation économique encadrant une zone donnée. De ce fait, selon Tocqueville, chaque individu est le meilleur juge de ses propres intérêts et n'a pas à être contrôlé par les autres.

La théorie sur la rationalité prend tout son sens dans cette étude car l'individu réagit rationnellement face à la vulnérabilité aux chocs surtout ceux d'ordre économiques. Les réactions, les agissements et les prises de décision de l'être humain découlent alors de la recherche de leur intérêt personnel. L'exemple des migrations auto-entretenues par les jeunes des zones rurales pour survivre et subvenir aux besoins de leur famille à

Madagascar, confirme clairement le lien entre la rationalité, la vulnérabilité de la population ainsi que la capacité.

De plus, la vulnérabilité se décrit comme une notion assez dynamique pour prendre en compte les stratégies d'adaptation et de changements socio-économiques qui visent le bien être. La capacité humaine à s'adapter et à surmonter une distorsion se définit comme étant une surréaction ou encore « overshooting ». Entre autres, face aux chocs, tout individu adopte ses propres stratégies, mais selon Lallau, cette capacité de résister reste vaine sans une action publique volontariste (Lallau, 2008b). La prise de conscience accompagnée d'effort collectif pourrait donc fournir une solution aux individus afin d'échapper à une vie vulnérable et se définit comme étant la capacité.

Chacun de ces arguments ramène à une question persistante de cette étude : quels sont les liens entre la vulnérabilité et la capacité de la population à surmonter la pauvreté ? Pour répondre à cette question, il est tout à fait approprié de définir séparément et de manière critique les différents concepts qui seront mobilisés ici.

Section 2. Concepts

Comme cette recherche touche le domaine de la pauvreté, il est capital dans un premier temps d'analyser ce concept en se basant sur les articles et ouvrages qui s'y consacrent, notamment les travaux de chercheurs comme Ravallion ou Chen. Ensuite, cette recherche prévoit d'étudier les concepts sur les capacités particulièrement ceux d'Amartya Sen, John Rawls, Jean-Luc Dubois, Isabelle Droy, Paul Ricoeur et Sophie Rousseau. Les documents mondiaux sur la pauvreté, la situation en matière de niveau d'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement à Madagascar seront également traités. Il en est de même pour les documents nationaux, tels que les EPM, les RNDH.

Section 2.1. Pauvreté

De nombreux chercheurs en économie et en sciences sociales se sont penchés sur le phénomène mondial et important qu'est la pauvreté. Si celle-ci paraît être un phénomène visible, concret, aisément reconnaissable, surtout dans le contexte des pays en voie de

développement, elle n'en reste pas moins un concept difficilement définissable et mesurable étant donné que les avis des chercheurs peuvent différer quant à sa définition.

Cette étude définit la pauvreté comme étant une situation dans laquelle les individus ne disposent pas des ressources nécessaires pour satisfaire les besoins essentiels de la vie. Cependant, de nombreuses contradictions persistent dans sa définition et la difficulté de cette tâche réside du fait du caractère multidimensionnel de la pauvreté. Il est donc quasi-impossible d'appréhender la pauvreté dans une perspective unique. La complémentarité des approches entre les différentes sciences humaines et sociales semble être la seule voie à suivre pour définir ce qu'est la pauvreté. Cette section vise ainsi à apporter quelques repères méthodologiques, sur les multiples manières dont la pauvreté est définie dans le domaine de l'économie et des sciences sociales.

Section 2.1.1. Les différentes notions de « pauvreté »

Même étudiée depuis fort longtemps, cette notion de « pauvreté » reste quand même difficile à définir du fait de son caractère multidimensionnel. Une définition plus courante demeure toujours plus ou moins acceptable. La pauvreté se définit comme une privation du bien-être de l'être humain (Ravallion, 1994). Cette interprétation porte sur les deux dimensions de la pauvreté : la dimension physiologique (pauvreté économique) et la dimension sociale (pauvreté humaine). Mais on ne pourrait pas certes se limiter à ces deux dimensions.

Dans le monde du capitalisme très avancé et de la mondialisation du marché, la pauvreté monétaire, la pauvreté « d'existence » ou des conditions de vie et la pauvreté de « capacités » ou de potentialité constituent les trois formes associées à la dimension économique de la pauvreté.

La pauvreté monétaire est ici définie comme une situation de manque de ressources monétaires permettant aux ménages de se procurer des éléments nécessaires à la survie des membres les composant. L'approche monétaire de la pauvreté permet d'établir une distinction entre individus pauvres et individus non-pauvres. Cette approche repose sur l'élaboration d'un seuil minimal de revenu ou de consommation sous lequel les ménages

sont considérés comme étant pauvres. La mesure de la pauvreté s'appuie donc soit sur le revenu, soit sur la consommation, traduite en valeur monétaire. Ce seuil est généralement appelé ligne de pauvreté (Ravallion, 2008).

Plus brièvement, la pauvreté monétaire décrit une insuffisance de ressources engendrant une consommation insuffisante et se traduit par un niveau de bien-être trop faible. En ce sens, un individu est donc pauvre s'il est dans l'incapacité de mobiliser un revenu suffisant pour sa subsistance. Toutefois, dans cette thèse, nous souhaitons voir de près le cas de la population active, et surtout les jeunes qui se trouvent dans l'incapacité de se procurer des moyens financiers nécessaires pour la satisfaction de leurs besoins.

La pauvreté « d'existence » ou des conditions de vie constitue une approche de la pauvreté définie en termes de privation relative. Ce concept se traduit par un certain repérage de quelques difficultés, de manques ou de privations dans différents domaines des conditions d'existence des ménages. Ces domaines renvoient éventuellement à une pauvreté de nature « existentielle » (alimentation, logement, santé) ou de nature « sociale » (relations, emploi, loisirs, ...). Dans ce cas, la pauvreté marque l'impossibilité de satisfaire les besoins essentiels qui permettent de mener une vie décente dans une société donnée, ce qui renvoie à la notion d'intégration/exclusion sociale.

Sur le plan anthropologique, comment se fait-il que les personnes ainsi définies, c'est-à-dire les pauvres, se sentent-elles involontairement exclues de la société ? À titre illustratif, dans la société malgache, un proverbe dit que « ny omby mahia, tsy lelafin'ny namany, ary ny ory tsy havan' ny manana » c'est-à-dire littéralement que : « Les vaches maigres ne sont pas léchées par les autres membres du troupeau » ou « Les bœufs ne lèchent pas leurs compagnons maigres, et les pauvres ne sont pas camarades des riches » (Veyrières, 1967). Ce paradoxe veut-il dire que les personnes pauvres ne peuvent pas être aimées par leurs proches, ou bien est-ce que ce sont eux-mêmes qui se dénigrent ? Nous allons aborder dans le sens de cette question lors nos entretiens qualitatifs.

La pauvreté de « capacités » ou de potentialités exprime quant à elle le manque de moyens permettant de sortir de la pauvreté et de mettre en valeur ses capacités individuelles. Dans cette logique, cette approche permet d'aborder la pauvreté à sa source en la considérant

comme le résultat d'une incapacité à saisir les opportunités qui se présentent, due en général aux conditions de départ défavorables (mauvais accès à l'éducation ou à la formation, santé déficiente, etc.) ou parfois à des accidents (destruction de biens, accident de santé, perte d'emploi, etc.).

Pour le PNUD, une personne n'est pas uniquement pauvre en raison de son manque de revenus ou de moyens matériels (indigence), mais aussi en raison du manque de choix dont elle dispose effectivement. Dans ce cadre, les capacités « reflètent la liberté de réaliser des potentialités ». Le PNUD parle aussi de la « pauvreté humaine » qui est présentée comme l'« absence des capacités humaines de base : analphabétisme, malnutrition, longévité réduite, mauvaise santé maternelle, maladie pouvant être évitée ».

Section 2.1.2. Capitalisation de la notion de pauvreté dans la recherche

Ces définitions à caractère multidimensionnel vont ainsi aider à analyser la pauvreté sous divers aspects.

Tout d'abord la pauvreté monétaire oblige à étudier le niveau des revenus au niveau des ménages. En matière de collecte de données, les enquêtes quantitatives effectuées auprès des ménages en tant qu'unité statistique ont fourni des données sur les revenus de tous les membres actifs d'un ménage et aussi sur le degré de satisfaction des personnes sur les besoins qu'on peut hiérarchiser selon leur catégorie. On peut aussi se référer ici à la théorie de Maslow sur les besoins de l'homme.

Pour la pauvreté « d'existence » ou des conditions de vie, on se situe davantage sur l'approche de la pauvreté définie en termes de privation relative. C'est aussi une définition liée à la pauvreté monétaire, mais en termes de recherche, la privation est un fait fatal qui exige à un individu de limiter ou même de supprimer certains de ses besoins. On peut parler ici d'une approche de la psychologie sociale, étudiant les comportements et les mentalités d'un individu ou d'un groupe d'individus vis-à-vis de la privation de leurs besoins. Pour le sujet qui nous intéresse, c'est une démarche théorique qui va permettre de connaître les processus psychologiques vécus par les jeunes dans une situation de vulnérabilité.

La définition de la pauvreté selon les capacités ou les potentialités ramènent à l'évaluation des potentialités disponibles chez les jeunes et leur environnement. Et c'est à partir des valeurs évaluées des ressources potentielles qu'on pourrait proposer des idées quant aux possibilités de propulser leurs capacités pour lutter contre la pauvreté. Sur le plan sociologique, on peut abonder dans l'étude des processus d'intégration ou d'exclusion sociale des jeunes. Selon les ressources et les potentialités disponibles, on peut les insérer ou réinsérer dans la vie professionnelle pour devenir soit des salariés dans les entreprises, soit les former pour être capables de monter des projets individuels auto-crésés et autogérés.

Enfin, citons la vision du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) qui estime le niveau ou le seuil de pauvreté de la population à partir des moyennes calculées sur les données macroéconomiques du pays, comme le PIB, l'accès aux services sociaux de base comme la santé et de l'éducation, le niveau de revenu, la longévité de la vie. Ces indicateurs peuvent faciliter les analyses comparatives entre les niveaux de résidence, le sexe ou les tranches d'âge des jeunes. Les caractéristiques socio-démographiques recueillies vont permettre par ailleurs d'élaborer une base de données, permettant à son tour de réaliser les analyses statistiques multidimensionnelles comme l'analyse en composantes principales (ACP), l'analyse factorielle de correspondance (AFC), etc.

Section 2.2. Vulnérabilité

À l'origine, la vulnérabilité indique un événement qui est pour un individu d'être face à une certaine difficulté. La philosophie de Ricoeur (1988) préconise un concept de base très précis de la vulnérabilité en économie sociale : vulnérabilité professionnelle (par rapport au chômage par exemple), vulnérabilité à la pauvreté, au harcèlement, etc.

En développant cette notion, les économistes ont introduit la vulnérabilité dans le domaine macroéconomique, dans le but d'illustrer le cas des économies exposées à des chocs. À titre d'exemple, les indicateurs comme les niveaux d'endettement, les liquidités, les réserves ont été utilisés pour mesurer la vulnérabilité macro-économique d'une nation.

Du point de vue macro-économique, notamment en ce qui concerne la dimension humaine, la Banque mondiale stipule que « la vulnérabilité mesure la probabilité qu'un choc entraîne une diminution du bien-être » (Banque Mondiale, 2001, p.139).

Plusieurs études se sont fondées sur des probabilités pour définir la vulnérabilité, même si la discussion ne se faisait qu'autour de la probabilité objective et subjective. Certains auteurs, comme Shackle (1945) et Hicks (1977) hésitent à utiliser les probabilités pour préférer les « possibilités » ou encore les « surprises potentielles » d'une personne par rapport aux événements. Hicks (1977), soutient que la probabilité d'un échec ne se mesure pas. Selon Shackle (1945), quant à lui, « la vulnérabilité est une perte d'ascendance par rapports aux événements ». À la limite, la probabilité serait le « reflet de notre ignorance » (Suppes, 1981), à la mesure d'événements tels que les épidémies, les éruptions volcaniques, les grandes tempêtes ou les tremblements de terre. Ce sont des événements plausibles, mais non probabilisables, ce qui pose des problèmes épineux d'estimation en cas de réparation et suscite actuellement un débat sur la nature de l'indemnisation⁶.

Ce débat montre donc la nécessité de recadrer conceptuellement et séquentiellement la vulnérabilité par rapport à la fragilité, aux risques encourus et même par rapport aux problèmes affectant de plus près les jeunes, particulièrement celui de la précarité.

Section 2.2.1. Définition de la vulnérabilité

Tout individu subit des événements qui vont le fragiliser, mais au fur et à mesure qu'il se sent plus responsable, sa vulnérabilité devient de plus en plus lourde. Ressentir de la responsabilité accentue effectivement la vulnérabilité d'une personne puisque celle-ci atteindra sûrement sa capacité d'agir et de réagir face aux événements, notamment par un bouleversement de ses capacités. La vulnérabilité dépend de la situation d'une personne (par exemple le déséquilibre dans ses obligations) et de l'évolution de l'environnement dans lequel elle se trouve (prendre des risques, entamer une démarche dans un

⁶ François Régis Mahieu, « Vulnérabilité, souffrance et sous- développement humainement durable », CEMOTEV/IRD, le séminaire du Jeudi 17/11/2011.

environnement caractérisé par l'incertitude). La vulnérabilité est une fragilité particulière⁷ d'une personne face à un facteur qui déstabilise sa capacité à se protéger et donc à se hisser face aux événements. Une personne vulnérable à la pauvreté ne doit pas être considérée aussitôt comme pauvre, mais peut tomber ou retomber dans la pauvreté par rapport au temps et aux événements. La possibilité de tomber ou retomber dans un malheur donné va alors marquer la fragilité particulière d'une personne, d'où sa vulnérabilité.

D'une part, la vulnérabilité peut être bien évidemment permanente, ou même cyclique, elle est très dépendante de la vision temporelle. D'autre part, elle se trouve être partielle, à l'instar d'une vulnérabilité au chômage, ou générale, comme la vulnérabilité à la misère. De même, on peut même distinguer des vulnérabilités conjoncturelles, des vulnérabilités structurelles⁸. Un enfant mal nourri et maltraité connaît une vulnérabilité structurelle mais dans certains cas, cette phase difficile peut s'achever et l'individu s'en remettre définitivement. Dans ce cas, on peut distinguer une « vulnérabilité forte », ou quasi irrémédiable, d'une vulnérabilité faible, remédiable quant à elle.

En d'autres termes, la vulnérabilité est une situation critique nouvelle pour un individu l'exposant à des épreuves comme la pauvreté, le chômage, la maladie, le conflit, l'indignité, l'exclusion, etc., toutes considérées comme des événements négatifs. La vulnérabilité peut s'expliquer de plusieurs façons mais il est aussi à noter que sortir d'une situation vulnérable peut éventuellement engendrer une autre forme de fragilité. Il faut donc y veiller lors la mise en place de politiques pour alléger la vulnérabilité d'une population donnée, comme la lutte contre la pauvreté. Plus concrètement, à titre d'exemple, cela pourrait être le cas en essayant de transformer des paysans pluriactifs qui vivent dans la misère dans les pays pauvres en artisans mal formés. Dans cette situation, l'absence de marché correspondant va les fragiliser ou les rendre encore plus vulnérables.

⁷ François Régis Mahieu, « Vulnérabilité, souffrance et sous- développement humainement durable », CEMOTEV/IRD, le séminaire du Jeudi 17/11/2011.

⁸ François Régis Mahieu, « Vulnérabilité, souffrance et sous- développement humainement durable », CEMOTEV/IRD, le séminaire du Jeudi 17/11/2011.

Section 2.2.2. Vulnérabilité, risques et capacités

L'analyse de la vulnérabilité met en jeu tous les risques encourus par les ménages, mais aussi l'ensemble des capacités possédés par les ménages leur permettant de tirer profit des possibilités qui s'offrent à eux de résister aux chocs négatifs et de remonter la pente. Comme nous l'avons avancé précédemment, le poids de la responsabilité d'un individu affecte sa capacité d'agir et de réagir face aux événements et déstabilise même la structure de ses capacités, consécutivement généralement aux risques qu'il doit encourir.

D'une manière générale, l'on ne peut pas renier le fait que plus un individu s'expose à une multitude de risques, plus il est vulnérable ; et plus son niveau de « capacités » est élevé, moins il est vulnérable. Une équation peut traduire cette relation entre vulnérabilité, risques et capacités :

Vulnérabilité = Risque / Capacités (Rousseau, 2003)

Autrement dit, un individu ou un ménage aura un coefficient de vulnérabilité plus faible si face aux mêmes risques, son stock de capacités lui permet de résister. Par contre, son coefficient de vulnérabilité sera élevé si son stock de capacités est trop faible pour lui permettre de réaliser des ajustements nécessaires pour protéger son bien-être.

Section 2.2.3. Vulnérabilité et précarité

Dans son sens général, la vulnérabilité se considère comme une éventualité de voir sa situation ou ses conditions de vie se dégrader ou même s'enfoncer face aux fluctuations de la vie, peu importe son niveau de richesse. Dans une situation économique dépréciée, plus particulièrement dans une hypothèse de hausse du taux de chômage, toutes les personnes peu ou pas qualifiées sont le plus souvent touchées par des allers-retours entre emplois précaires et périodes d'inactivité. La précarité frappe de manière générale les individus issus de tous les milieux sociaux ou professionnels, mais les catégories les plus démunies de la population qui accumulent des handicaps successifs (chômage récurrent ou de longue durée, faibles ressources, absence de logement ou logement insalubre,

absence de solidarités familiales, incertitude totale vis-à-vis de l'avenir, maladie, fragilisation psychique) sont celles qui se heurtent le plus fréquemment à cette situation de précarité.

Les multiples difficultés rencontrées par n'importe quel individu vulnérable sont souvent alourdies par une situation économique locale qui se caractérise par une faible croissance et un chômage élevé et par de mauvaises conditions environnementales.

La vulnérabilité peut ainsi être liée à plusieurs facteurs, que ce soit aux facteurs économiques et régionaux, ou au marché du travail local, mais également à des caractéristiques sociales ou individuelles. Les groupes vulnérables sont toutefois généralement classés en fonction de critères sociaux tels que l'âge, le sexe, l'origine ethnique, le handicap ou la situation familiale. Ceci reflète bien évidemment l'interaction complexe entre les facteurs sociétaux et individuels tels que la discrimination et l'accès à l'éducation, qui ont des effets sur la capacité à s'évincer de sa situation habituelle.

Les changements sociaux et économiques rapides affectent les perspectives des jeunes mais également leurs caractéristiques et le font considérer comme étant un groupe vulnérable. Les restructurations économiques, les avancées technologiques, les nouvelles réglementations commerciales ainsi que les politiques environnementales pourraient pourtant désormais avoir des répercussions sur le réveil des capacités des jeunes dans leurs perspectives d'emploi que ce soit dans la recherche d'un nouveau travail plus rentable ou dans une recherche d'avenir plus sûr.

Section 2.3. Capabilités

Section 2.3.1. Approche des capabilités d'Amartya Sen

Vu le degré de risque encouru par les ménages et l'interrogation sur les liens qui peuvent exister entre les capabilités et la notion de vulnérabilité, l'approche des capabilités mise en avant par Amartya Sen apparaît comme une référence de base. Ajouté à cela, la définition de Sen sur les capabilités se trouve à l'origine de toutes les notions dérivées que l'on peut trouver dans la littérature sur la pauvreté.

L'approche de Sen propose un jugement sur la qualité de la vie à partir de ce que les individus sont en mesure de réaliser vraiment, ce qu'il appelle les états (beings) et actions (doings) et qui constituent l'ensemble des fonctionnements (functionings). La pertinence des fonctionnements chemine du plus élémentaire (être en bonne santé, pouvoir manger) aux plus complexes (prendre part à la vie de la communauté, être digne à ses propres yeux).

Chacune des actions ou attitudes qu'une personne entreprend dans ses accomplissements, capable d'être ou de faire, est à l'origine d'un fonctionnement spécifique. Dans ce cadre, les biens, quels qu'ils soient, n'ont qu'un rôle instrumental car ils permettent de faciliter les fonctionnements correspondants, du fait de leur utilité permettant de faire ou d'être. Pour mener une vie épanouie toute personne doit donc pouvoir effectuer un certain nombre de fonctionnements.

Ainsi, Sen avance que « La capabilité est, par conséquent, un ensemble des vecteurs de fonctionnements, qui indique qu'un individu est libre de mener tel ou tel type de vie » (Sen, 1992, p.66). En d'autres termes, la capabilité se définit comme la possibilité effective dont un individu dispose pour ses divers choix sur les combinaisons de fonctionnements de sa vie accompagnée de la liberté dont il peut jouir.

La capabilité représente ici une certaine liberté détenue par un individu pour mener une existence à sa guise. De ce fait, pour juger le bien-être d'un individu, il faut non seulement prendre en compte sa capacité à réaliser ce qu'il désire mais également ses potentialités, c'est-à-dire des moyens dont il dispose pour réaliser ce qu'il désire, et la nécessité de connaître les dispositions offertes par la société, à savoir les opportunités sociales. Dans ce sens, l'approche par les capabilités peut être classée parmi les théories des opportunités parce qu'elle ne cherche à retenir ni les ressources ni les résultats atteints pour juger de la qualité de vie mais bien des opportunités réelles qui s'offrent aux individus pour mener le type de vie qu'ils ont choisie⁹.

⁹Les mots empruntés de Green et de Hobhouse ont, ici, une résonance particulière. Cf. Bertin (2008) <https://core.ac.uk/download/pdf/6297008.pdf>

Dans ce concept de « capacités », on peut distinguer deux notions : les « capacités » et les « potentialités » (Rousseau, 2003). Les capacités désignent les actions (« doing ») c'est-à-dire le fait d'être capable de faire quelque chose aux moyens des caractéristiques personnelles des individus avec les opportunités qui se présentent, et les potentialités désignent les moyens ou des états (« beings ») à travers les dotations en capital des individus.

➤ **Potentialités (dotation en capital)** : Cette dotation en capital d'une personne pourrait se subdiviser en quatre éléments :

- **Du capital financier :**

représente l'ensemble des ressources découlant de l'épargne ou de l'emprunt et destinées à procurer des biens matériels (machines, équipements) ou financiers, cela dans le but d'améliorer les conditions de vie des individus par différents achats (achat d'équipements et de matériels productifs, dépenses de nourriture, d'éducation, de santé, de vêtements, de logement). Aussi, en cas de chocs externes imprévus, il est plus facile de faire face et de remonter la pente rapidement lorsqu'il existe un capital financier.

- **Du capital physique :**

désigne quant à lui l'ensemble des actifs productifs (les outils, machines, équipements), des actifs ménagers (les appareils ménagers, le logement, les vêtements, les vélos, les bijoux, la radio) et des stocks détenus par les individus. En cas de malheur, une personne donnée peut revendre ces actifs ménagers. Alors, les actifs physiques peuvent servir à lutter contre tout risque inattendu, du fait que les actifs ménagers sont considérés comme une réserve de valeur et peuvent être assimilés à de l'épargne. Les stocks de nourriture sont ainsi de l'épargne de précaution.

- **Du capital humain :**

Selon la définition de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économique), le capital humain recouvre « l'ensemble des connaissances, qualifications, compétences et caractéristiques individuelles qui facilitent la création du bien-être personnel, social et économique ». Le capital humain représente donc en quelque sorte un bien immatériel. Celui-ci nécessite bien des investissements comme les dépenses dévolues à l'éducation, à la formation professionnelle, à la santé, à l'alimentation et au logement. Plus concrètement, pour un ménage donné, un enfant qui naît représente un stock de capital humain. Des parents en bonne santé et avec une bonne alimentation pourront élever selon cette logique un enfant en meilleure santé et plus résistant face aux maladies. Ensuite, pendant sa croissance, si ses parents le nourrissent bien, le soignent et le vaccinent, cet enfant grandira en pleine santé et sera vigoureux et fort. S'ils l'envoient à l'école, il aura une certaine qualification qui lui permettra de trouver un travail intéressant, sûr et bien rémunéré. En cas de perte d'emploi, il sera plus apte à retrouver un emploi rapidement. Alors, on peut affirmer que ce ménage prédéfini se construit un solide capital humain et donc sera mieux paré pour l'avenir et pour mieux encaisser les chocs¹⁰.

- **Du capital social :**

Le capital social d'un individu représente sa ressource sociale provenant des relations culturelles et sociales avec d'autres individus capables d'influencer positivement la situation économique de l'individu en question. Ainsi, les solidarités sociales, ethniques ou familiales sont des facteurs de lutte contre la vulnérabilité et la pauvreté. Le capital social se conçoit comme une forme de précaution. Investir dans du capital social consiste en effet à recevoir de l'aide matérielle ou immatérielle, quand on en a besoin, auprès de son voisin, de ses amis, de sa famille. Si c'est un moyen de lutte contre le risque, c'est aussi une source de bien-être pour l'individu.

¹⁰ <https://www.oecd.org/fr/lesessentiels/38081744.pdf>

➤ **Les capacités** : Selon Sen (2000b), il est à distinguer deux sortes de capacité :

- **Les caractéristiques personnelles :**

Les êtres humains ont leurs propres caractéristiques et disposent de suffisamment de traits personnels bien diversifiés puisque tous les individus sont caractérisés par leur âge, leur sexe, leurs caractéristiques physiques ou encore leur aptitude intellectuelle. Par ailleurs, chaque individu dispose de qualités propres, de facultés ou de dons innés. Contrairement au concept d'homo oeconomicus néo-classique qui postule que tous les agents économiques peuvent être représentés par un seul agent représentatif ayant les caractéristiques et comportements communs, les individus dans la théorie de Sen sont tous différents.

Ainsi, si un individu peut avoir plus de facilités à apprendre et à assimiler, un autre devra fournir beaucoup plus d'effort pour arriver à un point donné. Un individu pourra réaliser des longues études alors que d'autres seront limités. Mais il se peut également que celui qui dispose de plus de capacités n'ait pas l'envie de faire des études malgré ses facultés tandis que d'autres moins intelligents pourront fournir davantage d'efforts pour leur réussite en hissant leurs capacités. Toutes ces situations sont autant de possibilités qui pourront intervenir et basculer la vie de chacun.

En résumé, tous les individus ne sont pas constitués de la même façon, d'où l'importance de la prise en compte de leurs caractéristiques personnelles.

- **Les opportunités sociales :**

Dans les sciences sociales, le terme « opportunité sociale » est généralement utilisé pour faire référence à l'idée que les gens ont différentes possibilités en fonction de leurs réseaux sociaux et de l'environnement global dans lequel ils vivent. Donc, si on évoque les possibilités sociales pour une personne donnée, on entend la façon dont elle vit et ceux qu'elle connaît, ce qui peut affecter les possibilités qu'elle pourrait avoir. Au-delà des aspects seulement économiques, les opportunités sociales rassemblent les services mise en place à la disposition de tous les individus, que ce soit homme ou femme, d'une société donnée.

Les opportunités sociales permettent selon cette acception d'accroître la liberté qu'ont les individus de vivre mieux et de modifier leur qualité de vie individuelle. S'il existe des obstacles à l'accès aux services comme des discriminations, alors l'individu ne pourra pas mettre en œuvre ses capacités et ainsi améliorer son bien-être. Ainsi, même si l'individu possède des potentialités durables, il doit pouvoir disposer d'opportunités suffisamment importantes pour transformer ses potentialités en capacités d'être ou de faire, comme en témoigne l'exemple d'une discrimination sexuelle qui empêcherait les femmes d'avoir accès à certains pans du marché du travail. En conséquent, leur capacité sera réduite et leur bien-être faible.

Sen sera critiqué par certains auteurs, comme Sugden (1993) et Roemer (1996), pour son approche restant dans un cadre théorique pour l'évaluation de la situation des individus, plutôt qu'une théorie du bien-être plus normative sur ce qui doit être valorisé par les personnes. Cependant, Sen affirme l'existence de fonctionnements élémentaires (basic functionings) qui vont être valorisés par tous. Il discerne des fonctionnements plus importants dans le bien-être, comme le fait de pouvoir éviter de mourir prématurément, pouvoir avoir accès à une éducation de base. L'utilisation de ces fonctionnements élémentaires n' « est pas tant pour opérer un classement des niveaux de vie, mais plutôt pour décider d'un point seuil de pauvreté et de privation » (Sen, 1987).

Section 2.4. Synthèse

La vulnérabilité est une étape intermédiaire entre la richesse et la pauvreté. Toutes les stratégies de mise en place de politiques économiques préventives empêchant de tomber dans la pauvreté, qu'elles viennent de chacun des ménages proprement dit ou de celles du gouvernement, marquent le concept des capacités possédées par ces derniers.

En effet, on parle de vulnérabilité d'une personne ou d'un groupe social lorsque « la probabilité de voir sa situation ou ses conditions de vie, se dégrader ou s'enfoncer, quel que soit son niveau de richesse, face aux fluctuations de la vie » (Rousseau, 2001). En conséquent, lorsque l'individu ne possède pas d'un stock suffisant de capacités pour faire face aux aléas de la vie, il est dans une situation de vulnérabilité.

La vulnérabilité a une forte connotation avec le risque, c'est-à-dire un événement incertain auquel on est exposé. Ainsi, la vulnérabilité peut se définir comme le rapport entre le risque et le stock de capacités, ce qui suppose que toute personne vulnérable est à la fois confrontée au risque mais également à un stock de capacités inadéquat pour ne pas pouvoir se lancer dans un événement incertain. Plus une personne sera nécessiteuse en capacités (potentialités, accessibilité, opportunités sociales) et plus elle sera vulnérable. Déterminer le risque et le stock de capacités possédées par les personnes, les ménages et les groupes sociaux constitue une difficulté majeure dans l'évaluation la vulnérabilité.

Par ailleurs, si nous tenons compte des différentes définitions de la pauvreté et de la vulnérabilité, les dimensions de la vulnérabilité peuvent être regroupées en quatre composantes :

- ✚ la vulnérabilité à la pauvreté monétaire désignant le risque que le ménage tombe dans la pauvreté du fait d'un niveau de vie en dessous du seuil de pauvreté.
- ✚ la vulnérabilité à la pauvreté des conditions de vie comme la vulnérabilité à l'analphabétisme, à la mortalité infantile et juvénile, la malnutrition, etc.

- ✚ la vulnérabilité à la pauvreté de potentialité ou de capacités
- ✚ la vulnérabilité à la pauvreté humaine désignant la privation des droits sociaux, civiques et l'impossibilité de mener des activités politique, syndicale et culturelle pour défendre sa situation économique et sociale.

La capacité découle de la conversion des potentialités des personnes via les opportunités qu'elles parviennent à saisir au cours de leur existence. Potentialités et opportunités déterminent de manière conjointe l'ampleur des possibilités d'être et d'agir de n'importe qui, c'est-à-dire aussi la capacité d'affronter les risques encourus. En se focalisant sur la capacité d'action de l'individu face aux risques, plutôt que sur sa vulnérabilité, on peut remarquer que pour se prémunir des surprises de la vie, chaque individu dispose d'une capacité à anticiper ce qui peut l'être et à réagir à ce qui survient de manière imprévue, mais aussi à aspirer à une amélioration réalisable de sa situation. De ce fait, on peut en déduire que la capacité d'une personne résulte de son degré d'aversion au risque et de la situation de vulnérabilité dans laquelle elle se trouve.

L'approche des capacités de Sen souligne l'importance de la liberté d'être et d'agir au niveau personnel comme au niveau social dans la dynamique du bien-être, elle propose de réduire la pauvreté en améliorant les capacités des individus à long terme. Ceci permet de réduire la vulnérabilité face aux difficultés de la vie et in fine de mener une vie plus épanouissante.

Section 3. Méthodologie

La méthodologie générale de cette recherche repose d'abord sur des matériaux quantitatifs et statistiques à travers l'exploitation des données statistique des Enquêtes Permanentes auprès des Ménages de 2005 et 2010 et surtout de la dernière Enquête Nationale de Suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement (ENSOMD) 2012-2013, ainsi que le plus récent Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH3) en 2018. Il y a lieu de noter que l'ENSOMD est la dernière enquête permanente auprès des ménages traitant plusieurs thèmes. Une nouvelle Enquête Permanente auprès des Ménages devait succéder à cette dernière enquête, elle a été lancée au début de l'année 2021, mais compte tenu du problème sanitaire de la Covid19, elle a été repoussée à l'année 2022.

Les données statistiques issues de ces différentes enquêtes nationales seront complétées dans cette thèse par la réalisation d'une enquête qualitative sur la vulnérabilité et les capacités des jeunes, en priorisant une approche socio-anthropologique. Le couplage entre méthode quantitative et méthode qualitative devrait donc permettre de concilier les approches de mesure factuelle des variables quantitatives avec une détermination plus fine des processus en œuvre dans la dynamique individuelle de la pauvreté et de la vulnérabilité.

Cette section a pour objet dans un premier temps de présenter les sources de données quantitatives collectées ainsi que leurs caractéristiques, avant la description de l'approche qualitative. La troisième sous-section mettra en avant les démarches méthodologiques communes et spécifiques à chaque chapitre. Enfin, la dernière partie de cette approche méthodologique soulignera les portées et limites de cette recherche sur la vulnérabilité et capacité.

Section 3.1. Les principales sources de données

Les traitements et analyses de données seront surtout basées sur l'exploitation des données EPM 2010 (Enquête Permanente auprès des Ménages) et ENSOMD 2012-2013 (Enquête Nationale auprès des ménages sur le Suivi des indicateurs des Objectifs du Millénaire pour le Développement), ainsi que le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH3) réalisé en 2018. Les logiciels statistiques utilisés pour l'analyse de données sont STATA version 12 et SPSS version 21.

Section 3.1.1. EPM

Les exploitations statistiques des données portent sur des fichiers harmonisés entre l'EPM 2010 et l'ENSOMD 2012-2013, afin de permettre la comparaison entre les résultats de ces deux enquêtes nationales. Cette recherche se distingue ainsi dans l'analyse de la dynamique de la pauvreté entre 2005 et 2013, d'où la nécessité d'un important travail d'harmonisation des fichiers. Dans le même temps, ce travail permettra également de valoriser d'un point de vue de la recherche les données de l'Institut National de la Statistique (INSTAT), qui s'avèrent notoirement sous-exploitées, comme cela est souvent le cas pour les données des statistiques nationales des pays du Sud.

Il est important de souligner que la série des Enquêtes Périodiques auprès des Ménages (EPM) a pour but de mesurer et de suivre l'évolution des conditions de vie des ménages à Madagascar. Elles collectent des informations sur la situation socio-économique ainsi que sur les principaux facteurs déterminants du bien-être des ménages. Ainsi, les données recueillies dans l'EPM contribuent au calcul du niveau des indicateurs de pauvreté, d'activités, d'éducation et d'accès aux services et aux technologies et de leur évolution au fil des ans. Ces indicateurs sont capitaux pour le suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Comme cette recherche priorise l'approche multidimensionnelle de la pauvreté, l'EPM a été expressément choisie non seulement parce qu'elle identifie la pauvreté économique mais aussi parce qu'elle permet également de mesurer les niveaux de performance du

pays en matière de développement humain. L'objectif premier de l'EPM 2010 était d'estimer les évolutions des indicateurs de suivi de l'OMD, et des indicateurs de pauvreté en permettant d'établir la situation après dix ans de mise en œuvre des programmes, projets et efforts d'atteinte des OMD.

En utilisant le ménage comme unité d'enquête, le questionnaire utilisé au cours de l'EPM 2010 s'adresse principalement au chef de ménage. Le questionnaire pour l'EPM 2010 contient plusieurs thèmes qui se focalisent sur les conditions de vie des ménages. Les thèmes abordés touchent la démographie, la santé, l'éducation, l'emploi, les activités, les entreprises non agricoles détenues par les ménages, l'habitation et le logement, les opérations de transfert, les avoirs, les perceptions subjectives du niveau de vie, l'agriculture, les chocs et risques subis par les ménages, les dépenses des ménages. L'EPM est ainsi la seule enquête en 2010 qui puisse fournir ces éléments de données, le calcul d'indicateurs et les analyses microéconomiques sur toutes les facettes des activités et des conditions de vie des ménages, ainsi que sur la pauvreté.

ECHANTILLONNAGE

L'EPM 2010 est une enquête statistique par échantillonnage à deux niveaux. Plus précisément, la technique de sondage adoptée était le sondage aléatoire stratifié à deux degrés. Au premier niveau, pour le tirage des unités primaires, 623 zones de dénombrement (ZD)¹¹ délimitées par la cartographie du troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH3) ont été choisies de manière aléatoire. Ces 623 ZD étaient réparties dans les 44 strates qui sont les croisements des vingt-deux Régions et des deux milieux (urbain et rural). Afin d'assurer une meilleure comparabilité avec les EPM antérieures, le milieu urbain comprend l'ensemble des localités de la capitale, les cinq autres chefs-lieux de province, Antsirabe I, et les chefs-lieux de district. Le milieu rural est constitué des autres localités. Ensuite, pour le tirage des unités

¹¹ Une zone de dénombrement est un groupe de logements délimités physiquement a priori dans la base de sondage. Les délimitations sont dans la plupart des cas, surtout en milieu rural, constituées de limites naturelles (cours d'eau, crevasse, versant de montagne) ou de limites facilement visibles (pont, rue). La taille d'une ZD est semblable à celle d'un *fokontany* (village en milieu rural ; quartier en milieu urbain). Il arrive qu'un grand *fokontany* soit subdivisé en deux ou trois zones de dénombrement et inversement que deux ou trois petits *fokontany* soient regroupés en une zone de dénombrement.

secondaires, vingt ménages sont aléatoirement sélectionnés dans chacune des ZD. En définitive, 12 460 ménages ont constitué l'échantillon de l'EPM 2010. Cette taille de l'échantillon et ce nombre de ménages par grappe enquêtés ont été fixés en tenant compte à la fois de la question de représentativité statistique et spatiale des groupes cibles à étudier, de la complexité des opérations sur terrain et des moyens financiers et humains.

Section 3.1.2. ENOMSD

C'est la dernière enquête ayant également une envergure nationale qui a été menée par l'INSTAT en 2012 et 2013. Similairement à l'EPM 2010, l'ENOMSD fournit aussi des données nécessaires pour l'évaluation des progrès du pays vers l'atteinte des OMD et des autres engagements pris par Madagascar. Cette enquête a permis d'actualiser les données de l'EPM 2010, en particulier les données socio-sanitaires fournies par la quatrième Enquête Démographique et de Santé de 2008/09 (EDS-IV). Dans le même temps, l'ENOMSD est la première enquête à Madagascar qui livre des renseignements dans les domaines tels que les violences faites aux femmes ou les connaissances et attitudes en matière de fistule obstétricale. Plus spécifiquement, l'enquête a pour but de fournir des informations fiables et à jour sur la situation des ménages et de leurs membres dans les domaines suivants :

- (i) survie, santé, nutrition et protection des enfants ;
- (ii) éducation et alphabétisation ;
- (iii) santé de la reproduction (SR), y compris les IST et le VIH/SIDA ;
- (iv) genre et violences faites aux femmes ;
- (v) protection et participation des jeunes et adolescents ;
- (vi) eau, assainissement et conditions de vie ;
- (vii) prévention du paludisme ;
- (viii) consommation et pauvreté monétaire.

L'ENOMSD est à la fois une enquête auprès des ménages et une enquête individuelle, ce qui fait que les unités statistiques enquêtées étaient donc les ménages et les individus s'y rattachant.

Des informations ont été ainsi collectées sur :

- (i) tous les ménages de l'échantillon ;
- (ii) tous les membres des ménages tirés ;
- (iii) les femmes en âge de procréer, c'est-à-dire âgées entre 15 et 49 ans au moment de l'enquête, vivant dans les ménages tirés pour l'enquête individuelle femme
- (iv) les hommes âgés entre 15 et 59 ans au moment de l'enquête vivant dans les ménages tirés pour l'enquête individuelle homme ;
- (v) les enfants de moins de cinq ans vivant dans les ménages tirés pour le volet anthropométrie.

Différents types de questionnaires ont donc été utilisés pour l'enquête, et notamment :

- (i) un questionnaire Ménage/Pauvreté destiné à recenser les membres des ménages échantillons et à collecter leurs caractéristiques pour une mesure de la pauvreté monétaire similaire à l'EPM ;
- (ii) Un questionnaire Individuel Femme qui porte principalement sur des thèmes comme la reproduction, la contraception, la mortalité maternelle mais aussi les violences à l'égard des femmes ;
- (iii) Un questionnaire Individuel Homme relativement proche de celui adressée aux femmes ;
- (iv) Un questionnaire Anthropométrie Enfant.

ÉCHANTILLONNAGE

Concernant la méthodologie d'échantillonnage, elle est similaire à celle de l'EDS-IV qui consiste en un échantillon aréolaire, stratifié et tiré à deux degrés. C'est un sondage probabiliste dont la base est celle issue de la cartographie préparatoire du troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH3). Au premier degré, 615 ZD ont été tirées proportionnellement à leur taille, 149 en milieu urbain et 466 en milieu rural. Les ZD tirées ont été mises à jour pour former des grappes. Au second degré, 32 ménages par grappe ont été tirés de manière systématique en utilisant un pas de tirage

fixe calculé à l'avance. Ce sont 19 488 ménages, dont un quart en milieu urbain et les trois quarts en milieu rural, qui ont constitué l'échantillon de l'enquête. Pour des raisons de confidentialité, le module « Violence faite aux femmes » n'a été administré qu'à une seule femme dans un ménage sur deux tirés au sort. Le choix de la femme éligible pour ce module a été fait à l'aide de la grille de Kish.

Section 3.1.3. RGPH 3

C'est le troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitation réalisé par le pays depuis l'indépendance de Madagascar. Il a été réalisé en 2018, tandis que les deux précédents RGPH avaient été menés en 1975 et 1993. Cette vaste opération a été instituée par le Décret n° 2015-096 du 10 février 2015 qui fixait les bases légales de l'opération et en définissait les structures organisationnelles.

Comme c'est un recensement de couverture nationale exhaustive, il peut fournir les informations les plus récentes sur les caractéristiques démographiques et socio-économiques de la population ainsi que sur les conditions d'habitation et de bien-être des ménages jusqu'au niveau géographique le plus fin. La réalisation de cette grande opération a connu trois grandes phases :

- (i) activités pré-censitaires (élaboration des documents techniques, cartographie censitaire et recensement pilote) ;
- (ii) dénombrement principal ;
- (iii) (iii) activités post-censitaires (enquête post-censitaire de couverture, traitement des données, analyse des données et publication des résultats).

ACTIVITES PRE-CENSITAIRES

Pour les activités pré-censitaires, des documents techniques ont été d'abord élaborés. Ce sont des questionnaires et manuels (manuels des agents de terrain, et manuels d'exploitation).

Ces questionnaires sont de trois types :

- (i) le questionnaire Ménage ordinaire ;
- (ii) le questionnaire Ménage collectif ou ensemble particulier ;
- (iii) le questionnaire pour la Population flottante ou les sans-abris. Ces deux derniers questionnaires sont plus succincts que le premier et ne traitent que les principales caractéristiques démographiques de base.

Il est à noter que plusieurs variables peuvent être exploitées dans le cadre de notre recherche car le questionnaire Ménage ordinaire comporte plusieurs sections éclairantes quant à notre problématique principale : les caractéristiques individuelles avec les variables démographiques de base (lien de parenté avec le chef de ménage, sexe, âge, date de naissance), la situation de résidence, la migration, la nationalité, le handicap, la survie des parents, les scolarisation et le niveau d'instruction et d'alphabétisation, l'activité économique, l'état matrimonial, la natalité-fécondité ainsi que la mortalité (infantile-adulte-maternelle), les caractéristiques du logement et de l'habitation (type de logement, statut d'occupation du logement, matériaux des murs, du toit et du sol, principal mode d'éclairage et d'approvisionnement en eau, type d'aisance, mode d'évacuation des ordures et des eaux usées, source principale d'énergie pour la cuisson, nombre de pièces occupées pour dormir par le ménage, la possession de biens d'équipements, etc.) et les renseignements concernant spécialement les ménages agricoles.

Quant à la cartographie censitaire, l'opération a consisté à effectuer un support topographique pour l'ensemble du territoire national en le morcelant en petites unités aréolaires dénommées là encore « Zone de dénombrement (ZD) » afin de dénombrer la population de façon exhaustive. Cette opération s'est déroulée sur une année, entre le mois de février 2017 et le mois de février 2018, elle a permis de confectionner 31 193 Zones de Dénombrement en vue du dénombrement principal.

DENOMBREMENT PRINCIPAL

Cette phase a été menée en deux étapes. La première consiste à numéroter les bâtiments et la deuxième concerne le dénombrement proprement dit. Cette phase s'est déroulée au cours du mois de mai 2018. Pendant cette opération, toutes les catégories de la population (résidente dans un ménage ordinaire, résidente dans un ensemble particulier ou sans-abris) ont été dénombrées, puis certaines données relatives aux caractéristiques des individus des ménages et à leurs conditions d'habitation ont été collectées.

ACTIVITES POST-CENSITAIRES

C'est une opération faisant partie intégrante du processus du recensement, menée après la phase du dénombrement de la population. Elle permet d'évaluer la couverture et la qualité du dénombrement et de s'assurer que le recensement est bien réalisé selon les normes internationales. Cette opération consiste à dénombrer complètement un échantillon représentatif de la population recensée et à recouper chaque individu dénombré lors de l'enquête post-censitaire avec l'information recueillie au cours du dénombrement principal.

Section 3.2. Enquête qualitative (Enquête complémentaire/ Entretiens)

L'enquête qualitative porte sur les perceptions et le vécu concernant la vulnérabilité et les capacités des jeunes. Les entretiens ont été réalisés auprès de quarante jeunes dans les Régions d'Analamanga et d'Itasy.

La première Région a été choisie en tenant compte du nombre élevé de la population estimée à 3,4 millions, et représentant 16,8% de l'ensemble de la population (INSTAT, 2013).

La deuxième Région compte 0,8 million d'habitants. Les deux Régions rassemblent à elles deux presque le quart de l'ensemble de la population. Grâce à la diversité ethnique présente dans les deux Régions d'Analamanga et d'Itasy, il est plus facile d'obtenir les perceptions sur la vulnérabilité et capacités sous différents angles. De plus, du fait que la première Région abrite la capitale du pays, elle suscite fortement l'intérêt des jeunes ruraux à y migrer dans le but de trouver du travail sur un marché déjà insuffisant à fournir de l'emploi pour les jeunes urbains de la ville et de ses périphéries (Freeman, 2010 ; Rakotonarivo, 2008).

Les districts d'Antananarivo Renivohitra et d'Antananarivo Atsimondrano ont été choisis parmi les huit districts de la Région, afin d'avoir un panel diversifié. Même si évidemment la notion de représentativité statistique ne s'applique pas dans la démarche qualitative, nous avons souhaité aborder la diversité des processus potentiels et prendre en compte à la fois les perceptions en milieu urbain en milieu rural. L'étude qualitative a ciblé vingt-cinq individus de 15 à 24 ans dans la Région d'Analamanga et quinze jeunes du même âge dans la Région d'Itasy, représentant des profils variés pour assurer une certaine fiabilité des résultats¹² (tableau 1). Sur la base d'entretiens semi-directifs, cette enquête qualitative s'est déroulée au cours des mois de juin et juillet 2017, plus précisément au cours du mois de juin 2017 dans la Région d'Itasy et du mois de juillet 2017 dans la Région d'Analamanga. Répétons-le, l'enjeu de cette étude qualitative ne se situe pas dans le nombre de personnes interrogées mais bien dans la manière d'analyser les *verbatim* pour mieux comprendre les processus sous-jacents à la problématique des capacités et vulnérabilités des jeunes.

Le choix raisonné des personnes interrogées s'est porté aussi sur treize filles dans la Région d'Analamanga et sept filles dans la Région d'Itasy, soit la moitié des personnes enquêtées dans chaque Région.

¹² Wahnich, Stéphane. Enquêtes quantitatives et qualitatives, observation ethnographique. *Bulletin des bibliothèques de France* [en ligne], n° 6, 2006 [consulté le 24 septembre 2015]. Disponible sur le Web <<http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2006-06-0008-002>>. ISSN 1292-8399.

Les entretiens menés ont été enregistrés sur dictaphone afin d’obtenir des informations plus explicites et plus fidèles en plus des prises de notes avant d’être retranscrits. Un important travail de sensibilisation et d’explication de notre démarche de recherche a été effectuée auprès des acteurs de terrain que sont les habitants et les autorités administratives (photo 1).

Tableau 1 : Profil des jeunes 15 à 24 ans enquêtés lors de l’enquête qualitative en 2017

Groupe	Profession	REGION		Ensemble
		Analamanga	Itasy	
		Effectif	Effectif	Effectif
15-19 ans	Étudiant	5	3	8
	Travailleur dans les secteurs informel & agriculture	5	3	8
20 -24 ans	Étudiant	5	3	8
	Travailleur dans le secteur formel	5	3	8
	Travailleur dans les secteurs informel & agriculture	5	3	8
		25	15	40

Source : Auteur

L’intérêt de cette enquête qualitative complémentaire est d’abord d’affiner les données et informations obtenues par les enquêtes quantitatives, processus nécessaire pour vérifier certaines hypothèses de notre recherche. Ensuite, elle est également importante pour améliorer l’interprétation des données statistiques issues des enquêtes quantitatives (EPM, ENSOMD).

Photo 1 : Première rencontre avec les Chefs *Fokontany*, la communauté, les jeunes et leurs parents dans la Région d'Itasy pour expliquer les objectifs des entretiens



Comme l'approche qualitative choisie pour cette étude implique de poser des questions ouvertes lors des entretiens semi-directifs, un guide d'entretien qui contient les différents thèmes à aborder a été élaboré. Ces thèmes n'ont pas été nécessairement traités dans l'ordre du guide, mais dépendait principalement de la personne interviewée et de la dynamique de l'entretien.

Autrement dit, le guide d'entretien était plutôt utilisé comme un « aide-mémoire » sur les thèmes à poser lors de l'entretien, et ne devait être en aucun cas figé. L'interviewé ou l'enquêté est ici à la fois un consultant et récitant. Il est considéré comme consultant, d'une part, car on lui laisse parler de son groupe, de sa société, de sa culture, etc., et comme récitant, d'autre part, car on écoute son vécu, sa vie (Sardan, 2003).

L'analyse de cette enquête qualitative a consisté ensuite à comparer les informations obtenues afin de faire émerger une cohérence et des régularités. La confrontation des différents *verbatim* issus des entretiens retranscrits et le reclassement de ces données

qualitatives selon un ordre logique ont permis d'apporter des éléments de réponse utiles pour notre étude.

Section 3.3. Approche méthodologique

Section 3.3.1. Revue de littérature et analyse bibliographique

Pour cette étude sur la vulnérabilité et capacités, la revue de littérature et l'analyse bibliographique est une phase incontournable. « La recherche documentaire est une démarche systématique et explicite d'identification, de récupération et de traitement bibliographique de données publiées ou non. Elle a permis d'identifier les informations pertinentes et a tendu vers l'exhaustivité. La revue documentaire encourage donc d'une part, la maîtrise des outils et des stratégies de recherche et d'autre part, enrichit les connaissances sur les sources multiples d'informations » (Anaes, 2000, p.8).

La stratégie adoptée pour cette recherche documentaire consiste en trois étapes :

- ✚ La revue systématique de la littérature et des méta-analyses existantes ainsi que des articles sur l'analyse de la pauvreté, la vulnérabilité et les capacités ;
- ✚ Les recherches documentaires approfondies sur les aspects définis de manière dynamique et évolutive. En effet, les sujets ont évolué tout au long de la recherche. De plus, une recherche documentaire ne peut être fiable que si elle reflète parfaitement le contenu de la recherche ;
- ✚ La recherche documentaire s'est conclue par une revue de synthèse qui présente l'analyse de travaux originaux déjà publiés. Si cette synthèse a suivi une méthode explicite et valide d'élaboration, elle peut être prise comme document de référence, évitant ainsi une analyse détaillée de la littérature antérieure à ce document.

Cette approche tient compte de certaines considérations théoriques sur les vulnérabilités et capacités des jeunes à Madagascar. Ceci permet aussi d'étudier la pauvreté rurale en

général afin de mieux en saisir certains aspects pertinents. L'abondance des références nécessite donc une sélection critique privilégiant la qualité de l'information.

Section 3.3.2. Méthodologie globale d'analyse

Comme mentionné précédemment, les traitements et analyses de données sont essentiellement basés sur l'exploitation des données de l'EPM 2010 et l'ENSOMD. Les logiciels statistiques utilisés pour l'analyse de données sont STATA version 12 et SPSS version 21. Puisque les données spécifiques sur les jeunes n'étaient pas directement disponibles dans les rapports, il a été nécessaire d'opérer un important calcul des indicateurs pour les besoins de notre analyse qui impliquait la création de nouvelles variables dans nos bases de données.

Les techniques économétriques ont également été utilisées pour évaluer les facteurs déterminants des vulnérabilités et capacités. Le modèle utilisé pour le traitement des données quantitatives est la régression logistique.

L'intérêt de cette analyse consiste particulièrement à interpréter les données recueillies en vue de confirmer ou d'infirmer les hypothèses de notre recherche. Pour cela, il importe d'examiner longuement et minutieusement les données collectées. Cette analyse permet également de faire apparaître l'influence de certaines variables ou de certains facteurs sur le phénomène étudié qui n'est autre que le cas des vulnérabilités et capacités des jeunes Malgaches.

Pour ce faire, trois principaux types d'analyse des résultats ont été utilisés afin de mener à bien la recherche, à savoir :

- ✚ l'analyse descriptive ;
- ✚ l'analyse explicative ;
- ✚ l'analyse compréhensive.

Tout d'abord, l'analyse descriptive, consiste à dresser un portrait de la situation, suite à la compilation et au classement des données. Dans ce cas, les statistiques descriptives ont contribué à l'analyse des données et à leur classement afin de dégager certaines caractéristiques qui sont utilisées pour cette étude. Plus précisément, il s'agit de résumer et de présenter les données exploitées sous forme d'indicateurs chiffrés, de tableaux et graphiques pour pouvoir mener les analyses approfondies, et vérifier les hypothèses de notre recherche.

Ensuite, l'analyse explicative contribue dans la prise de décision quant à la confirmation ou à la réfutation de nos hypothèses de recherche. Entre autres, les raisonnements qualitatifs ou statistiques pour lesquels nous devons retenir ou rejeter les hypothèses de recherche sont exposés à la suite de ce type d'analyse. Ainsi, les informations pertinentes venant des recherches bibliographiques et des enquêtes qualitatives sont utilisées pour enrichir l'analyse.

La prise en compte des rapports entre les résultats obtenus au cours des enquêtes qualitatives et les perceptions des sujets constitue l'analyse compréhensive.

Section 3.3.3. Démarche spécifique par chapitre

Pour le chapitre 2. Profil sociodémographique et économique

Ce chapitre est composé de six sections à savoir la Démographie, l'Éducation, la Santé, l'Emploi, la Pauvreté et la Culture. Rappelons que ce chapitre a pour objet de mieux comprendre et d'appréhender les autres dimensions du bien-être pour cerner les facteurs favorisant la pauvreté et la vulnérabilité qui peuvent altérer substantiellement les capacités des jeunes dans l'évolution du contexte malgache. Il s'agit donc de présenter et d'analyser les caractéristiques sociodémographiques des jeunes et leurs caractéristiques socioéconomiques à travers l'emploi et d'étudier leur degré d'accessibilité aux services de soins de santé et aux autres services sociaux de base. Les bases de données utilisées sont celles de l'Enquête Nationale sur les OMD 2012-2013, de l'EPM 2010 (Enquête Permanente auprès des Ménages) ainsi que celles du recensement RGPH3. L'analyse descriptive et l'analyse explicative sont donc les plus appropriées pour ce chapitre.

Cependant, comme les enquêtes EPM et ENSOMD ne traitent pas particulièrement les questions de culture, il est nécessaire de se référer aux données qualitatives issues des entretiens auprès des jeunes.

Pour le chapitre 3. Mesure des vulnérabilités et capacités

Il est à retenir que ce troisième chapitre a pour but de traduire les capacités et les vulnérabilités en termes d'indicateurs et d'en comprendre les ressorts. De façon plus précise, l'objectif est ici de déterminer et de mieux cerner les potentiels et les freins de développement des capacités des jeunes, notamment en termes de liberté d'action au niveau sociétal. L'objectif est également d'analyser les capacités et les potentiels réels des jeunes à participer à la vie économique, et à œuvrer positivement en tant qu'acteur pour le changement social. À cet effet, les informations qualitatives à partir de l'enquête seront aussi utilisées.

Pour le chapitre 4 « Rôle des solidarités »

Rappelons que ce chapitre a pour objet de mieux cerner et d'analyser l'ampleur des solidarités dans la lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité ainsi qu'en tant que facteurs favorables à l'épanouissement des capacités. Ce chapitre traite trois sections, les mécanismes de solidarité, le lien social et la vulnérabilité, ainsi que le lien social et les capacités. Comme les données de l'EPM et l'ENSOMD comportent le volet transfert dans le questionnaire, les transferts pris en compte ici sont des transactions unilatérales portant sur de l'argent ou sur des biens et services sans contreparties, contrairement aux transactions économiques habituelles observées sur le marché. Il s'agit donc, d'une part, de transfert de biens et services sans contrepartie financière ou le transfert d'autres biens et services à titre de paiement et, d'autre part, de transfert d'argent sans qu'il y ait eu des biens et services acquis au préalable ou qu'il y ait eu transfert de propriété d'autres biens et services. Ainsi, toute transaction économique (achat, vente, troc ou échange de biens et services, et tout échange économique en général) ne fait pas partie des transferts concernés par cette section du questionnaire. Les transferts peuvent s'effectuer à partir du

ménage vers un autre ménage : envois faits par des membres du ménage à destination de membres absents du ménage ou de personnes appartenant à d'autres ménages. Ces transferts peuvent aussi être envoyés par des membres absents du ménage ou de la famille ou par des membres d'autres ménages. Ces informations peuvent être exploitées comme un mécanisme et une forme de solidarité. Dans un premier temps, nous utilisons donc les bases de données de l'EPM et l'ENSOMD pour analyser les transferts émis et reçus par les ménages malgaches, et ensuite pour mieux cerner et analyser l'ampleur des solidarités dans la lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité.

Néanmoins, ces données restent incomplètes pour approfondir l'analyse du rôle de la solidarité. L'utilisation des informations complémentaires s'avère alors être incontournable, c'est pourquoi les données qualitatives venant des entretiens auprès des jeunes sont utilisées. Le but de cette analyse sera de montrer que les solidarités sont propices à l'infléchissement de la tendance actuelle vers la marginalisation des jeunes dans tous les secteurs.

Pour le chapitre 5 « Les facteurs déterminants des capacités des jeunes »

Les principales sources de données utilisées sont celles de l'EPM et de l'ENSOMD. Ces données sont également complétées par les entretiens qualitatifs pour les besoins de l'analyse. Le but est de disposer d'informations permettant d'approfondir les liens entre les capacités des jeunes, les vulnérabilités et les autres variables sociodémographiques, économiques et culturelles. En outre, pour déterminer les capacités des jeunes en fonction de leur vulnérabilité et d'autres facteurs déterminants, nous utiliserons le modèle de régression logistique multinomial dont la variable dépendante est à plusieurs modalités à savoir, capital financier, capital physique, capital humain et capital social.

Pour le chapitre 6 « Vulnérabilité et OMD »

Comme pour le chapitre précédent, les principales sources de données utilisées sont celles de l'EPM et de l'ENSOMD. Ces dernières sont particulièrement riches en informations sur les atteintes des OMD. Néanmoins, ces données sont également complétées par les entretiens qualitatifs pour les besoins de l'analyse. Le but sera de montrer que les vulnérabilités des jeunes ont compromis l'atteinte de ces OMD, et de faire ressortir le manque de prise en considération lors de la formulation de cet objectif, ainsi que de prouver que cet objectif pourrait constituer un facteur favorisant le développement des capacités des jeunes.

Section 4. Contexte

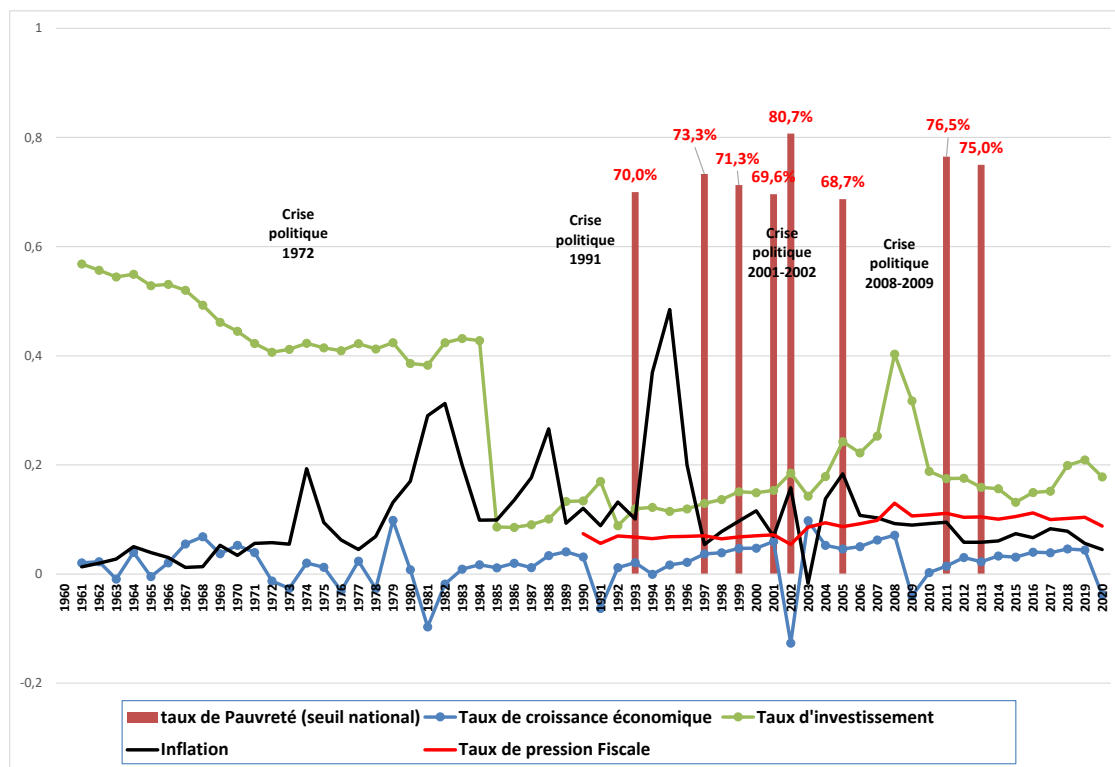
Cette dernière section aborde la présentation générale du contexte socio-économique de Madagascar afin d'identifier les conditions dans lesquelles vivent les jeunes et les raisons pour lesquelles ils sont vulnérables.

Depuis plusieurs décennies, Madagascar connaît des crises sociopolitiques presque cycliques qui ont toujours laissé des traces sur l'économie malgache (Imbiky, 2014). Le graphique 1 montre l'évolution des indicateurs macro-économiques après chaque crise notamment en 1972, 1991, 2002 et 2009. Des événements similaires qui favorisent de plus en plus la vulnérabilité de la population sont observés pendant et après chaque crise sociopolitique, avec entre autres :

- i) une croissance économique faible,
- ii) une baisse importante des investissements privés,
- iii) une inflation galopante,
- iv) un taux de pauvreté extrêmement élevé,
- v) un taux de pression quasi-stable et peu élevé.

Ces événements similaires démontrent que la situation économique de Madagascar reste précaire et s'avère peu propice aux activités économiques. Cela favorise la vulnérabilité de la population.

Graphique 1 : Évolution des indicateurs macro-économiques de Madagascar entre 1960 à 2020



Source : INSTAT/DCN/Nos propres calculs

Section 4.1. Une croissance économique faible

La variation du Produit intérieur brut (PIB) est un excellent indicateur de croissance économique d'un pays. La croissance économique, quant à elle, a un impact important sur le niveau et la qualité de vie de la population, ce qui fait qu'un faible taux de croissance économique, cause et intensifie la vulnérabilité de la population. Même si la croissance du PIB est usuellement faible dans un pays en voie de développement comme Madagascar, la baisse du PIB est plus marquée pendant les périodes de crise.

Le taux de croissance économique moyen annuel entre 1960 à 2020 est de 2%. Ce taux est inférieur au taux de croissance démographique moyen annuel avoisinant les 3%. Cela montre que l'évolution de l'économie ne suit pas le même rythme que celle de la population et c'est une raison pour laquelle le fruit de croissance n'arrive pas à satisfaire les besoins de la population.

Ainsi, en se référant au graphique 1, on s'aperçoit que la croissance économique atteint son niveau le plus bas durant la crise de 2002. Les raisons de cette baisse de la croissance économique sont nombreuses. De plus, son impact sur les autres indicateurs économiques se fait ressentir plusieurs années a posteriori.

En prenant le cas de la crise sociopolitique en 2009, par exemple, les effets néfastes de cette crise restent encore palpables jusqu'à présent. D'après l'INSTAT, la crise sociopolitique a affaibli le taux de croissance économique. Même en 2013, la croissance économique n'a été que de 2,4%. Cela est principalement dû à un faible taux de croissance dans le secteur primaire et tertiaire malgré l'augmentation de la valeur ajoutée dégagée par le secteur secondaire, qui contribue pour seulement environ 15 % au PIB.

Le secteur secondaire a connu un essor considérable notamment au niveau des industries extractives avec un taux de 219,2% (grâce au début des activités de transformation du nickel et du cobalt par une entreprise d'investissement direct étrangère et de 11,4 % dans le cadre de l'agro-industrie.

Le secteur tertiaire, qui contribue pour 56% au PIB, a quant à lui enregistré un taux de croissance relativement modéré de 2.4 %. Cette faible croissance résulte des performances enregistrées aux niveaux des secteurs bancaires et des activités liées aux transports.

Pour le cas du secteur primaire, contributeur pour 29 % au PIB, un ralentissement du taux de croissance en passant de 1,5 % en 2012 à 0,9 % en 2013, a même été remarqué. Les catastrophes naturelles répétitives à Madagascar sont aussi responsables de la baisse des productions agricoles. Cela confirme dans le même temps la faiblesse des capacités des agriculteurs à faire face aux chocs. La croissance économique dans le secteur primaire est

très importante pour Madagascar car même si le secteur agricole contribue peu au PIB, il constitue la source principale de revenu pour la majorité de la population active.

Quant à l'évolution récente de l'économie, la pandémie de Covid-19 a lourdement impacté tous les secteurs d'activité, en engendrant une forte récession à Madagascar. En effet, le taux de croissance économique est de -3,8% en 2020 contre 4,4% en 2019 et 4,6% en 2018. Outre les conséquences de la crise sanitaire, la croissance économique de Madagascar demeure structurellement handicapée par plusieurs facteurs, tels que l'insuffisance du capital humain, la prédominance du secteur informel, un secteur agricole peu développé, le manque et le mauvais entretien des infrastructures routières et la mauvaise gouvernance (BanqueMondiale, 2020).

Section 4.2. Une baisse importante des investissements privés

Au cours de cinq dernières années, l'activité économique de Madagascar a été confrontée aux impacts de la crise sociopolitique interne, handicapant l'investissement public et privé, favorisant la dégradation du climat des affaires. Cela est dû entre autres, à l'insécurité généralisée dans le pays, aux cataclysmes naturels (cyclones, inondations, invasions acridiennes) entraînant la baisse de la production, à la faiblesse des aides extérieures en addition à la mauvaise gouvernance de l'État. Ces différents facteurs affectent, d'une part, la capacité de l'État à assurer les services de base et, d'autre part, la motivation des opérateurs à se conformer à loi. En effet, ces facteurs renforcent l'évasion fiscale, plus particulièrement la prolifération du secteur informel. Ainsi, ils affaiblissent la croissance et raffermissent la vulnérabilité de la population déjà préoccupante.

En effet, durant chaque période de crise socioéconomique, le taux des investissements privés baisse considérablement et devient négatif. Notamment, pendant la crise de 1991, ces investissements dépassent la barre négative des 20%, un record pour le pays. De plus, avec la crise sanitaire du Covid-19, toutes les activités économiques ont ralenti, conséquemment essentiellement à la mesure de confinement. La majorité des entreprises ont annulé leurs investissements. En général, l'instabilité et la baisse drastique de ces ressources privées contribuent pleinement à la détérioration de l'économie malgache.

Section 4.3. Une inflation galopante

Selon les données fournies par l'INSTAT, le déficit budgétaire s'est intensifié en 2013, en enregistrant un chiffre de 3 % du produit intérieur brut en 2013 contre 1,3 % en 2012. En effet, le manque à gagner sur les recettes budgétaires est évalué à 292 milliards MGA, représentant environ 1,3 % du PIB et 10,4 % des prévisions initiales. C'est la raison pour laquelle le pouvoir d'achat de la population diminue en même temps que le prix des biens sur le marché augmente, spécialement après chaque crise économique.

L'inflation reste la plupart du temps inquiétante depuis plusieurs décennies. Plusieurs facteurs peuvent aussi expliquer cette inflation galopante incluant particulièrement la mauvaise gestion de l'État. Par exemple, le taux de la pression fiscale, qui est l'un des plus faibles au monde, se situe à 10,4 %, en quasi-stagnation par rapport à 2012 (10,3 %), reflétant les mauvais résultats dans le recouvrement des impôts et les problèmes de gouvernance.

Il est à remarquer que les gouvernants ont diminué les crédits alloués aux différents ministères, priorisant les dépenses courantes comme le versement des salaires des fonctionnaires. Cette option adoptée par les gouvernants a pour but d'assurer un déficit budgétaire compatible avec l'objectif de stabilité macroéconomique. Les ajustements budgétaires ont compromis les investissements qui jouent pourtant un rôle essentiel dans le soutien de la croissance et la réduction de la pauvreté. Au cours de l'année 2020, la baisse des recettes d'exportation due à la crise sanitaire a entraîné une augmentation du déficit courant à 4 % du PIB, mais les gouvernants ont pu gérer les pressions sur la monnaie. En effet, l'inflation semble avoir été mitigée et s'est située autour de 4 %, un niveau un peu élevé par rapport aux années précédentes.

Section 4.4. Un taux de pauvreté extrêmement élevé

Une des caractéristiques de Madagascar est le niveau très élevé de la pauvreté, quel que soit le seuil adopté (INSTAT, Enquête Nationale sur le Suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement à Madagascar, 2013). En se référant au graphique 1, on voit que les crises politiques répétitives ont aggravé le niveau de pauvreté dans le pays, qui se trouve à son apogée durant la crise sociopolitique de 2002 avec un taux supérieur à 80%. Selon l'ENSOMD, le taux de pauvreté est passé de 87,8% en 2001 à 91% en 2012 en prenant le seuil international (2 \$US PPA : 976,794 Ar.), et 69,6% en 2001 à 71,5% en 2012 en se basant sur le seuil national de pauvreté. Ces résultats montrent la persistance du phénomène de la pauvreté à un niveau structurellement élevé depuis de nombreuses années.

En se référant à l'Indice de Développement Humain (IDH) qui est de 0,480 Madagascar se place alors parmi les Pays à faible développement humain en étant au 135^e rang parmi les 153 pays du monde entier (INSTAT, 2011). Cependant, les inégalités sont de plus en plus ressenties dans le pays, étant donné que la pauvreté a toujours été un phénomène majoritairement rural à Madagascar. En effet, le ratio de pauvreté en milieu rural est à plus de 77% contre 56% dans les villes secondaires et à 31% dans la capitale. L'intensité de la pauvreté rurale est très forte avec un taux de 36%, comparée à celle de la capitale avec 9% (INSTAT, Enquête Nationale sur le Suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement à Madagascar, 2013).

La pauvreté à Madagascar est aussi fortement corrélée à la situation de l'emploi. Justement, la structure de l'emploi laisse apparaître une très faible probabilité d'intégrer le travail formel pour l'actif malgache. Le tableau 2 montre que 76,8% des actifs occupés sont regroupés dans l'agriculture et/ou le secteur primaire, soit trois actifs sur quatre, alors que cette branche d'activité n'offre qu'une proportion négligeable d'emploi formel. Ce phénomène est plus présent en milieu rural, toutefois il est important aussi en milieu urbain. Dans les autres branches d'activité, le travail formel domine bien que le secteur informel ne soit pas négligeable.

Tableau 2 : Structure de l'emploi par branche d'activité en 2012

Branche d'activité	Urbain	Rural	Madagascar
Agriculture/Primaire	45,4%	83,7%	76,8%
Commerce	17,8%	5,4%	7,6%
Autres secteurs privés	30,4%	8,9%	12,8%
Administration publique	6,4%	2,0%	2,8%
Total	100,0%	100,0%	100,0%

Source : INSTAT/ENSOMD 2012-2013, Nos calculs

Par addition à cela, force est d'admettre que les niveaux de revenus des ménages malgaches sont majoritairement peu élevés. La situation des personnes actives du ménage vis-à-vis de l'emploi compte parmi les facteurs explicatifs du niveau de revenu. 39,5% des actifs occupés sont en état de sous-emploi ainsi liés à la durée de travail. Ces individus sont contraints de travailler moins de 35 heures par semaine, en raison du contexte économique du pays, notamment de la faible capacité d'absorption du facteur travail. Par rapport à l'année 2010, la proportion des employés en situation d'emplois inadéquats a augmenté. Les employés qui gagnent moins du salaire horaire minimum représentent plus de 44,8 % de l'ensemble des salariés, contre 42,8% en 2010. Ce phénomène touche les salariés en milieu rural par rapport à ceux résidant en milieu urbain (respectivement plus de 48,7 % contre 39,2%) (INSTAT, 2013).

Chapitre 2. Profil sociodémographique et économique

Cette partie de la recherche traitera des caractéristiques sociodémographiques, profil et conditions de vie des jeunes des jeunes Malgaches. Ainsi, ce chapitre sera divisé en six sections.

Une première section portera sur les différents indicateurs sociodémographiques se rapportant aux jeunes : la structure par sexe et par âge, la situation matrimoniale, la fécondité, le ratio de dépendance, etc. Elle permettra non seulement de retracer les tendances majeures en terme démographiques, mais aussi d'approfondir la connaissance des facteurs pouvant influencer sur la vulnérabilité et la capacité des jeunes à Madagascar.

La deuxième section s'intéressera de manière plus spécifique à l'éducation des jeunes et plus particulièrement leur niveau d'instruction. Cette section présentera et analysera les indicateurs relatifs à l'éducation tels que les niveaux d'instructions, l'alphabétisation, les scolarisations, la réussite scolaire, l'abandons scolaire, les comportements des ménages en matière d'éducation, etc. L'objectif de cette section sera de mieux cerner les facteurs favorisant la vulnérabilité des jeunes ainsi que ceux qui entravent leurs capacités. Les politiques nationales malgaches en matière l'éducation seront également traitées d'une manière brève dans cette section afin d'identifier l'influence des politiques sur les capacités des jeunes.

En ce qui concerne la troisième section, la santé des jeunes sera mise en exergue, entre autres avec des indicateurs concernant l'accès au service santé, la disponibilité des services de santé, la planification familiale, la mortalité des enfants et des mères, la santé maternelle et infantile, l'état nutritionnel des enfants et des jeunes mères, la prévalence du VIH, etc. L'objectif sera ici de mieux connaître et comprendre l'état de santé des jeunes afin d'identifier les facteurs entravant les capacités des jeunes et favorisant leurs vulnérabilités.

La situation de leur emploi sera traitée dans une quatrième section. Cette section abordera les indicateurs sur l'emploi des jeunes, notamment les taux d'activité, le chômage, l'accès à l'emploi, les secteurs d'activité, les problèmes liés à l'emploi des jeunes. Le premier objectif de cette section sera de présenter et d'analyser les caractéristiques et les déterminants de l'emploi des jeunes ainsi que le degré de participation des jeunes à l'activité économique. Aussi, cette section visera à identifier les facteurs pouvant altérer substantiellement les capacités des jeunes.

L'avant dernière section portera sur la pauvreté et la vulnérabilité des jeunes proprement dite. L'évolution des indicateurs de la pauvreté des jeunes et les profils de pauvreté de ces jeunes seront mis en avant en vue d'identifier leurs principaux déterminants.

Enfin, la dernière section, concernera la culture ou encore les us et coutumes, les *fady* (tabous), la langue, la religion ainsi que quelques grandes tendances d'évolution de la culture des jeunes. Cette dernière section aura pour but de mieux appréhender les points faibles et points forts de la culture malgache pour mieux identifier les facteurs qui favorisent, ou au contraire, bloquent le développement des capacités des jeunes.

Section 1. Caractéristiques sociodémographiques, profil et conditions de vie des jeunes Malgaches

Le rôle des jeunes dans la société en tant que force de travail, force sociale et politique est d'une telle importance qu'il nous apparaît nécessaire de caractériser la jeunesse malgache selon certains indicateurs sociodémographiques et économiques. La structure démographique de la population ainsi que l'éducation, la santé, l'emploi et la pauvreté des jeunes sont des thèmes cruciaux à aborder afin d'identifier et analyser les facteurs qui contribuent à la vulnérabilité et qui réduisent les capacités des jeunes à Madagascar.

Section 1.1. Caractéristiques démographiques des jeunes

Le dernier recensement RGPH3, réalisé en 2018, indique que Madagascar compte 25 674 196 individus¹³ dont 50,7 % d'entre eux de sexe féminin et 49,3 % de sexe masculin. Il est à noter que les étrangers ne représentent que 0,13% de l'ensemble. La grande majorité de cette population réside en milieu rural, où vivent un peu plus de huit Malgaches sur dix.

En effet, le milieu urbain ne regroupe qu'un peu moins de deux personnes sur dix, le taux d'urbanisation de Madagascar est de 19,3%¹⁴. En comparant ce taux à celui du RGPH2 réalisé en 1993, il a accusé une baisse de 3,6 points en pourcentage (22,9% en 1993 contre 19,3% en 2018).

Pour autant, cela ne signifie pas un phénomène de « désurbanisation » nette à Madagascar, car la population urbaine ne cesse d'augmenter avec un taux d'accroissement annuel moyen de 2,3 % au cours de cette période. Ce sont les provinces d'Antsiranana, Mahajanga, Toamasina et Antananarivo qui ont connu la plus forte croissance de leur population urbaine.

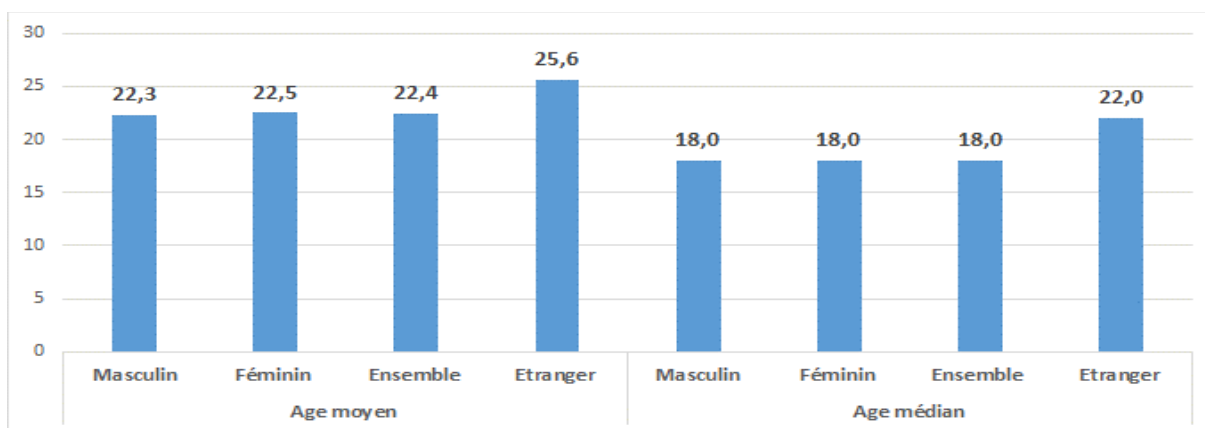
Quant à l'âge de la population malgache, il est de 22,4 ans¹⁵ et l'âge médian est de 18 ans (graphique 2). Un individu sur deux a donc moins de 18 ans. Selon le genre, on ne constate pas une différence significative entre les hommes et les femmes. Il est à remarquer que pour la population étrangère, les âges moyen et médian sont respectivement de 25,6 ans et 22 ans.

¹³ Il s'agit ici de la population résidente des ménages ordinaires. Nous avons exclu dans tout ce qui suit la population des ménages collectifs et la population flottante (ou sans abri).

¹⁴ Source : INSTAT/RGPH3 en 2018

¹⁵ Source : INSTAT/RGPH3 en 2018

Graphique 2 : Age moyen et âge médian de la population par sexe



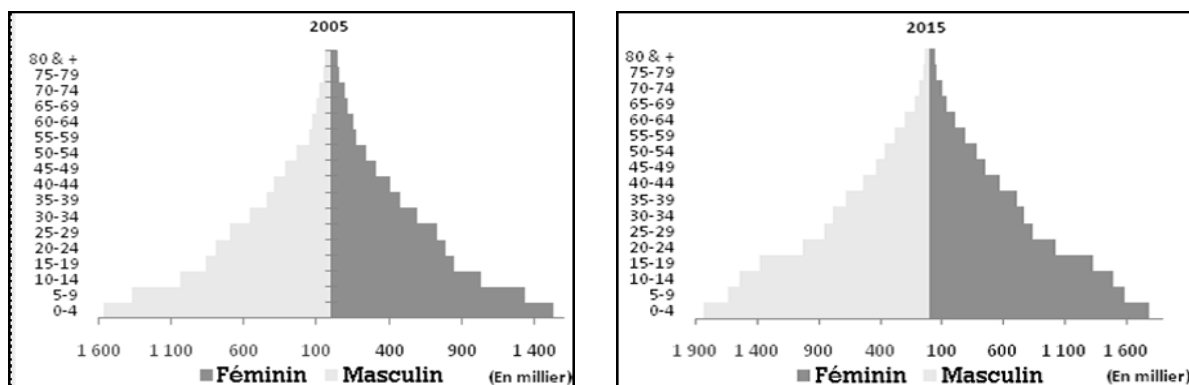
Source : INSTAT/ RGPH3 en 2018

Madagascar possède donc une population jeune. Selon la définition des Nations Unies, rappelons que sont qualifiés de « jeunes » les individus appartenant à la tranche d'âge comprise entre 15 et 24 ans. Si l'on regarde le graphique 3, on remarque que la pyramide des âges de 2018 est à base large avec des côtés à forte pente. Cela montre l'importance des nouveau-nés, des enfants et des jeunes au sein de la population et le faible effectif des personnes âgées. En effet, les adolescents (10-19 ans) et les jeunes (15-24) représentent une proportion non négligeable de la population. Ces deux groupes de population jouent aussi un rôle potentiel très important pour le pays surtout dans leur contribution au développement futur du pays.

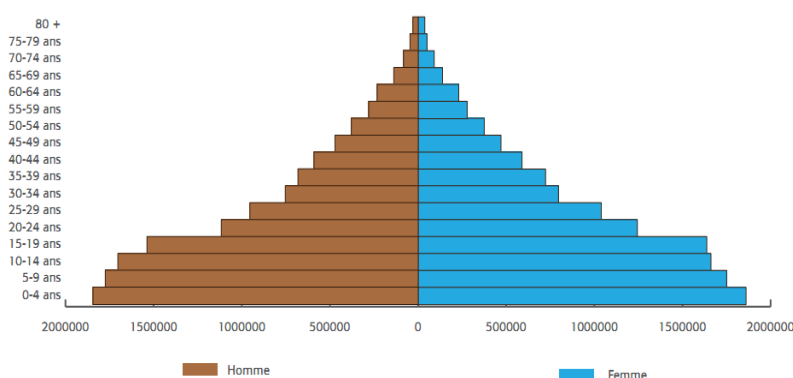
Ce même graphique nous permet également de comparer les pyramides des âges de 2005, 2015 et 2018. À travers ce graphique, on constate que la structure de la population selon les âges n'a pas enregistré de grands changements en treize ans, eu égard au phénomène de l'inertie démographique. La population reste toujours majoritairement jeune. Ces jeunes individus devraient jouer un rôle très important dans l'économie et la société malgache.

En d'autres termes, l'avenir du pays dépend de ce que les jeunes d'aujourd'hui pourront apporter au pays demain. Ils pourraient être à la fois des atouts et piliers du développement du pays et/ou des charges dépendant des individus actifs.

Graphique 3 : Pyramides des âges de la population de Madagascar



En 2018



Source : INSTAT/Projection de la population (variante moyenne) et RGPH3 en 2018

Plusieurs études évoquent ainsi la théorie du dividende démographique, tout en accentuant l'importance de la jeunesse de la population pour soutenir un développement durable.

Une étude récente met l'accent sur l'importance de la jeunesse en Afrique face à la pandémie de Covid-19. Elle a montré que le continent est plus résilient face à cette pandémie, tout en notant qu'il compte 17% de la population mondiale, enregistre 4,7% des cas de contaminations dans le monde, et accuse une récession de l'activité économique de -2,6% contre -4,4% à l'échelle mondiale (AFD, 2021).

Ainsi, le Directeur Général de l'AFD estime que « frappé d'une présomption de fragilité, le continent Africain a fait preuve de sa résilience, fort de la jeunesse de sa population, de la réactivité de ses dirigeants et de son expérience des pandémies » (AFD, 2021).

Si l'on utilise la définition des jeunes des Nations Unies, les personnes âgées de 15 à 24 ans représentent 21,6%¹⁶ de la population malgache en 2018, soit 5,5 millions d'individus jeunes. En admettant l'hypothèse selon laquelle le taux de croissance démographique est de 2,9%¹⁷ par an et resterait stable, l'effectif des jeunes serait de 6,8 millions en 2025, et de 11,0 millions¹⁸ en 2042, soit un doublement de l'effectif des jeunes en 2042.

Tableau 3 : Évolution des effectifs et structure de la population des jeunes (15 -24 ans) entre 1975 et 2018

	Effectif			Proportion par rapport à la population totale			Taux d'accroissement		
	1975	1993	2018	1975	1993	2018	1975 1993	1993 2018	1975 2018
Individu 15-24 ans	1 480 981	2 511 441	5 538 719	19,6%	20,6%	21,6%	3,0%	3,2%	3,1%

Source : INSTAT/RGPH1/RGPH2/ RGPH3 en 2018/Nos propres calculs

Le tableau 3 nous indique que le poids démographique des jeunes est passé de 19,6% à 21,6% entre 1975 et 2018, notamment entre le premier et le troisième Recensement général de la population et de l'habitat, soit une hausse de deux points en pourcentage entre ces deux périodes. Cette situation pourrait être essentiellement due à la natalité toujours élevée.

Selon le RGPH3, la répartition géographique de la population jeune dans le pays s'avère être très inégale selon les milieux de résidence car 20% seulement des jeunes âgés de 15 à 24 ans résident en milieu urbain, et 80%, en milieu rural, approximativement comme pour la population générale. Sur les 22 Régions que compte le pays, celles d'Analamanga, du Vakinankaratra, de Sofia et Atsimo Andrefana, sont les plus peuplées. En effet, elles

¹⁶ INSTA/RGPH3 en 2018, Nos propres calculs

¹⁷INSTA/RGPH3 en 2018

¹⁸ Nos propres calculs à partir des données de l'INSTAT

regroupent à elles quatre plus d'un tiers des jeunes âgés de 15 à 24 ans. Elles enregistrent respectivement 14,6%, 7,5%, 6,7% et 6,1% de l'ensemble. Par contre, les Régions Melaky, Betsiboka et Ihorombe sont les moins peuplées et comptent chacune moins de 2% des jeunes (tableau 4).

En ce qui concerne la répartition des jeunes par sexe, les jeunes filles âgées de 15 à 24 ans représentent 52 % de l'ensemble contre 48% des jeunes garçons. En effet, le rapport de féminité est de 109 jeunes femmes pour 100 garçons. Il est à noter que depuis 1975, il y a plus de jeunes femmes que de jeunes hommes à Madagascar. Remarquons également que ce rapport de féminité est plus élevé dans les parties Sud du pays, notamment dans les Régions Androy et Atsimo Andrefana, où il atteint presque 120 filles pour 100 garçons, l'émigration des garçons étant à l'origine de ceci.

En ce qui concerne les autres indicateurs démographiques, selon le RGPH3 réalisé en 2018, le Taux global de fécondité générale (TGFG) est de 135 naissances vivantes pour 1000 femmes en âge de procréer de 15 à 49 ans. Comme dans beaucoup d'autres pays d'Afrique, cet indicateur est bien plus élevé en milieu rural qu'en milieu urbain (145‰ contre 99‰).

Pour l'Indice synthétique de fécondité (ISF), il est estimé à 4,3 enfants par femme, avec une grande disparité selon le milieu de résidence puisqu'il est de 3,1 enfants par femme en milieu urbain contre 4,6 enfants par femme en milieu rural. Il existe de grandes disparités selon la Région, l'indice synthétique de fécondité est le plus élevé dans la Région de l'Androy, où il atteint 6,2 enfants par femme, et le moins élevé dans la Région d'Analamanga avec un taux presque inférieur de moitié.

Ainsi, l'âge moyen à la procréation des femmes au cours des douze derniers mois du recensement est estimé à 29,4 ans au niveau national, avec une faible disparité selon le milieu de résidence : 28,8 ans en milieu urbain et 29,6 ans en milieu rural.

Tableau 4 : Effectif des jeunes 15 à 24 ans par sexe et par Région

Région	Masculin	Féminin	Ensemble	Rapport de féminité	Poids démographique
Analamanga	387 638	419 382	807 020	108,2	14,6%
Vakinankaratra	208 465	207 273	415 738	99,4	7,5%
Itasy	97 397	96 428	193 825	99,0	3,5%
Bongolava	73 812	75 560	149 372	102,4	2,7%
Haute Matsiatra	159 531	162 321	321 852	101,7	5,8%
Amoron'i Mania	83 419	84 409	167 828	101,2	3,0%
Vatovavy Fitovinany	150 534	164 095	314 629	109,0	5,7%
Ihorombe	41 242	47 094	88 336	114,2	1,6%
Atsimo Atsinanana	102 372	112 818	215 190	110,2	3,9%
Atsinanana	153 933	171 279	325 212	111,3	5,9%
Analanjirofo	129 634	139 701	269 335	107,8	4,9%
Alaotra Mangoro	129 802	133 967	263 769	103,2	4,8%
Boeny	95 663	108 830	204 493	113,8	3,7%
Sofia	160 798	175 798	336 596	109,3	6,1%
Betsiboka	41 547	46 303	87 850	111,4	1,6%
Melaky	29 482	34 834	64 316	118,2	1,2%
Atsimo Andrefana	168 949	199 661	368 610	118,2	6,7%
Androy	81 270	97 417	178 687	119,9	3,2%
Anosy	80 292	92 736	173 028	115,5	3,1%
Menabe	69 854	79 893	149 747	114,4	2,7%
Diana	88 794	102 436	191 230	115,4	3,5%
Sava	122 106	129 950	252 056	106,4	4,6%
MADAGASCAR	2 656 534	2 882 185	5 538 719	108,5	100,0%

Source : INSTAT/ RGPH3 en 2018, nos propres calculs

Section 1.2. Situation matrimoniale des jeunes

Dans le cadre de cette recherche, l'état matrimonial désigne ici la situation d'une personne par rapport à l'union. C'est une reconnaissance et/ou engagement de vie conjointe contracté avec une personne de sexe opposé.

- ✚ Une personne est célibataire si elle n'a aucun engagement de vie conjointe avec une personne de sexe opposé.
- ✚ Elle est mariée légalement si le contrat qui l'unit avec une autre personne de sexe opposé est reconnu par les lois civiles.
- ✚ Elle est mariée coutumièrement si son couple se rattache aux coutumes et us de groupe. Elle est mariée socialement si son couple est reconnu par la communauté alors qu'il n'a recours ni à un contrat civil ni à un contrat coutumier.
- ✚ Si l'union de deux individus de sexe opposé est célébrée par un office religieux, ils sont mariés religieusement.
- ✚ Le concubinage ou union libre désigne l'union de deux personnes dont la durée de la cohabitation a plus de six mois. En effet, une personne est mariée si elle mariée légalement, ou coutumièrement, ou socialement ou en union libre.
- ✚ Les deux personnes sont appelées séparés ou divorcés s'ils ont contracté leurs unions légalement ou coutumièrement, ou ne vivent plus ensemble sous un même toit plus de six mois.
- ✚ Une personne est veuve si l'une de deux personnes en union est décédée.

Les résultats du dernier recensement RGPH3 montre que l'état matrimonial des jeunes âgés de 15 à 24 ans est caractérisé par des inégalités suivant l'âge et le sexe. En effet, plus naturellement, les plus jeunes restent encore célibataires et les plus âgés sont mariés. Pour les plus jeunes, notamment ceux qui ont 15 ans, 94,1% d'entre eux sont célibataires. Pourtant, une infime partie de ces jeunes est déjà mariée (4,8%). Ceux qui sont divorcés ou veufs représentent respectivement 0,8% et 0,3% de l'ensemble. À noter que pour les plus jeunes mariés à l'âge de 15 ans, les filles sont plus nombreuses par rapport aux

garçons. En effet, le rapport de féminité des jeunes mariés âgés de 15 ans est de 588,2. Plus précisément, il y a 588 jeunes filles mariées pour 100 jeunes garçons mariés.

En ce qui concerne les plus âgés dans la tranche d'âge 15 à 24 ans, notamment ceux qui sont âgés de 24 ans, seul un jeune sur trois reste célibataire, et un peu moins de deux jeunes sur trois sont déjà mariés.

Tableau 5 : Effectifs et composition de la population des enfants et jeunes (15-24 ans), par état matrimonial et selon l'âge

Age	Célibataires			Mariés			Séparés ou divorcés			Veufs ou veuves		
	Eff	RF ¹⁹	%/Pop Tot	Eff	RF	%/Pop Tot	Eff	RF	%/Pop Tot	Eff	RF	%/Pop Tot
15	604 245	92,6	94,1%	30 742	588,2	4,8%	5 353	137,0	0,8%	1 864	76,9	0,3%
16	543 098	90,1	89,7%	54 503	714,3	9,0%	6 238	196,1	1,0%	1 687	76,3	0,3%
17	496 271	81,3	83,2%	90 593	526,3	15,2%	8 166	303,0	1,3%	1 496	83,3	0,3%
18	577 832	74,6	73,0%	195 944	357,1	24,7%	16 009	370,4	2,0%	2 181	97,1	0,3%
19	352 824	73,5	65,2%	173 750	277,8	32,1%	12 741	434,8	2,4%	1 535	128,2	0,3%
20	374 067	69,9	54,4%	288 699	217,4	41,9%	22 803	400,0	3,3%	2 446	147,1	0,4%
21	210 404	66,7	51,5%	183 622	175,4	45,0%	12 911	416,7	3,2%	1 278	149,3	0,3%
22	199 013	66,2	44,0%	235 302	153,8	52,0%	16 503	400,0	3,7%	1 521	181,8	0,3%
23	153 506	66,7	38,0%	233 181	138,9	57,7%	15 576	416,7	3,9%	1 456	185,2	0,4%
24	134 136	67,1	32,8%	256 339	129,9	62,6%	17 098	384,6	4,2%	1 786	217,4	0,4%
Total	3 645 396	80,0	65,8%	1 742 675	149,3	31,5%	133 398	333,3	2,4%	17 250	178,6	0,3%

Source : INSTAT/ RGPH3 en 2018, nos propres calculs

Toujours pour l'ensemble des jeunes 15 à 24 ans, les valeurs de rapports de féminité montrent qu'il y a une prédominance des femmes parmi les mariés, divorcés ou séparés et veufs et des hommes chez les célibataires. À noter qu'en milieu rural, on observe cette

¹⁹ Rapport de féminité

même tendance. Toutefois en milieu urbain, on constate une dominance des femmes chez les mariés et parmi les célibataires²⁰.

En bref, tous ces résultats montrent que le phénomène de mariage précoce persiste encore à Madagascar et touche plus les filles que les garçons. Le détail sera présenté dans la section 3 ci-après.

Section 1.3. Mariage des enfants et jeunes

Si les jeunes entrent précocement dans la vie de couple, il est très probable qu'ils quittent précipitamment l'école. Le mariage précoce pourrait donc empêcher la capacité des jeunes et entraîner la vulnérabilité de ces derniers.

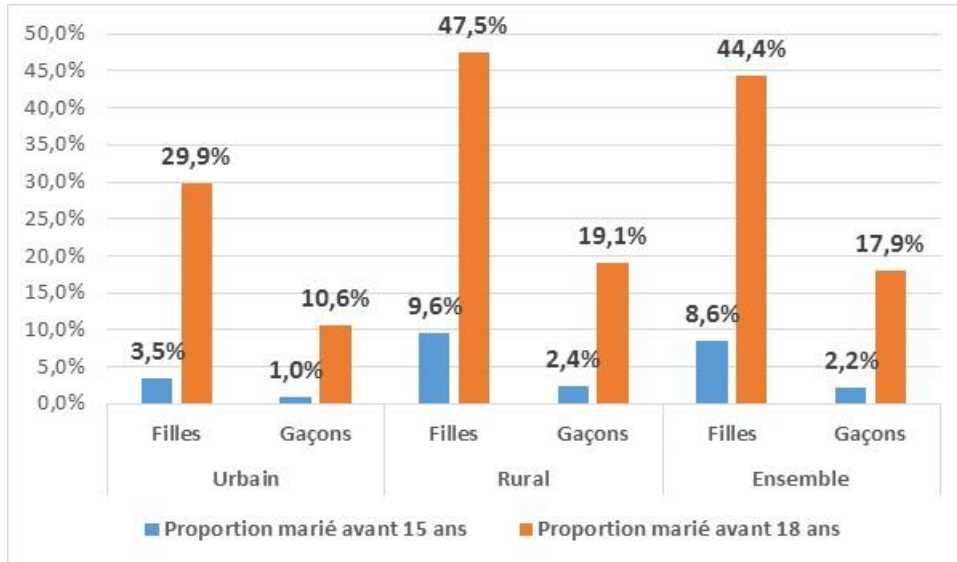
Malgré les efforts menés par les gouvernants successifs depuis plusieurs années pour endiguer ce phénomène, le nombre de jeunes filles qui se marient à un jeune âge reste toujours préoccupant. En effet, selon les résultats du RGPH-3, un peu plus de quatre jeunes filles sur dix âgées de 20 à 24 ans sont mariées à l'âge de 18 ans et presque une fille sur dix le fait avant l'âge de 15 ans. Ce mariage précoce est plus accentué en milieu rural. Celles qui se marient avant 18 ans représentent 47,5% de l'ensemble des jeunes filles âgées de 15 à 24 ans en milieux ruraux contre 29,9% de celles qui résident en milieux urbains.

Concernant la proportion des jeunes filles qui se marient avant 15 ans, elle est de 9,6% en milieu rural contre 3,5% en milieu urbain. Cette situation pourrait être essentiellement liée aux facteurs socio-économiques, notamment la pauvreté ou vulnérabilité et que les parents encouragent le mariage de leurs enfants. « *Surtout lors de la période de soudure, il n'y a rien à manger, donc dès que leur fille commence à avoir des seins, les parents préfèrent plutôt la marier* (Gastineau et Ravaozanany, 2011).

Remarquons que la proportion des jeunes garçons qui entrent dans la vie de couple avant 18 ans n'est pas négligeable (graphique 4).

²⁰ Source : RGPH3

Graphique 4 : Proportion des jeunes filles et garçons 20 à 24 ans mariés avant 15 ans et 18 ans à Madagascar



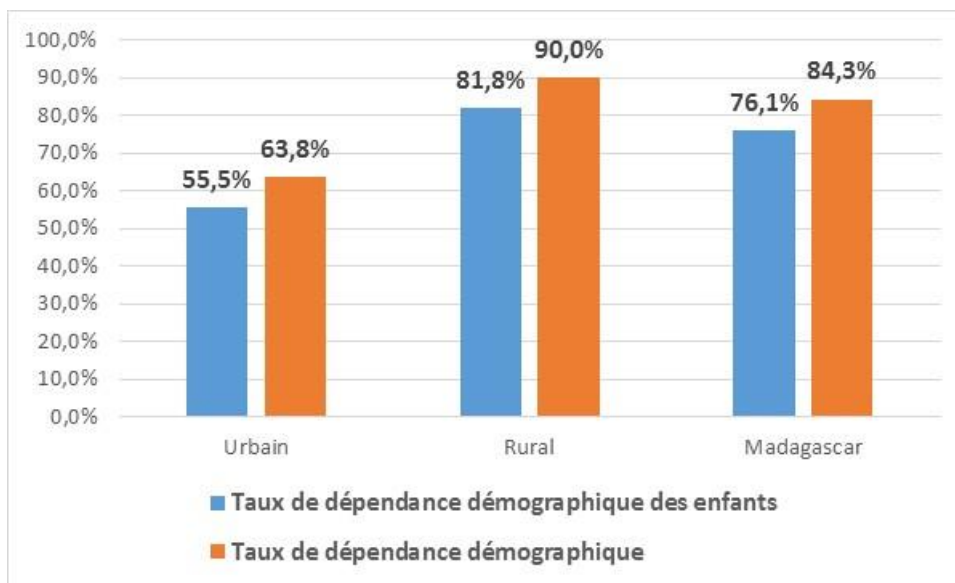
Source : INSTAT/ RGPH3 en 2018, nos propres calculs

Toujours selon les résultats du RGPH3, ce sont les Régions du Sud, notamment celles d'Androy, d'Atsimo Andrefana, d'Anosy, de Melaky et d'Atsimo Atsinanana qui enregistrent un nombre important de jeunes mariés précocement (mariage avant l'âge de 18 ans) car cette pratique touche plus de six filles sur dix dans la tranche d'âge 20 à 24 ans. Il est à souligner que ce phénomène de mariage précoce a connu une hausse non négligeable au cours de quatre dernières années, car selon le rapport OMD de l'INSTAT en 2014, 50% des jeunes femmes de 20 à 24 ans des Régions du Sud ont contracté le mariage avant l'âge de 18 ans. Il y a lieu de signaler que dans la Région d'Analamanga, cette pratique est moins accentuée car elle ne concerne que 24,9% des jeunes de cette tranche d'âge.

Section 1.4. Dépendance démographique

S'agissant du taux de dépendance démographique, le figure 5 ci-dessous montre qu'il est évalué à 84,3%. En effet, un individu en âge de travailler a en charge en moyenne presque un individu. Pourtant, on enregistre une grande disparité entre les milieux urbain et rural. Ce taux est beaucoup moins élevé en milieu urbain par rapport à celui en milieu rural. Pour ce dernier, 90 habitants sont à la charge de cent habitants d'âge actif contre 64 habitants à charge pour cent habitants d'âge actif en milieu urbain. Il est à remarquer que pour le taux de dépendance démographique des enfants, il est également plus élevé en milieu rural qu'en milieu urbain.

Graphique 5 : Taux de dépendance démographique de Madagascar



Source : INSTAT/ RGPH3 en 2018, nos propres calculs

Selon le RGPH3, la proportion des jeunes âgés de moins de 15 ans, notamment des dépendants « démographiquement », par rapport à la population totale a enregistré une diminution de 4 points en pourcentage au cours de vingt-cinq dernières années. Elle est de 45 % en 1993 contre 41 % en 2018. Il en est de même pour la proportion des jeunes et enfants âgés de moins de 30 ans, qui a également enregistré une légère baisse. Elle est passée de 72 % en 1993 à 71 % en 2018.

Toutefois, le taux de croissance démographique reste quasi-stable (2,9%). Étant donné que ce taux est sensiblement égal, voire inférieur au taux de croissance économique durant ces cinq dernières années, la structure démographique de la population a entraîné des répercussions négatives sur les conditions de vie de la population. Les jeunes ont des difficultés pour satisfaire leurs besoins fondamentaux. L'importance de cette section de la recherche réside dans le fait que la dynamique de population, plus précisément sa distribution par âge, peut contribuer à la croissance économique d'un pays et pourrait être un atout pour la Nation dans le cadre du développement durable. Par exemple, l'investissement dans l'éducation universelle des jeunes dans un pays peut contribuer à l'accroissement de la productivité des cohortes de jeunes quand ceux-ci deviennent adultes, favorisant ainsi la croissance économique. C'est-à-dire si les jeunes bénéficient d'une éducation satisfaisante et adéquate, et si leur insertion dans le monde du travail est assurée, avoir une population jeune est un atout majeur. Dans le cas contraire, elle serait un obstacle au développement.

La cinquième section de ce chapitre abordera le sujet de l'éducation des jeunes à Madagascar, afin de confirmer si la forte densité de jeunes joue en faveur du pays en terme économique ou au contraire rend la population vulnérable.

Section 1.5. Éducation des jeunes

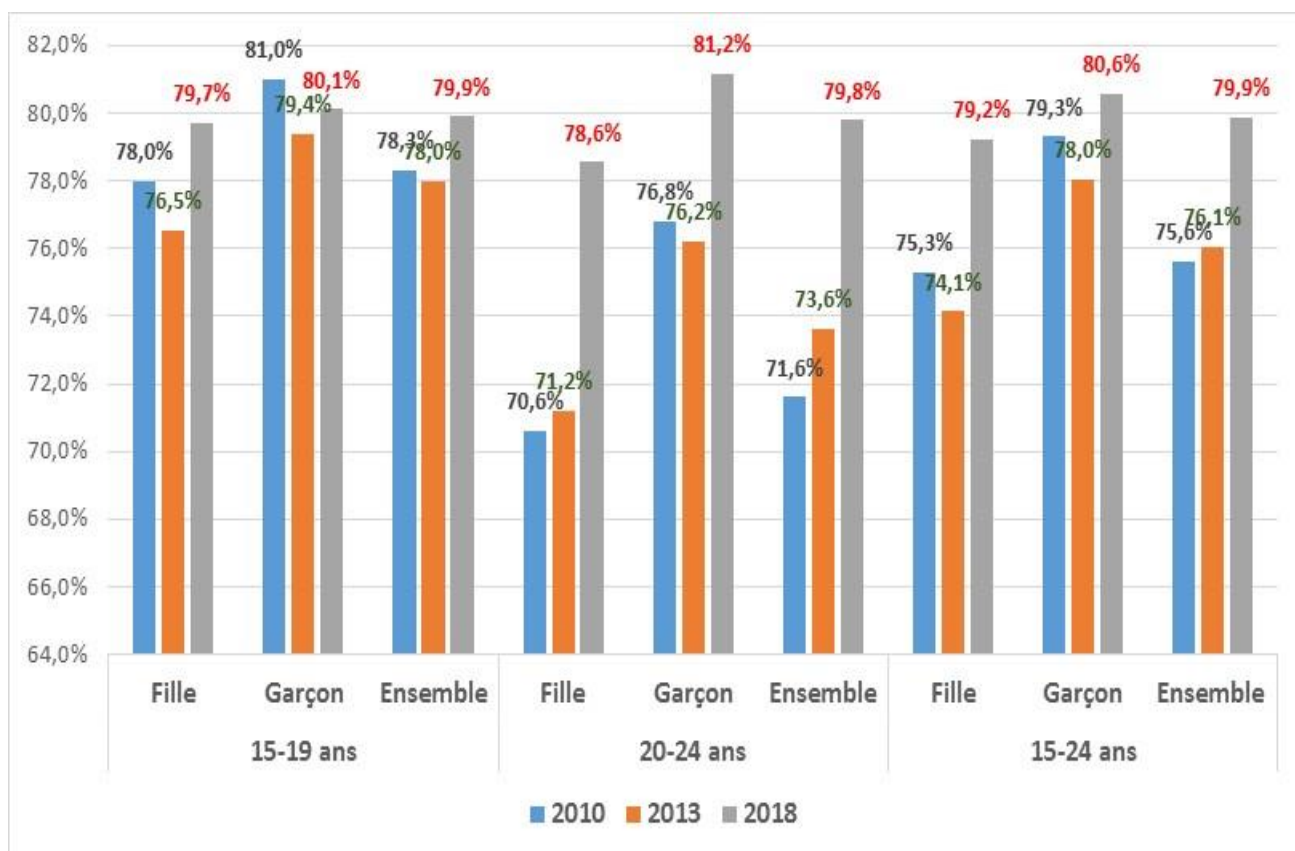
Le volet éducation est une composante essentielle du développement humain et des capacités. Le niveau d'instruction reçue est étroitement lié aux perspectives d'emploi et, pour le travailleur lui-même, est aussi déterminant pour augmenter sa productivité et ses revenus.

Premièrement, concernant l'alphabétisation, qui est un indicateur permettant de classer un individu comme étant alphabétisé s'il sait lire, écrire et faire un petit calcul, selon le RGPH 2018, presque huit jeunes âgés de 15 à 24 ans sur dix sont alphabétisés en 2018. Si l'on compare avec les données issues de l'EPM en 2010, l'on remarque que le taux d'alphabétisation a enregistré une hausse de 4,3 points en pourcentage entre cette période,

soit une croissance moyenne plus mitigée de 0,7% par an entre cette période. Cette situation est due essentiellement aux efforts consentis par les gouvernants de faciliter la scolarisation des enfants.

Par ailleurs, il est à remarquer que si le taux d’alphabétisation est un peu plus élevé pour les jeunes âgés de 15 à 19 ans par rapport à celui des jeunes âgés de 20 à 24 ans en 2010 et 2013, il atteint presque le même niveau en 2018. Autrement dit, le phénomène d’analphabétisme touche les plus âgés que les moins âgés entre 2010 et 2013, et en 2018 il n’y a plus de disparité. Toutefois, le nombre des jeunes analphabètes reste encore élevé. Il est estimé à plus d’un million de jeunes âgés de 15 à 24 ans. Cette situation pourrait être en rapport avec la situation socioéconomique des ménages (vulnérabilité), le faible niveau d’instruction des parents, la non scolarisation des enfants, l’abandon scolaire précoce et l’insuffisance et la mauvaise qualité des infrastructures scolaires.

Graphique 6 : Taux d’alphabétisation des jeunes 15 à 24 ans par sexe selon le groupe d’âge en 2010 et 2013



Source : INSTAT/EPM2010 et ENSOMD2013, RGPH3 en 2018, nos propres calculs

En général, pour le niveau primaire, les parents préfèrent scolariser davantage les filles que les garçons (Gastineau et Ravaozanany, 2011). Ainsi, selon le RGPH3 en 2018, en termes d'effectifs, les jeunes filles âgées 15 à 24 ans alphabétisées sont plus nombreuses que ceux du sexe masculin appartenant à cette même tranche d'âge (2,28 millions contre 2,14 millions).

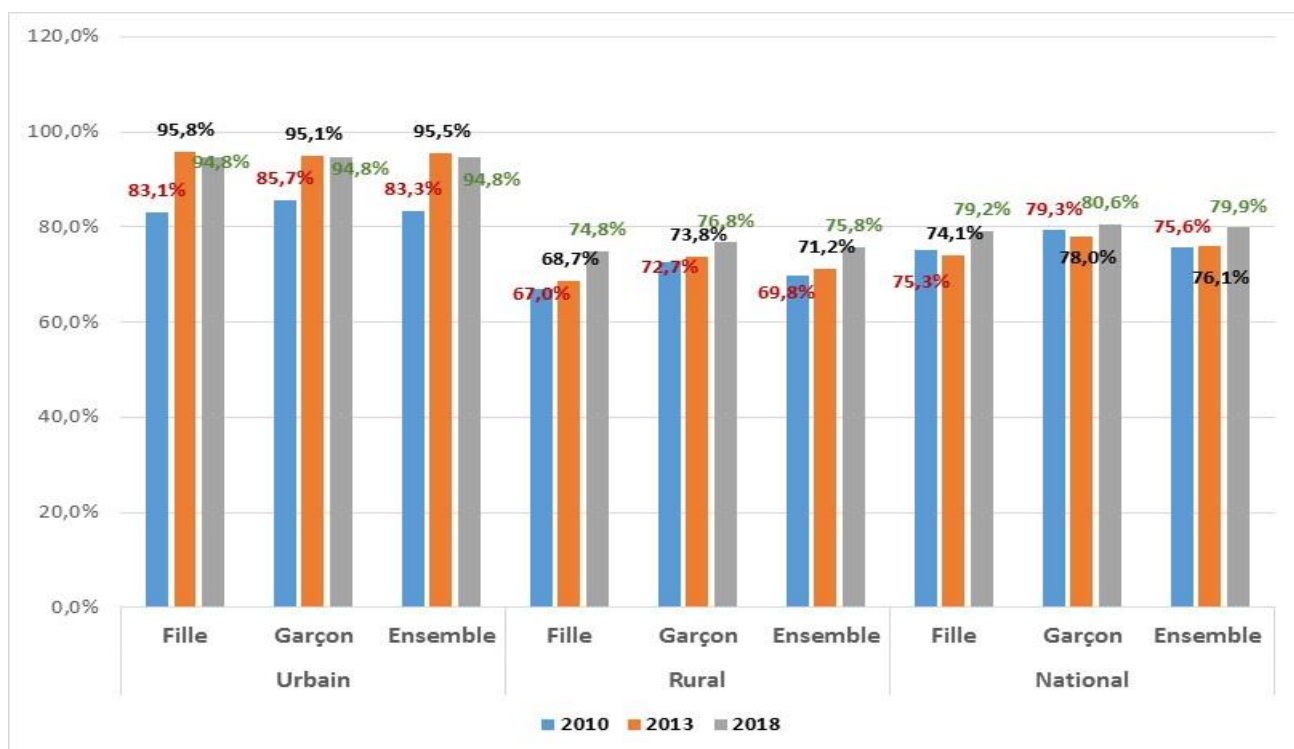
De ce fait, le rapport de féminité de l'alphabétisation est de 106,8. Plus précisément, il y a 106,8 jeunes filles âgées de 15 à 24 ans pour 100 jeunes garçons âgés de 15 à 24 ans. Pourtant, en termes de pourcentage, notamment le taux d'alphabétisation, le graphique 6 montre que, en 2013, 78% des jeunes garçons d'entre 15 et 24 ans seulement savent lire et écrire contre 74,1% des jeunes filles.

Aussi, en 2018, ce taux d'alphabétisation reste un plus élevé chez les jeunes garçons appartenant à cette même tranche d'âge que celui des filles (80,6% contre 79,2%). À travers cet indicateur, on peut dire que l'analphabétisme touche plus les jeunes filles que les jeunes garçons.

En outre, si l'on analyse l'évolution de ces indicateurs entre 2013 et 2018, le taux d'alphabétisation des jeunes filles a connu une croissance deux fois plus élevée que celui des jeunes garçons (5,1 points contre 2,5 points en pourcentage). Cela montre que l'effort consenti en termes d'alphabétisation est davantage orienté en faveur des filles.

Selon les milieux, les jeunes sont moins alphabétisés en milieu rural par rapport à ceux qui résident en milieu urbain. En effet, le graphique 7 décrit non seulement l'inégalité de genre en termes d'éducation, il dénote aussi la différence plus remarquable entre la population issue du milieu urbain et celle du milieu rural. Pourtant, entre 2013 et 2018, le taux d'alphabétisation des jeunes en milieux ruraux croît plus vite que celui des jeunes en milieux urbains (4,5 points contre -0,7 points en pourcentage).

Graphique 7 : Taux d’alphabétisation des jeunes 15 à 24 ans par sexe selon le milieu de résidence en 2010, 2013 et 2018



Source : INSTAT/EPM2010, ENSOMD 2013 et RGPH3 2018/ nos propres calculs

Comme mentionné précédemment, l’analphabétisme touche plus les jeunes filles que les jeunes garçons. Ce constat reste valable tant en milieu rural qu’en milieu urbain même si l’inégalité devient moindre dans les villes. On constate également que les taux d’alphabétisation de l’ensemble des jeunes filles dans les milieux urbains et des garçons en milieux ruraux ont accusé des hausses entre les périodes 2010 et 2013 tandis que ceux des jeunes filles résidant dans les milieux ruraux ont baissé. Pourtant, entre 2013 et 2018, la croissance de ce taux est deux fois plus élevée en milieu rural chez les filles par rapport à celle des garçons (6,3 points contre 3 points en pourcentage). Malgré les disparités constatées, ce taux élevé peut constituer néanmoins un atout pour le pays dans la promotion du capital humain. Cependant, se baser sur le taux d’alphabétisation seul est insuffisant pour décrire la fréquentation scolaire des jeunes qui est un facteur favorisant les capacités.

Deuxièmement, pour la fréquentation scolaire, celle-ci est définie comme le fait de fréquenter un établissement d'enseignement agréé ou de suivre un programme d'enseignement agréé, public ou privé, en vue d'un apprentissage organisé, à un niveau quelconque²¹. Pourtant, dans le cadre du RGPH-3, on considère qu'un enfant ou un jeune fréquente l'école s'il assiste à plein temps les cours auprès d'une école régulière (établissement préscolaire, scolaire ou universitaire public ou privé dispensant un enseignement académique) au moment du recensement. Mentionnons que la loi malgache stipule que l'enseignement de base ou primaire est obligatoire pour tous les enfants. En outre, le système scolaire à Madagascar prévoit que les enfants doivent entrer à l'école primaire à l'âge de 6 ans, et au collège premier cycle à l'âge de 11 ans, au second cycle du secondaire à 15 ans.

²¹ *La Commission de statistique des Nations Unies et la Commission économique pour l'Europe (1998)*

**Tableau 6 : Pourcentage des enfants et Jeunes (6 à 24 ans) fréquentant
l'école et rapport de féminité par milieu de résidence et selon
l'âge**

Age	Ensemble		Urbain		Rural	
	% fréquentant l'école	Rapport de Féminité	% fréquentant l'école	Rapport de Féminité	% fréquentant l'école	Rapport de Féminité
6	63,2%	104,2	83,3%	102,0	59,8%	104,2
7	71,7%	101,0	87,9%	101,0	68,7%	101,0
8	72,2%	101,0	89,2%	102,0	69,2%	101,0
9	77,1%	102,0	90,9%	103,1	74,3%	102,0
10	72,3%	100,0	89,0%	103,1	69,4%	100,0
11	76,6%	102,0	90,2%	104,2	73,7%	102,0
12	70,0%	100,0	87,5%	105,3	66,6%	98,0
13	67,0%	100,0	84,9%	106,4	62,9%	98,0
14	58,3%	99,0	79,1%	108,7	53,4%	96,2
15	48,7%	97,1	72,5%	107,5	42,9%	93,5
16	41,6%	97,1	66,8%	108,7	35,1%	90,9
17	34,3%	92,6	60,0%	104,2	27,1%	86,2
18	24,7%	88,5	51,7%	99,0	18,1%	82,0
19	22,6%	87,0	47,7%	96,2	15,2%	80,0
20	14,8%	82,0	39,3%	90,1	9,0%	74,6
21	15,5%	80,0	36,0%	87,0	8,9%	72,5
22	11,6%	76,9	29,7%	82,6	6,1%	69,4
23	5,1%	83,3	15,9%	85,5	1,6%	75,2
24	4,1%	74,6	13,4%	76,3	1,2%	69,9
Ensemble jeunes 15-24 ans	30,2%	87,0	47,6%	94,7	24,2%	80,7

Source : INSTAT – RGPH3 en 2018, nos propres calculs

Le tableau 6 montre que seuls trois jeunes Malgaches âgés de 15 à 24 ans sur dix fréquentent l'école. L'abandon scolaire de ces jeunes est donc très précoce. Cela pourrait pénaliser et handicaper leurs capacités, ainsi que favoriser leur entrée dans une situation de vulnérabilité.

Il est à remarquer que la fréquentation scolaire des enfants et jeunes à Madagascar suit une courbe convexe selon l'âge dont l'extremum est à 11 ans. Autrement dit, la proportion des enfants fréquentant l'école augmente jusqu'à l'âge de 11 ans, puis elle accuse une baisse progressive au-delà de cet âge.

Cette situation peut être expliquée par le fait que l'enseignement primaire est obligatoire et les mesures d'accompagnement à ce cycle (distribution des kits scolaires, existence des cantines scolaires, etc.) encouragent les parents d'envoyer leurs enfants à l'école. À partir du second cycle, la fréquentation scolaire n'est plus obligatoire. En effet, entre 15 ans à 24 ans, la proportion des jeunes qui quittent l'école tend à augmenter.

Il ressort aussi de ce tableau 5 que la proportion des jeunes âgés de 15 à 24 ans vivant en milieu urbain qui continuent leurs études est presque deux fois plus élevée que celle des jeunes appartenant à cette même tranche d'âge qui se trouvent en milieu rural. Toutefois, quel que soit l'âge, les enfants et jeunes en milieu urbain fréquentent plus l'école que ceux en milieu rural. Cette situation pourrait être en rapport avec les contextes socioéconomiques (insuffisance des ressources financières de leurs parents), aux facteurs individuels (choix de l'individu, l'âge, le mariage, etc.) et à l'offre d'éducation (quantité et qualité des infrastructures, capacité d'accueil et distance des écoles par rapport aux résidences habituelles, compétences et effectif des enseignants, qualité de l'enseignement, etc.).

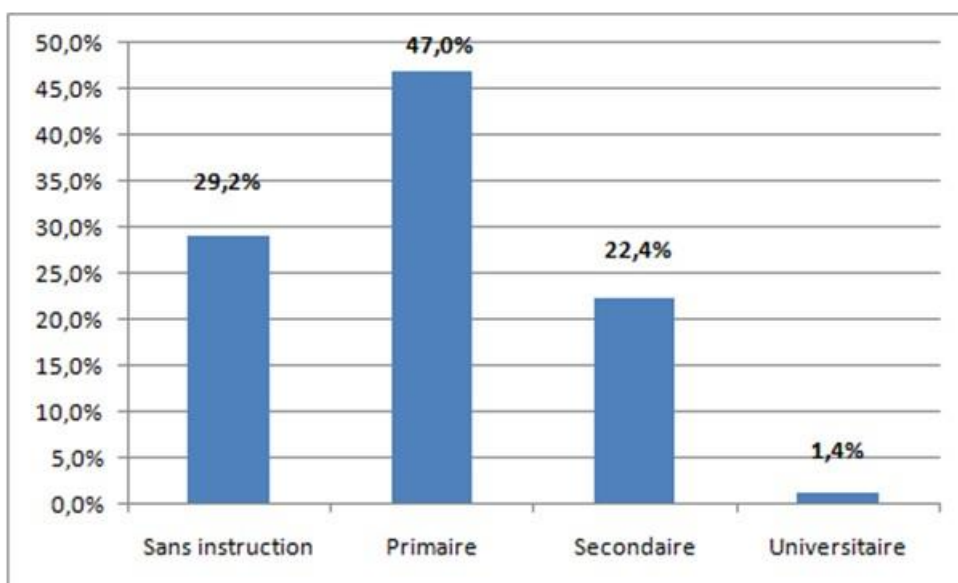
Selon le genre, le rapport de féminité des jeunes âgés de 15 à 24 ans est de 87. Plus précisément, il y a 87 jeunes filles âgées de 15 à 24 ans pour 100 jeunes garçons appartenant à cette même tranche d'âge qui fréquentent l'école. Cet indicateur est plus élevé en milieu urbain qu'en milieu rural. En effet, le phénomène d'abandon scolaire touche plus les jeunes filles que les jeunes garçons.

En d'autres termes, les filles fréquentent plus l'école dans les âges les plus jeunes (moins de 15 ans), tandis qu'au-delà de 15 ans, elles sont moins présentes que les hommes. En outre, il est à remarquer que beaucoup de jeunes filles quittent l'école respectivement avant l'âge de 18 ans en milieu urbain et avant l'âge de 12 ans en milieu rural. Cette déperdition scolaire des jeunes pourrait être due à la situation de vulnérabilité des ménages auxquels appartiennent les jeunes. Elle pourrait être également liée aux mariages et à la fécondité précoces. Surtout en milieu rural, l'insuffisance et la mauvaise des infrastructures scolaires, ainsi que la difficulté d'accès pourraient accentuer ce phénomène de déperdition scolaire.

Troisièmement, concernant le niveau de scolarisation, il est mesuré par le taux de scolarisation. Il constitue un indicateur indispensable pour mesurer le niveau d'éducation de la population. Ainsi, l'EPM identifie quatre principaux niveaux scolaires utilisés pour classer les jeunes de 15 à 24 ans :

- ✚ sans instruction ou ceux qui n'ont jamais fréquenté l'école ou qui ont atteint au maximum la troisième année du primaire c'est-à-dire entre 0 et 3 an d'école
- ✚ niveau primaire qui regroupe ceux qui ont achevé au moins la quatrième année du primaire (T4 ou la classe de 8^{ème}) et n'ont pas dépassé la classe de 4^{ème} des collèges ;
- ✚ niveau secondaire : ceux qui ont achevé au moins la classe de 3^{ème} des collèges et au plus une classe terminale ;
- ✚ niveau supérieur avec ceux qui ont obtenu le baccalauréat ou ont déjà fréquenté un établissement d'enseignement supérieur.

Graphique 8 : Niveau d’instruction des jeunes 15 à 24 ans en 2010



Source : INSTAT/EPM2010, nos propres calculs

Cette distinction en termes de niveau de scolarisation est représentée dans le graphique 8. En général, seulement 47% des jeunes de 15 à 24 ans ont atteint le niveau primaire et juste 1,4% ont accédé au niveau universitaire. Le pourcentage des jeunes n’ayant reçu aucun niveau d’instruction est encore relativement haut, avec un peu moins de 30% qui n’ont jamais fréquenté d’école ou qui ont atteint au maximum la troisième année du primaire. On peut aussi déduire de ce graphique que le taux de fréquentation des établissements scolaires diminue à chaque palier supérieur de scolarisation.

Comme pour le cas de l’alphabétisation, des disparités existent en ce qui concerne le niveau d’instruction selon le sexe, mais aussi selon la localisation géographique. En général, les jeunes filles à Madagascar reçoivent moins d’années d’éducation comparée aux jeunes hommes. Presque 36% des filles n’ont reçu aucune éducation et 36,7% ont pu accéder au niveau primaire, alors qu’il y a nettement moins de garçons (24,2%) sans instruction et une proportion plus élevée de jeunes hommes ayant atteint le niveau primaire.

Cette inégalité entre le niveau d’instruction des deux sexes est principalement due à la structure patriarcale de la société et à la culture, qui privilégie les garçons, vu que les filles sont amenées à se marier au plus tôt.

Cependant, même si les jeunes hommes sont plus instruits jusqu'au niveau primaire, plus de femmes que d'hommes accèdent aux niveaux supérieurs avec 25,5% de filles en niveau secondaire contre 20% seulement de garçons et 1% d'hommes universitaires tandis que ce taux est pratiquement doublé chez les femmes.

Le taux plus élevé de jeunes filles de 15 à 24 ans en niveau secondaire et universitaire est principalement dû à un plus faible taux d'abandon scolaire chez ce groupe dans les zones urbaines.

Par contre, en se référant toujours au tableau suivant, les jeunes hommes deviennent minoritaires arrivés au-delà du niveau primaire.

On peut donc dire qu'en milieu urbain, malgré le fait que l'éducation des garçons est encore privilégiée par rapport à celle des filles, ces dernières sont les plus à même d'accéder à une éducation supérieure.

La situation est en revanche différente dans le monde rural. La proportion de garçons non instruits est plus faible (24,2%), par rapport au pourcentage des filles n'ayant eu accès à aucune éducation (35,9%).

Tableau 7 : Répartition des jeunes 15-24 ans par niveau d'instruction selon le milieu de résidence en 2010

Niveau d'éducation	Urbain		Rural		Madagascar		
	Garçon	Fille	Garçon	Fille	Garçon	Fille	Ensemble
Sans instruction	17,3%	36,5%	32,5%	35,5%	24,2%	35,9%	29,2%
Primaire	52,1%	9,8%	57,6%	54,9%	54,6%	36,7%	47,0%
Secondaire	29,0%	49,6%	9,6%	9,1%	20,2%	25,5%	22,4%
Universitaire	1,6%	4,1%	0,3%	0,4%	1,0%	1,9%	1,4%
Ensemble	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : INSTAT/EPM2010, nos propres calculs

Malgré le fait qu'encore plus de 29% des jeunes Malgaches de 15 à 24 ans sont sans instruction, les efforts en ce qui concerne les infrastructures scolaires augmentent car de plus en plus de salles de classes sont créées au niveau des collèges publics et communautaires depuis 2003. À la fin de l'année 2009, 85% des salles de classes équipées prévues sont construites et fonctionnelles. De plus, le système éducatif a connu un progrès notable à Madagascar.

Ces efforts sont constatés à travers l'amélioration constante du taux de scolarisation des enfants au niveau de l'enseignement primaire, en comparaison des années précédentes. Similairement, le taux d'alphabétisation est aussi en constante évolution. Le taux d'alphabétisation relativement élevé observé dans le pays constitue un avantage non négligeable qui offre de réelles possibilités d'exploitation du capital humain, étant donné que le progrès social et le développement durable sont indissociables du niveau d'éducation de la population.

Toutefois, le système éducatif malgache connaît encore beaucoup de lacunes. Dans la précédente section portant sur les caractéristiques démographiques de la population, il a été affirmé que, si les jeunes bénéficient d'une éducation satisfaisante et adéquate, et si leur insertion dans le monde du travail est assurée, avoir une population jeune est un atout majeur.

Dans le cas contraire, elle serait un obstacle au développement. On peut donc conclure ici que le pourcentage encore faible des élèves qui atteignent le niveau secondaire, ce qui se traduit par un taux d'abandon précoce du système éducatif, est encore un véritable problème pour le pays, la structure démographique de la population ne joue pas en faveur du développement. L'insertion socioprofessionnelle future des jeunes est compromise et le développement durable du pays est ralenti à cause du manque d'accès à l'éducation, étant donné que la majorité des emplois les plus rémunérateurs requiert l'acquisition de qualifications et de compétences de base.

Section 2. Santé des jeunes

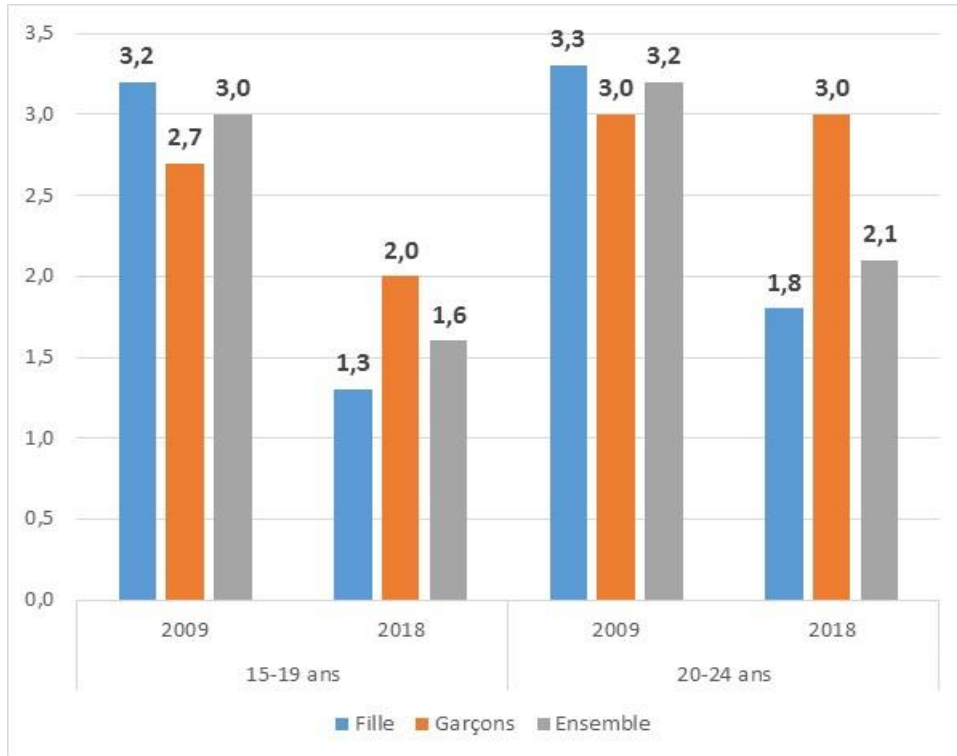
La dimension santé est une composante essentielle du développement humain. Dans cette section, la santé des jeunes sera mise en exergue, entre autres, l'accès au service santé, la disponibilité des services de santé, la planification familiale, la mortalité des enfants et des mères, la santé maternelle et infantile, l'état nutritionnel des enfants et des jeunes mères, la prévalence du VIH.

L'objectif principal ici, est de mieux connaître et comprendre l'état santé des jeunes afin d'identifier les facteurs entravant les capacités des jeunes et favorisant leurs vulnérabilités. Ainsi, cette recherche utilisera les indicateurs les plus courants pour déterminer l'état de santé de la population.

Section 2.1. La mortalité des jeunes de 15 à 24 ans

Le taux de mortalité reflète l'accès des jeunes aux soins adéquats par disponibilité de l'offre en services de santé, de l'état de l'hygiène dans les communautés et de la qualité de la protection sanitaire de la population. Cet indicateur est d'autant plus significatif s'il concerne les tranches d'âge des jeunes car ce taux devrait être le plus bas par rapport à la population totale. Cependant, comme indiqué par le graphique 9, le taux de mortalité des jeunes n'est pas négligeable.

Graphique 9 : Taux de mortalité (pour mille) des jeunes 15 à 24 ans en 2009 et en 2018



Source : INSTAT/EPM2010, RGPH 3 en 2018, nos propres calculs

À travers le graphique 9, on peut noter que les taux de mortalité des jeunes accusent globalement une baisse entre 2009 et 2018, que ce soit chez les garçons ou chez les filles, et quelle que soit la tranche d'âge considérée. Cette baisse de la mortalité des jeunes pourrait être due à l'amélioration du système de santé à Madagascar où plusieurs centres de santé au niveau des Districts sont désormais équipés de matériel et dotés de personnel qualifié.

Selon le genre, on peut constater que les taux de mortalité des jeunes filles des 15 à 19 ans et de 20 à 24 ans ont accusé des baisses respectives de 59,4% et 45,5% entre 2009 et 2018 contre des baisses de 25,9% et une stagnation pour les garçons cette même tranche d'âges et cette période considérée.

Cette baisse significative de la mortalité des jeunes filles pourrait être liée à la sensibilisation des jeunes femmes enceintes pour les soins prénataux et postnataux. Il en est de même des actions des partenaires techniques et financiers en matière de planification familiale.

Selon l'âge, le taux de mortalité est un peu plus élevé chez les jeunes dans la tranche d'âge des 20 à 24 ans (2,1 morts pour 1000 individus en 2018 pour les 15-24 ans contre 1,6 pour les 15-19 ans et respectivement 3,2 contre 3,0 en 2009). En effet, les jeunes plus âgés sont plus vulnérables en matière de santé et/ou les comportements à risque y sont plus courants. La vulnérabilité de cette population jeune augmente donc légèrement avec l'âge sur ce point.

Selon le genre, il est à constater qu'en 2009, les jeunes filles plus âgées qui ont entre 20 à 24 ans sont légèrement plus exposées à la mortalité comparativement aux garçons, ce qui peut être dû au contexte culturel et à la structure patriarcale de la société malgache. En effet, les garçons sont privilégiés non seulement dans l'accès à l'éducation, mais aussi dans l'accès aux services sanitaires.

De plus, les jeunes filles sont aussi fortement exposées aux risques de mortalité liées à la grossesse. Pourtant, cette tendance a été renversée en 2018 où les taux de mortalité deviennent un peu plus élevés chez les jeunes garçons par rapport à ceux des jeunes filles. Cette situation pourrait être essentiellement due à la faiblesse du taux de fréquentation des établissements sanitaires chez les jeunes garçons par rapport à celui des jeunes filles. Une autre piste serait que l'effort consenti des autorités publiques en matière de santé touche davantage les jeunes filles que les jeunes garçons.

En tout état de cause, l'analyse de la santé des jeunes femmes dans le cadre de la santé maternelle et la sante de la reproduction reste essentielle dans cette section.

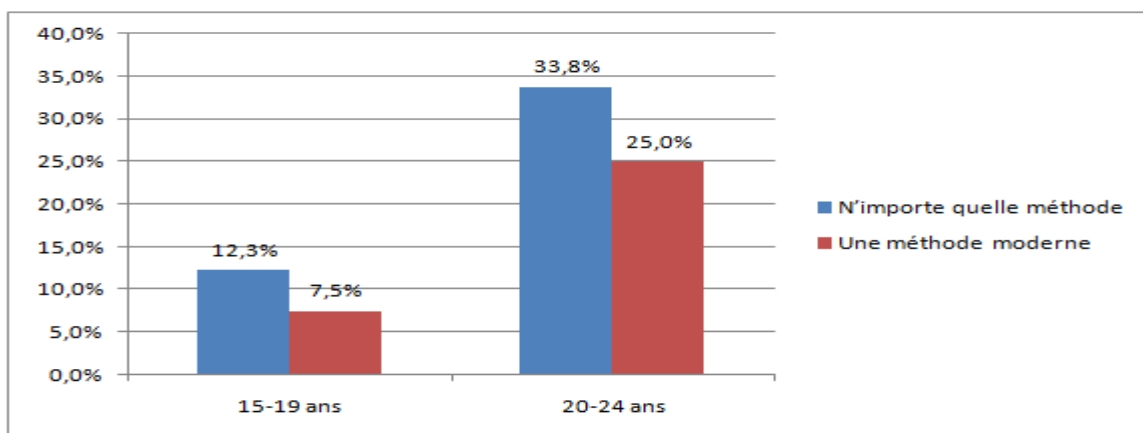
Section 2.2. Santé de la reproduction des adolescents et planning familial

Selon, l'EDS 2009, 50% des filles âgées de 18 ont déjà entamé leur vie féconde. Plus précisément, à cet âge, la moitié des filles malgaches ont déjà accouché d'un enfant ou sont enceintes de leur premier enfant. L'entrée dans la vie féconde des jeunes filles apparaît particulièrement importante entre 15 et 18 ans. Ce pourcentage passe de 8 à 17% entre 15 et 16 ans, puis de 17 à 28,9% entre 16 et 17 ans et finalement de 28,9% à 49,8% de 17 à 18 ans. Cette entrée précoce à la vie féconde est plus accentuée en milieu rural qu'en milieu urbain. En effet, la proportion de filles de 15 à 19 ans ayant commencé leur vie féconde en milieu rural (35%) est deux fois plus élevée que celle observée en milieu urbain (16,6%).

Or, du point de vue médical, une grossesse précoce expose la femme plus tôt aux risques de mortalités liés à la grossesse, qui sont causés par des dystocies, une prématurité, des hémorragies, des complications post-partum, sans omettre les interruptions de grossesse, pratiquées le plus souvent dans des conditions d'hygiène et techniques inexistantes. La mortalité maternelle est aussi favorisée par l'insuffisance, voire l'inexistence de suivi par un personnel qualifié. L'utilisation des méthodes de contraception moderne diminue ce risque de mortalité maternelle puisque la diminution du nombre d'enfants ou l'espacement de la natalité réduit la probabilité de complications liées à la grossesse.

Dans cette perspective, l'EDS 2009 montre que la connaissance de la méthode de planification familiale s'est accrue par rapport aux années précédentes. Neuf jeunes filles âgées de 15 à 24 ans sur dix connaissent une méthode contraceptive, traditionnelle ou moderne. Cependant, leur utilisation reste marginale à cause des croyances sur la contraception, ainsi que de la mauvaise prestation du personnel de santé.

Graphique 10 : Pourcentage de filles de 15 à 24 ans, en union ou non en union et sexuellement actives qui utilisent une méthode contraceptive au moment de l'enquête

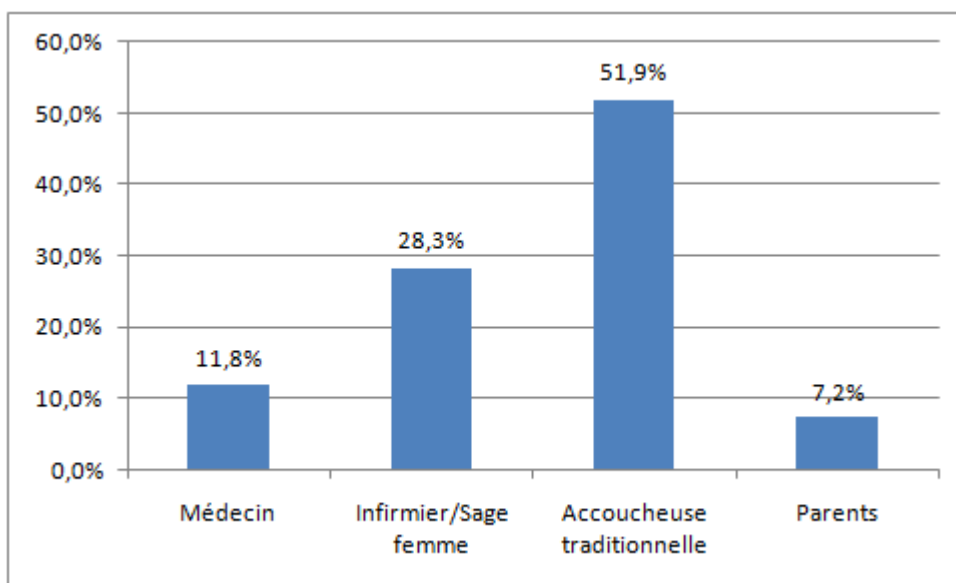


Source : INSTAT/EDS 2009

Le graphique 10 montre les taux de prévalence contraceptive des filles à Madagascar selon deux groupes d'âge : celles âgées entre 15 et 19 ans et celles qui ont entre 20 et 24 ans. On constate que les femmes plus âgées sont les plus à même d'utiliser la contraception avec 33,8% qui utilisent une quelconque forme de méthode contraceptive et 25% qui ont recours à la méthode moderne pour limiter ou espacer leur nombre d'enfants. Le taux de prévalence contraceptif est cependant très faible chez les femmes sexuellement actives de 15 à 19 ans car seulement 7,5% ont utilisé une méthode moderne.

En ce qui concerne les soins prénataux chez les jeunes filles âgées de 15 à 24 ans, le recours au personnel formé (médecin, infirmier ou sage-femme) a enregistré une amélioration, en passant de 75% en 1997 à 82,8% en 2008-2009.

Graphique 11 : Répartition des femmes dont la grossesse la plus récente remonte à cinq ans avant l'enquête et qui avaient moins de 20 ans au moment de la naissance, selon le type d'assistance qu'elles ont reçue à l'accouchement



Source : INSTAT/EDS 2009

Les visites prénatales fréquentes sont nécessaires pour assurer la bonne santé de la mère et de son enfant. Cela requiert donc la consultation d'un personnel médical qualifié. Pourtant, selon le graphique 11, la majorité des femmes qui ont accouché en dessous de 20 ans (51,6%) consultent davantage les accoucheuses traditionnelles pour leurs visites prénatales. La proportion des femmes enceintes assistées par un personnel qualifié ne représente que 40% de l'ensemble dont 28,3% consultées par des infirmiers et sages-femmes et moins de 12% par un médecin. Le nombre insuffisant de médecins, sages-femmes, infirmiers, mais aussi l'inaccessibilité des services de santé due à la distance et au manque de moyens financiers de la population, sont les principales causes de la mortalité des jeunes femmes à Madagascar.

Beaucoup d'efforts restent donc à faire quant à la formation du personnel médical et de l'accès à la contraception afin d'améliorer les conditions sanitaires des jeunes femmes à Madagascar.

Section 2.3. Accès des jeunes aux soins de santé

La fréquentation des établissements de santé est aussi un indicateur important pour analyser la santé des jeunes de 15 à 24 ans à Madagascar. À partir du traitement des données de l'ENSOMD 2013, les résultats montrent que seulement 7,4% des jeunes âgés de 15 à 24 ans ont déclaré avoir été malade au cours de deux dernières semaines, précédant l'enquête, et seuls 1,7% d'entre eux sont allés en consultation. 3,4% des jeunes vivant dans les zones urbaines ont pu consulter un médecin en cas de maladie. Comme il a été remarqué précédemment, à cause des disparités existant entre les jeunes vivant dans les zones rurales et ceux qui vivent en zones urbaines, le taux de fréquentation des centres de santé est plus faible hors des villes. Seulement 2,8% des jeunes résidant en milieu rural ont consulté un médecin quand ils sont tombés malade. Cela est non seulement dû à la pauvreté et l'inaccessibilité aux centres de santé, mais aussi à la préférence pour les médecines traditionnelles.

Tableau 8 : Accès des jeunes de 15-24 ans au service de santé par sexe selon le milieu de résidence en 2013

	Sexe	A souffert d'une maladie ou d'une blessure ?		Consultation chez un médecin, hôpital ou praticien, en visite médicale	
		Oui	Non	Oui	Non
Urbain	Masculin	5,00%	95,00%	1,70%	98,30%
	Féminin	10,30%	89,70%	5,00%	95,00%
	Ensemble	7,70%	92,30%	3,40%	96,60%
Rural	Masculin	5,40%	94,60%	1,70%	98,30%
	Féminin	9,20%	90,80%	4,00%	96,00%
	ensemble	7,30%	92,70%	2,80%	97,20%
Ensemble	Masculin	5,30%	94,70%	1,70%	98,30%
	Féminin	9,40%	90,60%	4,20%	95,80%
	Ensemble	7,40%	92,60%	2,90%	97,10%

Source : Enquête ENSOMD 2013, nos propres calculs

La santé des jeunes est une composante essentielle du développement humain. Cependant, à Madagascar la santé des jeunes de 15 à 24 ans est compromise par la grossesse précoce, la non-utilisation des méthodes contraceptives et la non-fréquentation des établissements de santé. Ces variables constituent donc des facteurs supplémentaires de blocage pour les capacités.

Section 3. La situation de l'emploi des jeunes

Section 3.1. Jeunes occupés

La situation de l'emploi des jeunes est d'abord ici analysée grâce au taux d'activité lors du RGPH-3 de 2018. Le tableau 9 montre qu'un peu plus de la moitié des jeunes âgés de 15 à 24 ans exercent des activités économiques.

Selon le milieu de résidence, les jeunes en milieu rural sont beaucoup plus occupés par des activités économiques que ceux du milieu urbain (35,9% en milieu urbain contre 61,5% en milieu rural).

En effet, dans la majorité des cas, les jeunes occupés résident en milieu rural. Cette disparité selon le milieu de résidence est essentiellement due à la non scolarisation et à la déscolarisation qui sont plus intenses en milieu rural qu'en milieu urbain.

Elle pourrait également être liée à la pauvreté des ménages qui pousse les jeunes à chercher un emploi, ou exercer une activité économique généralement peu rentable et aider leurs parents à combler les besoins quotidiens.

Il est à remarquer également une prépondérance des jeunes garçons par rapport aux jeunes filles dans les activités économiques quel que soit l'âge. En effet, il y a 93 jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans occupés pour 100 garçons appartenant à ce même groupe d'âge.

Tableau 9 : Taux d'activité des jeunes (15 - 24 ans) par milieu de résidence et selon l'âge

Age	Ensemble		Urbain		Rural	
	Taux d'activité	Rapport de féminité	Taux d'activité	Rapport de féminité	Taux d'activité	Rapport de féminité
15	30,5%	91,7	12,1%	109,9	35,0%	90,1
16	36,0%	98,0	15,2%	113,6	41,4%	97,1
17	42,3%	97,1	19,2%	107,5	48,9%	95,2
18	50,8%	98,0	24,6%	97,1	57,1%	98,0
19	53,4%	100,0	27,4%	94,3	61,1%	100,0
20	60,6%	98,0	33,7%	88,5	67,0%	100,0
21	60,8%	88,5	36,2%	82,0	68,8%	89,3
22	64,8%	86,2	41,7%	80,6	71,7%	87,0
23	70,1%	82,6	50,9%	78,1	76,2%	84,0
24	72,0%	82,6	54,7%	76,9	77,4%	84,0
Jeunes 15-19 ans	44,5%	97,4	21,5%	102,2	50,6%	96,6
Jeunes 20-24 ans	65,4%	88,4	44,3%	81,0	71,7%	90,0
Ensemble Jeunes 15-24 ans	55,6%	92,6	35,9%	88,8	61,5%	93,2

Source : INSTAT/ RGPH 3 en 2018, nos propres calculs

Il ressort de ce même tableau 9 que l'insertion des jeunes dans le monde de travail est très précoce, surtout en milieu rural où un peu plus d'un jeune âgé de 15 ans sur trois occupe déjà un emploi. En effet, avec un niveau d'étude peu élevé, ces plus jeunes travailleurs se trouvent généralement dans des conditions de travail précaires, ce qui pourrait compromettre leur état de santé et évidemment les faire rester dans une vulnérabilité continue.

Par ailleurs, la situation des jeunes dans les pays en développement se caractérise surtout le plus souvent par les difficultés accrues d'insertion dans le marché du travail. À Madagascar, ce phénomène est accentué par les différentes crises politiques presque cycliques qui sévissent dans le pays qui ont conduit à la précarité de l'emploi. La gravité du problème est telle que la crise de l'emploi à Madagascar est qualifiée de « crise de l'emploi des jeunes ».

L'évaluation des impacts de la crise financière mondiale et de la crise politique intérieure sur l'emploi à Madagascar menée par le BIT et le PNUD révèle que les jeunes sont davantage victimes de la détérioration du monde du travail. Le taux élevé de sous-emploi est lié à l'inadéquation formation-emploi et au déséquilibre sur le marché du travail qui rend plus difficile l'insertion professionnelle des jeunes. La prévalence des emplois inadéquats touche donc surtout les jeunes. En effet, 52% d'entre eux sont en sous-emploi lié à la durée du travail. Il est à noter que les jeunes filles sont plus touchées par ce phénomène par rapport aux garçons (56,5% contre 47,3%). Selon le milieu, la disparité est plus marquée, 57% des jeunes résidant dans les milieux ruraux sont en sous-emploi lié à la durée du travail contre 32,1% de ceux qui vivent en milieux urbains.

Tableau 10 : Taux de sous-emploi lié à la durée de travail des jeunes de 15-24 ans par sexe selon le milieu de résidence en 2013

Milieu	Garçon	Fille	Ensemble
Urbain	31,5%	32,6%	32,1%
Rural	51,3%	62,5%	57,0%
Madagascar	47,3%	56,5%	52,0%

Source : Enquête ENSOMD 2013, nos propres calculs

Le marché du travail est composé de travailleurs jeunes, sous-employés et pauvres, qui ont 32,1 ans en moyenne. Les jeunes actifs de moins de 25 ans rencontrent des difficultés pour accéder au marché du travail, avec un taux de chômage de 5,9%. Les jeunes urbains entre 15-24 ans sont les plus touchés par ce phénomène avec un taux de chômage supérieur à 14%. Les difficultés d’insertion dans le marché du travail sont surtout causées par la déficience de l’éducation, de l’apprentissage et de la formation qui ne permet pas d’acquérir les compétences requises pour répondre aux demandes. Dans une autre perspective, le déséquilibre entre l’offre et la demande sur le marché du travail ne facilite pas non plus l’accès à l’emploi des jeunes de 15 à 24 ans.

Dans le monde rural, la prédominance des emplois inadéquats est perceptible à travers l’emploi des jeunes ruraux en qualité d’aides domestiques non rémunérés. Dans les villes, les jeunes ont été les plus exposés aux pertes d’emploi occasionnées par la crise, surtout les jeunes qui travaillent dans les entreprises dans les zones franches. Ces jeunes ont rejoint le secteur informel à cause de la précarité chronique de l’emploi.

Section 3.2. Secteur d'activité des jeunes

Dans cette sous-section, on s'intéresse au secteur d'activité dans lequel les jeunes ayant le statut « occupé » exercent.

Précisons que le secteur primaire regroupe principalement les branches d'activité « Agriculture », « Élevage » et « Pêche ».

Les branches d'activité de transformation, notamment les industries, appartiennent au secteur secondaire.

Quant au secteur tertiaire, il regroupe les branches d'activité comme les commerces, les activités de tourisme, l'offre de service, etc.

À la lecture du tableau 11, on constate qu'un peu plus de huit jeunes sur dix se trouvent dans le secteur primaire. Ils sont tous majoritairement des petits exploitants agricoles, où ils sont peu rémunérés.

Par contre, le secteur plus rémunérateur qu'est le secteur secondaire n'accapare que 4,1% de l'ensemble des jeunes âgés de 15 à 24 ans. Le secteur tertiaire se trouve quant à lui en deuxième position, en occupant 14,8% des jeunes actifs.

Selon le milieu de résidence, on trouve 30,6% des jeunes âgés de 15 à 24 ans en milieu urbain contre 87,3% en milieu rural exerçant dans le secteur primaire. Cependant, 59,8% et 8,5% d'entre eux sont dans le secteur tertiaire, respectivement en milieu urbain et en milieu rural. En ce qui concerne le secteur secondaire, seulement 9,6% des jeunes occupés en milieu urbain contre 3,3% en milieu rural sont dans ce secteur.

Selon le genre, on compte plus de jeunes de sexe masculin que de sexe féminin quel que soit le statut de résidence (urbain ou rural) et le secteur. Toutefois, une exception est constatée en milieu rural dans le secteur secondaire où l'on dénombre davantage de femmes que d'hommes (126 jeunes femmes pour 100 jeunes hommes).

**Tableau 11 : Composition de la population des enfants et jeunes occupés de
15-24 ans par secteur d'activité et milieu de résidence selon l'âge**

Age	Ensemble						Urbain						Rural					
	Primaire		Secondaire		Tertiaire		Primaire		Secondaire		Tertiaire		Primaire		Secondaire		Tertiaire	
	Prop	RF	Prop	RF	Prop	RF	Prop	RF	Prop	RF	Prop	RF	Prop	RF	Prop	RF	Prop	RF
15	87,0%	89,3	2,6%	128,2	10,3%	103,1	44,0%	80,0	5,9%	74,1	50,1%	151,5	90,6%	90,1	2,4%	144,9	7,0%	82,0
16	86,2%	96,2	3,0%	133,3	10,9%	109,9	40,4%	82,6	6,7%	79,4	52,8%	151,5	90,5%	97,1	2,6%	151,5	6,9%	87,0
17	85,0%	95,2	3,2%	113,6	11,8%	107,5	37,0%	85,5	7,3%	69,9	55,7%	133,3	90,3%	95,2	2,8%	131,6	6,9%	87,7
18	85,8%	97,1	3,3%	116,3	10,9%	99,0	37,8%	84,7	8,1%	70,9	54,1%	112,4	90,8%	98,0	2,8%	137,0	6,4%	87,7
19	82,4%	100,0	4,2%	114,9	13,4%	94,3	32,0%	89,3	9,9%	76,9	58,0%	101,0	89,0%	100,0	3,4%	133,3	7,6%	88,5
20	84,0%	99,0	3,9%	114,9	12,1%	90,9	35,0%	84,7	9,8%	78,7	55,2%	92,6	89,8%	99,0	3,2%	131,6	7,0%	89,3
21	77,5%	88,5	5,0%	101,0	17,5%	84,0	26,9%	81,3	10,9%	73,0	62,2%	84,0	86,1%	89,3	4,0%	116,3	9,9%	83,3
22	77,4%	86,2	4,9%	96,2	17,7%	83,3	26,8%	76,3	11,0%	74,6	62,2%	83,3	86,2%	87,0	3,8%	108,7	10,0%	83,3
23	73,3%	83,3	5,3%	93,5	21,3%	80,0	23,6%	73,0	10,8%	74,6	65,6%	80,6	84,0%	84,0	4,1%	106,4	11,9%	79,4
24	72,5%	83,3	5,3%	89,3	22,2%	79,4	22,4%	73,0	10,5%	69,4	67,0%	79,4	83,4%	84,0	4,2%	103,1	12,4%	80,0
15-19 ans	85,2%	96,1	3,3%	120,0	11,5%	101,9	37,2%	85,2	8,0%	73,9	54,8%	123,6	90,3%	96,6	2,8%	138,8	6,9%	86,9
20-24 ans	77,5%	89,0	4,8%	100,2	17,7%	84,1	26,7%	77,3	10,6%	74,0	62,7%	83,8	86,3%	89,7	3,8%	115,0	9,9%	83,7
15-24 ans	81,1%	92,3	4,1%	109,5	14,8%	92,5	30,6%	80,2	9,6%	73,9	59,8%	98,4	88,2%	93,0	3,3%	126,5	8,5%	85,3

Source : INSTAT/ RGPH 3 en 2018, nos propres calculs

À travers ces résultats, il est visible que la grande majorité des jeunes âgés de 15 à 24 ans occupés à Madagascar, surtout ceux résidant en milieu rural, travaillent dans le secteur primaire où les activités agricoles, d'élevage, de sylviculture et de pêche prédominent. De même, ils sont habitués à ces activités dès leur plus jeune âge car en grande majorité, leurs parents exercent dans ce secteur. Ils ont déjà souvent aidé leurs parents dans les tâches agricoles et c'est une des raisons pour laquelle leur insertion dans le monde de travail reste liée à ces activités.

Pour les secteurs secondaire et tertiaire, les milieux urbains sont mieux dotés en infrastructures, et beaucoup d'entreprises s'y installent. La grande majorité des jeunes qui résident en milieu urbain souhaite s'orienter dans ces secteurs. Ainsi, pour travailler dans les secteurs secondaire et tertiaire, cela requiert parfois préalablement un certain niveau de connaissances, de qualifications, de savoir-faire techniques. Ce sont ces jeunes qui vivent dans les milieux urbains qui possèdent le plus souvent ces prérequis.

On remarque que la majorité des jeunes vivant en milieux ruraux ont des niveaux de qualification peu élevés et ne répondent à ces différents critères. De ce fait, les jeunes de ces milieux ne sont pas souvent enclins à travailler dans ces secteurs par rapport à ceux des milieux urbains.

En comparant le secteur secondaire avec le tertiaire, fort est de constater que le pourcentage des jeunes travaillant dans le secteur tertiaire est presque quatre fois plus élevé que celui des jeunes dans le secteur secondaire. Cette situation est probablement liée à la faible industrialisation du pays et à la prolifération du secteur tertiaire informel dans les milieux urbains.

Concernant le secteur secondaire, les jeunes rencontrent toujours des difficultés pour commencer à y travailler. Ce secteur exige en effet de l'expérience et des qualifications (savoir-faire, diplôme, formation). Or, peu de jeunes disposent déjà de tous ces critères au regard justement de leur âge et de leur manque d'expérience. Ce secteur absorbe donc moins ce groupe d'âge, où l'on constate aussi un problème d'adéquation entre formation et emploi.

Section 3.3. Jeunes inoccupés

Si un jeune est en dehors du système scolaire et/ou du marché du travail, il devient improductif pour l'économie et la société, et pourrait alourdir la situation de vulnérabilité de son ménage. Dans le cadre de cette recherche, la connaissance et l'analyse de la situation des jeunes inoccupés s'avère donc nécessaire et incontournable.

Pour ce faire, on utilise les données les plus récentes issues du RGPH-3 en 2018, en faisant référence aux définitions de « chômeur » et de « personne en quête d'un premier emploi ». Un jeune est ici inoccupé s'il est en situation de chômage ou en quête d'un premier emploi. On définit comme « chômeur » toute personne qui, suite à l'interruption d'un travail (quelle que soit la cause), reste sans emploi pendant un temps indéterminé et est à la recherche d'un autre emploi (pendant la semaine de référence). Le qualificatif de « chômeur » n'est donc donné qu'à une personne qui a déjà travaillé et dont l'activité

principale pendant la semaine de référence consiste en la recherche d'un nouvel emploi. Quant à une personne en quête d'un premier emploi, elle regroupe toute personne qui n'a jamais travaillé depuis la naissance et est à la recherche active de son premier travail pendant la semaine de référence.

Tableau 12 : Taux d'inoccupation des jeunes (15-24 ans) par milieu de résidence et selon l'âge

Age	Ensemble		Urbain		Rural	
	Taux d'inoccupation	Rapport de féminité	Taux d'inoccupation	Rapport de féminité	Taux d'inoccupation	Rapport de féminité
15	4,0%	84,0	4,0%	90,9	3,9%	82,0
16	4,7%	82,6	5,2%	89,3	4,6%	81,3
17	5,5%	74,6	6,7%	79,4	5,2%	72,5
18	5,9%	74,1	8,4%	80,6	5,3%	71,4
19	5,9%	74,6	8,7%	80,6	5,1%	71,4
20	5,4%	73,0	9,2%	80,6	4,5%	69,9
21	6,0%	71,9	9,6%	80,0	4,8%	67,1
22	5,5%	72,5	9,5%	82,0	4,2%	66,7
23	5,6%	71,9	10,6%	80,0	4,0%	66,2
24	5,0%	73,5	9,8%	83,3	3,5%	65,8
jeunes 15- 19 ans	5,3%	77,3	7,2%	82,8	4,9%	75,2
Jeunes 20-24 ans	5,5%	72,6	9,7%	81,1	4,3%	67,6
Jeunes 15-24 ans	5,4%	75,2	8,5%	81,9	4,6%	72,2

Source : INSTAT/ RGPH 3 en 2018, nos propres calculs

En se référant à ces définitions, 5,4% des jeunes âgés de 15 à 24 ans sont inoccupés. En outre, on observe également que l'âge auquel le taux d'inoccupation est le plus élevé est 21 ans. En effet, il concerne les 6% des jeunes de 21 ans, cette proportion est de 5% à l'âge de 24 ans.

Selon le milieu de résidence, les pourcentages des jeunes en situation de quête de premier emploi et de chômage sont plus élevés en milieu urbain qu'en milieu rural (pour l'ensemble des jeunes âgés de 15 à 24 ans, 8,5% contre 4,6%). En milieu urbain, cette situation touche globalement entre 4% et 10,6% des jeunes de chaque âge, tandis qu'en milieu rural, il est de l'ordre de 3,5% à 5,3%.

Les résultats montrent également que le phénomène d'inoccupation touche les jeunes hommes davantage que les femmes. En effet, le tableau ci-dessus montre qu'il y a moins de jeunes femmes inoccupées que des hommes. Quel que soit l'âge et le milieu de résidence, le rapport de féminité est inférieur à 100. On peut supposer aussi que les femmes sont moins enclines à entrer sur le marché du travail eu égard à leurs activités domestiques.

Section 4. Pauvreté des jeunes

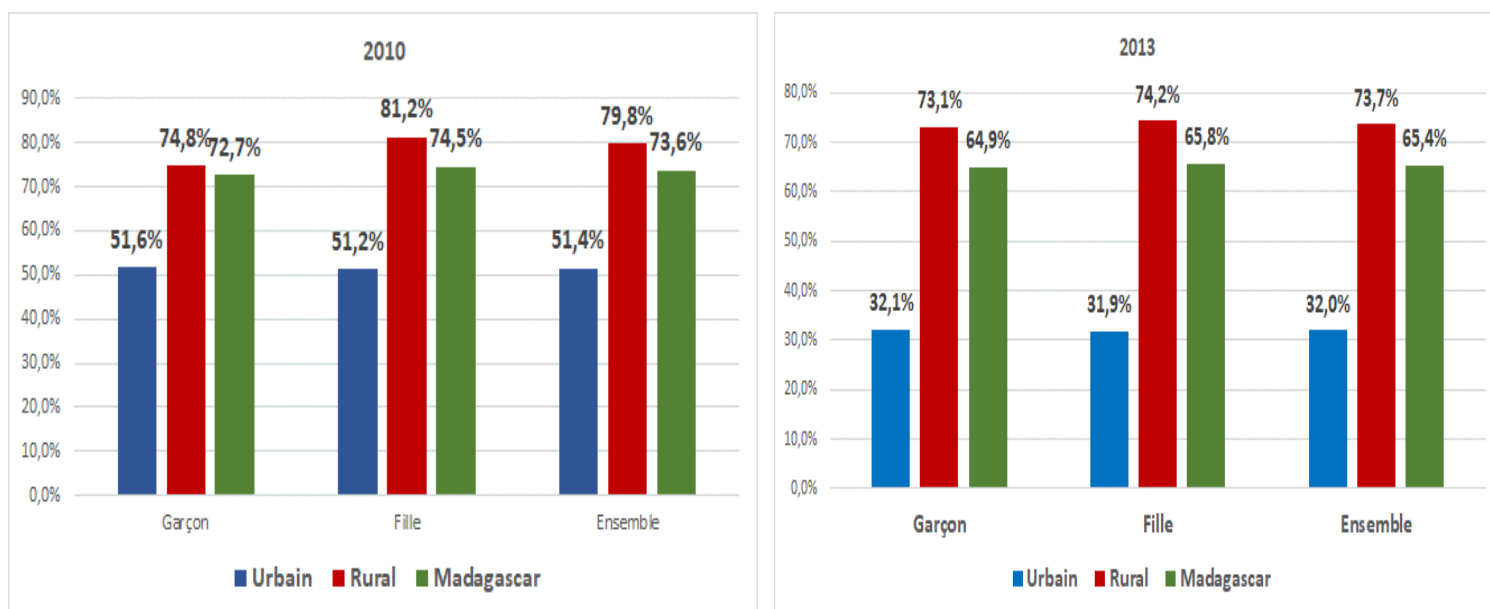
Le taux de pauvreté monétaire utilisé dans le cadre de cette recherche est calculé individuellement, et non par rapport aux ménages. Le taux de pauvreté des jeunes de 15 à 24 ans est donc ici le rapport entre le nombre de jeunes 15 à 24 ans pauvres et le nombre total des jeunes 15 à 24 ans. Il est supposé donc qu'un jeune 15 à 24 ans est considéré comme pauvre lorsqu'il vit dans un ménage pauvre, et qu'un ménage est pauvre lorsque sa consommation annuelle par tête se situe en dessous du seuil de pauvreté (468 800 Ariary en 2010). Les données utilisées sont les Enquêtes Permanentes auprès des Ménages (EPM2010) et l'Enquête Nationale de Suivi des OMD 2013 (ENSOMD) de l'INSTAT.

Le graphique 12 décrit la pauvreté des jeunes de 15 à 24 ans en 2010 et en 2013. Ainsi, le graphique montre la différence entre la pauvreté des jeunes dans le monde rural et dans le monde urbain.

En 2010, 73,6% des jeunes âgés de 15 à 24 ans sont dans une situation de pauvreté monétaire. Ce taux est de 65,4% en 2013, soit une baisse 8,2 points entre ces deux périodes. Pourtant, la pauvreté des jeunes selon le milieu de résidence présente aussi de

fortes disparités. Les jeunes qui vivent en milieu rural sont plus fortement touchés par la pauvreté par rapport à ceux vivant en milieu urbain.

Graphique 12 : Pauvreté des jeunes 15 à 24 ans par sexe selon les milieux de résidence en 2010 et 2013



Source : INSTAT/EPM2010 et ENSOMD2013, nos propres calculs²²

En milieu urbain, 51,4% des jeunes vivent en dessous du seuil de pauvreté en 2010 contre 79,8% de ceux qui vivent en milieu rural, cet écart persiste encore en 2013, 32% contre 73,7%. Selon le sexe, la proportion des jeunes filles pauvres est quasiment la même que celle des jeunes garçons dans l'ensemble du pays (74,5% contre 73,6% en 2010, et 65,8% contre 64,9% en 2013). Cette similitude est encore plus marquée dans le milieu urbain, où les hommes et les femmes ont des taux de pauvreté très proches.

La pauvreté affecte les jeunes de manière percutante et personnelle. Elle menace aussi la stabilité sociale et peut engendrer des conflits sociaux. La pauvreté constitue un des principaux blocages des jeunes pour devenir plus aptes, en tant que citoyens et à

²² Calculés à partir des bases de données de l'EPM 2010 et de l'ENSOMD 2013

contribuer en retour au bien-être social. Il est donc indéniable que la pauvreté des jeunes ait un lien très rapproché tant avec la vulnérabilité qu'avec les capacités.

En conclusion de ce chapitre, la structure démographique, les indicateurs d'éducation, de santé, d'emploi et de pauvreté monétaire des jeunes de 15 à 24 ans ont pu démontrer que la vulnérabilité des jeunes est multidimensionnelle et disparate. En effet, au-delà des indicateurs statistiques insatisfaisants dans ces différents domaines, les disparités selon l'âge, le sexe ou encore la localisation géographique persistent et aggravent d'autant plus la situation précaire de l'ensemble du pays. La majorité des jeunes Malgaches n'ont pas reçu d'éducation secondaire et encore un grand nombre de jeunes de 15 à 24 ans sont encore analphabètes. Les indicateurs de santé ne sont pas non plus très performants surtout dans le milieu rural. La mortalité est encore élevée, du fait notamment de difficultés d'accès aux centres de santé et à la rareté du recours à un personnel sanitaire qualifié. De plus, les complications liées à la grossesse font partie des principales causes de mortalité chez les jeunes femmes. Madagascar est un pays en développement dont la grande majorité de la population vit sous le seuil de pauvreté monétaire, incluant une les jeunes de 15 à 24 ans. Cela est principalement dû au chômage qui touche les jeunes Malgaches et aussi aux conditions de santé et d'éducation précaires. Ce cycle de la pauvreté est perpétué chez les jeunes à Madagascar, qui constituent en contexte de croissance démographique élevée une part importante de la population. Ainsi, une grande proportion de jeunes peu qualifiés ne joue pas en faveur du pays en termes de développement, le dividende démographique ne jouant pas un rôle positif dans ce contexte. Si la majorité de la population n'a pas accès à l'éducation, à la santé, n'a pas assez de ressources financières pour subvenir à ses besoins, les potentialités d'une part importante des habitants du pays sont inexploitées. Se focaliser sur les progrès en matière de vulnérabilité et les capacités des jeunes à Madagascar permettrait donc d'améliorer non seulement les conditions de vie de cette tranche d'âge de la population mais aurait aussi un impact majeur sur le développement et le bien-être de la population générale.

Chapitre 3. Mesure de capacités et vulnérabilités

Compte tenu des différences de caractéristiques sociodémographiques et économiques des jeunes, ceux-ci disposent de capacités inégales pour atteindre leurs objectifs. Ces différences de « potentialités » sont tributaires de plusieurs facteurs tels que leurs caractéristiques physiques ou intellectuelles, et surtout sont dépendants de l'environnement naturel, social, politique et culturel dans lequel ils évoluent. Or, rappelons ici que les capacités se définissent comme *la possibilité effective dont un individu dispose pour ses divers choix sur les combinaisons de fonctionnements de sa vie accompagnée de liberté avec lequel il peut jouir* (Sen, 1992, p.66). En effet, dans ce troisième chapitre, nous proposons de traduire les capacités et les vulnérabilités en termes d'indicateurs. Pour ce faire, ce chapitre comportera six sections.

Dans la première section, sera traitée la question des vulnérabilités. Dans cette section, nous allons voir dans un premier temps les différents chocs rencontrés par les jeunes. Dans ce cas, l'analyse de la vulnérabilité sera étudiée sous l'angle de la capacité des jeunes à subir ou à faire face aux chocs. En effet, le premier objectif de cette section est d'identifier les chocs subis par les jeunes, de mieux en cerner les impacts sur leur bien-être.

Ensuite, il sera question d'aborder la mesure de la vulnérabilité. Dans ce cadre, la vulnérabilité est ici définie comme la faible capacité de se prémunir contre le risque élevé de connaître l'état de pauvreté. Elle sera estimée à partir du modèle MCO inspirée par celui développé par Christiaensen et Subbarao (2005) ainsi que Sarris et Karfakis (2006). Nous notons que les variables chocs seront prises en compte. Le deuxième objectif est donc ici de mesurer l'intensité de la vulnérabilité des jeunes et de mieux identifier les sources de cette vulnérabilité.

La deuxième section concernera les capacités des jeunes. Cette section traitera d'abord des différentes composantes des capacités selon Sen, qui sont, d'une part le capital financier, le capital physique, le capital humain et le capital social, et, d'autre part, les caractéristiques personnelles et les opportunités sociales. Cela permet d'identifier les capacités de réaction des jeunes face à la vulnérabilité ou aux effets négatifs du

changement. Dans cette deuxième section, nous proposons également une mesure de la capabilité. Cette capabilité sera également estimée à partir de l'analyse descriptive et de l'analyse factorielle des correspondances multiples (AFCM). Le but est ici de pouvoir mesurer et mieux appréhender les capacités et les capabilités des jeunes pour faire face à la vulnérabilité.

Si l'on parle beaucoup de liberté et très peu de responsabilité, n'oublions pas que la responsabilité est une partie prenante de la liberté. La troisième section s'intéressera donc à la responsabilisation des jeunes. Cette troisième section sera abordée sous l'angle de la prise de responsabilité des jeunes face à la vulnérabilité ou aux événements négatifs survenus. Cela permet d'analyser et de mieux cerner la volonté des jeunes à participer à la vie en société et à œuvrer positivement en tant qu'acteur pour le changement social. Cette section identifiera également les facteurs qui empêchent les jeunes de prendre leurs responsabilités.

La relation entre autonomisation et responsabilisation est très complexe, la quatrième section essaiera de traiter l'autonomisation des jeunes. L'autonomie est ici conçue comme une dépendance assumée. Elle est inspirée par la définition de F. de Singly²³ : « *pour devenir un "individu individualisé", il faut avoir les moyens d'adosser les formes de l'autonomie sur une structure objective d'indépendance, notamment économique. [...] L'indépendance, et notamment l'indépendance économique est la manière dont l'individu peut, grâce à ses ressources personnelles tirées de son activité, moins dépendre de ses proches* ». Dans ce cas, cette autonomisation sera analysée à partir des stratégies adoptées par les jeunes pour se remettre d'un choc, notamment les mécanismes amortisseurs. L'objectif est ainsi d'identifier l'état dans lequel se trouvent les jeunes lorsqu'ils font face aux chocs sans le soutien d'autrui, et surtout de mieux appréhender les moyens de compensation adoptés par les jeunes face à la vulnérabilité.

Pour terminer, ce chapitre intègre respectivement dans les cinquième et sixième sections les participations des jeunes dans la vie publique et dans la vie politique. La cinquième section concerne la participation des jeunes à la vie publique. Elle abordera la

²³ F. de Singly, « Penser autrement la jeunesse », *Lien social et politiques*, n°43, 2000.

participation, l'engagement et l'initiative des jeunes dans la société. Elle permettra d'analyser si les jeunes sont des acteurs responsables dans la société et surtout capables de faire face à la vulnérabilité.

La sixième section qui concerne la participation des jeunes à la vie politique analysera la préoccupation des jeunes sur les politiques au niveau local et national. Cela permettra de mieux cerner si cette participation contribue à la lutte contre la vulnérabilité, et au développement de leurs capacités.

Section 1. Vulnérabilités des jeunes

Plusieurs études et recherches ont développé le concept de « vulnérabilité », mais les méthodes de mesure de ce concept sont apparemment moins nombreuses. Une des raisons de cela provient de la difficulté d'obtenir des données appropriées pour couvrir de manière exhaustive l'envergure des différentes situations de vulnérabilité. Des initiatives commencent néanmoins à se développer qui tentent de mesurer la vulnérabilité.

Section 1.1. Les différents chocs subis par les ménages

La vulnérabilité est un autre aspect du bien-être. Elle revêt une importance majeure dans l'analyse des conditions de vie des ménages. Elle est également traduite par le niveau de bien-être qui se dégrade à la suite d'un choc. Ainsi, certains ménages n'échappent pas aux différents chocs qu'ils soient permanents, temporaires ou cycliques. Ces derniers impactent parfois sur les niveaux de vie des ménages et les rendent plus vulnérables. Selon l'ENSOMD 2013, plus de trois ménages sur dix en 2013 ont déclaré qu'ils ont été exposés à des chocs liés au climats et à l'environnement, notamment les cyclones, les inondations, la sécheresse, les maladies des plantes, les feux de brousse, l'invasion acridienne, etc. Les chocs liés à l'insécurité : les vols de biens, les vols de produits, les vols de bœufs, les violences, touchent 5% de l'ensemble des ménages. Les problèmes de maladies et décès, quant à eux, concernent environ 6% des ménages. Concernant les problèmes économiques tels que l'inflation et les problèmes de marché, 2,3% des ménages

ont déclaré avoir subi ces chocs. Notons que les différents chocs affectent davantage les ménages les plus pauvres.

Tableau 13 : Proportion de ménages touchés par différents types de problèmes, selon le milieu de résidence en 2013

Problèmes	Urbain	Rural	Ensemble
Climat et environnement	4,5	25,3	21,4
Sécurité	2,7	5,4	4,9
Maladies ou Décès	7,1	5,8	6,1
Problèmes économiques	3,7	2	2,3
Autres	1,1	2,3	2,1

Source : Enquête ENSOMD 2013

Section 1.2. Vulnérabilité subjective

La vulnérabilité constitue une autre approche de la pauvreté. En effet, certains ménages, tout en n'étant pas dans une situation de pauvreté, sont sensibles à différents changements dans leur situation actuelle. Dans son sens général, la vulnérabilité est considérée comme une éventualité de voir sa situation ou ses conditions de vie se dégrader ou même s'enfoncer face aux fluctuations de la vie, peu importe son niveau de richesse. Lors de l'exploitation de données ENSOMD 2013, nous trouvons qu'un peu plus de moitié des jeunes Malgaches âgés de 15 à 24 ans pensent qu'ils vivent avec des difficultés. En comparant selon le milieu de résidence, la proportion des jeunes qui se sentent en difficulté est plus élevée en milieu rural qu'en milieu urbain, avec des pourcentages respectifs de 55,9% et 40,3% (tableau 14).

Tableau 14 : Opinion des jeunes de 15-24 ans concernant leur niveau de vie selon le milieu de résidence en 2013

Selon le budget de votre ménage, pensez-vous :	MILIEU DE RESIDENCE		
	Urbain	Rural	Total
Vivre aisément	3,2%	1,3%	1,7%
Vivre moyennement	30,7%	20,9%	22,6%
Vivre d'une façon modérée	25,8%	21,8%	22,5%
Vivre en difficulté	40,3%	55,9%	53,2%
Total	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête ENSOMD 2013, nos propres calculs

Toujours grâce à l'exploitation des données de l'ENSOMD 2013, nous trouvons que trois quarts des jeunes actifs vivant en difficulté occupent un emploi permanent mais la majorité d'entre eux sont en situation de sous-emploi. 25% d'entre eux occupent un emploi temporaire ou saisonnier. Dans une situation de vulnérabilité, plus particulièrement dans les conditions de vie en difficulté, les personnes peu ou pas qualifiées sont le plus souvent touchées par des allers et retours entre emplois précaires et périodes d'inactivité. Le terme « précaire » désigne ici une situation d'emploi instable ou temporaire, constituant souvent des activités de survie dans le secteur informel durant les périodes de sous-emploi ou de chômage.

La vulnérabilité peut frapper soit un individu, un ménage ou des groupes d'individus. Pourtant, ce concept peut aussi définir les processus de dégradation des conditions de vie d'une communauté toute entière ou d'un groupe d'individus spécifiques. Si la précarité peut toucher les individus issus de tous les milieux sociaux ou professionnels, toutefois, le tableau 15 montre que ce sont les catégories les plus démunies de la population, les plus pauvres, qui trouvent leur mode de vie dégradé en matière de consommation alimentaire non satisfaisante, de faibles ressources, de logements précaires, d'emploi dégradé, d'un état de santé insatisfaisant, d'une incertitude totale vis-à-vis de l'avenir, d'une fragilisation psychique, et qui se heurtent le plus fréquemment à cette situation de

précarité. À titre d'illustration, 84,5% des jeunes âgés de 15 à 24 ans vivant dans les ménages plus pauvres sont insatisfaits de leur consommation alimentaire contre 44,5% pour ceux issus des ménages classés plus riches. Plus de moitié des jeunes plus pauvres voient leurs emplois se dégrader contre 35,5% de ceux qui sont plus riches.

Il y a lieu de noter que, lors de nos entretiens auprès de jeunes dans la Région d'Analamanga, un jeune travaillant dans le secteur informel évoque même que son travail est toujours fatigant et que sa rémunération n'arrive pas à couvrir ses besoins quotidiens. Cela revient à dire que les contextes de sous-emploi et de chômage obligerait les jeunes travailleurs à se limiter à des activités professionnelles peu rémunérées, qui sont aussi souvent les plus fastidieuses.

Les multiples difficultés rencontrées par les groupes vulnérables, plus particulièrement les jeunes, sont souvent alourdies par une économie locale qui se caractérise par une faible croissance et un chômage élevé et par de mauvaises conditions environnementales. En milieu rural, les déterminants de la vulnérabilité se situent au niveau du sous-emploi et de la faible qualification de la population active, tandis qu'en ville, la faible industrialisation n'arrive pas à créer un nombre suffisant d'emplois pour les nouveaux venus sur le marché de travail (INSTAT, 2013).

Tableau 15 : Niveau de satisfaction des jeunes 15-24 ans concernant leur mode de vie, selon le milieu de résidence en 2013

5 quantiles de consommation		Plus pauvres	Pauvres	Moyens	Riches	Plus riches
Consommation alimentaire	SATISFAISANT	5,1%	8,8%	9,4%	12,0%	16,3%
	MOYEN	9,9%	22,8%	27,3%	32,6%	38,7%
	INSATISFAISANT	84,5%	67,2%	63,4%	55,2%	44,5%
	NON CONCERNE	0,5%	1,2%	0,0%	0,1%	0,4%
	Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Logement	SATISFAISANT	6,4%	9,0%	6,5%	9,7%	11,0%
	MOYEN	21,4%	24,6%	31,9%	29,4%	31,1%
	INSATISFAISANT	71,7%	64,7%	61,2%	60,7%	57,1%
	NON CONCERNE	0,4%	1,7%	0,3%	0,2%	0,7%
	Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Habillement	SATISFAISANT	3,5%	5,1%	5,1%	7,5%	10,8%
	MOYEN	18,4%	15,0%	30,4%	27,3%	33,1%
	INSATISFAISANT	77,0%	78,0%	64,5%	65,0%	55,8%
	NON CONCERNE	1,1%	1,8%	0,0%	0,1%	0,3%
	Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Équipement ménager	SATISFAISANT	1,4%	3,5%	4,5%	3,9%	7,3%
	MOYEN	13,7%	13,1%	14,9%	22,6%	26,0%
	INSATISFAISANT	83,1%	80,8%	79,3%	73,1%	65,3%
	NON CONCERNE	1,8%	2,6%	1,2%	0,4%	1,4%
	Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Santé	SATISFAISANT	5,9%	12,1%	11,9%	11,5%	11,1%
	MOYEN	21,2%	32,5%	30,1%	34,2%	44,5%
	INSATISFAISANT	70,0%	53,4%	54,3%	51,3%	43,3%
	NON CONCERNE	2,9%	2,0%	3,7%	3,0%	1,1%
	Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Scolarité	SATISFAISANT	1,1%	2,2%	3,2%	2,2%	3,7%
	MOYEN	5,5%	7,9%	9,5%	6,1%	9,9%
	INSATISFAISANT	41,5%	14,3%	13,4%	16,7%	17,1%
	NON CONCERNE	51,9%	75,6%	73,9%	75,0%	69,4%
	Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

5 quantiles de consommation		Plus pauvres	Pauvres	Moyens	Riches	Plus riches
Culture et loisirs	SATISFAISANT	2,8%	5,9%	7,4%	5,3%	7,3%
	MOYEN	7,8%	9,2%	11,3%	17,2%	23,4%
	INSATISFAISANT	52,6%	51,2%	40,1%	46,3%	49,3%
	NON CONCERNE	36,8%	33,7%	41,1%	31,2%	20,0%
	Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Emploi (Opinion par rapport à l'année précédente)	S'EST FORTEMENT AMELIOREE	3,2%	0,4%	1,9%	2,8%	2,6%
	S'EST LEGEREMENT AMELIOREE	5,6%	14,4%	10,2%	12,8%	14,5%
	S'EST STABILISEE	20,6%	17,4%	34,1%	35,5%	33,2%
	S'EST LEGEREMENT DEGRADEE	39,4%	41,1%	32,9%	31,0%	28,9%
	S'EST FORTEMENT DEGRADEE	13,5%	17,3%	12,5%	6,3%	6,6%
	NON CONCERNE	11,3%	6,7%	7,3%	10,4%	12,8%
	NE SE PRONONCE PAS	6,4%	2,8%	1,0%	1,3%	1,4%
	Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Bien-être général (Opinion par rapport à l'année précédente)	S'EST FORTEMENT AMELIOREE	3,5%	1,2%	1,3%	2,9%	4,1%
	S'EST LEGEREMENT AMELIOREE	10,1%	13,3%	13,2%	16,9%	16,1%
	S'EST STABILISEE	22,4%	22,8%	35,4%	37,8%	37,7%
	S'EST LEGEREMENT DEGRADEE	41,9%	42,3%	38,1%	29,4%	34,9%
	S'EST FORTEMENT DEGRADEE	14,1%	14,8%	9,3%	7,3%	5,3%
	NON CONCERNE	7,6%	5,2%	2,5%	3,1%	1,2%
	NE SE PRONONCE PAS	0,5%	0,3%	0,3%	2,6%	0,7%
	Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête ENSOMD 2013, nos propres calculs

Section 1.3. Vulnérabilité objective

En outre, la vulnérabilité peut être liée à plusieurs facteurs, que ce soient aux facteurs économiques et régionaux, ou au marché du travail local etc., mais également à des caractéristiques sociales ou individuelles. La méthodologie d'estimation de la vulnérabilité objective, liée à la pauvreté monétaire, est estimée à partir d'une Régression des moindres carrés pondérés (Individus), avec comme variable dépendante le logarithme de la dépense réelle par tête, et les variables explicatives les caractères socio-démographiques tels que l'âge, le sexe, lieu de résidence, le handicap des jeunes, âge du chef de ménage, sexe du chef de ménage (Homme ou Femme), catégorie socio-professionnelle du Chef de ménage (Cadre, Indépendant ou autres), père ou mère (en vie ou mort), niveau d'instruction du chef de ménage, accès à l'électricité, accès à internet, et taille du ménage.

Tableau 16 : Résultat économétrique : modélisation des déterminants de la vulnérabilité des jeunes

Source	SS	df	MS	Number of obs :	1,321
			F(15, 1305) :		56.82
Model	363.189496	15	24.2126331	Prob > F :	0.0000
Residual	556.092843	1,305	.426124784	R-squared :	0.3951
			Adj R-squared :		0.3881
Total	919.282339	1,32	.696426014	Root MSE :	.65278

Ln_dep_par_tete	Coef.	Std. Err.	t	P>t	[95% Conf.	Interval]
Age	.0499414	.0593388	0.84	0.400	-.0664684	.1663511
filles	.0127781	.0453565	0.28	0.778	-.0762016	.1017578
Alphab	.1657457	.0623462	2.66	0.008	.0434361	.2880554
Prov_tana	.0665699	.0487462	1.37	0.172	-.0290597	.1621995
Handicap	-.3962376	.2081233	-1.90	0.057	-.8045305	.0120552
Age_chef_men	.0484935	.1617404	0.30	0.764	-.2688061	.3657931
Age_carré_cM	-.001629	.0029505	-0.55	0.581	-.0074173	.0041592
CM_Chom	-.0400958	.1852298	-0.22	0.829	-.4034764	.3232849
CM_Cadr	.3246986	.1911376	1.70	0.090	-.0502719	.6996692
CM_Indep	.2391734	.0634407	3.77	0.000	.1147166	.3636303
Pere_mere_mort	-.2346344	.1664165	-1.41	0.159	-.5611076	.0918387
CM_sans_instr	-.1064106	.0644045	-1.65	0.099	-.2327583	.019937
Men_non_acces_electricite	-.4111156	.045717	-8.99	0.000	-.5008025	-.3214287
Men_non_acces_internet	-.3560156	.0637887	-5.58	0.000	-.4811552	-.230876
Taille_menage	-.2625878	.0133398	-19.68	0.000	-.2887577	-.2364179
_cons	11.25046	1.255083	8.96	0.000	8.788263	13.71267

Source : Enquête ENSOMD 2013, nos propres calculs

Le résultat de ce premier modèle nous montre que deux variables liées à la caractéristique de l'individu (le jeune) ont des impacts significatifs sur le niveau de vulnérabilité des jeunes. Il s'agit de l'alphabetisation qui a un impact positif sur la non vulnérabilité, et la situation de handicap qui impacte négativement sur le niveau de vulnérabilité. En outre, certains facteurs liés aux caractéristiques sociodémographiques du chef de ménage contribuent positivement ou négativement de manière significative au niveau de la vulnérabilité des jeunes.

Premièrement, le fait que les jeunes sont issus des chefs de ménages cadres ou indépendants a des impacts positifs sur le niveau de vulnérabilité. Plus précisément, ils sont moins vulnérables par rapport aux autres jeunes appartenant aux chefs de ménages

non cadres et non indépendants. Ensuite, le niveau d'instruction du chef de ménage a des impacts sur le niveau de vulnérabilité des jeunes. Les jeunes appartenant aux ménages dont le chef est non instruit sont plus vulnérables par rapport à ceux dont les parents ont un certain niveau d'éducation. La taille du ménage a des influences négatives sur le niveau de vulnérabilité. Plus le ménage est de taille élevée, plus les jeunes issus de ce ménage sont vulnérables. Notons que le décès d'un des parents a une influence négative sur le niveau de vulnérabilité, mais la significativité est peu élevée.

Les changements sociaux et économiques rapides affectent les perspectives des jeunes mais également leurs caractéristiques considérées comme étant des groupes vulnérables. Les restructurations économiques et les avancées technologiques jouent un rôle. En effet, l'accès à l'électricité et à internet a impacté positivement sur le niveau de vulnérabilité. Plus les jeunes ont accès à ces infrastructures, moins ils sont vulnérables.

Ces résultats économétriques nous montrent donc que le niveau de vulnérabilité des jeunes peut être mesuré par les caractéristiques sociodémographiques de l'individu et du ménage auquel ils appartiennent.

Section 1.4. Représentation sociale des jeunes en situation de vulnérabilité

Comme d'autres concepts, la mesure de vulnérabilité semble être difficile car elle est complexe et dynamique. Cette mesure se situe surtout sur le plan social et psychologique. C'est pour cela qu'on veut faire appel à la notion de « vulnérabilité sociale », que l'on peut définir comme une forme de vulnérabilité qui représente une fragilité matérielle ou morale à laquelle est exposé un individu, une organisation ou une société. Le concept de vulnérabilité sociale est intrinsèquement lié au risque de fragilisation auquel est exposé l'individu ou le collectif et dont la concrétisation potentielle serait l'exclusion sociale. C'est pour cela qu'il faut aussi abonder dans cette recherche sur la considération des réalités socio-culturelles sur le terrain, sans se limiter uniquement aux mesures statistiques de certaines variables socio-démographiques.

Section 1.4.1. Le processus de vulnérabilité

Dans cette sous-section, nous avons tenté de voir comment les jeunes définissent la notion de vulnérabilité. Pour le concept de vulnérabilité, de nombreux enquêtés ont essayé de dresser le prototype d'une personne vulnérable ou en quelque sorte sa représentation sociale. Ont été cités l'insuffisance de revenu, les problèmes d'accès aux services de base, le faible niveau d'éducation et le comportement de groupe d'individus. Comment définissent-ils la vulnérabilité ? Et dans quelle mesure peut-elle influencer le processus de capitalisation des potentialités.

Certains auteurs soutiennent que l'insuffisance ou l'inexistence de formation en matière de droits à l'éducation et au travail ne permet pas à cette catégorie d'individus vivant en marge de la société de s'exprimer et de pratiquer des activités économiques de qualité. Ils ne peuvent ainsi utiliser leur savoir-faire pour gagner de l'argent, contexte qui les contraint à pratiquer des activités de survie souvent humiliantes et dans des conditions de travail dégradantes. Un étudiant à l'Université d'Antananarivo interviewé souligne qu'il ne s'agit pas seulement d'insuffisance de revenu monétaire pour assurer la satisfaction de leurs besoins essentiels, mais aussi d'un état d'esprit de personnes se sentant exclues de la société. Il affirme que la situation de vulnérabilité peut constituer un facteur de blocage de toute initiative chez les jeunes en quête de travail et de revenu. À titre d'exemple, il décrit la vie des jeunes qui vivent au jour le jour, sans travail fixe, s'adonnant régulièrement à une consommation d'alcool, mal vêtus et sales. Ils ne sont plus capables de faire quoi que ce soit pour améliorer leur situation de survie. Même si cette catégorie de personnes disposent de quelques potentialités, ils n'arriveraient plus à sortir de ce contexte d'exclusion sociale sans l'intervention d'un programme de réintégration socio-culturelle a conclu l'étudiant lors de son interview.

Section 1.4.2. Activités économiques des jeunes vulnérables

Un des jeunes interviewés est un économiste de 23 ans, il est marié et père de trois enfants. Il pense que la vulnérabilité est fortement liée à l'insuffisance de revenu et/ou à la précarité de l'emploi. Autrement dit, quand un jeune n'a pas suffisamment de revenu pour satisfaire ses besoins fondamentaux, il est vulnérable. D'autres personnes interviewées avancent également qu'il s'agit avant tout de l'incapacité d'acquiescer des biens et des services nécessaires pour satisfaire ses besoins, même les plus vitaux comme la nourriture et le logement. Donc il s'agit de personnes qui n'arrivent pas à percevoir des revenus devant leur permettre de s'insérer dans un processus développement de leur personne, ou développement personnel. Il y a une certaine tendance dans nos entretiens à vouloir soutenir que le concept de revenu constitue le principal déterminant de la vulnérabilité, si l'on se base sur le fait que la faiblesse des revenus constitue la cause essentielle de la spirale de la vulnérabilité.

Section 1.4.3. Personnalité et dignité humaine : aspect de la psychologie sociale

La durée de passage à l'école est souvent évoquée pour qualifier les personnes en situation de vulnérabilité comme des ignorants, des non-instruits ou des personnes n'ayant pas reçu les rudiments d'une socialisation de base. Selon un interlocuteur, cette dernière qualification concerne les jeunes dont les parents eux-mêmes ont été vulnérables, et n'ayant pas pu dispenser une transmission de normes et de valeurs sociales à leurs descendants.

D'autres personnes de notre panel, comme les étudiants universitaires, ont fait remarquer que les personnes vulnérables, déjà exclues socialement, ont des mentalités négatives vis-à-vis de la société et se complaisent dans une forme de laisser-aller : mauvais langage en public, habillement malpropre, addiction à l'alcool et aux drogues, nervosité, etc. Les personnes vulnérables manquent aussi selon eux de socialisation citoyenne et religieuse. L'absence de volonté revient souvent comme la cause sous-jacente à cette situation. Peut-

on persuader les personnes qui ont une faible estime de soi à s'intégrer dans un processus de développement personnel ?

Une faible estime de soi ramène à la psychologie sociale selon laquelle les jeunes vulnérables influencés par un certain complexe d'infériorité se trouvent dans un état ne leur permettant pas de capitaliser leur véritable potentiel. Les interlocuteurs disent même que les jeunes vulnérables ressentent le fait d'avoir perdu leur dignité et s'excluent eux-mêmes de la société.

Section 1.4.4. Jeunes vulnérables et représentation sociale

Certaines réponses s'expriment à travers la représentation sociale et physique des individus catégorisés vulnérables. Selon les jeunes interviewés, que ce soit dans les milieux ruraux, ou en milieu urbain, les jeunes classés vulnérables s'habillent mal et ont une apparence malpropre. Ils cherchent au jour le jour leurs repas. À la limite, la notion de 4MI²⁴ représente les conditions de vie de ceux qui sont sans-abri ou sans domicile, n'ont pas de travail et sont très faiblement qualifiés professionnellement. Ils ne peuvent pas s'émanciper du cercle infernal de la vulnérabilité caractérisé par des indicateurs de développement humain très critiques. On peut aussi dire, selon notre source, que la plupart des familles vulnérables se caractérisent aussi par la taille très importante de leur ménage. Parfois, des familles instables et monoparentales où l'absence du père est très fréquente par rapport à celle de la mère.

En milieu rural, les paysans sont devenus vulnérables car ils ne peuvent pas sortir de la concurrence du marché et de la recherche de débouchés à cause de la précarité des

²⁴ L'opinion publique, qui méprise les clochards de tous âges, les qualifie de « quat(re)'-mi ». Étymologiquement, l'explication la plus couramment avancée de ces termes est qu'il s'agit des radicaux des verbes malgaches signifiant, en langage vulgaire, « se saouler » (misotro), « se droguer » (mifoka), « jouer de l'argent » (miloka) et « forniquer, se prostituer » (Milely) (HANITRINIAINA O., 2012). C'est également le surnom des gens de la rue, contraction des mots « mendiant, voleur, pauvre, et sans-abri », en langue malgache (Mpangataka, Mpanglatra, Mahantra, Tsy Manan-kialofana).

infrastructures routières et l'enclavement récurrent. L'une des conséquences immédiates se manifeste par le processus de migration vers les villes ou l'exode rural. On assiste à l'heure actuelle à un exode rural massif dû au durcissement des conditions de vie en milieu rural : un sous-emploi aggravé par le contexte d'insécurité lié au phénomène de banditisme (« dahalo ») ainsi que par une faible reproduction des activités économiques.

Arrivés en milieu urbain, le secteur informel, soupape de sécurité et générateur d'activités de survie, leur offre des libertés de choix entre plusieurs alternatives. Dans le cas où les jeunes ruraux ne pratiqueraient pas la migration, la prise en charge des jeunes par les parents se prolongerait et ne fait que durcir le problème de reproduction de l'économie rurale.

Section 2. Capabilités des jeunes

L'approche par les capabilités appliquée à la vulnérabilité et à la pauvreté s'avère une manière d'analyser les moyens dont disposent les individus. Dans ce contexte, Sen (2003) révèle « qu'il est juste de considérer la pauvreté comme privation de capabilités de base, plutôt que, simplement, comme une faiblesse de revenu ».

Cette notion de privation de capabilités de base veut ainsi dépasser la définition de la pauvreté en tant que faiblesse des revenus et des moyens de subsistance. On veut selon cette perspective se placer du côté des capabilités, en posant la question suivante : comment réussir à combiner tous éléments nécessaires dont devrait disposer un individu afin de pouvoir choisir son métier ? De quoi disposent les jeunes constituant notre population-cible en termes de capabilités de base s'ils veulent s'émanciper de la vulnérabilité ?

Pour ce chapitre, il est également prévu de mobiliser le sens donné au concept de l'*habitus* du sociologue Pierre Bourdieu (1979, 1980) qui met en évidence les mécanismes d'inégalité sociale. Il permet à un individu de se mouvoir dans le monde social et de l'interpréter d'une manière qui, d'une part, lui est propre et, d'autre part, est commune aux membres des catégories sociales auxquelles il appartient. En effet, on utilise ce

concept d'« habitus » comme un cadre théorique pour catégoriser les jeunes selon leur origine sociale, la qualité de la socialisation et le processus d'intégration dans la vie en société.

Bourdieu insiste sur l'importance des facteurs culturels et symboliques dans cette reproduction et critique le primat donné aux facteurs économiques dans les conceptions marxistes. Mais la question qui se pose est : peut-on se limiter à la considération de la position par rapport aux moyens de production ? Les réponses des entretiens ont tourné autour de la classe sociale tout en mettant en exergue la hiérarchie.

Section 2.1. Capabilités de base

Comme la pauvreté et la vulnérabilité sont intimement liées, elles se renforcent mutuellement et induisent un processus commun. Cette définition renvoie donc la vulnérabilité comme une insuffisance de capacités de base, alors que l'étude des capacités de base est très importante pour analyser la pauvreté et la vulnérabilité dans les pays en voie de développement comme Madagascar. En outre, l'approche de Sen considère que ces capacités de base doivent se référer à la liberté d'agir, de réaliser quelques choses afin d'échapper à la pauvreté. Les capacités des jeunes pourraient être renforcées pour mieux affronter le contexte de pauvreté. Mais la question qui va se poser, est : « Comment améliorer les indicateurs des variables susceptibles d'accroître les capacités et les facultés d'agir des jeunes ? ».

Rappelons que la vulnérabilité est une situation, un état, un contexte alors que les capacités peuvent être des potentialités et des ressources exploitables ou améliorables. La vulnérabilité sociale décrit l'état du développement socioéconomique d'une société alors que les capacités essaient de mesurer les potentialités et ressources disponibles que l'on devrait exploiter et capitaliser.

Section 2.1.1. Capabilité Objective

Il est nécessaire de rappeler ici que, selon Sen, « la capabilité se définit comme la possibilité effective dont un individu dispose pour ses divers choix sur les combinaisons de fonctionnements de sa vie accompagnée de liberté avec laquelle il peut jouir ». La capabilité indique donc ici une certaine liberté détenue par un individu pour mener sa vie à son propre gré.

Tableau 17 : Situation des jeunes (15-24 ans) selon le milieu de résidence

MILIEU DE RESIDENCE		Urbain	Rural	Total
		(%)	(%)	(%)
Quel est l'état matrimoniale actuel ?	Marié(e) légalement	6,1%	4,0%	4,5%
	Marié(e) coutumièrement monogame	10,0%	25,6%	22,4%
	Marié(e) coutumièrement polygame	0,1%	0,3%	0,2%
	Union libre monogame	3,7%	4,2%	4,1%
	Union libre polygame	0,0%	0,0%	0,0%
	Divorcé(e)	0,0%	0,5%	0,4%
	Séparé(e)	2,8%	5,3%	4,8%
	Veuf(ve)	0,1%	0,2%	0,2%
	Célibataire (jamais marié /n'a jamais vécu avec un/une partenaire)	77,1%	59,7%	63,2%
NSP	0,0%	0,1%	0,1%	
Est-ce que (NOM) a déjà fait des études dans une école, à un cours particulier ou comme autodidacte ?	Oui	96,5%	78,6%	82,2%
	Non	3,3%	21,0%	17,5%
	Autodidacte seulement	0,3%	0,4%	0,4%
	Non	0,7%	1,2%	1,0%
Est-ce que (NOM) a travaillé au moins une heure au cours des 7 derniers jours ?	Oui	41,7%	76,8%	69,8%
	Non	58,3%	23,2%	30,2%
Est-ce que (NOM) a travaillé au cours des 12 derniers mois ?	Oui	4,5%	3,1%	3,7%
	Non	95,5%	96,9%	96,3%

Source : Enquête ENSOMD 2013, nos propres calculs

Selon l'enquête ENSOMD 2013 et nos propres calculs, un peu moins de quatre jeunes Malgaches sur dix sont ou ont été déjà mariés. La grande majorité d'entre eux ont déjà fréquenté l'école ou fréquentent l'école. En outre, la plupart des jeunes ne travaillent pas au cours d'une année, mais sept jeunes sur dix ont travaillé au moins une heure au cours de la semaine précédant l'enquête.

Rappelons également que dans ce concept de « capacités », on pourrait distinguer deux notions, à savoir les « capacités » et les « potentialités »²⁵. Quant aux capacités, elles renseignent les actions (« doing ») c'est-à-dire le fait d'être capable de faire quelque chose aux moyens des caractéristiques personnelles des individus avec les opportunités qui se présentent.

Tableau 18 : Situation de revenu des jeunes (15-24 ans) selon le niveau de vie

Actuellement, votre revenu :	vous permet de faire des épargnes	vous permet de faire une petite épargne	est au même niveau que les dépenses	est insuffisant et vous devez puiser sur l'épargne	est insuffisant et vous devez emprunter	Total
Selon votre niveau de vie, votre ménage est parmi :	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
les plus riches	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
les riches	27,8%	20,7%	51,5%	0,0%	0,0%	100,0%
moyen	3,0%	22,1%	61,3%	8,8%	4,8%	100,0%
en difficulté	0,1%	5,0%	46,6%	24,3%	23,9%	100,0%
pauvre	1,2%	1,7%	34,4%	20,1%	42,7%	100,0%
Total	1,3%	10,4%	50,3%	18,7%	19,3%	100,0%

Source : Enquête ENSOMD 2013, nos propres calculs

²⁵Sophie Rousseau (C3ED, UVSQ), article sur Capabilités, risque et Vulnérabilité.

Selon l'ENSOMD2013, tous les jeunes appartenant aux familles les plus riches peuvent faire une petite épargne. Presque la moitié des jeunes se considérant comme riches contre un quart des jeunes ayant un niveau de vie moyen peuvent effectuer de l'épargne à partir de leurs revenus. Sans surprise, très peu des jeunes en difficulté ou pauvres peuvent avoir de l'épargne à partir de leur revenu.

Tableau 19 : Utilisation par les jeunes (15-24 ans) de leur épargne selon le niveau de vie

Sous quelle forme placeriez-vous (ou avez-vous placé) votre épargne ?	Argent en liquide conservé chez soi	Achat de bien durable pour le ménage	Dans un compte bancaire : courant, bloqué, épargne	Autres biens durables : terre, immobilier	Achat de capital productif : terre exploitée, maison en location voiture, etc	Autres	Total
Selon votre niveau de vie, votre ménage est parmi :	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
les plus riches	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
les riches	29,2%	0,0%	42,8%	0,0%	0,0%	28,1%	100,0%
moyen	62,9%	13,6%	16,1%	0,9%	0,0%	6,4%	100,0%
en difficulté	76,4%	5,2%	9,0%	0,0%	4,1%	5,3%	100,0%
pauvre	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Total	66,7%	10,7%	14,5%	0,6%	1,1%	6,5%	100,0%

Source : Enquête ENSOMD 2013, nos propres calculs

Quant à l'utilisation de l'épargne chez les jeunes, il est à remarquer que la majorité des jeunes, qu'ils soient issus des familles riches ou pauvres, conservent leur épargne chez eux ou sur des comptes bancaires. Seuls respectivement 13,6% et 5,2% des jeunes ayant un niveau de vie moyen, et vivant en difficulté achètent des biens durables pour leurs ménages. 4,1% uniquement des jeunes ayant un niveau de vie en difficulté font des achats de capital productif. On peut retenir donc de ces deux tableaux que la capacité des jeunes

dépend généralement de leur niveau de vie. Pourtant, contrairement aux riches, les jeunes ayant les niveaux de vie moyen, et en difficulté arrivent à exploiter leurs ressources en achetant des biens durables pour leurs ménages ou de capital productif, c'est-à-dire orientés davantage vers les investissements.

Pour les potentialités, elles indiquent les moyens ou des états (« being »), à travers les dotations en capital des individus. Pour ces dotations en capital, on peut se référer à celles développées par le Chronic Poverty Research Centre (CPRC). Il s'agit de types d'actifs ou de capitaux : le capital humain, le capital social, le capital naturel, le capital financier et le capital physique. Ils sont tous mesurables.

Le capital humain est constitué par les compétences et connaissances, l'aptitude à travailler et la bonne santé. À ce niveau, il peut être mesuré par certaines variables comme l'âge, le sexe et le niveau d'éducation, le taux de morbidité dans le ménage, par exemple la proportion des actifs malades au cours des quatre dernières semaines.

Pour le capital social, c'est un ensemble de ressources qu'un ménage peut obtenir à partir du réseau social. Pour le mesurer, on peut retenir les variables comme : les transferts reçus par le ménage, le ratio de dépendance du ménage (proportion d'individus employés dans le ménage).

Quant au capital naturel, il est constitué des ressources naturelles à la disposition des ménages (terre, eau et végétaux). Pour le mesurer, on peut utiliser certaines variables comme la superficie de terre possédée par le ménage, la superficie de terre non possédée mais utilisée par le ménage, le nombre de têtes de gros bétail possédées par le ménage, le nombre de têtes de petit bétail possédées par le ménage, etc.

Concernant le capital financier, il regroupe des ressources financières à la disposition des ménages ; stock d'argent (épargne), sources de crédit (formelles et informelles).

Enfin, le capital physique est l'accès aux infrastructures de base (réseau de transport, infrastructures sociales).

Tableau 20 : Type d'actifs ou de capitaux des ménages ayant des jeunes (15-24 ans) selon le milieu de résidence

		Urbain	Rural	National
Capital Humain				
Age moyen		19,3	19,0	19,1
Niveau d'éducation	Sans instruction	26,7%	34,3%	28,2%
	Primaire	31,0%	56,4%	47,6%
	Secondaire	39,3%	9,5%	22,7%
	Universitaire	3,0%	0,5%	1,5%
Sexe	Fille	49,3%	49,4%	49,4%
	Garçon	50,7%	50,6%	50,6%
Capital Social				
% des ménages (ayant des jeunes de 15-24 ans) ayant reçu des transferts		60,2%	39,5%	43,1%
Nombre moyen de transferts reçus par an		1,7	1,5	1,6
Capital Naturel				
Superficie moyenne de terre possédée par le ménage (en Ha)		1,2	1,7	1,7
Nombre de têtes de gros bétail possédées par le ménage		0,6	4,8	4
Capital Financier				
% de ménages ayant pu faire des épargnes		22,9%	9,2%	11,7%
Stock d'argent (montant moyen annuel de l'épargne) en Ariary		587 552	311 345	409 082
Capital Physique				
Accès aux infrastructures de base (infrastructures sociales).	Accès à l'eau potable	77,4%	17,7%	27,7%
	Accès à un système d'assainissement amélioré	24,7%	3,6%	7,1%

Source : Enquête ENSOMD 2013, nos propres calculs

Concernant le capital humain, 28,2% des jeunes sont sans instruction, ce taux est plus élevé en milieu rural par rapport à celui en milieu urbain. Le capital humain des jeunes est constitué principalement d'un niveau primaire pour 47,6% d'entre eux, mais on constate une différence entre les deux milieux. En milieu urbain, le niveau secondaire est le plus représenté contre un niveau primaire en milieu rural.

Quant au capital social qui a été mesuré par les transferts reçus, 43,1% des ménages ont bénéficié de ce capital. Une disparité est là encore constatée entre le milieu urbain et rural (60,2% contre 39,5%). Pour le capital naturel, les ménages possèdent en moyenne 1,7 ha de terre exploitable. Concernant le capital financier, les ménages vivant dans les milieux urbains ont pu épargner presque deux fois plus que ceux vivant dans les milieux ruraux. Ces disparités entre ces deux milieux pourraient donc impacter sur les capacités des jeunes.

Section 2.1.2. Proposition de mesure de Capabilité Objective

Le concept de « capabilités » se distingue selon deux notions, à savoir les « capacités » et les « potentialités ». En prenant les capacités qui renseignent les actions (« doing »), elles sont mesurées à partir du fait que chaque individu est capable de faire quelque chose aux moyens des caractéristiques personnelles des individus avec les opportunités qui se présentent. Pour les potentialités qui présentent les moyens ou des états (« being »), elles sont mesurées à travers les dotations en capital des individus.

Pour mesurer cet indicateur de capabilité, nous proposons un indice composite, comprenant les variables « capacités » et « potentialités ». Pour déterminer les poids de ces variables, nous utilisons l'analyse factorielle de correspondances multiples (AFCM). C'est la méthode statistique qui nous semble la plus appropriée pour déterminer les poids des différentes variables qui composent cet indice composite.

Cette approche a été inspirée par les travaux de Asselin (2002) et de Benzécri (1979). Ces deux auteurs ont utilisé la technique statistique exploratoire de l'analyse factorielle pour construire des indicateurs synthétiques de la pauvreté, que l'on sait multidimensionnelle. Dans ses travaux, il ont pris l'ensemble des observations (n) de la population comme étant un nuage de points dans l'espace R^m , avec m est le nombre de variables contenues dans l'analyse où chaque point individu (i) a un poids. En effet, on peut déterminer les poids moyens des nuages de points. Ainsi, l'espace R^m est représenté par quelques dimensions où chaque dimension est attribuée à une inertie. L'inertie totale (dispersion totale) est obtenue à partir de la somme pondérée des distances entre le poids moyen et les différents

points du nuage. Pour le premier auteur, l'AFCM est plus appropriée pour calculer le poids ou encore le niveau d'importance de chaque variable et chaque modalité des variables. C'est la raison pour laquelle nous nous inspirons de cette approche pour mesurer l'indicateur de Capabilité.

En effet, l'indicateur synthétique ou composite de Capabilité d'un individu jeune (i) prend la forme fonctionnelle suivante :

$$ICi, t = \frac{\sum_{k=1}^K \sum_{j_k} W_{jk}^k * I_{ijk}^k}{K}$$

Avec K qui indique le nombre de variables retenues dans l'analyse, W_{jk}^k est le poids ou le score normalisé de la $j^{\text{ème}}$ catégorie de la variable k sur chaque axe retenu de l'AFCM et I_{ijk}^k est une variable indicatrice qui prend valeur 0 ou 1.

L'indicateur synthétique de capabilité de l'ensemble des jeunes est donc obtenu par la combinaison des indicateurs des axes retenus tout en tenant compte de la structure de ces derniers. S'inspirant également des travaux de (Minvielle, 2003), la formule de l'indicateur de notre indicateur peut s'écrire :

$$ICi = \frac{\sum_t \lambda t * ICit}{\sum_t \lambda t}$$

Avec λt qui sont les plus grandes valeurs propres des axes retenus de l'AFCM.

Dans le cadre de notre recherche, la base de données utilisée pour déterminer les poids des variables qui composent l'indice synthétique de capabilité est celle de l'enquête ENSOMD 2013.

Lors de cette analyse, l'indice de capabilité global est obtenu par la moyenne arithmétique normalisée des trois dimensions à savoir : capital physique, capital social et financier, et capital humain.

Concernant la dimension « capital physique », elle est mesurée par les accès à un système d'assainissement amélioré, à l'électricité et à l'eau potable. Quant à la dimension « capital social et financier », elle est mesurée par l'exploitation de terre agricole et les transferts reçus. Pour la dimension « capital humain », elle est obtenue par la variable « a reçu ou non une éducation scolaire ». Toutes ces variables sont dichotomiques, elles prennent la valeur 0 ou 1. La valeur de ces variables est 1 si elles respectent les conditions requises.

Il est à noter qu'à partir de cette base de données, il est plus accommodé de calculer cet indicateur et de l'analyser selon certaines variables disponibles. L'utilisation de cet indicateur de capabilité constitue une étape indispensable pour comprendre la situation des jeunes en matière de capacités et de potentialités. Elle permettra donc de donner une première vision de la capabilité et de dessiner les contours des profils des jeunes en ces matières. Le passage à cet indicateur unique avec des propriétés mathématiques permet également de mesurer le niveau la capabilité de groupe d'individus.

L'Indice de capabilité globale est donc obtenu par la moyenne arithmétique des indices normalisés pour chacune des trois dimensions. Cet indice prend des valeurs comprises entre 0 et 1 en fonction des niveaux de capacités et potentialités. Il est à noter que les indicateurs des trois dimensions sont calibrés et combinés pour obtenir toujours un score d'Indice situé entre zéro et un.

Grace à cet indicateur et en s'inspirant de l'IDH (Indice de développement humain développé par le PNUD), on pourrait constituer un classement d'un individu ou d'un groupe d'individus en quatre groupes :

Capabilité très élevée (Indice de capabilité $\geq 0,800$) ;

Capabilité élevée ($0,700 \leq$ Indice de capabilité $< 0,800$) ;

Capabilité moyenne ($0,550 \leq$ IDH $< 0,700$) ;

Capabilité faible (Indice de capabilité $< 0,550$).

L'analyse de la matrice de corrélation (annexe 2) révèle qu'entre les neuf variables initiales, les variables « accès à l'eau potable », « accès à l'électricité » ainsi que « accès à l'assainissement » sont associées les unes aux autres, avec des corrélations toutes significatives au niveau $p < 0,05$. Il en est de même entre les deux variables « le ménage

a-t-il reçu un transfert » et « exploitation de terre agricole ». La variable « fait étude » est peu corrélée avec les variables « travailler pendant 12 mois », « exploitation de terre agricole », « accès à l'assainissement » et « le ménage a-t-il reçu un transfert », mais ces corrélations sont néanmoins toutes significatives au niveau $p < 0,05$. Les autres variables sont faiblement corrélées ou pas corrélées entre elles, et la majorité des corrélations ne sont pas significatives (valeur de p assez élevée).

Le premier tableau « Variance totale expliquée » donne un résumé du pouvoir explicatif (au sens statistique de variance expliquée) des neuf composantes ou facteurs. Par construction de la méthode, la part de variance expliquée diminue à mesure que le processus d'extraction de composantes se poursuit : le premier facteur représente à lui seul plus de 29% de la variance totale et il est ici le meilleur résumé (statistique) à une dimension d'un espace de variables initial qui en comporte neuf au départ. Seuls les trois premiers facteurs présentent des saturations importantes sur plus d'une variable initiale et ce sont aussi ces trois facteurs qui ont des valeurs-propres supérieures à 1. Notons que ces trois facteurs donnent à eux seuls un pouvoir explicatif plus de 60% (61,6%).

La première matrice de facteurs nous renseigne sur les saturations (corrélations) de chaque variable sur chaque facteur. En se limitant aux saturations supérieures à 0,50, on observe que :

- i) le premier facteur représente assez bien « le ménage a-t-il reçu un transfert » (saturation négative de -0,907) et « exploitation de terre agricole » (-0,625) ;
- ii) le second facteur est positivement associé aux variables « accès à l'électricité » (0,788), « accès à l'eau potable » (0,567) et « accès à l'assainissement » (0,520). La variable « fait étude » sature positivement sur la troisième composante (0,609).

Pour pouvoir mieux interpréter les dimensions, nous avons recours à une rotation en utilisant la méthode VARIMAX. Plus concrètement, il s'agit de rapprocher les facteurs de sous-groupes de variables initiales, plutôt que de les maintenir dans un rôle de synthèse de l'ensemble des variables.

En utilisant cette méthode, la matrice des facteurs après rotation détaille les saturations des variables initiales sur les trois premiers facteurs. La structure des variables révélée par les facteurs après rotation est différente de celle des trois facteurs cités ci-dessus. Les résultats après cette rotation montrent que le premier facteur ou la première dimension résume l'association des variables « accès à l'électricité » et « accès à l'eau potable » ainsi que « accès à l'assainissement » (respectivement saturations positives de 0,918 ; 0,696 et 0,603). La variation des variables « le ménage a-t-il reçu un transfert » et « exploitation de terre agricole » est en grande partie absorbée par le deuxième facteur ou la deuxième dimension (saturations positives 0,951 et 0,667 respectivement). Et enfin, la variable « fait étude » reste dans le troisième facteur ou la troisième dimension avec une saturation positive de 0,700.

Section 2.1.3. Capabilité subjective

Les caractéristiques socio-économiques et culturelles des « jeunes capables » sont le reflet de leurs habitudes de vie, de leurs attitudes et pratiques familiales. Le concept de famille en tant qu'agent de socialisation primaire ne doit pas être négligé si l'on se réfère aux dires de nos enquêtés. On doit faire aussi une distinction entre les espaces géographiques de résidence : l'urbain et le rural.

Bourdieu (1979, 1980) invite à penser le lien entre socialisation et actions des individus. L'individu acquiert à travers son cursus de l'expérience sociale. Par sa socialisation, puis par sa trajectoire sociale, tout individu incorpore lentement un ensemble de manières de penser, sentir et agir, qui se révèlent durables. Bourdieu pense que ces dispositions sont à l'origine des pratiques futures des individus.

Bourdieu insiste sur l'importance de la lutte et du conflit dans le fonctionnement d'une société. La dialectique capabilité-vulnérabilité va permettre de trouver la différenciation de classe sociale et l'existence de conflits dans la société. Selon un étudiant en deuxième année de licence à l'Université d'Antananarivo, interrogé par nos soins, être capable de mobiliser ces capitaux n'est pas facile. Il faut pour cela une socialisation primaire solide dans l'instruction, dans la moralisation et dans le respect des normes et valeurs. Cet

étudiant avait été baptisé à trois ans et entré la même année à l'école maternelle des Sœurs de la Providence. Son père était un instituteur et cela lui a permis d'avoir accès à beaucoup de livres et de documents pédagogiques.

Il s'agit là d'un transfert de connaissances et de culture permanente entre les parents et les enfants à la famille, à l'école, à l'église, et même dans toutes les activités culturelles et sportives. Cet interlocuteur a mis en évidence la question de la vulnérabilité car pour lui beaucoup de gens n'ont pas eu l'opportunité de suivre le processus de socialisation qu'il a vécu. Et c'est le premier constat de l'existence d'un conflit social et hiérarchique : jeunes capables et jeunes vulnérables.

On peut dire que ces conflits opèrent avant tout dans les différents champs sociaux comme le milieu de résidence, l'ethnie, la religion et la culture en général. Selon le point de vue d'un jeune paysan de 22 ans habitant à Ampary, Soavinandriana Itasy, « il est évident que les fils des paysans riches réussissent dans la vie ». Ils disposent de tout pour reproduire leur classe sociale. Il parle d'un de ses amis dont les parents ont investi pour lui dans un épi-bar, une voiture de transport en commun et une décortiquerie à Ampary.

Actuellement, ses activités commencent à devenir prospères, et ne peut-on pas dire qu'il est « capable » ? Il veut donc démontrer qu'il y a un certain concept d'héritage anticipé, cédé par les parents riches à leur progéniture, afin que leurs enfants disposent de capitaux à investir. « Et ce n'est pas mon cas », selon ses dires, il dispose de trop peu de rizières, de matériel et équipement agricoles. Ses parents ne disposent même pas cheptel bovin pour les activités de trait et de labour.

En matière de capabilité selon le Maire d'Ampary, les jeunes sans terre sont en général en situation de vulnérabilité car ils ne trouvent pas de moyens et de ressources pour satisfaire les besoins de leurs familles. Dans cette commune, notre informateur souligne que plus de la moitié des paysans observent des périodes de soudure en riz de quatre mois par an, alors que les travaux salariés agricoles sont très peu rémunérés.

Lors d'un entretien, un père de famille de sept enfants qui habite à Morafeno, commune d'Ampary, a affirmé qu'il trouvait beaucoup d'obstacles et de contraintes pour

l'éducation de ses enfants. Comment pouvait-il espérer que ses enfants puissent devenir ultérieurement des jeunes capables de prendre en main leur vie ?

Le pouvoir économique de la commune est entre les mains de quelques opérateurs économiques tenant la hiérarchie supérieure de l'économie rurale typique des hauts plateaux malgaches. La collecte et la commercialisation des produits locaux, le transport avec les camions et les tracteurs, les cheptels bovin et porcin, les chaînes de distribution de marchandises générales et de boissons, et surtout les boissons alcoolisées, appartiennent donc à une classe sociale dominante sur le plan social, le culturel et l'économique.

Un paysan modeste âgé de 24 ans nous a informé que certains collecteurs de la classe sociale dominante pratique les avances hypothéquées sur les cultures sur pied. Il s'agit d'un emprunt effectué par un paysan en manque de denrées alimentaires auprès d'un riche collecteur au prix de la période de soudure, et lorsque la période de récolte arrive, le débiteur doit vendre à son créancier sa production au prix de la moisson. C'est-à-dire emprunter au plus haut cours à la période de soudure et rembourser au cours le plus bas à la récolte. Le paysan débiteur explique ainsi qu'il subit une détérioration de sa situation. À la longue, il devra vendre le peu de surfaces rizicoles qu'il détient à ces gens et cela va l'entraîner inévitablement dans un processus de vulnérabilité.

Section 2.2. Les potentiels et les freins au développement des capacités des jeunes

Une autre approche consiste aussi à traduire les capacités et les vulnérabilités en termes d'indicateurs afin de comprendre la situation de vulnérabilité sociale, d'une part, et d'évaluer quantitativement les potentialités et ressources disponibles et mobilisables, d'autre part. Plus précisément, l'approche a pour but de déterminer et de mieux cerner les potentiels et les freins de développement des capacités des jeunes, notamment en termes de liberté d'action au niveau sociétal.

Traduite en termes d'enquête et d'investigations, l'étude des capacités des jeunes va permettre aussi d'inventorier les potentiels des jeunes dans tous les domaines. Au niveau de l'éducation, on devrait évaluer l'adéquation des contenus-formations et des apprentissages dans le système éducatif aux attentes réelles du marché de l'emploi et du processus de développement. S'agit-il réellement d'une formation incluant tous les modules et parcours comme la citoyenneté et le civisme, la possibilité d'adapter les jeunes aux politiques de développement économique et social, à l'inculcation des jeunes à réaliser des travaux de recherche, à la valorisation des ressources naturelles disponibles ?

La liberté de choisir les activités professionnelles devrait aussi être analysée sous l'angle de la possibilité des jeunes à participer au processus de la division du travail social. Durkheim (1991) analyse, dans la première partie de son ouvrage, qu'avec la division du travail social, on passe d'une société traditionnelle à une société moderne où les individus ne sont plus liés entre eux du fait de leurs similitudes (solidarité mécanique), mais rendus interdépendants du fait de leur différenciation accrue : en les spécialisant, la division du travail les rend de fait interdépendants. C'est ici que Durkheim introduit la notion de solidarité organique en signalant que les individus sont différents et interdépendants, à l'image des différentes fonctions du corps humain. Cette considération repose essentiellement sur la logique de prolongement du capitalisme dans le monde et la mondialisation du marché.

La fonction de la division du travail n'est donc pas tant économique que sociale. Sa fonction première n'est pas de permettre l'accroissement des gains de productivité et des rendements mais de rendre les individus interdépendants et solidaires. Son rôle est bien plus moral et social qu'économique selon Durkheim. Dans cette recherche, ce qui nous intéresse consiste en la connaissance non seulement des capacités techniques et potentielles des jeunes mais surtout à la compréhension de leurs comportements et attitudes vis-à-vis de la logique du travail social.

« Nous sommes ainsi conduits à considérer la division du travail sous un nouvel aspect. Dans ce cas, en effet, les services économiques qu'elle peut rendre sont peu de chose à côté de l'effet moral qu'elle produit, et sa véritable fonction est de créer entre deux ou plusieurs personnes un sentiment de solidarité. » (Durkheim, 1991). Sans cet esprit de

solidarité le système économique s'effondrera et on parlera d'anomie, c'est-à-dire une société où on constate l'absence de norme sociale, d'organisation et de loi.

Pour cette division du travail social, Durkheim a souligné que « si la division du travail ne produit pas de solidarité, c'est que les relations des organes ne sont pas réglementées, c'est qu'elles sont dans un état d'anomie. »

Pour Castel (2003), une première distinction importante s'opère entre société moderne et société traditionnelle ; dans cette dernière, la sécurité, la réponse à l'incertitude qui caractérise la vulnérabilité sociale, est assurée par l'entourage de l'individu. On peut aussi assimiler à cet environnement sociétal la théorie du processus de socialisation de l'individu et d'intériorisation des normes et valeurs. Au contraire, dans une société moderne, cette tâche est dévolue à l'État, en particulier en tant que fonction régaliennne de l'état-providence. En effet, pour Castel (2003) « l'insécurité est (...) une dimension consubstantielle à la coexistence des individus dans une société moderne ». Mais la situation actuelle de l'offre de services sociaux de base comme la santé, l'éducation et la protection sociale à Madagascar est préoccupante. L'État commence à appliquer des systèmes de récupérations des coûts de médicaments, le paiement des droits d'inscription dans les établissements scolaires publics. Cela peut clairement constituer des freins à l'amélioration des capacités des jeunes.

Section 2.2.1. Éducation, scolarisation et formation en milieu rural comme moyens d'ascension sociale (une chance de capacité)

Nous présentons un entretien avec un père de famille sans emploi à cause du chômage technique qui frappe les Zones Franches industrielles, habitant à Tanjombato dans la commune rurale d'Antananarivo Sud, qui a livré les informations suivantes. « Mon souhait est que mes enfants puissent connaître le monde de l'école et qu'ils ne soient pas dans l'ignorance à l'instar de nos ancêtres, qui ont vécu dans les campagnes éloignées ». Alors qu'il ne peut pas s'acquitter des frais d'écolage de ses enfants, il fait allusion à un enfant de son cousin qui a été embauché en tant que fonctionnaire il y a dix ans de cela. Il continue en ces termes : « Je ne sais que faire pour aider mon enfant de façon à ce qu'il

intègre la fonction publique. Telle est la triste réalité à Madagascar, il faut que vous le sachiez. Si seulement j'avais eu davantage d'éducation moi-même, je ne vivrais pas dans un logement insalubre dans les bas quartiers. Je ne suis pas aveugle, certains individus roulent sur l'or alors que moi je me nourris avec du manioc presque toute l'année ».

Nous avons ici une argumentation à valeur emphatique relative à la sous-alimentation. Au final, ce père de famille est incapable de donner de l'argent aux responsables du recrutement. « N'ayant pas été à l'école, nous les parents, nous sommes mis au banc de la société. Avec une bonne éducation à l'école, on aurait été ministre ». En tant que sexagénaire/septuagénaire de sexe masculin (*olon-dehibe*) et conformément aux traditions ancestrales, il se consacre à la rhétorique, au discours en public ou discours événementiel, aux chants populaires (*Hira Gasy*). Ainsi, il se sent à tout point de vue lésé par le système social à cause de la non-fréquentation de l'école dans sa jeunesse. De ce fait, il se sent également à la merci de tout le monde.

Il poursuit : « Pour toutes ces raisons, nous essayons de scolariser nos enfants car nous subissons les effets néfastes de ce manque de culture et de connaissances. Parfois, il y a des lettres à poster, un discours à prononcer... qui devraient être communiqués par les appels téléphoniques. L'ennui c'est que nous ne possédons même pas de téléphone, pourtant il résout à cent pour cent les problèmes ».

Selon cet entretien, l'interlocuteur semble vouloir insister sur la scolarisation comme une condition essentielle pour qu'un jeune devienne capable, car pour lui le fait de pouvoir intégrer la fonction publique constitue la porte d'entrée de la capacité.

Une autre personne interrogée, un enseignant vivant dans une Commune rurale de la Région d'Itasy, constate que ses concitoyens commencent à exprimer une aspiration sociale profonde envers la scolarisation de leurs enfants. Beaucoup de parents en arrivent même à vendre leur terre pour que leurs enfants aillent étudier au lycée en ville, alors que la terre à Madagascar est traditionnellement celle des ancêtres et doit être transmise aux générations futures. La raison en est qu'ils leur doivent payer les loyers, les écolages et les fournitures. Ces parents s'engagent aussi à l'approvisionnement hebdomadaire de leur progéniture en vivres et combustibles. Ces parents espèrent et souhaitent vraiment que

leurs enfants réussissent dans leur cursus scolaire car ils sont intimement persuadés que c'est la seule voie qui peut assurer la capabilité des jeunes pour leur avenir. Beaucoup de parents souhaitent aujourd'hui pour leurs enfants une vie différente de la leur, c'est-à-dire travailler la terre pour survivre sur un mode d'autoconsommation.

À Arivonimamo, au centre-ville, un père de famille ayant comme activité professionnelle le commerce de poissons séchés, soutient que les parents préfèrent ne pas avoir de quoi manger plutôt que de ne pas scolariser leurs enfants. Ils accordent une importance à l'éducation (formelle) car ils souhaitent que leurs enfants réussissent dans la vie (*tafitamin'ny fiainana*), thème devenu récurrent. Ils projettent même pour eux une carrière en occident ou à l'étranger (*an-dafy*) ou bien d'avoir un emploi décent et stable c'est-à-dire devenir un bureaucrate ou bien d'intégrer la fonction publique. En tout cas, d'avoir une vie décente à l'avenir, différente de la leur.

Dans le même espace social, nous avons interrogé un groupe de cinq femmes (une sexagénaire, une femme d'environ 45 ans, trois femmes âgées d'environ 20 ans) qui appartiennent à une même famille et qui vendent des aliments cuits au bord de la route. La mère de famille voudrait bien que ses enfants « aillent loin » (*lasa lavitra*), qu'ils « sachent faire ou entreprendre quelque métier » (*hahay asa*), qu'ils « sachent faire ou entreprendre beaucoup de choses » (*hahay asa maro*) à l'avenir. Elle est soucieuse du futur « radieux » de ses enfants.

Pourtant, il faut aussi considérer l'avis de certaines personnes interrogées qui considèrent que l'investissement dans les études est un investissement à très long terme. Les citoyens peu instruits escomptent un résultat sur le très court terme pour ne pas dire immédiat, alors qu'en termes d'investissement éducatif, il faut attendre selon ces derniers pour des résultats probants, des délais pouvant aller jusqu'à dix ou vingt ans. En outre, ils pensent qu'il n'y a pas de garanties que l'enfant scolarisé puisse effectivement réussir son parcours éducatif jusqu'au bout. L'unique raison qui pousse les parents à scolariser leurs enfants est, selon notre informatrice ci-dessus, qu'ils se sentent attirés par ceux qui ont eu la chance d'endosser le statut de *manampahaizana* c'est-à-dire d'intellectuel.

La mère de famille interrogée poursuit : « Avec le BEPC, on peut accéder à un poste d'enseignant suppléant. Certains de nos promotionnaires ont été scolarisés plus longtemps. Nous regrettons beaucoup de ne pas avoir pu continuer l'école. Mes camarades de promotion ont pu améliorer leurs conditions de vie, alors que moi, je suis là dans une situation de stagnation ». Pour elle, avoir réussi dans la vie, c'est avoir un emploi. « Si l'enfant parvient à obtenir le BEPC, nous aurons deux sources de revenus ». Un bachelier sans emploi peut toutefois attendre un salaire, si minime soit-il, relatif à une sorte de prime d'encadrement.

Un père de famille, âgé de 40 ans, réparateur de bicyclettes au marché, pense que l'éducation est indispensable, le but étant de ressembler aux personnes qui ont réussi leurs cursus scolaires et/ou universitaires, qui savent ce qu'ils doivent faire dans la vie quotidienne. Donc il faudrait être capable de choisir librement ce qu'on doit entreprendre.

Une jeune femme âgée de 25 ans et résidant dans le même quartier affirme que les parents souhaitent scolariser leurs enfants en vue de la préparation de l'avenir (*hitsinjovana ny ho avy*) et bénéficier ainsi de la redevabilité des enfants envers leurs parents. En outre, l'éducation est l'un des précieux héritages octroyés par les parents à leur descendance. Elle précise cependant que les jeunes de son entourage qui ont pu « décrocher leur baccalauréat » s'inscrivent à l'université mais les résultats sont vains.

Section 2.2.2. Hypermodernité et capacités des jeunes

En s'inspirant de la vision de Bourdieu (1979, 1980), dans « l'habitus » la classe bourgeoise et des intelligentsias peut inclure les individus hypermodernes, la classe moyenne et la classe vulnérable.

Le développement fulgurant des technologies de l'information et de la communication (TIC) a apporté des bouleversements importants dans les modes de vie et les mentalités de la population et des individus vivant dans un contexte hypermoderne. À Madagascar, on vit actuellement l'ère du très haut débit grâce à deux grands fournisseurs de capacité

internationale²⁶. Avec une capacité extensible de 8,3 Gbps et plus de dix mille kilomètres de long, le câble fibre optique sous-marin EASSy (East Africa Submarine System) relie actuellement la Grande Île avec l’Afrique de l’Est, l’Océan Indien et le reste du monde. Comportant deux segments, LION (Lower Indian Ocean Network) relie d’abord l’Ile Maurice à La Réunion puis La Réunion à Madagascar avec un câble long de plus de mille kilomètres et une capacité atteignant 2,3 Gbps. Maurice et La Réunion constituent les deux points de connexion au câble SAT-3/WASC/SAFE reliant lui-même l’Europe à l’Asie, en passant par le sud de l’Afrique. Un troisième câble appelé FLY sera bientôt opérationnel au nord-ouest et sécurisera en même temps EASSy et LION en reliant Moroni, Mahajanga et Mayotte.

En matière de jeunesse et de leurs capacités, l’adhésion à cette technologie a apporté un nouveau souffle dans le domaine de la formation et de création de travail pour les jeunes en matière de TIC. EASSy et LION atterrissent respectivement à Toliary et à Toamasina et se connectent à l’infrastructure de Backbone National desservant plusieurs grandes villes. Le Backbone est constitué de quatre mille kilomètres de fibre optique renforcée par quatorze mille kilomètres de faisceaux hertziens. La couverture de l’île en Broadband se poursuit pour atteindre les zones les plus reculées.

Grâce à ces infrastructures modernes et à la disponibilité potentielle d’une main-d’œuvre très bon marché disposant d’un bon niveau de compétence et facile à former, Madagascar constitue une destination de choix pour les activités dans le secteur TIC. Les faibles taux de pénétration pour la téléphonie (44%) et internet (2%) confirment que le marché local est encore demandeur.

Toutefois, il faut se soucier toujours de la faible croissance au niveau des produits manufacturés et industriels. Le taux de croissance affiché par le Gouvernement ne fait que relever l’importance de la part relative du secteur de commerce et de services de la croissance économique malgache. L’existence d’industries, même les petites unités de transformation de produits agricoles et de certaines matières premières disponibles, fait défaut et explique le phénomène de sous-emploi chez les jeunes. L’investissement au

²⁶ EDBM

niveau des TIC n'atteint en général qu'une partie de la résorption du sous-emploi en milieu urbain. Cela n'empêche néanmoins pas le flux de jeunes migrants qui proviennent du monde rural de venir s'installer dans les villes et de tenter leur chance, même s'il s'agit seulement pour eux le plus souvent d'activités de survie.

Section 2.2.3. Hypermodernité, NTIC et création d'emplois pour les jeunes

Pour mettre en relation la sociologie urbaine et les capacités des jeunes, on peut être tenté de connaître la position de ces jeunes vis-à-vis de la représentation sociale de l'individu hypermoderne vivant dans une société planétaire. En effet, tous nos interlocuteurs interrogés ont déclaré que les utilisateurs et consommateurs des produits et services de la technologie moderne sont essentiellement constitués par la catégorie sociale des jeunes.

En milieu urbain et même au niveau des communautés locales qui peuvent se connecter aux réseaux téléphoniques et à internet, l'utilisation et la consommation s'expriment ou se manifestent par des rubriques de dépenses nouvelles et donc des dépenses supplémentaires au niveau des ménages.

Un fonctionnaire, père de famille, âgé d'une quarantaine d'années, habitant à Ambolokandrina, se plaint des factures qu'il doit régler à chaque fin de mois. En plus de la facture de la JIRAMA (électricité), il y a aussi les coûts de connexion illimitée sur Telmanet, les achats de crédit prépayés par téléphone pour les cinq personnes de sa famille, les achats de divers gadgets de téléphone, jeux, lecteurs et tous les autres produits devenus de plus en plus en vogue sur le marché. Il se justifie en disant que pour être à la hauteur dans cette nouvelle culture hypermoderne, on est contraint d'accepter ces dépenses culturelles qui deviennent un véritable investissement, surtout pour les jeunes générations.

On constate également à l'heure actuelle la prolifération des instituts et universités privés qui demandent une homologation pour dispenser des formations touchant le domaine des TIC. Par ailleurs, dans la liste des nouvelles sociétés créées dans les secteurs clés, celles

liées aux TIC tiennent la position record, selon les statistiques de l'INSTAT que nous avons exploitées. La proportion des entreprises TIC/NTIC représentent 59,3% de l'ensemble des cinq secteurs en 2020 contre 54,2% en 2017. Il est à remarquer que même pendant la crise sanitaire COVID 19 en 2020, les entreprises dans secteur NTIC créées par les jeunes se trouvent toujours en bonne position (tableau 21).

Tableau 21 : Évolution des effectifs des entreprises NTIC, Mines, Tourisme, Agrobusiness, Textiles, créés par les Jeunes entre 2017 et 2020

SECTEUR	2017		2018		2019		2020	
	Effectif	Proportion en%	Effectif	Proportion en%	Effectif	Proportion en%	Effectif	Proportion en%
NTIC	84	54,2%	78	53,4%	92	56,8%	80	59,3%
Mines	32	20,6%	26	17,8%	25	15,4%	20	14,8%
Tourisme	22	14,2%	24	16,4%	20	12,3%	5	3,7%
Agro-business	13	8,4%	10	6,8%	15	9,3%	20	14,8%
Textiles	4	2,6%	8	5,5%	10	6,2%	10	7,4%
Total	155	100,0%	146	100,0%	162	100,0%	135	100,0%

Source : INSTAT /DSE/SRNE/ Juillet2021/Nos propres calculs

Selon les jeunes interviewés au niveau de la capitale, le développement des sociétés et des centres de formation du secteur NTIC a engendré les motivations des jeunes à s'y lancer car c'est une nouvelle filière génératrice d'emplois pour eux et leur permettant d'être dans la tendance de la société planétaire de l'hypermodernité.

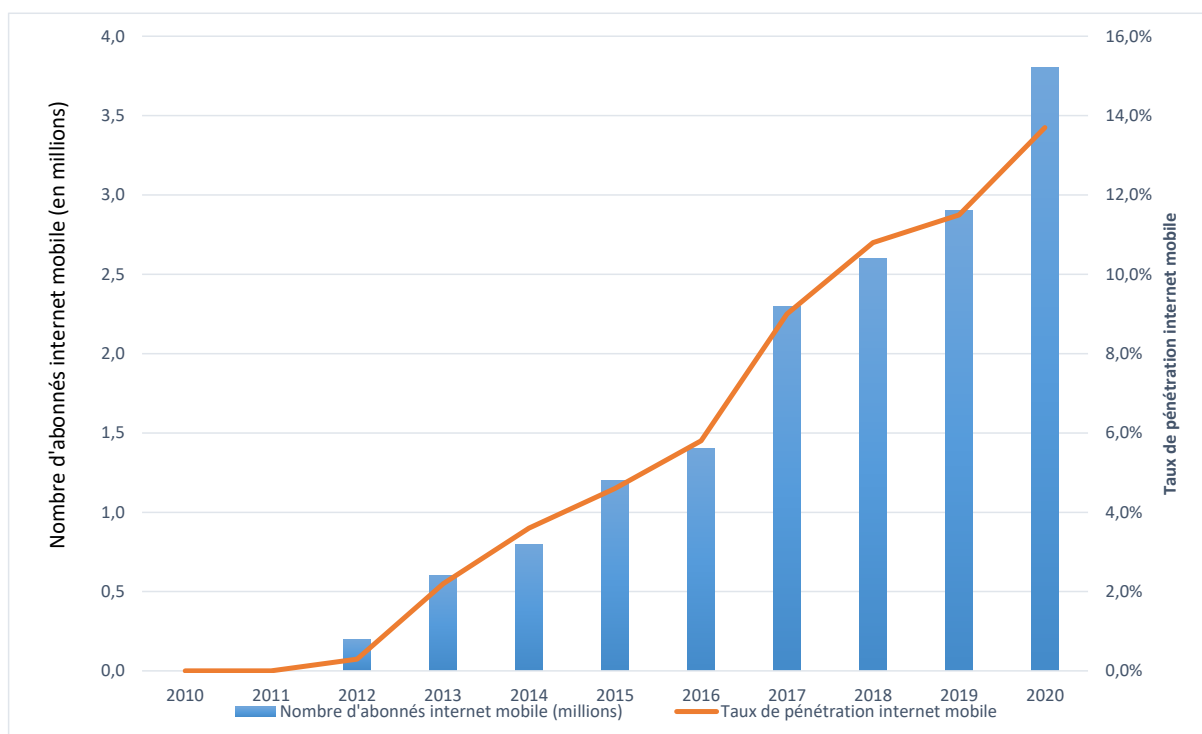
Au niveau de l'administration scolaire, les dirigeants cherchent aussi les voies et moyens pour intégrer l'utilisation des TIC dans les programmes de l'éducation nationale.

Section 2.2.4. Hypermodernité avec la représentation sociale des jeunes

L'hypermodernité désigne pour certains penseurs contemporains une nouvelle ère où la science des connaissances succède à la modernité et à la postmodernité. Elle est aussi considérée comme une opportunité sociale et culturelle permettant de créer une sociabilité et une solidarité dans le but de faire « société et collectif ». C'est également une façon de vivre avec des nouvelles visions du monde et une mutation culturelle (Tapia, 2012). Précisons qu'au cours des dix dernières années, le secteur Technologie de l'Information et de la Communication connaît un essor particulier à Madagascar. Entre 2016 à 2019, le volume de trafic Internet Mobile a enregistré une hausse de 408%, il est de 32 674 To en 2019 contre 6 430 To en 2016²⁷. Ce secteur ne cesse donc pas d'offrir un outil de communication pour un pourcentage croissant d'entreprises et de ménages. Le rapport d'activité de l'ARTEC (Autorité de Régulation des Technologies de Communication) soulève qu'en 2019, le taux de couverture de téléphonie mobile est de 61% en 3G et 21% en 4G (respectivement 1039 et 354 communes sur 1693). Ainsi, le graphique ci-après montre que le nombre d'abonnés internet mobile et le taux de pénétration de téléphonie mobile connaît des hausses considérables.

²⁷ Source : Rapport d'activité 2019 ARTEC (Autorité de Régulation des Technologies de Communication)

Graphique 13 : Évolution du nombre d'abonnés internet mobiles et taux de pénétration internet mobile entre 2010 et 2019



Source : ARTEC 2019/ nos propres calculs

En effet, à l'ère actuelle, les jeunes Malgaches ne sont pas en reste, ils profitent de cette nouvelle version de la modernité car la majorité des opérateurs en téléphonie mobile ont proposé des prix abordables pour l'utilisation de certains réseaux sociaux comme Facebook. Leur utilisation de ces réseaux sociaux dans leurs activités citoyennes et quotidiennes devient de plus en plus impressionnante. Les jeunes Malgaches utilisent en effet beaucoup ces réseaux sociaux pour garder les contacts avec leurs proches, se regrouper, discuter ou partager des idées ou des événements. À titre d'exemple, selon le sondage réalisé par Stileex²⁸ auprès de 1032 personnes âgées de dix-huit ans et plus dans la Ville d'Antananarivo, 50% des individus enquêtés utilisent Facebook pour garder le contact avec ses proches tels que les amis ou la famille. Viennent ensuite ceux qui l'utilisent pour voir les nouvelles, regroupant 16% de l'ensemble. Ceux qui veulent

²⁸ <https://stileex.xyz/facebook-reseaux-sociaux-tananariviens/>

principalement rencontrer des gens représentent 8% des utilisateurs. Le travail en groupe concerne quant à lui 5% des Facebooknautes.

Toutefois, l'utilisation des réseaux sociaux ne suffit pas à tisser une relation sociale solidaire, à se faire connaître au sein de la communauté, mais constitue néanmoins l'une des opportunités de maintenir et d'élargir un lien social. Les Facebookers sont le résultat de choix contradictoires : d'une part, ils choisissent de rejoindre le groupe en ligne, d'autre part, ils choisissent d'être acceptés. Par contre, dans ce groupe, le réseau social numérique ne peut à lui seul rassembler les individus et créer des communautés interconnectées, il fournit alors la possibilité de redéfinir les relations interpersonnelles, de limiter les voies de socialisation et/ou de découvrir des quêtes de formalisation du lien social (Rakotoary, 2017).

Section 2.3. Capabilités et développement personnel

Le développement personnel apparaît dans l'arsenal freudien de la pensée dans les années 1960, et en même temps il s'en démarque. Cette tendance représente un ensemble de méthodes. C'est la poursuite complète de la réalisation et du développement personnels, l'amélioration de la connaissance de soi, l'amélioration du potentiel et l'amélioration de la qualité de vie (Angel, 2010). En psychologie, le développement personnel indique une tendance d'idées et de méthodes visant à améliorer la conscience de soi, à développer les talents et le potentiel, à renouveler le mode de vie et à réaliser les aspirations et les rêves. « Les techniques de développement personnel visent à la transformation de soi : soit pour se défaire de certains aspects pathologiques (phobie, anxiété, déprime, timidité), soit pour améliorer ses performances (mieux communiquer, gérer son temps, s'affirmer)²⁹ ».

Nous proposons ici une démarche de rapprochement entre le développement personnel et la capabilité en tant que potentialité humaine améliorable et pourquoi pas modulable par la formation et par la psychologie pour atteindre des objectifs et des résultats. Nous avons

²⁹ *Apprendre à vivre. Des philosophies antiques au développement personnel*, Les Grands dossiers de Sciences Humaines, n° 23, juin-juillet-août 2011, p.76

rencontré beaucoup de cas de jeunes formés au niveau des ONG comme le centre de développement d'Andohotapenaka (CDA) ou d'autres en milieu rural comme le centre de formation professionnel agricole d'Antanetimboahangy, le seul dans la Région Itasy.

Un jeune de 23 ans, habitant à Andranomanalina dans les zones des « bas-quartiers » de la capitale, peu instruit et sans qualification, a fait un atelier de stage dans l'usine de bois du CDA, il est devenu un charpentier-menuisier reconnu dans son quartier. Son métier lui permet de vivre « de manière modeste » selon ses termes. Il nous a indiqué qu'à l'atelier de l'ONG, il a suivi une formation sur le tas, c'est-à-dire la pratique directe de l'apprentissage accompagnée d'un ouvrier spécialisé. On lui a alors appris toutes les manières de porter et de faire glisser les traverses de bois sur les dégauchisseuses et les scies à ruban ou circulaire. On lui a appris aussi la manipulation des raboteuses et toupies pour les finitions des travaux.

Dans le cas d'une jeune femme de 24 ans, mère de quatre enfants, celle-ci assure la gestion d'une ferme/porcherie à Miarinarivo et l'administration de ce centre d'élevage d'une capacité de cent têtes porcines. Elle mène une vie normale et peut accumuler un peu d'épargne au CECAM (Caisse d'Épargne et de Crédit Agricole Mutuel) de cette ville, chef-lieu de la Région Itasy. Après deux ans d'exercice de son métier, elle possède déjà une voiture camionnette et des meubles, plus ou moins confortables. Elle avait suivi une formation que ses parents lui avaient payée au centre de formation de Bevalala Antananarivo Atsimondrano. La durée de formation était de deux ans avec un stage pratique dans une ferme d'un membre de la famille à Manazary, une commune rurale environnante de la leur.

Le phénomène de « *kafe sy mofo* » peut être considéré comme un type de petite activité commerciale qui rapporte bien si on la gère avec une technique appropriée, selon le propriétaire d'un réseau de dix points de vente dans la capitale. Il s'agit d'un jeune père de famille de quatre enfants, marié et dont l'activité principale consiste à gérer ce petit réseau dont il faut maîtriser diverses tâches compliquées. L'approvisionnement en intrants et ingrédients comme les farines, l'huile alimentaire, le sucre, les combustibles en bois et charbon nécessite une comparaison des prix et une organisation sur le stockage et la distribution des denrées et intrants, sans parler de la technique de composition des

denrées si l'on veut maintenir une qualité personnalisée par les clients. Lors de l'achat des ustensiles comme les marmites, les *tavy mofo* (moules sous forme d'alvéole), les casseroles, les cafetières et les tasses, etc., il a fallu recourir à des emprunts auprès de « Microcred » à Ambodivona Antananarivo. Actuellement, les dix points de vente emploient au total vingt-cinq personnes, essentiellement des jeunes issus de la Région natale du gérant, à Antanifotsy dans la Région de Vakinankaratra. Chacun des points de vente peut générer journalièrement environ un chiffre d'affaires de 200.000 Ar (soit un peu moins de 45 €).

On peut dire de prime abord qu'il s'agit d'une petite activité commerciale banale mais il est quand même étonnant de savoir que ce businessman disposerait d'un niveau de revenu plus important qu'un fonctionnaire de catégorie V de la fonction publique. Par ailleurs, il est arrivé à créer plus de vingt emplois pour des jeunes qui migrent volontairement en ville pour fuir le sous-emploi en milieu rural.

Section 3. Participation à la vie économique

La relation dialectique entre les vulnérabilités et les capacités fait entrevoir la remarque suivante : il est vraiment erroné de penser à lutter unilatéralement contre la pauvreté et la vulnérabilité par des actions d'aides humanitaires et/ou d'assistance sociale sans envisager des actions d'investissements économiques et infrastructurels pour assurer l'amélioration des capacités des jeunes en situation de vulnérabilité.

Fort de ce constat, nous allons également analyser les capacités et les potentiels réels des jeunes à participer à la vie économique et à œuvrer positivement en tant qu'acteur pour le changement social.

Les interviews effectuées auprès de jeunes diplômés et/ou experts en science de l'informatique nous ont permis de connaître leur ambition et leur capacité vis-à-vis de la capitalisation des TIC dans le processus de développement et de croissance économique. Selon un ingénieur formé à l'école supérieure polytechnique, les TIC et leurs capacités sont peu utilisées dans le processus d'augmentation de la croissance économique car

Madagascar est parmi les pays les moins industrialisés de la planète. Même si les chercheurs arrivent à découvrir des nouveaux procédés pour accroître la productivité, les industriels locaux ont des capacités d'investissement très faibles. Le FIVMPAMA³⁰ ne cesse de se lamenter sur les problèmes qu'ils subissent vis-à-vis de la concurrence et de l'inondation du marché local par des produits étrangers de basse qualité. De toutes les façons, le néolibéralisme et le capitalisme à leur stade hypermoderne sont là pour faciliter la loi des plus forts sur les marchés devenus planétaires.

Un jeune opérateur évoluant dans la collecte de fruits tropicaux a essayé de nous expliquer les causes de la faible initiative des investisseurs malgaches dans les processus de transformation des produits agro-industriels. Alors que les letchis, les mangues, les bananes et autres fruits locaux abondent et se vendent à des prix très bas pendant les périodes de collecte, pourquoi ne pas les transformer dans des usines de petite et moyenne envergure pour fournir sur le marché des jus de fruits, des confitures et autres marchandises au lieu de les laisser pourrir ? Selon notre interlocuteur beaucoup de résultats de recherche sont disponibles mais les blocages restent nombreux.

Section 4. Participation des jeunes à la vie publique

Section 4.1. Contexte général

Pour (Cannon, Twigg, & Rowell, 2002) « la vulnérabilité (contrairement à la pauvreté qui est une mesure du statut actuel) doit avoir une qualité prédictive : elle est supposée être une façon de conceptualiser ce qui peut arriver à une population identifiable sous des conditions particulières de risques et aléas ».

La vulnérabilité renseigne sur le dommage potentiel qu'un événement particulier pourrait causer s'il se réalisait. La participation des jeunes dans la vie publique est donc ici

³⁰ Fivondronan'ny Mpandraharaha Malagasy (Association des entrepreneurs de Madagascar)

supposée donner un renseignement particulier sur la vulnérabilité du système politique en place car la participation des jeunes à la vie publique signifie que l'État priorise en général le renouvellement des talents et innove dans l'administration afin de mener de nouvelles idées et manières de faire dans la gestion de l'administration. Mais c'est également une garantie pour la stabilité politique d'une nation car la présence massive des jeunes dans l'administration d'un pays permet aux décideurs d'identifier en amont les axes prioritaires dans lesquels ils doivent intervenir pour éviter une grogne sociale dont les initiateurs et principaux acteurs sont souvent les jeunes à Madagascar³¹.

La vertu d'une approche par la vulnérabilité réside dans le fait qu'elle est porteuse de signes avant-coureurs d'une crise à venir et qu'elle facilite la connaissance des mesures à prendre dans l'avenir. Pour (Guillaumont P. , 2006), la vulnérabilité surtout économique est le risque pour un pays de voir son développement entravé par des chocs naturels ou externes. La vulnérabilité est le produit de trois composantes : la taille et la fréquence des chocs exogènes, l'exposition à ces chocs et la faible résilience, c'est-à-dire la faible capacité à y faire face ou à les gérer. Pour les deux premières composantes, il s'agit pour l'essentiel des caractéristiques structurelles (situation géographique, degré de diversification économique, etc.), la résilience quant à elle est le fruit de la politique adoptée dans le pays.

Le fait d'étudier le taux de participation des jeunes dans la vie publique permet également de déterminer les menaces qui planent au-dessus de la démocratie en général. Au bout du compte, il est question de cerner l'indice de vulnérabilité des jeunes face aux conséquences des politiques et décisions qui ont été appliquées avec ou sans la participation des jeunes.

Avant d'aller plus loin dans l'analyse de la vulnérabilité des jeunes en mettant en exergue le taux de participation des jeunes à la vie publique comme un indicateur de la vulnérabilité de la jeunesse malgache, il est important de revenir sur ce qu'est la jeunesse.

³¹ La crise estudiantine de l'Université d'Antananarivo des années 1970 en est le parfait exemple pour Madagascar, elle a favorisé la chute du régime de l'époque.

Section 4.2. La définition de la jeunesse

Suite à la définition proposée par l'Assemblée Générale des Nations Unies, qui stipulait que les jeunes correspondent à des individus âgés de 15 à 24 ans³², le PNUD, après examen des définitions nationales de la jeunesse et prise en compte d'un large éventail de questions socio-culturelles et contextuelles, reconnaissait qu'« une définition plus flexible de la jeunesse permet d'adopter des politiques et programmes spécifiques aux différents pays, en prenant en compte de la nature hétérogène de la population jeune et reconnaît que les différents groupes d'âge au sein de la population jeune peuvent avoir des besoins différents dans différents contextes » (PNUD, 2014).

Par conséquent, par « jeunesse », le PNUD entend les jeunes des deux sexes, dans toute leur diversité d'expériences et de contexte, en prenant en considération, les définitions existantes de la jeunesse, utilisées au niveau national et/ou régional.

Les individus des deux sexes âgés de 15 à 24 ans sont les principales cibles des programmes du PNUD. Mais ce dernier, depuis quelques années, a élargi les tranches d'âges cibles de leur programme. Ainsi, il peut inclure les jeunes des deux sexes âgés de 25 à 30 ans, et même jusqu'à 35 ans, selon les réalités contextuelles et les orientations politiques en matière de jeunesse au niveau régional et national.

Section 4.3. Les causes de la faible participation des jeunes à la vie publique

L'étude souligne également plusieurs maux qui minent les partis politiques malgaches et qui les ont discrédités au fil du temps et à travers les régimes successifs : inamovibilité des dirigeants (et donc, peu de chances pour l'émergence d'une relève sérieuse),

³² Rapport du Secrétaire Général de l'Assemblée Générale, A/36/215, 1981.

inconsistance ou inexistence de projets de société conducteurs, manque d'organisation structurelle et de représentativité, faible proportion de femmes impliquées, etc.

62,1% des personnes interrogées n'ont aucune confiance dans les partis politiques et 25,3% déclarent ne pas leur faire assez confiance, tandis que seulement 9,5% des répondants leur accordent leur confiance.

Une étude sur les partis politiques publiée par FES³³ en août 2011 signale qu'à Madagascar, le parrainage et l'adoration des fondateurs deviennent courants pour la plupart des partis politiques malgaches. Les politiciens malgaches auraient, selon cette étude, une faible éthique politique. Des partis politiques se forment et meurent en fonction des opportunités électorales. Les renversements de vestes et les mutations de parties politiques se produisent fréquemment. L'absence de réglementation claire sur le financement des partis et l'absence d'une source stable de revenus ont aggravé l'opportunisme et la cupidité des partis politiques, et dégradé l'image des politiciens dans une plus large mesure. L'étude met également en évidence plusieurs inconvénients qui minent les partis politiques malgaches et les discréditent au fil du temps et à travers les régimes successifs : certains dirigeants restant intouchables, leadership inconsistant, insuffisance des projets sociaux, représentativité faible des jeunes et femmes impliquées (R.H.RABARINIRINARISON, 2011).

Une autre étude réalisée par ce même organisme révèle également en 2013 que 62,1% des personnes interrogées ne font pas confiance aux partis politiques, 25,3% des personnes interrogées déclarent ne pas leur faire suffisamment confiance (Ketakandriana RAFITOSON, 2013). En effet, les jeunes qui ont un poids démographique non négligeable pourraient se sentir être marginalisés dans les décisions prises par les représentants politiques du pays, et tourner le dos à la politique politicienne traditionnelle dans la Grande île. Cette situation s'est traduite par le désengagement de la jeunesse dans les processus électoraux avec un taux de participation extrêmement faible au cours de ces dernières années.

³³ R.H.RABARINIRINARISON, J.A. RAVELOSON, Les partis politiques malgaches à travers les régimes et gouvernements successifs, Antananarivo, FES, 2011

Pourtant, la participation des jeunes à la vie publique a été souligné à maintes reprises, comme fondamentale dans la maîtrise de la vulnérabilité par plusieurs conventions et déclarations internationales comme la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Programme d'action mondial pour la jeunesse et la Convention relative aux droits de l'enfant. En effet, le Programme des Nations Unies pour le Développement propose plusieurs stratégies d'approche (PNUD, 2014) ; (PNUD, 2016), pour que les jeunes ne se sentent plus exclus et s'intéressent à la vie publique de leur pays.

Il est indéniable et reconnu depuis de nombreuses années qu'une démocratie est qualifiée d'incomplète sans la participation égale et pleine de tous. En effet, force est de constater qu'à Madagascar, comme dans de nombreux pays dans le monde, il y a une très faible présence des jeunes et particulièrement des jeunes femmes dans les institutions politiques. Plus précisément, le Rapport de l'Union Interparlementaire UIP (UIP, 2016) a permis de constater que :

- ✚ Les jeunes de moins de 30 ans représentent moins de 2% des parlementaires du monde ;
- ✚ Environ 30% des chambres uniques et inférieures du Parlement n'ont pas de députés âgés de moins de 30 ans ;
- ✚ Plus de 80% des chambres hautes du monde n'ont pas de députés âgés de moins de 30 ans ;
- ✚ Pas une seule chambre haute dans le monde ne compte plus de 10% de ses membres âgés de moins de 30 ans.

Il convient de préciser que ce rapport souligne néanmoins quelques signes encourageants sur le déséquilibre entre les sexes qui est moins prononcé parmi les jeunes députés, où le ratio homme/femme est de 60/40. Mais eu égard aux différents taux de participation à la vie publique, l'UIP confirme également dans ce même rapport que les personnes âgées de 20 à 40 ans constituent 57% de la population mondiale en âge de voter, mais seulement 26% des députés du monde. Or, la plupart des mouvements pour la démocratie dans le monde ont été souvent initiés par des jeunes.

Le point central qui unifie tout ce qui a été évoqué ci-dessus est que l'un des principaux facteurs qui entrave la participation politique des jeunes est le manque d'éducation civique et politique de qualité.

Les facteurs qui sont souvent cités comme étant les causes de la faible participation dans les institutions publiques peuvent être :

- **Un investissement minimal pour que les jeunes assument des rôles de représentation :**

Beaucoup de jeunes sont rarement formés au débat et à présenter et délibérer sur les problèmes actuels, ce qui les amène à rester à l'écart des grandes discussions et décisions ;

- **Le manque de connaissances et de sensibilisation sur les rôles politiques :**

Les jeunes manquent souvent de compréhension de ce qu'implique une carrière politique ;

- **Les relations de pouvoir entre les sexes et l'inexistence d'alternance dans les partis politiques :**

L'éducation patriarcale au niveau familial offre souvent très peu de place et d'espace pour les jeunes femmes. De plus, les générations plus âgées ne sont souvent pas intéressées de voir les jeunes dans leur espace, ce qui les pousse à verrouiller le système d'alternance et de mise en place d'un système de gestion des partis politiques qui profitent plus aux jeunes ;

- **La difficulté à trouver du financement :**

Le contexte actuel a favorisé la monétisation de la politique. Les jeunes n'ont pas nécessairement de ressources financières qui leur permettent de s'engager activement dans la vie politique. Sans moyens financiers, il devient difficile d'attirer l'attention et les votes.

Section 4.4. En quoi la faible participation des jeunes à la vie publique constitue une vulnérabilité à Madagascar ?

« [...] L'économie moderne s'est trouvée considérablement appauvrie par la distance qui a éloigné l'économie de l'éthique » (Sen, 1987, p. 11). Dans cette citation, Sen déplore que les économistes aient abandonné certains thèmes « éthiques » qui peuvent pourtant être abordés à travers l'analyse positive, comme dans le cas d'une étude des comportements individuels qui intégrerait les motivations morales des individus (Pellé, 2009). La présente section liée à la vulnérabilité met donc en exergue la participation des jeunes à la vie publique comme un indicateur de vulnérabilité, répondant ainsi au questionnement éthique que les économistes oublient parfois dans leurs analyses.

Selon (Pellé, 2009), le programme de recherches que Sen a préconisé comprend tout d'abord une analyse de motivations morales des individus qui vise à éteindre la perspective limitée qu'offre l'*homo oeconomicus*. Le second volet de ses injonctions s'intéresse à la « conception éthique de l'accomplissement social » c'est-à-dire la signification du bien social sur laquelle se fondent les théories économiques.

Dès 1990, l'approche non-welfariste reconnaît que la pauvreté est un phénomène multidimensionnel plutôt que strictement monétaire. En effet, comme il a été évoqué précédemment, des individus ou une économie peuvent se retrouver dans une situation de vulnérabilité. En 1990, sous l'influence des travaux de Sen, mais également de Rawls, le PNUD proposait alors l'Indicateur du Développement Humain qui est calculé sur la base d'une moyenne annuelle dans trois domaines : la longévité (espérance de vie à la naissance), le savoir (taux d'alphabétisation des adultes et taux de scolarisation) et le niveau de vie (PIB par tête en dollar et en Parité de Pouvoir d'Achat). À cause de l'instabilité accrue de l'économie mondiale et des nouveaux aspects et des nouvelles conséquences de cette instabilité, l'étude de la vulnérabilité est devenue une priorité de la plupart des pays du monde afin d'adopter des politiques plus efficaces et susceptibles d'améliorer la résilience des populations et des économies en général.

Le taux de participation des jeunes dans la vie publique constitue une connaissance de la vulnérabilité pour ces tranches d'âges de la population. Il est par conséquent important à

nos yeux de connaître en quoi ce taux, constitue une indication de la vulnérabilité de la jeunesse malgache.

- **Les jeunes font face à des multiples défis très tôt à Madagascar :**

En effet, le PNUD estime que 87% des jeunes des deux sexes dans les pays en développement comme Madagascar sont confrontés à des défis liés à l'accès limité et inégal aux ressources, à la santé, à l'éducation, à la formation, à l'emploi ainsi qu'aux opportunités économiques, sociales et politiques. Les exclusions des jeunes des processus décisionnels les poussent à s'engager vers des méthodes d'engagements civiques plus informelles.

De plus, les jeunes Malgaches font très souvent face à la pauvreté extrême, aux obstacles à l'accès à une éducation de qualité, à des formes multiples et convergentes de discrimination et à un marché de l'emploi très inaccessible, qui sont la plupart du temps dus à leur manque d'expérience, conséquence d'une formation souvent inadéquate aux demandes des entreprises sensées les recruter. Le mal-être provoqué par leur exclusion du système économique et des décisions politiques des dirigeants constitue une vulnérabilité pour cette catégorie d'âge elle-même et pour le pays en général car le système politique et économique sans l'adhésion et la participation des jeunes construit en quelque sorte une bulle de chômeurs et d'exclus qui risquent d'être un fardeau pour les générations futures et l'économie en général. Cette exclusion faite aux jeunes est souvent le point de déclic qui les poussent dans les Régions rurales de Madagascar même si l'insécurité touche actuellement presque toutes les zones de la Grande île qu'elles soient rurales ou dans les villes ;

- **Une politique de développement dénuée d'efficacité :**

À Madagascar, les jeunes sont dans la majorité des cas à l'écart de la vie politique et socio-économique. Cela se traduit par une très faible

participation des jeunes dans les institutions politiques formelles et dans les élections des différents représentants de l'État. Par conséquent, les jeunes s'organisent d'une manière différente face à des regroupements qui sont le plus souvent mal structurés. L'incohérence entre la politique appliquée et les souhaits et revendications des jeunes envers l'État fait que toute politique de la jeunesse s'avère inefficace. En plus, les jeunes, en tant que force au niveau national, sont souvent facilement manipulés par les politiciens plus âgés pour faciliter leur accession au pouvoir.

Il est tout de même à signaler que plusieurs États membres des Nations Unies ont mis en place des structures et programmes dédiés à la jeunesse visant à faire remonter les revendications des jeunes aux représentants politiques.

Madagascar a ainsi adopté en 2015 une loi portant sur la politique nationale de la jeunesse³⁴ dont le but est d'avoir une vision nouvelle de la jeunesse, considérée comme éprise de valeurs morales et universelles de l'identité culturelle malgache, afin de garantir une vision de société ouverte pluraliste, respectueuse de l'unité et à forte cohésion sociale.

Mais force est de constater que très peu, voire aucun, de ces buts n'ont été véritablement atteints à Madagascar à cause de l'absence de l'application réelle de la dite politique, mais également à cause de l'inexistence d'une concertation entre les jeunes et les représentants des institutions politiques malgaches sur les vrais problèmes et obstacles auxquels cette catégorie d'âge de la population fait face dans leur vie quotidienne.

De ce fait, les jeunes tombent dans la vulnérabilité et sont facilement victimes des différents chocs qui peuvent les empêcher d'atteindre leurs objectifs personnels qu'ils se sont fixés dans la société en général. Ils sont vulnérables car ils sont exclus de la sphère des décisions politiques et manquent fortement d'enthousiasme à intégrer la vie publique de leur pays. Ils deviennent spectateurs au lieu d'être des acteurs dans la lutte contre la pauvreté dans la Grande île.

³⁴ Loi n° 2015-38 modifiant et complétant certaines dispositions de la Loi n°2004-028 du 09 Septembre 2004 portant Politique Nationale de la Jeunesse.

Section 5. Participation à la vie politique des jeunes Malgaches

Les crises politiques sont devenues cycliques dans l'histoire socio-politico-économique de Madagascar. Par conséquent, leurs effets néfastes sur l'économie de la Grande île en général ont fait qu'aucun objectif des OMD (Objectifs du Millénaire pour le développement) n'ait été atteint en totalité en 2015, année prévue et fixée pour atteindre les dits objectifs.

Beaucoup de littérature scientifique évoque les effets négatifs de l'instabilité socio-politique sur l'économie en général et montrent les principales causes des différentes crises. Selon (Alesina & Roberto, 1993, p. 1), les inégalités de revenus entre les riches et les pauvres ainsi qu'un fort taux de chômage des populations jeunes alimentent le mécontentement social et augmentent l'instabilité politique. Les tensions sociales créent de l'incertitude dans l'environnement politico-économique et réduisent les investissements qui sont un moteur principal de la croissance économique. Ceci est largement vérifiée à Madagascar car les crises politiques sont devenues cycliques dans la Grande Île.

Section 5.1. Les raisons des crises politiques majeures frappant Madagascar

Depuis son accession à l'indépendance, Madagascar a connu quatre grandes crises politiques majeures, qui ont provoqué des effets dévastateurs sur la santé économique nationale et ont été néfastes sur la jeunesse malgache, que ce soit du point de vue social ou économique, cette dernière a fortement souffert des conséquences négatives de ces crises cycliques.

En effet, après l'accession de Madagascar à l'indépendance, quatre événements majeurs de crises politico-socio-économiques ont marqué l'histoire de Madagascar. Ces crises ont eu lieu en 1972, 1991, 2002 et 2009 avec un objectif plus ou moins identique et qui peut

se résumer comme suit : changer le régime en place dans l'espoir d'une vie meilleure qui devra être marqué par une réduction des inégalités de revenus. Ainsi, (Roubaud, 2002) dans l'introduction de son ouvrage pose la question : « Croissance économique et crise politique : Madagascar refuse-t-elle le développement ? »³⁵. En effet, dans la majorité de ces événements, chaque fois que la Grande île avait connu des taux de croissance élevés et soutenus, des crises venaient anéantir tous les bienfaits de cette croissance sur l'économie en général.

Dans ce contexte de crises cycliques qui plombent la santé de l'économie malgache, (Razafindrakoto & Roubaud, 2002) vont même plus loin en étudiant le cas : « Madagascar à la croisée des chemins : la croissance durable est-elle possible ? »³⁶, après s'être rendus compte qu'à chaque fois qu'il y a un cycle vertueux de croissance économique, des crises politiques viennent interrompre brutalement ce cycle et provoquent des conséquences néfastes sur la population en général et particulièrement sur la jeunesse malgache.

« À Madagascar, le comportement des dirigeants, les méthodes des opposants, la culture politique des citoyens, la faiblesse des institutions et l'influence du niveau de la corruption sont quelques-uns des facteurs qui favorisent les crises » (Rabemanananoro, 2014, p. 52).

Par rapport à d'autres pays africains comme la Côte-d'Ivoire, le Cameroun, le Bénin ou le Burkina Faso, qui ont obtenu l'indépendance avec Madagascar, et ayant presque les mêmes taux de croissance démographique, il a été constaté que Madagascar est devancé économiquement par ces pays même si Madagascar ne manque pas de ressources naturelles. Une explication serait qu'ils n'ont pas connu de conflit important et subi moins de violence. Madagascar a toujours connu en revanche des récessions économiques quasi cycliques, mais dans de nombreux cas, la reprise s'est terminée à chaque fois par une crise majeure.

³⁵ Voir Roubaud (2002).

³⁶ Razafindrakoto et Roubaud, dans Roubaud (2002), pp. 75-92.

Ces crises socio-économico-politiques quasi-cycliques peuvent être expliquées par la faiblesse de capacité de mobilisation sociale, d'une part, et la marginalisation de certains groupes vulnérables, d'autre part. Le déclin de la structure sociale, notamment des classes moyennes malgaches, partis politiques, syndicats et organisations non gouvernementales, de certaines élites et surtout le fait que la grande majorité de la population qui sont des agriculteurs se trouvent en milieux ruraux, en dehors des espaces urbains, expliquent les faiblesses des forces motrices du changement. Dans ce cas, les phases de relance sont enregistrées, ces phases font engendrer des aspirations par la population, qui revendique alors principalement une meilleure redistribution.

Par ailleurs, la marginalisation de certains groupes d'individus fait naître des frustrations entraînant des révoltes. Les travailleurs du secteur informel sont marginalisés, l'État ne s'en préoccupe pas. Ainsi, le statut inégal hérité du royaume précolonial existe toujours sous forme déguisée, même s'il a été formellement aboli au XIX^e siècle. Cette pratique de discrimination des individus appartenant à une « caste » ancienne esclave demeure encore, les descendants nobles poursuivent le fatalisme, d'autant plus que certains d'entre eux gravitent toujours autour des tenants de pouvoirs (Mireille, François, & Jean-Michel, 2017).

En résumé, la marginalisation de ces certains groupes d'individus handicape donc le développement économique et entretient également leurs vulnérabilités. Dans cette perspective, les classes jeunes en sont victimes.

Section 5.2. La réduction des IDE : conséquence directe de l'instabilité politique à Madagascar

Les auteurs (Alesina & Roberto, 1993) évoquent que les inégalités initiales trop importantes dans une nation peuvent conduire à une instabilité politique qui entraînera plus tard des conséquences négatives sur le niveau d'investissement.

C'est ce que nous remarquons à Madagascar où les IDE ont chuté fortement à chaque passage de crise politique. La série de données recueillies de 1989 à 2014, montrant les

flux entrants des investisseurs étrangers dans l'économie malgache, illustre cette situation. Le volume total annuel d'IDE était déjà faible (largement inférieur à 60 millions USD) avant l'an 2000, mais la conséquence de la crise a pesé lourdement sur les flux des investissements entrants, réduisant son niveau à 13,6 millions USD en 1991 avec -6,31 % de croissance économique contre 22,3 et 21,1 millions USD, respectivement en 1990 et 1992 pour une croissance de 3,13 % et 1,19 %.

En 2002, ce scénario se répète de la même façon. Après être passé à 93 millions USD en 2001 pour un taux de croissance économique de 6,02 %, l'entrée de financement en provenance du reste du monde vers le secteur productif de Madagascar a chuté brutalement à 14,6 millions USD (une baisse de 84 %) l'année suivante, à cause de l'instabilité politique. L'économie est de nouveau mise en péril (croissance à -12,67 %). La survenue de la dernière crise politique de 2009 à 2014, pendant la période de transition, a découragé les investisseurs étrangers. Le niveau d'IDE était alors en forte régression, allant de 1,2 milliard de dollars en 2009 à 566 millions de dollars en 2013. Même si la crise est terminée, la confiance des bailleurs de fonds ne revient pas : le niveau d'IDE continue de baisser à 350 millions de dollars en 2014.

Pourtant, en période de stabilité politique, on s'aperçoit que les flux d'IDE enregistrent une nette progression à Madagascar. Cette situation a été fortement remarquée à partir de 2005, jusqu'à atteindre un niveau record dépassant la barre du milliard³⁷ de dollars américains d'IDE en 2008. La croissance économique s'est alors trouvée à un taux de 7,13%. L'accroissement du volume d'IDE de cette époque est principalement dû aux investissements dans l'industrie extractive, essentiellement pour l'ilménite, avec la société QMM à Fort-Dauphin, ainsi que pour le nickel et le cobalt du projet d'Ambatovy à Toamasina.

³⁷ En 2008, le volume d'IDE reçu par Madagascar s'élevait à 1 134 497 642 USD, selon la Banque mondiale (2015). La BCM (2008) précise que les flux d'IDE sont concentrés dans les secteurs suivants : industrie extractive (85,5 %), télécoms (7,71 %) et le négoce de véhicules (2,22 %) et autres (4,57 %). Les principaux pays d'origine des entrées d'IDE ont été respectivement : Royaume-Uni (50,3 %), le Canada (23,2 %), Bahreïn (6,4 %), Japon et la Corée du Sud (5,1 %) et le reste du monde (15 %).

La majorité des industries à forte capacité de création d'emplois est souvent financée par des IDE. Dans ce type d'investissement, le fait le plus marquant reste les entreprises franches qui utilisent le plus souvent des capitaux étrangers et ont des tailles assez importantes dans la Grande île.

Pour le moment, ces entreprises représentent une aubaine pour les jeunes Malgaches car elles restent un secteur d'activités qui embauchent en priorité cette catégorie d'âge de la population malgache et elles restent un secteur amortisseur de la vulnérabilité des jeunes en matière d'accès au marché de l'emploi. En effet, dans ces entreprises, qui se spécialisent le plus souvent dans la production et l'exportation des produits textiles, les personnels ont accompli en moyenne huit années d'études³⁸. Par conséquent, ces entreprises représentent un caractère intensif en travail à Madagascar pour les jeunes.

Malgré les bienfaits de la présence de ces entreprises à capitaux majoritairement étrangers, les jeunes Malgaches restent vulnérables en matière d'accès au marché de l'emploi. En effet, les plus jeunes sont relativement les plus nombreux à être sans emploi. Ce phénomène s'explique en partie par le faible taux de fréquentation scolaire et par un abandon trop précoce de l'école qui provoquera par la suite des difficultés des jeunes à s'insérer sur le marché du travail.

Cette situation peut être due à l'échec du système politique malgache qui n'a jamais priorisé les jeunes dans leur insertion et formation professionnelle. Des auteurs à l'instar de (Stiglitz, 2012) dénoncent cet échec du système politique, et même s'il parle des pays industrialisés, le constat reste plus ou moins identique pour le cas de Madagascar. Nous citons Stiglitz : « Les chômeurs dont font partie des jeunes au parcours irréprochables qui ont étudié avec ardeur ('qui ont respecté les règles', comme aiment à dire certains élus), se retrouvent face à un choix brutal : rester au chômage ou accepter un emploi très inférieur à leur qualification. Et dans bien des cas, ils n'ont même pas ce choix : il n'y a pas d'emploi, depuis des années »³⁹.

³⁸ Voir « *Le soutien à l'emploi des jeunes à Madagascar : quels secteurs à développer et quels types de programmes à mettre en œuvre ?* » PNUD, 2016, page 16.

³⁹ Joseph E. Stiglitz, *Le Prix de l'inégalité*, New York, 2012 page 18.

Partant du constat de Stiglitz, nous nous apercevons que le système politico-économique malgache n'est pas compatible avec l'accès des jeunes sur le marché de l'emploi et qu'il n'a pas permis de prévenir les différentes crises cycliques ayant été à l'origine des chutes d'IDE que le pays a connues ces dernières années. Il s'est traduit par l'accroissement de la pauvreté et une aggravation de la vulnérabilité des couches les plus défavorisées et particulièrement les jeunes entre 15 à 35 ans. Le système politico-économique mis en place dans la Grande Île n'a permis d'enrayer la montée des inégalités et de protéger les plus faibles.

Section 5.3. L'instabilité politique, facteur de réduction de la croissance qui elle-même accroît la vulnérabilité de la jeunesse malgache

L'auteur (Barro, 1999) indique dans ses écrits que l'une des causes du déficit de ressources productives est avérée quand les catégories les plus défavorisées de la population basculent dans les pratiques illicites (ou informelles) voire criminelles ou en arrivent à se révolter contre l'ordre politique par manque d'alternatives. La première catégorie de la population qui est la plus vulnérable à basculer dans ces pratiques illicites reste les jeunes de 15 à 35 ans. Ils ne s'insèrent pas dans le processus de production car il y a une contradiction entre les politiques de la jeunesse adoptées par les décideurs du pays et les revendications des jeunes. Par conséquent, la criminalité grimpe de façon exponentielle dans la Grande Île, or la lutte contre la criminalité à Madagascar est très budgétivore et accapare beaucoup de ressources qui pourraient être utilisées dans des autres secteurs plus productifs et plus créateurs de valeur ajoutée.

Une criminalité accrue, impliquant le plus souvent les jeunes dans les actes, est perçue comme un risque élevé pour les investisseurs à Madagascar, provoquant par la suite une réduction des dépenses d'investissement qui impacte négativement par la suite la croissance économique malgache.

Au final, ce sont les plus jeunes qui paient le plus lourd tribut du cercle vicieux de l'instabilité politique et deviennent les plus vulnérables parmi les différentes catégories de la population. En effet, sans espoir et soutien financier de la part de l'État pour leur permettre de les intégrer la classe moyenne, certains jeunes tentent d'emprunter la voie de la délinquance à travers les vols, agressions, trafics de tout genre. De plus, le mécontentement est quasi généralisé tant à la campagne avec les actes de banditisme récurrents des *dahalo* (bandits, voleur de bétail) dans la partie Sud-ouest de la Grande Île que dans les grandes villes à travers les enlèvements de tout genre frappant fréquemment les opérateurs économiques étrangers. Cette situation d'insécurité ternit encore davantage l'image de Madagascar aux yeux des potentiels investisseurs, pourtant indispensables dans la lutte contre la pauvreté et la réduction de la vulnérabilité de toute la population et particulièrement de la population jeune.

Chapitre 4. Rôle des solidarités

Comme dans beaucoup d'autres pays d'Afrique, Madagascar enregistre un taux élevé de pauvreté et des conditions de travail précaires. Dans ces conditions, la solidarité peut jouer un rôle vital en tant que filet de sécurité sociale (INSTAT, Enquête Nationale sur le Suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement à Madagascar, 2013).

Compte tenu donc de la dimension du concept de « solidarité » utilisé dans cette recherche, il est nécessaire de s'intéresser à la solidarité en tant que concept sociologique. Dans tous les écrits sur la solidarité, Durkheim est l'un des grands précurseurs tant de la sociologie que du concept de solidarité.

Dans ce quatrième chapitre, il sera donc judicieux de traiter en premier lieu du mécanisme de solidarité. Seront exposés dans ce chapitre, le principe de formation du lien social en se basant principalement sur l'œuvre de Durkheim tout en vérifiant empiriquement la pertinence de ses théories avec les enquêtes qualitatives menées sur le terrain. Ceci nous mènera par la suite à l'étude de la solidarité à travers la similitude dans la société rurale malgache. Après avoir explicité les mécanismes de solidarité, l'étude se focalisera sur le lien social et la vulnérabilité, c'est-à-dire les relations d'interdépendance entre solidarité et vulnérabilité ainsi que les facteurs provoquant la vulnérabilité par rapport aux chocs économiques et sociaux que peuvent subir la population ou la communauté concernées. Il y sera ainsi développé le concept de vulnérabilité sociale ainsi que quelques concepts spécifiques à la société malgache sur les liens sociaux tel que le *fihavanana* et le rôle des réseaux relationnels pour la résilience de la population face aux chocs. Enfin, dans le cadre de l'étude de la capacité et la vulnérabilité, sera traité la relation entre lien social et capacité. Nous y exposerons les facteurs de capacité des jeunes en milieu rural tant pour leur intégration économique que sociale en y étudiant leurs composantes dans le contexte de la solidarité. Cela permettra d'identifier le mécanisme par lequel les jeunes s'émancipent de leur vulnérabilité, ou au contraire favorise leur fragilité face aux chocs.

Section 1. Mécanisme de solidarité

Le concept de solidarité a vu le jour grâce à la théorie économique de la division du travail. Dans « La richesse des nations » d'Adam Smith, il y est exposé le principe de la division du travail selon lequel plus une société évolue économiquement, plus il est nécessaire de spécialiser un ouvrier dans une tâche précise afin d'améliorer la productivité globale. Durkheim, quant à lui, y voit non une dissociation de la classe ouvrière mais une opportunité d'unification. En effet, cette division du travail n'est pas spécifique au monde économique, c'est aussi un phénomène social responsable de la solidarité. Plus les unités de travail se spécialisent dans un domaine, plus les travailleurs deviennent interdépendants car ils ont besoin les uns et des autres pour arriver à produire efficacement. Cette division du travail ne s'applique pas seulement dans le secteur productif mais aussi dans toutes les structures sociales.

Ce schéma se retrouve aussi en milieu rural dans les pays en développement. Il permet de comprendre pourquoi la plupart des couples malgaches, surtout ceux qui sont en milieu rural, préfèrent avoir beaucoup d'enfants pour disposer d'une main-d'œuvre issue de leur propre foyer, et dont les membres puissent s'entraider lorsque les parents sont âgés ou quand l'un d'entre eux est malade (Gastineau, 2005).

À l'instar d'un ménage type dans le milieu rural de Madagascar, chacun a un rôle spécifique dont l'accomplissement permet à l'ensemble de ses membres de vivre en harmonie et d'avoir un sentiment d'appartenance à un groupe social. Dans une famille typique dans le district de Soavinandriana Région Itasy qui a fait l'objet de notre enquête qualitative, le père, considéré comme chef de famille, travaille la terre pour nourrir sa femme et ses enfants. La mère effectue quant à elle les tâches ménagères et s'occupe des enfants tout en faisant la cuisine et autres activités intérieures. Les enfants aident dans les tâches ménagères et autres, notamment les jeunes garçons qui s'occupent du bois de chauffe et du bétail tandis que les jeunes filles sont responsables de l'approvisionnement en eau et des volailles.

Chacun des membres du ménage a un rôle spécifique et le non accomplissement d'une tâche de la part de l'un d'eux aurait des conséquences néfastes pour toute la famille. Ils

ont donc tout intérêt à rester solidaires car ils sont mutuellement interdépendants. Durkheim, à travers plusieurs exemples comme le mariage et la division sexuelle du travail, démontre que le plus remarquable effet de la division du travail n'est pas qu'elle augmente le rendement des fonctions divisées mais qu'elle produit la solidarité (Durkheim, 1991).

De plus, les liens forts de solidarité entre les membres font des liens familiaux un élément fondamental de la gestion économique familiale en milieu rural (Locoh, 2002). Razanamparany a également montré dans sa thèse qu'à Madagascar le noyau familial joue un rôle fondamental dans le système relationnel en milieu rural. L'entraide en agriculture matérialise la relation familiale dans l'économie familiale rurale (Razanamparany, 2016).

Section 1.1. Les fondements et types de solidarité

Il est important de comprendre le mécanisme conduisant à la solidarité afin de mieux cerner le phénomène liant la vulnérabilité et la capacité des jeunes dans la tranche d'âge des 14-25ans. Durkheim explique que la solidarité est « un fait social que l'on ne peut bien connaître que par l'intermédiaire de ses effets sociaux » (Durkheim, 1991), effets sociaux qui se basent sur les conséquences sociales de la division du travail. Ces dernières se basent sur les règles de droit qui sont, pour Durkheim, la source principale de solidarité sociale et dont une partie touche obligatoirement la division du travail.

Durkheim parle principalement de droit, car le droit possède cette fonction répressive sur l'individu qui le conduit à se comporter d'une certaine manière. En général, le droit peut être défini comme l'ensemble des règles régissant la société et qui lui permet de rester en harmonie. Il trouve sa source notamment dans les règles de droits écrits et les règles de droit non écrit aussi, appelé règles de droit coutumier, qui sont l'ensemble des comportements à adopter au sein d'une société ou d'une communauté. Ceux-ci perdurent pendant de nombreuses années et la non-conformité de ces comportements de la part d'une personne porte atteinte au bon fonctionnement de la société et peut donc s'avérer passible de sanctions, de manière plus ou moins explicite.

La connaissance des règles existant selon le groupe social dans laquelle se situe l'individu le mène à être solidaire de ce groupe, un individu ayant un comportement spécifique avec restriction de ses actes, selon sa religion, sa culture, son éducation, etc. Par exemple, Durkheim indique qu'un individu tend à se rapprocher plus facilement d'un autre individu ayant les mêmes comportements. Ce type de solidarité est appelé par l'auteur « solidarité mécanique ou par similitude » (Durkheim, 1991).

Dans cette dernière forme de solidarité, les liens sociaux se basent en général sur le fait que les individus ont un même niveau de conscience sociale, ont les mêmes paradigmes et sont dans une situation semblable les uns des autres, ce qui rend difficile l'émergence d'une conscience individuelle qui pourrait être nécessaire au développement social et économique de la société.

Un second type de solidarité que l'auteur nomme « solidarité organique », qui est concomitante justement à la division du travail, est aussi à prendre en compte pour comprendre le mécanisme de solidarité au sein de la société malgache. Ce second type de solidarité se caractérise généralement par la spécialisation de toutes les structures sociales et économiques, par la diversité des paradigmes et une hétérogénéité de la conscience collective menant à l'interdépendance de toutes les composantes de la société.

Toutefois, il est important de traiter de la solidarité au sein de la culture malgache et selon les valeurs culturelles malgaches pour élucider tout le mécanisme de solidarité dans le contexte de l'étude du rôle de ce dernier. De ce fait, la solidarité trouve son origine dans la conformité des individus aux règles sociales sur lesquelles se basent toutes les interactions interindividuelles et collectives.

Section 1.2. La solidarité mécanique dans la culture malgache

Dans la société malgache, il existe une hiérarchie selon laquelle les *Raiamandreny* (parents, anciens) sont à respecter et que les *zanaka* (enfants) leurs doivent du *valimbabena* (rembourser aux parents ce qu'ils ont fait pour mener l'enfant à la réussite). C'est

une forme enchevêtrée entre la solidarité mécanique et organique dont le processus et les liens sociaux s'expliquent par l'existence de cette coutume par laquelle parents et enfants sont interdépendants. Le non accomplissement de ces devoirs de la part de l'un de ces tiers est mal vu par la société malgache et est contraire aux bonnes mœurs, tandis que le fait de mener à bien ces actions est félicité par la société et augmente le respect et le prestige accordé aux agissants.

Ces caractéristiques sont ceux d'une société traditionnelle, selon la définition de Durkheim, c'est-à-dire qu'ils partagent la même conscience collective⁴⁰, la religion influence les manières les plus concrètes de penser et de vivre, la société n'a que peu de marge de manœuvre (Durkheim, 1991).

La logique des sociétés primitives ou traditionnelles dans la division du travail social (Durkheim, 1991) se reflète tout d'abord par l'influence de la croyance et de la tradition. En effet, l'organisation de la vie du groupe repose essentiellement sur le culte des ancêtres, sur le poids d'un passé commun. Les traditions, les coutumes, les rites, les habitudes héritées structurent et organisent la vie de ces sociétés. Par analogie à la société malgache, le culte des ancêtres (*razana*) est encore bien prédominant, ainsi que les coutumes, les traditions et les rites. Comme expliqué précédemment, ils sont considérés comme des règles à suivre, régulant la vie en société et sont responsables des liens sociaux, à l'exemple du *famadihana* qui est une tradition (« retournement des morts ») permettant de renouer et d'avoir la bénédiction des *razana*, ou encore la manifestation des *tromba* (possession) surtout dans les Régions côtières.

Ces traditions et coutumes s'imposent ainsi de manière immuable et garantissent l'équilibre social. Ces coutumes dictent l'attitude à adopter en groupe et laisse peu de place à l'innovation individuelle. Le droit y est répressif dans le but de sauvegarder les traditions et les valeurs, le non-respect des règles entraînant rapidement une rupture du fragile lien social.

⁴⁰ Ensemble de croyances et de sentiments communs produisant spontanément soumission et loyauté des individus par rapport au groupe

En second lieu, cette logique se caractérise par le mode d'intégration social qui se manifeste par l'intégration des idéaux et des codes de la société par l'individu grâce à l'influence de la conscience collective. Cette conscience collective assure l'intégration de chaque individu à la société et garantit la stabilité de la société en exerçant un contrôle social permanent. Dans ce cadre, l'individu est totalement absorbé par le groupe et ne détient rien pour se démarquer du groupe. Ainsi, la société permet à l'individu d'exister et il n'est rien sans elle et les ressemblances entre individus créent du lien et les rendent solidaires. L'individu s'efface alors et se fond dans le groupe. « L'individu ne s'appartient pas, c'est littéralement une chose dont dispose la société » (Durkheim, 1991).

En faisant la comparaison avec la société malgache, la majorité des caractéristiques d'une société primitive ou traditionnelle précédemment citée sont présentes. Les liens sociaux se basent sur la similitude et ressemblance entre les individus. À titre d'exemple empirique, un jeune homme nommé Tiavina, interviewé par nos soins dans la Région Itasy District Soavinandriana commune Amberomanga, affirme que dans son entourage, ses amis sont surtout ceux qui ont un même niveau de revenu que lui et sa famille car, selon ses dires, ceux qui sont plus aisés tendent à ne pas socialiser avec eux, sûrement à cause de leurs habits ou de leurs habitudes de vie différentes.

Ce jeune homme est issu d'une famille paysanne qui vit de la terre et les liens sociaux qu'il entretient sont vastes car beaucoup d'autres paysans sont dans sa situation. Il connaît la majorité des autres paysans et parle à presque tout le monde, sauf aux grands propriétaires fonciers qui ne sont pas souvent présents sur leurs terres mais font travailler d'autres familles comme la sienne. La question de son avenir lui a été posée et il a répondu sans équivoque qu'il était destiné à hériter des terres de son père et à cultiver à son tour car « c'est la tradition » affirme-t-il. Il devait aussi faire vivre toute la famille, une famille composée de la grand-mère, des deux parents et de six frères et sœurs dont il est le cadet, l'aîné ayant déjà sa propre famille et habitant dans un village voisin.

En approfondissant la discussion, il refusa l'idée de pouvoir devenir indépendant des liens qu'il entretient avec ses parents et ses semblables car ce ne serait pas approprié. Les rêves, selon ses dires, ne sont pas faits pour les « gens comme lui » mais sont faits pour les gens « libres ». En lui posant la question de ce que « libre » signifiait pour lui, il a répondu

c'est ne pas être contraint par son entourage ou ses parents et avoir les moyens financiers nécessaires pour arriver à atteindre ses « rêves ». Ses rêves à lui étaient de devenir un grand propriétaire foncier et d'être un grand producteur de riz ayant des centaines de zébus à sa disposition et des tracteurs et herse motorisées qu'il louerait à ses semblables.

Il aurait aimé continuer ses études mais à cause des problèmes auxquels font face sa famille, qu'ils soient de nature économique ou climatique, il a dû abandonner ses études afin de pouvoir aider son père et faire entrer plus d'argent au sein du ménage. Bien qu'il ne représentait qu'un individu parmi d'autres, le constat est tout de même là, l'individu fusionne avec la collectivité, il ne peut émerger en tant qu'individu autonome et doit se conformer aux valeurs de la société. La non-conformité est très mal vue, voire répréhensible, les liens sociaux proviennent des similitudes.

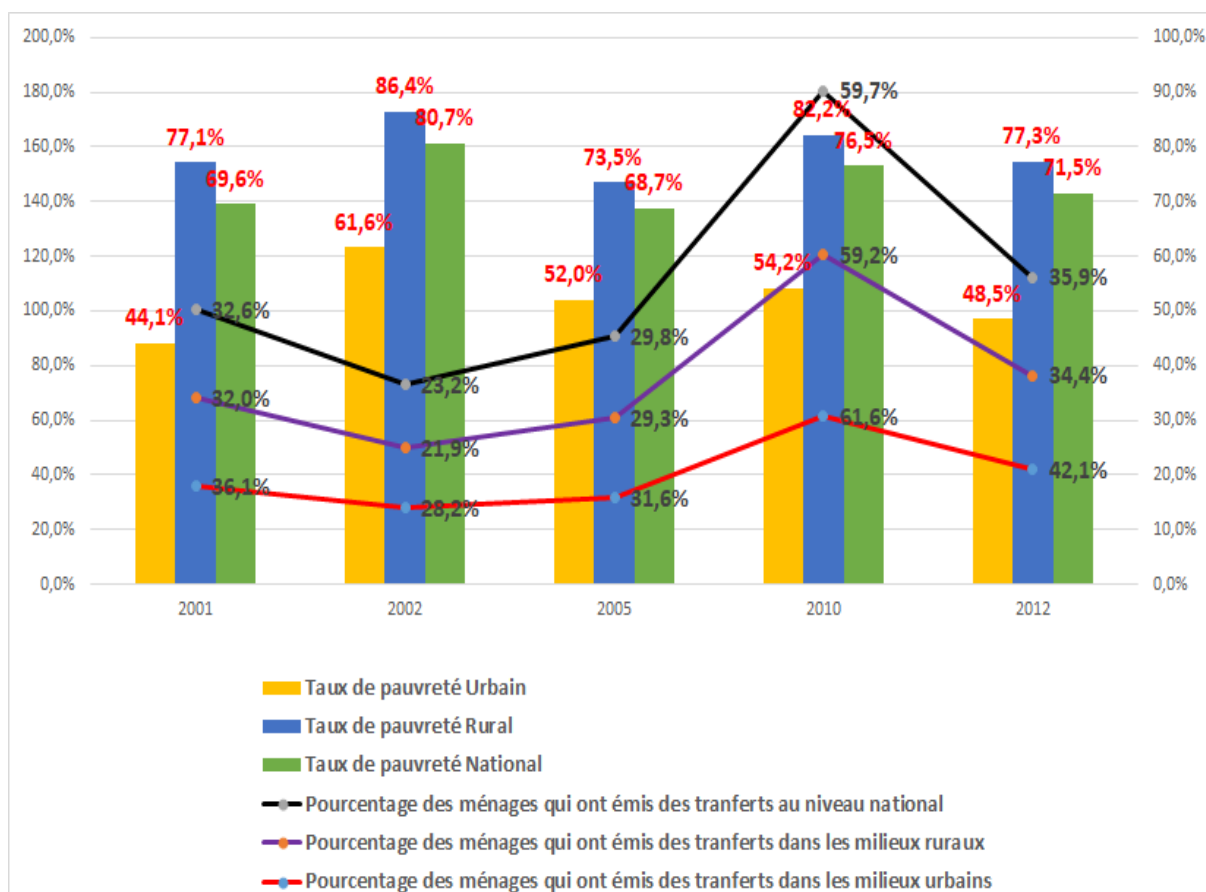
Cependant, certaines exceptions existent dans cette société malgache, à l'exemple des petites entreprises rurales qui ont pu décoller avec l'initiative du secteur public et/ou privé, favorisant l'hétérogénéité des profils et des emplois. Comme déjà énoncé plus haut, au fur et à mesure que la division du travail progresse, la conscience collective s'affaiblit, et l'individu émerge pour avoir une forte conscience individuelle en s'affirmant et en prenant de la distance par rapport à la société ou au groupe auquel il appartient.

Un autre aspect de la solidarité mécanique dans la culture malgache est l'entraide familiale qui s'est matérialisée par le transfert qui est une ressource émise ou reçue par un ménage sans aucune contrepartie directe. Le transfert se fait donc entre deux ménages différents, sans forcément avoir des liens familiaux. « La solidarité, l'entraide et la réciprocité sont au centre des relations de *fihavanana* » (Sandron, 2014, p. 269). Le *fihavanana* est difficile à traduire en français, il est à la fois l'expression du lien social au sens large et un ensemble de règles régissant ce même lien social.

Lors de nos entretiens, une jeune fille de 23 ans, étudiante à l'Université d'Antananarivo, résidant à Tanjombato dans la Région d'Analamanga, mais originaire de la Province de Mahajanga, bénéficiaire de transferts venant de sa famille à l'étranger nous disait : « je ne peux pas suivre mes études sans l'aide d'autres personnes, soit mon cousin à l'étranger, soit mon frère à Antananarivo qui me font parfois parvenir de l'argent, soit l'ami de mon

père originaire de Mahajanga habitant à Antananarivo, nous l'appelons Tonton même s'il n'y a aucun lien familial entre nous. Et tout ça est dû au *fihavanana* ».

Graphique 14 : Évolution de la proportion des ménages qui ont émis des transferts et taux de pauvreté entre 2001 et 2012



Source : INSTAT/EPM2001/2002/2005/2010 et ENSOMD2013/Nos propres calculs

Le graphique 14, élaboré à partir des résultats des enquêtes permanentes auprès des ménages réalisés par l'INSTAT, montre que les opérations de transfert entre familles varient d'une année à l'autre. Entre 2001 et 2005, le pourcentage des ménages ayant émis des transferts par milieu de résidence ne suit pas les tendances des évolutions du taux de pauvreté. Pourtant, entre 2005 et 2012, les taux de pauvreté et les opérations de transferts suivent les mêmes tendances, tant en milieu rural qu'en milieu urbain. Il en est de même pour l'ensemble du pays.

Pour ce dernier, en 2012, 35,9% des ménages ont effectué des transferts vers d'autres ménages, contre 59,7% en 2010. A l'inverse, 33,2% ont reçu des transferts, contre 46,5% en 2010. Une baisse des opérations en 2012 par rapport à 2010 a été donc constatée. Cela illustre l'esprit malgache en matière d'entraide et de solidarité lorsque les membres de la famille se retrouvent dans une situation difficile, comme en cette période de crise. Par ailleurs, l'on remarque qu'en 2002, le taux de pauvreté est plus élevé par rapport à celui de 2010, et la durée de crise au cours de l'année 2002 était plus longue que celle de 2010. Ceci pourrait constituer les raisons pour lesquelles, les pourcentages des ménages qui ont émis des transferts ont accusé des baisses notables en 2002. En effet, l'enthousiasme des Malgaches pour s'entraider pourrait être limité par la vulnérabilité.

Tableau 22 : Évolution de la répartition des transferts émis par motif entre 2001 et 2012

	2001	2002	2005	2010	2012
Indemnisation	2,3%	2,3%	3,2%	3,2%	3,3%
Bourse	1,8%	5,2%	3,3%	4,2%	4,3%
Us et coutumes	39,2%	31,1%	35,2%	27,3%	19,0%
Appui	11,3%	12,5%	9,6%	11,5%	15,8%
Soutien à la famille	28,5%	33,2%	20,1%	21,5%	31,7%
Impôts et taxes	16,9%	9,1%	7,8%	10,8%	1,7%
Don	0,0%	0,0%	11,8%	17,3%	16,1%
Autres	0,0%	6,6%	9,0%	4,2%	8,1%
	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : INSTAT/EPM2001/2002/2005/2010 et ENSOMD2013/Nos propres calculs

Les principaux motifs des transferts effectués concernent principalement le « soutien à la famille » et « us et coutumes ». Pour ces derniers, il s'agit notamment des participations aux cérémonies traditionnelles et festives comme les *famadihana*. Cependant, les transferts liés aux us et coutumes tendent à régresser entre 2001 et 2012. En effet, en 2012 par rapport à l'année 2001, la proportion des ménages ayant émis ces transferts a accusé

une baisse de plus de 20 points de pourcentage. Et par rapport à l'année 2002, une diminution de 8,3 points. Toutefois, il est à noter que ces transferts relatifs aux us et coutumes tiennent toujours une importance particulière dans les familles malgaches car ils se trouvent en première ou en deuxième position, tant en milieu rural qu'en milieu urbain.

Concernant les transferts relatifs au « soutien à la famille », ils tiennent toujours également le deuxième rang. Il est à remarquer qu'en 2012, ils devancent les transferts « us et coutumes ». L'on note aussi l'importance des dons effectués entre les familles. Ce type de transferts occupe la troisième place. Par rapport aux années avant 2005, plus d'une famille sur dix a effectué ces opérations, avec des fréquences plus remarquables en zones urbaines (22,6 % contre 14,4 % en zones rurales). Tous ces résultats nous ramènent à confirmer encore l'importance de la tradition et l'esprit d'entraide encore vivace des Malgaches.

Section 1.3. La solidarité organique au sein de la communauté malgache

Dans la Région étudiée, en questionnant un jeune responsable au sein de la commune d'Amberomanga, on a pu constater que, similairement à la personne interviewée précédemment, il est issu d'une famille paysanne qui travaille la terre et qui connaît bien le premier garçon, mais contrairement à lui, ses parents ont investi dans ses études et il a pu obtenir son diplôme de baccalauréat. Son rêve à lui est d'intégrer la fonction publique à Antananarivo comme contrôleur des impôts ou des douanes mais pour l'instant il se consacre aux petites tâches administratives afin « d'agrandir son réseau » pour faciliter son entrée dans la fonction publique.

En lui demandant comment les autres jeunes de son âge le voyaient, il répondit avec sourire qu'ils étaient admiratifs et que beaucoup d'entre eux fondaient leurs espoirs sur lui pour améliorer la condition des vies des ruraux dans cette Région. Dans la commune où il travaille actuellement, il affirme que travailler seul est très difficile car toutes les personnes travaillant sont toutes aussi importantes les unes que les autres. En effet, le *chef*

fokontany (responsable de village, le *fokontany* est une division administrative) a besoin de son adjoint et d'un secrétaire pour pouvoir l'assister car beaucoup de travail l'attend en dehors de son bureau vu qu'il est considéré comme un représentant de l'État et un *Raiamandreny* (notable, personne respectée). À part cela, la Poste, le Fisc, la Jirama (fournisseur d'électricité), etc., ont besoin des uns et des autres car les paperasses venant de la ville d'Antananarivo doivent circuler et les documents nécessaires pour effectuer des activités commerciales et administratives passent forcément par le *fokontany*. Alors, les institutions, ainsi que les personnes y travaillant coopèrent et sont interdépendantes pour le bon fonctionnement de la société, ce qui est une marque de solidarité organique.

Cependant, cela ne peut être observé qu'au niveau des structures administratives où les tâches ont été spécialisées au fur et à mesure que les besoins concernant ces dernières évoluent. Dans les structures locales, telles que les ménages agriculteurs et laboureurs, les petits vendeurs et épicerie, l'atmosphère de la conscience collective pèse toujours, la similitude crée la solidarité et l'émergence de l'individualisme est vue d'un mauvais œil.

La solidarité des individus se fonde alors sur le principe de la solidarité mécanique étant donné que les circonstances du milieu dans laquelle la communauté étudiée vit sont celles d'une société primitive. Cette solidarité mécanique se manifeste surtout dans les relations interindividuelles et intergénérationnelles entre parents et enfants, due à la place importante accordée au respect des aînés et à la gérontocratie. C'est évidemment sur ce lien social fondamental que se base la majorité des interactions sociales qui sont à la source des potentialités ou non des jeunes ruraux.

Section 1.4. La solidarité dans la société malgache

La population malgache est réputée être jeune, ainsi, la part des personnes âgées est de moins de 3% (Banque mondiale, 2017). La minorité des aînés possède un pouvoir et une force persuasive symbolique car ils sont considérés comme étant la source de la vie et les détenteurs de sagesse. Ils sont ainsi respectés par l'ensemble de la communauté en les dispensant des activités quotidiennes (Cousin, 1963). À partir d'un certain âge, les aînés sont pris en charge matériellement par leurs enfants, prise en charge appelé « *valim-*

babena » dans la culture malgache, qui est la contrepartie des efforts que ces aînés ont fait pour éduquer leurs enfants qui sont maintenant des adultes autonomes.

Ces prestations réciproques se font au cours de la vie de chaque individu car ayant été enfant, tous leurs besoins ont été comblés par les parents donc une fois adulte, les anciens parents qui ne peuvent plus travailler peuvent se reposer entièrement sur leurs enfants devenus grands et indépendants (Ramasindraibe, 1975). Cette forme de prise en charge des aînés par leurs descendants est la principale forme de solidarité envers les personnes âgées. Les systèmes de solidarité moderne comme les caisses de retraite ne concernent qu'une partie marginale de la population âgée malgache ne prenant pas en considération les personnes n'ayant pas été salariées dans le système formel urbain. Ainsi, un système gérontocrate sert de base à la vie rurale et le lien de solidarité le plus répandu est celui de la solidarité entre générations d'ascendants et de descendants.

Une étude menée par Andonirina Rakotonarivo (2010) sur le rôle des personnes âgées dans la migration en milieu rural malgache montre, d'une part, que pour entrer dans un réseau social dont on ne fait pas partie et qui est fermé, il est nécessaire qu'un *raiamandreny* intervienne et soit garant de la personne qui souhaite entrer dans le réseau car le *raiamandreny* tient une place prépondérante et est une garantie de confiance. (Rakotonarivo, 2010). D'autre part, le réseau social des personnes âgées est plus important que celui des jeunes ce qui leur permet d'influer sur la décision d'une communauté ou d'un réseau filial. Leur statut de *raiamandreny* valorisé par l'âge et la respectabilité leur confère aussi une capacité de mobilisation efficace de leurs relations sociales (Rakotonarivo, 2010). La solidarité se produit ainsi d'abord dans les relations avec la parentèle pour se propager dans les liens familiaux avant d'être une solidarité communautaire.

De plus, la structure familiale malgache tend à être plus nucléaire que la majorité des familles africaines qui sont plus étendues. Le respect du *fihavanana* nécessite, paradoxalement, le maintien d'une certaine distance avec les membres de la famille, se manifestant par la non cohabitation, pour pouvoir favoriser les relations sociales telles qu'édictees dans la société malgache (Rakotonarivo, 2010).

En résumé, la solidarité dans la société malgache se base donc sur un système de respect des traditions et des personnes âgées pour perpétuer le *fihavanana*, forme de relation sociale à la source de la solidarité.

Section 2. Lien social et vulnérabilité

La vulnérabilité est un concept assez récent développé par les Nations Unies dans différentes études pour décrire la situation dans laquelle se trouve la majorité des familles pauvres dans le monde. À cet effet, la Banque Mondiale formule que « la vulnérabilité mesure la probabilité qu'un choc entraîne une diminution du bien-être » (Banque Mondiale, Rapport 2001, p.139). Ce concept met en exergue le sentiment d'insécurité d'un ménage, la perception de cette situation par ce dernier et les dangers auxquels il doit faire face (Awlang & al., 2001).

Ainsi, les familles dans une situation précaire avec de faibles revenus pécuniaires sont les plus exposées aux risques, par rapport aux familles ayant une « bonne situation » (Fafchamps, 1999) et elles sont ainsi beaucoup plus vulnérables. Shackle (1945) la définit comme une perte d'ascendance par rapport aux événements, événements qui sont aléatoires, mais dont la probabilité d'occurrence est reflétée par notre ignorance (Suppes, 1981). Dans le cadre de l'étude du lien social et de la vulnérabilité, Adger (2006) la définit comme la susceptibilité d'être affecté par le stress lié aux changements sociaux et environnementaux mais aussi comme une absence de capacité à s'adapter.

Soulet (2005) apporte un nouveau point de vue, notamment concernant la vulnérabilité sociale. À travers ses propos, l'auteur explique que la vulnérabilité concerne les potentialités communes à chacun mais de manière inégalement répartie, et que la vulnérabilité sociale concerne l'individu en phase de transition subissant des modifications structurelles en passant de l'être-ensemble à l'émergence d'un nouveau modèle socioculturel marqué par l'individualisme. Cela entraîne la déstabilisation des repères sociaux de l'individu qui est contraint de reconceptualiser continuellement ses rapports sociaux afin d'être reconnu par ses pairs.

Les changements sociaux, selon Durkheim (1991), résultent du passage d'une société primitive à une société moderne, ou du moins à l'échelle d'une Région ou d'une caste. Le passage de la solidarité mécanique, où l'individu se conforme à la conscience collective et fusionne avec la société dans laquelle il vit et dont la similitude unit les personnes spontanément dans cette société, à l'émergence du caractère unique de l'individu qui le rend indépendant de la conscience collective et où la solidarité est un acte de volonté des individus car même indépendants, ils deviennent interdépendants puisqu'ils sont liés entre eux par leurs complémentarité et non plus par leurs similitude, se produit par l'évolution générale de la société se traduisant par la spécialisation des fonctions des individus.

Dans la société malgache, les similitudes sont plus une source de solidarité que les dissemblances et l'originalité. En effet, les différentes provinces sont divisées en plusieurs Régions contenant d'innombrables castes et même si la langue malgache est nationale, chaque Région possède son propre dialecte et l'individu malgache moyen tend à nouer plus facilement des relations avec celui qui a le même dialecte et la même culture que lui.

Dans la Région étudiée d'Analamanga et Itasy, la langue utilisée est encore le malgache officiel, ce qui a facilité les études et enquêtes menés sur le terrain. Ce que nous avons pu constater en premier était la courtoisie réservée aux non-résidents de la zone. Dans la culture malgache, sont considérés comme des *vahiny* tout visiteur ne logeant pas dans le même quartier, voire même dans la même maison. Ainsi, même les membres de la famille proche sont considérés comme des *vahiny* quand ils rendent visite à leurs proches. La courtoisie ainsi que la politesse, surtout envers les *raiamandreny*, sont des coutumes et rites à respecter.

Le respect des étrangers est une des formes par laquelle se manifeste la solidarité mécanique, la conscience commune voulant que tous les invités se sentent bien accueillis. Cela engendre l'émanation des liens sociaux entre résidents et étrangers et permet de perpétuer les règles de bienséance. Cependant, des désaccords entre différentes tribus de la Grande Île datant de l'époque monarchique malgache se font perpétués entre les diverses générations et fragilisent cette relation tirant sa source de la similitude,

notamment de l'appartenance à la même île. Ainsi, les liens sociaux entre différents castes et personnes parlant des dialectes différents sont plus difficiles. Cependant, ce qui nous intéresse ici est davantage le rapport entre le lien social entre personnes de même Région et la vulnérabilité.

Section 2.1. Vulnérabilité sociale

Comme l'a défini Adger (2006), les changements sociaux et environnementaux ainsi que l'absence de capacité d'adaptation de la part des individus constituent la vulnérabilité. Un changement progressif des relations sociales due à l'influence des cultures non malgaches, qu'elles soient occidentales ou orientales, est donc un facteur de vulnérabilité social du même ordre que l'incapacité à nouer des liens sociaux au niveau du groupe dans lequel l'individu vit. Cette incapacité peut être accentuée par un manque de moyen pécuniaire pour subvenir aux besoins de base et empêche la création de liens sociaux entre les individus subissant cette situation à cause du temps passé et du stress causé par la recherche incessante de source de revenu. Dans nos entretiens, cela est le cas par exemple du jeune économiste de 23 ans qui a dû prendre un travail de veilleur de nuit afin de pouvoir faire vivre sa famille.

Courade et Suremain (2001) soulignent qu'en Afrique subsaharienne, plus l'individu est aisé dans le tissage de liens sociaux, plus il lui est facile de vivre et de satisfaire ses besoins. Au contraire, un individu, même ayant un niveau universitaire, n'ayant pas ou ayant peu de liens sociaux dans la société où il vit, aura toujours des difficultés pour trouver du travail, s'enrichir, ou juste satisfaire ses besoins de base.

L'exploitation des liens sociaux au profit de quelques individus provoque dans ces conditions une forme de dérèglement de la société qui se traduit par une forte inégalité sociale, et par conséquent accroît le nombre d'individus vulnérables par rapport aux chocs économiques, sociaux, et environnementaux.

L'appartenance à des réseaux sociaux constitue donc une forme de résilience face aux divers chocs auxquels l'individu peut être confronté. Ces réseaux peuvent aussi être

religieux, professionnels, familiaux, amicaux, associatifs, membres de clubs, etc. Comme l'illustre la situation des divers jeunes interviewés dans les Régions Analamanga et Itasy, ceux qui n'appartiennent à aucun ou peu de réseaux ont plus de difficulté à faire face aux chocs économiques et sociaux, tandis que ceux qui ont l'initiative d'adhérer à une association ou de participer à la vie sociale et/ou économique à travers des organisations s'en sortent plus facilement et deviennent moins vulnérables.

Sandron (2006) explique dans cette perspective que le *fihavanana* est une source fédératrice de réseau et ne doit pas être négligé. La décision ou non d'adhérer à un réseau social fait toujours appel à ce contexte car plus un individu appartient à des réseaux, plus son système de *fihavanana* est complexe. À Analamanga et Itasy, un individu choisit d'intégrer un réseau ou non selon un arbitrage qui se traduit de la manière suivante : rester dans la situation dans laquelle il se trouve, en connaissance des causes et risques, ou adhérer à un réseau où l'environnement social est nouveau et où il faudra s'adapter sans connaître les risques qu'il encourt.

L'exemple type de l'arbitrage social dont le Malgache fait face est celui du *famadihana*. Ce rite traditionnel, appelé aussi parfois « retournement des morts », mobilise le réseau primaire d'un individu, la parentèle, ce qui le destine à se conformer à la tradition. Cependant, en intégrant un autre cadre relationnel, religieux notamment, l'individu est contraint d'abandonner cette tradition. Il doit ainsi arbitrer entre ses différents réseaux relationnels et cela engendrera des conséquences profondes sur ses relations et son mode de vie.

Dans nos enquêtes, le principal réseau relationnel est la filiation parentale qui connecte les individus entre eux par des liens familiaux. Ces familles qui sont souvent composées de nombreux membres, et traditionnellement appelé *havana* constituent littéralement l'essence même du *fihavanana*.

Selon Sandron, « Le *fihavanana* à Madagascar est un système de règles, normes et coutumes qui régissent la dynamique de la société locale, édictent les comportements interpersonnels, les modes de sociabilité et les stratégies anti-risque » (Sandron, 2008).

De cette définition découle plusieurs implications, notamment que le *fihavanana* est une source de règles auxquelles les individus doivent se conformer, qu'il régit les relations sociales et économiques des individus, et que, par-dessus tout, c'est la principale source d'assurance pour se prémunir contre la vulnérabilité. Ce propos renferme en lui seul le fondement de base de la solidarité mécanique (Durkheim, 1991) et des liens sociaux existants au sein de la société rurale malgache.

Ceci est soutenu aussi par une citation de Rabemananjara : « On était solidaire parce qu'on se réclamait de la même lignée. On était solidaire en raison du voisinage et de la proximité, face aux périls et aux nécessités. L'aide mutuelle s'exerçait spontanément dans de nombreux domaines et de nombreuses circonstances. On était ensemble pour le travail des rizières, pour l'entretien des terres des personnes malades ou absentes. On était ensemble pour réparer ou construire les tombeaux. On portait secours aux vieillards, aux infirmes, aux souffrants. En cas de décès, c'était la communauté qui se chargeait de tout. Dans le contrat social, on était les uns pour les autres » (Rabemananjara, 2001).

Le *fihavanana* est ainsi basé sur le principe d'entraide et de services rendus réciproquement entre les membres de la communauté (Sandron, 2008). L'effacement de l'individu au profit de la communauté peut paradoxalement devenir une des sources non négligeables de vulnérabilité, non seulement pour l'individu mais aussi pour la communauté entière, à l'instar du jeune cultivateur qui ne voulait se conformer aux vœux de sa famille. Cela peut être expliqué par le fait que le *fihavanana* rend les comportements trop routiniers pour permettre l'innovation ou l'émergence de projets. Dans une telle situation, le risque encouru par l'individu initiateur est transféré à la communauté dans son ensemble, et dans ces conditions, personne n'ose innover de peur d'être mis au ban de la société en cas d'échec (Sandron, 2008).

Ce précepte de base régissant les relations sociales impose diverses obligations pouvant accentuer la vulnérabilité à toute la communauté concernée, obligations difficilement compatibles avec l'émergence de la conscience individuelle. Ces obligations sont nombreuses, citons par exemple les visites mutuelles aux membres de la parenté, la présence aux diverses cérémonies, la participation financière et physique aux divers événements heureux ou malheureux qui affectent un membre de la communauté,

l'entretien du patrimoine familial incluant terres, rizières, maisons, etc., qui sont nécessaires pour garantir la place et le patrimoine de chaque individu dans la communauté où il se trouve et garantir son droit d'accès à la succession de ses parents.

En effet, à Madagascar, posséder des terres et des rizières ne signifie pas seulement profiter des droits de jouissance sur les fruits de ce dernier, mais également des obligations de s'acquitter de ses charges sociales destinées à maintenir le statut des anciens propriétaires et ancêtres (Ottino, 1998). Le patrimoine est ainsi indissociable des obligations sociales car l'un et les autres sont étroitement liés et sont source de solidarité ainsi que de capital à la fois physique et social nécessaire à l'individu pour pallier sa vulnérabilité. Par l'acquiescement de ses obligations, le capital social de l'individu sera donc aussi constitué de capital symbolique évoquant le statut social, la position sociale, l'image et la bonne réputation (Rakotonarivo, 2010).

Gilbert âgé de 43 ans, futur héritier de quelques hectares de terres ayant été divisées avec les membres de sa fratrie, est l'aîné d'une famille vivant dans la commune d'Ankisabe. Il prend en charge ses parents encore en vie qui vivent dans une maison voisine de la sienne. À ses dires, leurs ancêtres étaient des personnes respectées car ils prônaient le *fihavanana* avant tout et ils étaient au service de tous, ils respectaient leurs aînés par-dessus tout. Cette manière de vivre fut transmise de génération en génération mais s'est atténuée après l'émigration de la plupart des membres de la famille dès la génération de ses parents. Actuellement, sa situation est assez précaire car, vivant principalement de l'agriculture, il doit nourrir sa famille en assurant les travaux agricoles tout en gérant son temps avec la réparation de la maison familiale dans laquelle ses parents vivent ainsi que l'entretien de leur tombeau. Il doit aussi représenter la famille toute entière lors des diverses fêtes au sein de leur village ou lors des *famangiana* (présentation des condoléances) pour les décès des personnes de leur cercle social.

Toutes ces obligations doivent être respectées en contrepartie du *fihavanana*, du prestige social qui en découle et de l'espoir d'hériter d'une partie des biens de ses parents. Cette situation dans laquelle Gilbert se trouve le met dans un état favorable à la vulnérabilité par rapport aux chocs économiques et sociaux car il s'expose à la fois aux risques de

perdre son capital social ainsi que les liens sociaux que ses ancêtres ont perpétués et ne pas arriver à satisfaire les besoins de sa famille.

Comme indiqué précédemment, la situation est donc paradoxale. Les liens sociaux, dans une société rurale et précaire comme celle décrite ici dans la Région Analamanga et Itasy, permettent, d'une part, de se prémunir contre la vulnérabilité dans le cas où le *fihavanana* en tant qu'entraide en cas de choc social ou économique est appliqué, comme en cas de décès d'un proche avec le *famangiana* ou en cas d'aléa naturel avec les entraides agricoles. Cependant, ils sont en même temps source de vulnérabilité dans la mesure où ils empêchent les innovations et l'émergence de l'authenticité de l'individu qui permettrait à la communauté de se développer, ainsi qu'ils restreignent l'action de l'individu pour s'échapper de son état de vulnérabilité.

Le statut des jeunes dans ce schéma est particulier, car ce sont généralement les tranches d'âge les plus jeunes qui sont les plus enclines à l'innovation. Cette situation peut donc entraîner dans son sillage des conflits de génération, et accentuer ainsi la vulnérabilité des jeunes dans une société où les anciens gardent un important pouvoir de décision.

Un dernier concept utilisé par les économistes pour pouvoir mesurer empiriquement la vulnérabilité sociale d'un individu est celui de la pauvreté d'exclusion sociale qui peut être mesuré par les indicateurs d'intégration sociale vus sous l'angle de la solidarité, c'est-à-dire de la densité et la mobilisation du capital social, et les indicateurs d'intégration sociale vus sous l'angle de la participation à la vie de la société, c'est-à-dire l'accès et le suivi des informations ainsi que la connaissance des institutions. Mais là encore, si dès le plus jeune âge, les Malgaches sont incités à vivre avec les autres, à collaborer avec les autres et à s'unir, ils sont sollicités à respecter les règles du vivre ensemble au lieu d'exprimer publiquement leur position, surtout lorsque leurs opinions sont en conflit avec celles des autres. Selon l'entendement, un vrai Malgache doit vivre pour la communauté et s'entraider pour être heureux (Martin, 2020).

Section 2.2. Vulnérabilité économique

Madagascar a été classée comme étant le quatrième pays produisant le moins de richesse par habitant en 2018, ce qui la catégorise comme étant l'un des pays les plus pauvres au monde, avec un PBI de 424 dollars par habitant. Selon les données récentes, 92% de sa population serait sous le seuil de pauvreté (Banque Mondiale, 2018) et ce malgré le fait que récemment l'État malgache venait de fixer le SMIC à 200 000 ariary (environ 45 euros) soit une hausse de 18% du salaire minimal. Si Madagascar est indéniablement dans une situation de vulnérabilité économique, cependant on constate que, malgré cela, la population malgache arrive toujours à survivre face aux difficultés financières auxquelles elle fait face.

La solidarité explique en partie cette résilience car dans un cas de vulnérabilité économique, donc un manque d'argent ou de vivres, il est relativement aisé d'aller emprunter par-ci et par là, puisque par respect du *fihavanana* on viendrait forcément en aide à quelqu'un qui vous sollicite.

Parmi les personnes que nous avons interrogées, Kanto, un marchand de produits de première nécessité dans la commune d'Amparaky, district Soavinandriana Région d'Itasy, possédait un carnet de dettes pour les familles environnantes qui lui payaient leurs dépenses à chaque fin de mois. Lorsqu'on lui a demandé l'impact de ce geste sur son commerce, il affirmait que cela lui permettait de garder sa clientèle mais en plus de renforcer les liens avec les habitants. Il déclarait : « je ne leur offre pas de l'argent mais simplement des produits de base, je leur fais confiance et ils me remboursent toujours car ils savent que je ne leur offrirai plus rien tant qu'ils n'ont pas payé les précédents, et ils ne peuvent pas me fuir car tout le monde connaît où ils habitent de toutes façons ».

Dans beaucoup de ménages à Madagascar, où la fécondité reste élevée, plusieurs membres vivent sous le même toit. Il est courant de trouver des ménages de six individus qui vivent dans une maison de trois pièces au maximum, que ce soit par manque de moyens pour pouvoir se procurer une plus grande habitation, par obligation d'hébergement envers les aînés et les enfants ainsi que la fratrie, ou encore par respect des traditions et des liens familiaux. En tout cas, ces situations sont courantes, en

particulier dans les zones suburbaines, et illustrent ainsi que malgré la vulnérabilité économique présente, la solidarité reste un facteur de résilience importante.

Madagascar fait aussi partie des pays où la corruption prévaut, en effet selon Transparency International, en 2013, le pays se classe au 127^e rang sur 180 pays pour son indice de perception de la corruption. La corruption étant une action qui se perpétue à deux, l'un qui corrompt en échange d'une complaisance, l'autre qui est corrompu pour la rétribution convenue, cela serait similaire à une entente implicite. On la retrouve dans tous les sphères de vie sociale, que ce soit les corruptions de bas étages que l'on considère souvent comme sans importance et plus rentables pour tous, dans le cas par exemple des chauffeurs de bus et des policiers récoltant des petits billets de temps en temps.

En interrogeant Monsieur Donné, un chauffeur de taxi brousse reliant Mantsoa à Antananarivo, ce dernier nous a signalé que c'était « mieux pour tout le monde » de faire un « tout petit peu de corruption » car ça permettait aux policiers de « s'acheter une ou deux cigarettes » et ça leur permettait à eux d'avoir « la paix même quand des papiers ou des éléments de la voiture ne sont pas en règle ». Ce genre de geste considéré comme minimal est largement accepté partout, car considéré comme ne nuisant à personne mais bien au profit de tous facilitant ainsi la vie de chacun.

Pourtant, les corruptions de haute envergure aussi sont présentes et ce sont celles qui tendent à être un fléau beaucoup plus important mais difficilement maitrisable, comme le confirme Noualhat : « malgré une volonté affichée de lutter contre la corruption devant les instances internationales, les différents efforts de ces dernières années n'ont rien fait. Madagascar s'enfonce dans les index et s'enlise dans la corruption généralisée » (Noualhat, 2012).

La corruption étant un facteur de vulnérabilité économique, on s'entend alors à dire que lorsqu'elle se présente dans les hautes sphères de la structure sociale, elle représente une variable nuisant à la résilience économique car elle ne profite pas à tous mais à une minorité. Or, dans les sphères de moindre envergure, considérée comme étant habituelle, elle devient une forme d'échange économique et social permettant de maintenir les liens tout en favorisant les intérêts généraux dans un cadre relativement bien accepté par tous.

En prenant en compte une autre dimension, comme le dit le proverbe malgache « *ny vola no maha rangahy* » qui se traduit littéralement par « l'argent fait l'homme », on constate que le niveau de revenu au fil du temps est devenu un critère d'inclusion ou d'exclusion sociale qui marque les inégalités sociétales. Dans un contexte d'idéologie du progrès et d'intégration sociale, le terme « exclusion sociale » est consacré de près au sous-prolétariat ou plus précisément aux gens en situation de grande pauvreté (Jules, 1965).

Or, plus récemment, vers les années 2000, ce terme ayant été critiqué comme étant suranné, on lui préfère souvent celui de « désaffiliation » (Soulet, 2005), mais le principe reste le même : quand on est en position de pauvreté-précarité, on tend à être marginalisé par la société.

De façon naturelle, les classes sociales semblables tendent à se lier entre-elles et celles en opposition sont banalisées, voire rejetées. De ce fait les « riches » se rassemblent entre eux, et quand ils sont mis en lien avec des classes moyennes, ils sont davantage considérés avec respect que quand ils sont mis en lien avec des classes de niveaux les plus bas, il y a même une domination qui s'impose. Les « pauvres » sont souvent négligés, ils sont ceux qui doivent du respect aux autres, notamment les personnes sans abri connaissant des mauvaises conditions d'hygiène sont ceux qui tendent à être humiliés et/ou à être secourus.

Ce fait fut déjà omniprésent depuis même les années quarante comme Georges Orwell l'avait mentionné : « Notre société n'est pas seulement organisée de façon à ce que ceux qui ont de l'argent puissent acheter des produits de luxe [...] Elle est aussi organisée de façon à ce que ceux qui n'ont pas d'argent soient obligés de le payer tous les jours par des humiliations mesquines et par des inconforts absolument inutiles ». Cette citation littéraire résume combien est devenu important le niveau de revenu de tout un chacun dans la société, et ce qui illustre encore que la solidarité ne s'opère généralement dans le contexte malgache que par similitude surtout lorsqu'il y a une grande différence entre les classes sociales, ce qui fait en sorte que les inégalités entre les différentes classes sociales se creusent de plus en plus.

La solidarité en contexte de vulnérabilité économique, dans le contexte malgache, est donc présente lorsque les situations de vie sont identiques et quand le lien social est également présent. Les comportements tendent alors à favoriser les intérêts de chacun tout en assouvissant les besoins de base. Or, dans des positions sociales verticales où la différence est grande, cette solidarité se fait rarement présente justement à cause de cette inégalité économique et de la relation de dominance qui entre à ce moment en jeu.

Section 3. Lien sociale et capacité

Cette partie de notre recherche portera particulièrement sur la relation entre le lien social et la capacité individuelle dans le cadre des moyens de lutte contre la vulnérabilité. De ce fait, il serait judicieux de comprendre en premier lieu ce que les écrits existants sous-entendent par « lien social », d'où on observerait le mécanisme de lien social, notamment par différents auteurs. Une typologie des liens sociaux serait à prendre en compte également, et après avoir expliqué le concept de lien social, on passera donc par le réexamen de la capacité elle-même selon les études de Armatya Sen (1992). Enfin, on verra plus spécifiquement comment le lien social et la capacité par caractéristiques individuelles, comment le lien social et la capacité par opportunité social sont en relation avec la possibilité d'une résilience face à la vulnérabilité à laquelle la population est confrontée, plus précisément la pauvreté et l'exclusion.

Section 3.1. Mécanisme de lien social

Dans un sens large, le lien social englobe toutes les interactions de liens entre les personnes que ce soient les rapports sociaux ou les relations interpersonnelles. De manière plus simple, Cusset a désigné le lien social comme « l'ensemble des éléments qui unissent les individus entre eux. Il s'agit tant de relations concrètes (entre membres d'une même famille, entre amis, entre voisins, entre collègues, etc.) que de mécanismes de solidarité, d'identités collectives et de normes communes » (Cusset, 2005).

Cette définition semble pertinente dans le contexte malgache compte tenu du concept de *fihavanana* qui y est présent. Cet auteur affirme que le lien social peut s'établir de deux façons à savoir d'une manière directe qui unit les individus entre eux telle la famille, dont les individus interagissent dans un même espace et un temps commun. Puis, d'une façon indirecte qui relie les individus interagissant dans le même cadre, normes ou mécanismes communs par leur appartenance à un même ensemble social tel l'exemple de l'Église.

Max Weber propose le lien social comme étant la base de tout groupement humain, ce qui importe selon lui, ce sont les relations sociales qu'on noue et non l'existence de solidarité ou non, et c'est le contenu significatif qui favorise l'établissement des liens. Il distingue donc également deux formes distinctes de lien social avec la communalisation et la sociation.

La communalisation est la relation sociale basée sur un sentiment d'appartenance partagé par tous les individus qui participent à la relation, de ce fait on est ici dans un cadre plus affectif, émotif ou traditionnel tel l'exemple d'une nation.

La sociation, quant à elle, repose sur un accord rationnel sur des intérêts partagés, de compromis, notamment donc une association. Parmi les types de sociation, figurent, entre autres, l'échange, l'association à but déterminé ou l'association à base de conviction.

Or, Weber affirme que malgré tout, les liens sociaux sont hybrides : « La grande majorité des relations sociales ont, en partie, le caractère d'une communalisation et, en partie, celui d'une association » (Weber, 1995). Il soutient encore que ce qui se joue entre les individus ce n'est pas l'existence ou non d'une solidarité entre eux, mais c'est l'ensemble des relations sociales qu'ils nouent. De ce fait, ce sont les individus produisant la relation sociale qui l'influence ainsi que le contenu significatif qui favorise la création ou non d'un lien social.

Section 3.2. Typologie des liens sociaux

Le sociologue Serge Paugam, a proposé quatre grands types de liens sociaux, à savoir le lien de filiation, le lien de participation élective, le lien de participation organique et finalement le lien de citoyenneté (Paugam, 2008) que l'on va développer dans cette partie.

En premier, il y a le lien de filiation qui peut prendre deux formes : la filiation naturelle ainsi que la filiation adoptive. D'abord, la filiation naturelle renvoie au concept de consanguinité, c'est donc la parentalité biologique entre un enfant et ses géniteurs. On part alors de ce principe qu'un enfant naît nécessairement au sein d'une famille qui représente sa filiation naturelle et qui est sa première interaction sociale où il établit ses premiers liens. On prend ici le simple exemple de la relation entre le père, la mère et l'enfant formant la famille nucléaire. Or cette filiation peut également être d'ordre adoptif déjà reconnue par le Code Civil, où contrairement à la filiation naturelle, c'est un acte juridique qui crée entre deux individus un lien de parenté et de filiation en dehors d'un lien de parenté par le sang.

Dans la législation à Madagascar, c'est notamment la loi 63-022 du 20/11/1963 modifiée par la loi 2005-014 du 07/09/2005 qui régit cette filiation adoptive. Pourtant, bien que la filiation soit adoptive ou naturelle, ce lien de filiation implique des droits et des obligations qui sont notamment le fait de nourrir, de vêtir, d'instruire et d'offrir une sécurité à son enfant, ainsi que la transmission de l'héritage une fois que les parents décèdent. Le lien de filiation contribue à l'équilibre de l'individu dès sa naissance puisqu'il lui assure à la fois protection et reconnaissance. C'est donc dans sa famille qu'un individu établit son premier lien, c'est le principal fondement de l'appartenance sociale et aussi de la création d'une identité qui lui sera propre.

Ensuite c'est le lien de participation élective qui est la seconde socialisation qu'un individu connaît. Il s'inscrit dans un contexte extra-familial où il est en interaction avec d'autres individus en passant par des groupes ou des institutions comme le voisinage, l'église, les groupes sportifs, les groupes d'amis, etc. Au cours de ses apprentissages sociaux, l'individu est à la fois intégré, mais en même temps il est autonome dans la

mesure où il peut construire lui-même son réseau d'appartenance à partir duquel il pourra affirmer sa personnalité sous le regard des autres.

Sur ce point, Serge Paugam précise que dans ce lien, l'individu n'est pas contraint de se socialiser mais a bel et bien le choix et la liberté de choisir où lui veut s'intégrer. Il écrit notamment qu' « il convient en effet de distinguer le lien de participation élective des autres liens sociaux en mettant en avant sa spécificité, à savoir son caractère électif qui laisse aux individus la liberté réelle d'établir des relations interpersonnelles selon leurs désirs, leurs aspirations et leurs valences émotionnelles. Ce lien recouvre plusieurs formes d'attachement non contraint » (Paugam, 2008). Le sociologue propose la relation de couple en tant qu'exemple de ce lien où l'on choisit soi-même avec qui on veut être, et avec qui on veut passer sa vie. L'individu s'intègre donc à un réseau autre que sa famille ce qui élargit son cercle d'appartenance.

Le lien de participation organique se compose plus dans un processus de participation à la construction de la réalité sociale, c'est-à-dire l'apprentissage et l'exercice d'une fonction déterminée dans l'organisation du travail, et cela débute dès que l'individu franchit le seuil de l'école jusqu'à ce qu'il soit dans le domaine professionnel. « Autrement dit, l'intégration professionnelle ne signifie pas uniquement l'épanouissement au travail, mais aussi le rattachement, au-delà du monde du travail, au socle de protection élémentaire constitué à partir des luttes sociales. De ce fait avoir un travail signifie pour les salariés la possibilité de l'épanouissement dans une activité productive et, en même temps, l'assurance de garanties face à l'avenir. L'intégration professionnelle est donc la double assurance de la reconnaissance matérielle et symbolique du travail et aussi de la protection sociale qui découle de l'emploi » (Paugam, 2008).

Enfin, le lien de citoyenneté repose sur le principe de l'appartenance à une nation. La nation reconnaît à ses membres des droits (le droit de vote par exemple) et des devoirs (l'obligation de payer les impôts par exemple) et en fait donc des citoyens à part entière. De ce fait le lien de citoyenneté implique non pas que les inégalités économiques et sociales disparaissent, mais que les citoyens fournissent des efforts dans la nation pour que tous soient traités de façon équivalente et forment ensemble un réseau ayant une

identité et des valeurs communes. Le lien de citoyenneté est fondé aussi sur la reconnaissance de la souveraineté du citoyen, repose sur une conception exigeante des droits et des devoirs de l'individu, et trouve également sa source dans la logique protectrice de l'égalité démocratique. On trouve donc à nouveau dans le lien de citoyenneté les deux fondements de protection et de reconnaissance qui ont déjà été identifiés dans les trois types de liens précédents.

Ces quatre types de liens sont complémentaires et entrecroisés. Ils constituent le tissu social qui enveloppe l'individu où il est appelé à tisser leurs appartenances sociales par le processus de socialisation. Si l'intensité de ces liens sociaux varie d'un individu à l'autre en fonction des conditions particulières de sa socialisation, elle dépend aussi de l'importance relative que les sociétés leur accordent.

Vincent de Gaulejac quant à lui propose deux types de liens, tout en stipulant que la relation désigne un lien entre individus sur un plan d'égalité relative alors que le terme de rapport social introduit une idée de hiérarchie et donc de codification des relations entre ces mêmes individus. De ce fait, il soutient qu'il existe les liens horizontaux qui s'expriment au sein de groupes primaires comme la famille, les voisins, les amis, ou regroupements volontaires dans des relations interpersonnelles de face-à-face ; les liens verticaux qui relient chaque individu à l'ensemble de la collectivité, par le biais d'institutions et d'instances intermédiaires. C'est là que se jouent les normes et valeurs, la dimension socialement structurée des comportements individuels (de Gaulejac, 1994).

Section 3.3. L'approche des capacités

L'opération dans Armatya Sen (1992) est l'utilisation ou la conversion des caractéristiques de certains produits disponibles, et elle définit les capacités d'un individu comme toutes ses capacités. Ensuite, pour les particuliers qui sont des porteurs de marchandises, on peut s'intéresser aux porteurs de leurs opérations à travers ces marchandises. La capacité de choisir fonctionne en considérant les faits comme un agent et une expérience personnelle : engagement, dans la poursuite de ses propres valeurs, dans

le fait que « se sentir soi-même » est la cause du changement du monde. Mais il s'agit aussi de ce que l'on souhaite, ce qui est essentiel pour la satisfaction.

La capacité dépend de l'étendue des biens disponibles, d'une part, et de l'étendue des fonctions d'usage éligibles, d'autre part, transformant les caractéristiques des biens en « fonctionnalité ». Il nous est donc nécessaire avant de poursuivre vers le lien entre la capacité et le lien social de comprendre d'abord cette approche « capacité ».

En premier lieu, Sen propose de prendre en compte l'espace des fonctionnements qui est défini par tout ce qui est possible de faire dans la vie, toutes les façons d'être et d'agir des individus. Les fonctionnements peuvent aller des plus élémentaires, à certains accomplissements très complexes et subtils. L'espace des fonctionnements regroupe donc toutes les possibilités d'être et de réaliser de la part des individus en tout lieu et en tout temps. Ainsi chaque individu aura le même espace des fonctionnements, il est universel à tous quel que soit le lieu et l'époque.

Ensuite les capabilités définissent les différents vecteurs de fonctionnements qu'il est possible de mettre en œuvre à une époque et dans un lieu donnés. Nous pouvons distinguer deux sous-notions : les « potentialités » et les « capacités ». Les capacités désignent le fait d'être capable de faire quelque chose « *doing* », grâce notamment à caractéristiques personnelles des individus et des opportunités sociales, et les potentialités désignent le fait d'en avoir les moyens « *being* », au travers des dotations en capital.

Les potentialités, ou dotation en capital, se décomposent selon différentes formes : le capital financier qui est l'ensemble des ressources provenant de l'épargne ou de l'emprunt et destinées à acquérir des actifs réels ou financiers, le capital physique qui est l'ensemble des actifs productifs, des actifs ménagers et des stocks détenus par les individus, le capital humain qui désigne le stock des ressources personnelles économiquement productives et enfin le capital social qui est une ressource sociale issue des interactions culturelles et/ou structurelles avec d'autres individus.

Sen distingue plus particulièrement deux sortes de capacités : les caractéristiques personnelles, qui sont les caractéristiques externes et leur environnement, mais à cela s'ajoutent la diversité de nos traits personnels (âge, sexe, aptitudes physiques et mentales) et les opportunités sociales qui sont les dispositions prise par une société, en faveur de l'éducation, de la santé, ou d'autres postes et qui accroissent la liberté substantielle qu'ont les individus de vivre mieux.

En résumé, « l'ensemble capabilité » constitue la liberté d'accomplir son bien-être (décider) alors que la « capacité de fonctionner » constitue le bien-être accompli de sa liberté de fonctionner (choisir). La capabilité n'est donc pas les moyens d'accomplissement, mais bel et bien la liberté dont disposent les individus d'accomplir ce qu'ils valorisent pour leur bien-être.

Section 3.4. Le lien social et la capacité par caractéristiques individuelles

Comme on l'a retenu de l'approche des capabilités, la capacité requiert d'un domaine d'action d'où le « doing », ce qui sous-entend donc une possibilité pour l'individu d'agir et de pouvoir entreprendre quelque chose grâce à ces caractéristiques personnelles. On va donc analyser comment une personne peut se sortir de la vulnérabilité à laquelle il peut faire face, notamment la pauvreté et l'exclusion, tout en usant de son lien social.

Les individus ont des caractéristiques physiques diverses, du fait de l'âge, du sexe, des infirmités et des maladies. Ces caractéristiques peuvent être une source de résilience si elles sont exploitées de la meilleure façon possible.

Tout d'abord, le fait d'être un homme ou d'être une femme semble être encore une source d'inégalité de nos jours. Dans la mentalité malgache, il est courant de penser qu'une femme doit soutenir son ménage, il est de plus en plus admis qu'une femme est apte à travailler à l'extérieur et à faire rentrer de l'argent sonnante et trébuchant dans le ménage.

En parallèle, il reste admis dans les mentalités que l'homme est le *lohan'ny fianakavina* (traduit littéralement par la « tête de la famille »), c'est-à-dire le chef de famille et donc il est normal qu'il travaille.

Ne plus se baser sur l'inégalité de genre dans le monde du travail est donc déjà une capacité exploitable pour se sortir de la vulnérabilité économique. Le sexe commence à ne plus être un sujet d'exclusion même si encore certains métiers sont considérés comme restant exclusivement masculins ou exclusivement féminins. Pourtant, on a déjà pu observer que de plus en plus de femmes exercent actuellement le métier de receveur dans bus en ville, ou que de plus en plus d'hommes sont couturiers dans les zones franches.

L'âge peut aussi être exploité dans cette perspective, étant donné que Madagascar possède une population jeune, d'après les résultats de l'Enquête Nationale sur le Suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement à Madagascar (ENSOMD 2012). Rappelons qu'environ 64% de la population a moins de 25 ans et près de la moitié soit 47% ont moins de 15 ans. On s'accorde à dire qu'ici la population jeune est active de manière précoce que ce soit par l'entremise de l'entraide familiale, pour les tâches ménagères ou dans l'insertion dans la vie professionnelle proprement dite.

Bien que le respect pour les aînés soit important, cela ne signifie pas que l'on ne laisse pas la place aux plus jeunes. Les organismes sociaux tels que la Maison Familiale Rurale d'éducation agricole des jeunes déscolarisées ou encore SESAME qui offrent des bourses d'études aux jeunes méritants, favorisent même actuellement la promotion des jeunes dans leurs carrières afin d'investir dans l'économie plus générale du pays mais aussi pour favoriser leur propre développement économique.

De plus, bien que les conditions physiques diffèrent d'un individu à un autre, on peut dire qu'on peut toujours en tirer des avantages. Aussi, chaque individu a des traits de caractères propres, des facultés et des dons innés. Par exemple, toutes capacités égales par ailleurs, un individu peut avoir beaucoup de facilités à apprendre et à assimiler alors qu'un autre devra fournir beaucoup plus d'effort pour y arriver. Le premier individu pourra faire de grandes études alors que l'autre sera limité. Mais il se peut également que

le premier individu n'ait pas l'envie de faire des études malgré ses facultés et l'opportunité présente. Il y a des situations où la possibilité et l'occasion existent, mais sans l'envie ou le courage, rien ne se fait.

On peut donc affirmer que dans les caractéristiques individuelles, c'est avant tout la mentalité de la personne qui le porte vers la résilience. Le soutien social entre ensuite en jeu après que l'individu ait déjà décidé par lui-même qu'il sera capable d'effectuer quelque chose en puisant dans ses ressources personnelles. Car même si l'appui social est présent mais qu'une personne ne se sent pas prédisposée à posséder les caractéristiques individuelles jugées nécessaires pour réussir, cet appui sera vain.

Section 3.5. Le lien social et la capacité par les opportunités sociales

Comme il a déjà été dit dans l'approche des capacités, les opportunités sociales sont les dispositions prise par la société, en faveur de l'éducation, de la santé, ou d'autres postes et qui accroissent la liberté substantielle qu'ont les individus de vivre mieux. L'existence de tels services modifie la qualité de vie individuelle et favorise aussi une participation plus effective aux activités économiques et politiques.

L'analphabétisme est un facteur d'exclusion économique pour toutes les activités dans lesquelles la production répond à des spécificités écrites ou s'accompagne de stricts contrôles de qualité. De la même manière, la possibilité de lire la presse ou de communiquer par écrit facilite la participation. Or, à Madagascar, le niveau de l'instruction demeure inquiétant car seulement 43% des femmes et 42% des hommes ont le niveau d'instruction primaire ou ont suivi des cours d'alphabétisation. Un individu de 15 ans et plus sur quatre (27%) est sans instruction (ENSOMD 2012).

Le droit à l'éducation gratuite pour tous suffirait alors à considérer que chaque personne possède la même chance de parvenir à réaliser des études or l'inégalité serait justifiée par le fait de la possibilité effective d'accès pour tous à cette éducation, ce qui nous ramène au concept de mobilité sociale (Boudon, 2013) où l'on considère les changements de

position sociale des individus dans une société donnée, mais est-ce seulement possible si même une éducation de base pour la personne n'est pas reçue ?

On parlerait plus dans un contexte malgache d'une reproduction sociale où, si les parents s'en sont sortis, les enfants ont plus de chance de s'en sortir car ils héritent déjà de l'opportunité de la réussite passée. Mais si les parents sont en situation de vulnérabilité alors les enfants suivent malgré tout cette voie. Pourtant, on peut encore considérer une méritocratie pour l'individu ou la possibilité qu'il a, quel que soit son origine sociale d'atteindre le statut social qu'il mérite. Pour cela, l'égalité des chances est nécessaire or c'est cette égalité apparaît peu présente.

Sen prend l'exemple d'une citation de William Lettwin : « puisque les individus sont inégaux, il est rationnel de présumer qu'il convient de les traiter inégalement- ce qui peut signifier une plus grosse part pour les plus démunis ou une plus grosse part pour les plus méritants » (Sen, 1992, p.39), ce qui démontre encore une fois à quel point les caractéristiques individuelles sont importantes dans le mérite d'un accomplissement.

Il ne faut pas oublier non plus l'accentuation de la non satisfaction des besoins de la population en services de santé, notamment chez les plus vulnérables et dans les zones défavorisées en infrastructures, due à la faible qualité des soins, à l'insuffisance de couverture vaccinale et à l'accès limité aux médicaments essentiels. Concernant l'accessibilité géographique, 60% de la population habitent à moins de cinq kilomètres d'un Centre de Santé de Base, et 20% des zones à Madagascar sont très enclavées alors que la population ne dispose pas des moyens de transports adéquats.

Seuls 53% des formations sanitaires publiques sont accessibles toute l'année en partant du chef-lieu de district. Dans vingt districts sanitaires, moins de 25% des formations sanitaires sont accessibles douze mois sur douze par voiture. Le taux de consultation externe des Centres de Santé de Base a connu une baisse, passant de 38,2% en 2012 à 29,2% en 2013 à cause de la fermeture d'un certain nombre de CSB dans les zones enclavées et insécurisées.

En ce qui concerne le taux d'occupation moyenne des lits (CHRD/CHRR/CHU), il passait de 34,1% en 2008 à 33,7% en 2012 et 40,9% en 2013. Le taux d'utilisation des consultations externes de référence des CHRD a été de 1,2% en 2008, descend à 1,1% en 2010 pour remonter ensuite à 1,5% en 2012 et à 1,6% en 2013. Pour les CHRR/CHU en 2013, le taux d'occupation moyenne des lits est de 44,7% et le taux d'utilisation des CE de référence de 0,8%.

En ce qui concerne le taux de létalité hospitalière en 2013, il est de 32,1% au niveau des CHRD et 54,7% pour les CHRR/CHU. Signalons que le manque de personnel entraîne l'insuffisance de la continuité de services dans les CSB. En outre, beaucoup des femmes et des jeunes filles sont victimes de ce manque de personnel de santé et de la difficulté d'accès au service de santé. Il est à noter que, au niveau national et au cours de la dernière décennie, la proportion de ménages avec femmes ayant accouché à domicile pour leur dernier accouchement, n'a pas beaucoup changé. Selon les données de l'enquête MICS 2018 réalisée par l'INSTAT, 61% des femmes de 15 à 49 ans, contre 58% en 2013 et 64% en 2009 ans ont accouché dans des endroits hors établissement de santé, et en 2018, 53% d'entre elles ont été assistées à l'accouchement par du personnel non qualifié (INSTAT, 2018).

Mentionnons que le niveau d'éducation de la tutelle ainsi que le revenu du ménage sont deux facteurs ayant une association très forte ($p \leq 0,01$)⁴¹ avec l'utilisation des établissements de santé pour l'accouchement par le ménage. Autrement dit, la vulnérabilité des ménages en termes de revenu et éducation influent sur leur accès à des soins adéquats.

Ces données nous démontrent également combien les opportunités sociales liées à la santé restent encore faibles et peu exploitables dans notre contexte dû à l'absence des soins primaires auxquels un individu devrait normalement et obligatoirement accéder. La pauvreté et la mauvaise santé forment un cercle vicieux : l'individu pauvre vit et travaille dans un environnement propice aux risques de maladies et d'accidents et pour compléter le cercle vicieux, il possède une accessibilité aux services de santé beaucoup plus limitée.

⁴¹ Nos propres calculs en exploitant la base de données MICS 2018.

Par ailleurs, dans les communautés malgaches, surtout en milieu rural, les recours aux para-médicaments ou médicaments traditionnels est loin d'être négligeable. Les tradipraticiens au sein de la communauté produisent ces types de médicaments, et les transmettent de génération en génération. L'accès à ces médicaments traditionnels se fait de bouche à oreille au sein de la famille ou au sein de la communauté. Les recours à ces médicaments sont plus accentués en cas de catastrophe car l'accès aux médicaments chimiques modernes est souvent limité (Salava, 2021). Les contraintes extérieures comme des contraintes culturelles et/ou familiales nuisent également sur les opportunités sociales. De plus, les chocs liés au climat ont fréquemment eu des effets dévastateurs sur la santé et la production au niveau des ménages. Les revenus des ménages et leur niveau de consommation diminuent de manière drastique.

En somme, éducation et santé sont les candidats les plus habituels et les plus crédibles pour la formation de jugements à la fois substantiels et objectifs. Ils donnent une base d'information interpersonnelle comparable à un certain degré, qui offre bien une certaine perspective sur le bien-être conçu de manière large. Pourtant réduire la vulnérabilité, c'est accroître la sécurité des individus, permettant ainsi de se protéger contre le risque et d'acquérir des capacités. De ce fait, on peut en déduire qu'à Madagascar, les opportunités sociales restent encore à améliorer afin de permettre à un individu d'accroître sa capacité.

Chapitre 5. Facteurs déterminants des capacités

Ce cinquième chapitre se divisera en quatre sections. La première section présentera les liens entre vulnérabilités et capacités. Dans cette section, les liens entre vulnérabilités et capacités seront abordés de façon objective et subjective, et ainsi plus en détail sous l'angle de l'analyse des capacités et des potentiels réels des jeunes à réagir. En effet, dans un premier temps, nous allons examiner les liens entre les capacités objectives et les vulnérabilités des jeunes. Sur ce point, les indicateurs de capacité seront présentés selon certaines variables susceptibles d'avoir une influence sur cet indicateur. Plus précisément, nous présentons et analysons l'indicateur de capacité selon les variables sociodémographiques et économiques. Cela nous permettra de voir déjà s'il y a un lien entre la vulnérabilité et la capacité. Dans deuxième temps, nous examinerons les liens entre les capacités subjectives et les vulnérabilités des jeunes. Cela sera effectué dans le but de montrer que malgré les vulnérabilités des jeunes, certains d'entre eux ont la capacité et la potentialité de participer à la vie économique, et à œuvrer positivement en tant qu'acteur pour le changement social.

Ensuite, la deuxième section sera consacrée la modélisation des capacités des jeunes en fonction de leur vulnérabilité et d'autres facteurs déterminants. Dans cette section, nous verrons la présentation du modèle. Notons que les déterminants des capacités seront basés sur un modèle logit multinomial dont la variable dépendante est à plusieurs modalités à savoir, le sexe, le capital financier, le capital physique, le capital humain, le capital social, et le milieu de résidence. Le but sera d'identifier et d'analyser les facteurs déterminants des capacités des jeunes.

Dans la troisième section, nous aborderons la recherche sur les opinions des jeunes concernant leurs capacités. Le but sera de montrer que les jeunes sont des forces et acteurs sociaux incontournables dans un contexte de mutation sociale.

La quatrième et dernière section proposera une synthèse. Elle consistera à récapituler les analyses marquantes relatives aux facteurs déterminants de la pauvreté à partir des analyses qualitatives et quantitatives, et à présenter de manière synthétique les facteurs déterminants de la pauvreté à partir des analyses qualitatives et quantitatives.

Section 1. Liens entre vulnérabilité et capacités

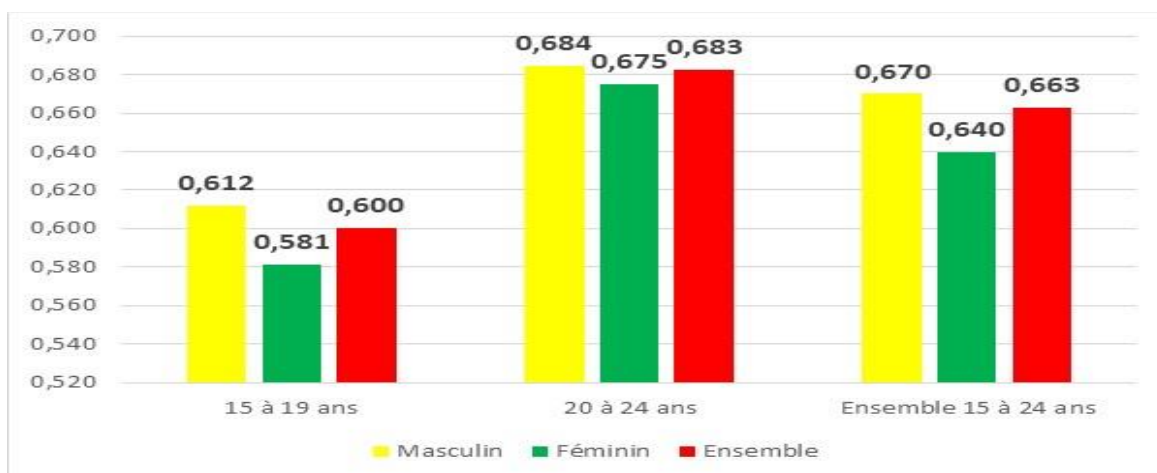
Comme nous l'avons vu au cours du troisième chapitre, la capacité stipule une certaine liberté détenue par un individu pour mener sa vie à son propre gré et une capacité de réagir avec les moyens propres aux caractéristiques personnelles des individus selon les opportunités qui se présentent. Quant à la vulnérabilité, elle indique une situation de manque ou de privation de ressources et/ou des besoins fondamentaux permettant aux individus de vivre ou survivre de façon adéquate. Ces définitions peuvent faire directement donc référence aux caractères quantitatifs et qualitatifs de la capacité et de la vulnérabilité. Cela nous permet de voir plus particulièrement les différents liens entre ces deux variables fondamentales de l'étude.

Section 1.1. Liens entre capacités et vulnérabilités objectives

Rappelons que dans le troisième chapitre, la capacité est mesurée à l'aide d'un indicateur qui est un indice composite, comprenant les variables « capacités » et « potentialités ». La capacité repose donc sur la thèse du développement d'un individu, pour lui-même, pour le peuple, pour la Nation, et par lui-même, par le peuple et par la Nation. La capacité d'un individu sous-entend l'élargissement de sa capacité à travers l'éducation, la formation, et également la disponibilité de potentialités, notamment les moyens à travers des dotations en capital. Plus précisément, ce dernier est composé de capital physique, et de capital social et financier.

En exploitant les données de l'ENSOMD 2013, le niveau de l'indice de capacité des jeunes Malgaches âgés de 15 à 24 ans est de 0,663. Le niveau de capacité des jeunes à Madagascar peut être classé comme « moyen ». Selon le genre, celui du sexe masculin est un peu plus élevé par rapport à celui de sexe féminin (0,670 contre 0,640).

Graphique 15 : Indice de capabilité des jeunes 15 à 24 ans en 2013 par sexe



Source : ENSOMD 2013/nos propres calculs

Cette légère différence de l'indice de capabilité entre les deux sexes est due essentiellement au fait que l'accès à l'éducation est en faveur des jeunes garçons au détriment des jeunes filles. Beaucoup de parents n'ont pas les moyens d'envoyer leurs enfants à continuer leurs études à partir du collège car c'est très coûteux. C'est la raison pour laquelle plusieurs enfants en milieux ruraux cessent leurs études en fin de cycle primaire. Dans cette situation, les filles sont souvent les plus concernées. En effet, la fréquentation scolaire des jeunes filles est moindre par rapport à celle des jeunes garçons. De même, les filles qui peuvent aller au collège deviennent peu nombreuses (Bourdon et Letellier, 2018). De ce fait, les jeunes garçons sont mieux dotés en capital social et financier que les jeunes filles.

Comme la dimension « capital physique » est mesurée par les accès des infrastructures de base, notamment l'électricité, l'assainissement amélioré et l'eau, on ne constate pas une différence significative entre les deux sexes pour cette dimension.

Selon les Régions, comme pour tous les indicateurs de développement ou d'inégalités sociales, les disparités interrégionales en matière de capabilité sont également un phénomène préoccupant à Madagascar. En 2013, la plupart des Régions de Madagascar enregistrent un niveau de capabilité moyen, voire faible.

**Tableau 23 : Indice de capabilité et taux de pauvreté des jeunes (15 - 24 ans)
en 2013 par milieu de résidence et par Région**

	Indice de capabilité des jeunes 15 à 24 ans	Taux de pauvreté des jeunes 15 à 24 ans
Urbain	0,823	32,0%
Rural	0,628	73,7%
ANALAMANGA	0,879	41,3%
VAKINANKARATRA	0,751	88,7%
ITASY	0,785	66,0%
BONGOLAVA	0,735	68,9%
HAUTE MATSIATRA	0,650	73,1%
AMORON I MANIA	0,629	81,0%
VATOVAVY FITOVINANY	0,597	75,0%
IHOROMBE	0,612	73,8%
ATSIMO ATSIANANA	0,593	89,9%
ATSINANANA	0,671	56,4%
ANALANJIROFO	0,675	53,5%
ALAOTRA MANGORO	0,722	53,3%
BOENY	0,715	54,7%
SOFIA	0,665	78,0%
BETSIBOKA	0,596	65,7%
MELAKY	0,586	65,3%
ATSIMO ANDREFANA	0,510	72,0%
ANDROY	0,541	94,0%
ANOSY	0,612	80,8%
MENABE	0,632	74,4%
DIANA	0,612	33,7%
SAVA	0,633	72,0%
Ensemble	0,663	65,4%

Source : ENSOMD 2013/nos propres calculs

La Région d'Analamanga enregistre le meilleur niveau de capacité. Son indice de capacité global est de 0,879 qui est le plus élevé par rapport à l'ensemble (tableau 23). Viennent ensuite cinq autres Régions qui complètent le sous-groupe à capacité élevée (indice de capacité global $\geq 0,700$), à savoir Itasy, Vakinankaratra, Bongolava, Alaotra Mangoro et Boeny, dont l'indice de capacité globale vaut respectivement 0,785, 0,751, 0,735, 0,722 et 0,715. Les trois premières Régions se trouvent dans la Province d'Antananarivo, et avec le quatrième, ce sont des Régions de Hauts Plateaux. Ensuite, quatorze autres Régions peuvent être classées parmi les Régions à capacité moyenne ($0,550 < \text{indice de capacité global} < 0,700$). Enfin, les plus faibles indices de capacité globale régionale sont observés à Atsimo Andrefana et Androy avec respectivement 0,510 et 0,541. Ainsi, l'indice de capacité global de l'Atsimo Andrefana est 1,7 fois moins élevé que celui d'Analamanga.

La disparité entre les Régions en matière de capacité globale est marquée, d'un côté, par de meilleures dotations de capital physique, notamment l'accès à l'électricité, l'eau potable, et à l'assainissement amélioré dans le groupe des Régions à capacité élevée (surtout à Analamanga, Itasy, et Vakinankaratra) et, d'un autre côté, par la possibilité d'accès à l'éducation plus importante pour ce groupe. Ainsi, la disparité régionale se manifeste aussi bien par des différences en matière d'opportunités économiques que sociales. En effet, pour les Régions Atsimo Andrefana et Anosy où les famines et sécheresses frappent chaque année, les indices de capital social et financier, notamment les transferts reçus et les accès à la terre ne sont pas négligeables, mais les indices de capital humain et capital physique font défaut.

En comparant avec le taux de pauvreté, l'on remarque généralement que si le taux de pauvreté est élevé pour une Région, son indice de capacité global devient moins élevé. En prenant l'exemple selon les milieux de résidence, si le taux de pauvreté en milieu rural est 1,3 fois plus élevé que celui du milieu urbain, l'indice de capacité global de ce dernier est 2,3 fois plus élevé que celui du milieu rural.

Par ailleurs, l'on remarque également que le coefficient de corrélation entre les indices de capacité globale et le taux de pauvreté est de -0,53. Ce coefficient montre qu'il y a une corrélation significative entre ces deux indicateurs. Plus précisément, si le taux de

pauvreté est élevé, l'indice de globale est moindre. En effet, il existe un lien non négligeable entre la capacité et la vulnérabilité.

Tableau 24 : Indice de capacité des jeunes (15-24 ans) par milieu de résidence et par quintile de pauvreté en 2013

Quintile de pauvreté	MILIEU DE RESIDENCE		
	Urbain	Rural	Ensemble
Plus pauvre	0,628	0,552	0,554
Pauvre	0,608	0,611	0,611
Moyen	0,792	0,643	0,654
Riche	0,808	0,620	0,650
Plus riche	0,841	0,676	0,734
Ensemble	0,823	0,628	0,663

Source : ENSOMD 2013/nos propres calculs

En outre, le tableau 24 nous permet d'avoir un autre aperçu de l'indice de capacité globale selon les quintiles de pauvreté. Les écarts entre indices de capacité globale par quintile ne sont pas négligeables puisque l'on constate que l'indice de capacité globale du plus riche (le 5^e) est plus de 1,3 fois supérieur par rapport à celui du quintile le plus pauvre en milieu urbain, et 1,2 fois pour l'ensemble du pays. Il existe donc une relation palpable entre la vulnérabilité et la capacité.

Tableau 25 : Indice de capabilité des jeunes (15-24 ans) par diplôme le plus élevé obtenu selon le milieu de résidence et par groupe d'âge en 2013

Diplôme le plus élevé obtenu	MILIEU DE RESIDENCE				Ensemble		
	Urbain		Rural				
	Groupe d'âge		Groupe d'âge		Groupe d'âge		
	15 à 19 ans	20 à 24 ans	15 à 19 ans	20 à 24 ans	15 à 19 ans	20 à 24 ans	15 à 24 ans
Aucun	0,681	0,751	0,587	0,681	0,629	0,718	0,693
CEPE	0,680	0,752	0,653	0,704	0,670	0,737	0,721
BEPC	0,694	0,742	0,632	0,649	0,669	0,721	0,710
CAP/BAE/BT	0,701	0,812	0,656	0,666	0,701	0,770	0,762
BAC	0,718	0,760	0,604	0,679	0,687	0,740	0,727
DEUG et plus	0,711	0,759	0,607	0,709	0,698	0,749	0,736

Source : ENSOMD 2013/nos propres calculs

D'autres différences notables méritent d'être mentionnées sur la base des résultats observés dans le tableau 25. Il est constaté que l'indice de capabilité globale est fonction quasi-croissante avec le diplôme le plus élevé obtenu. L'indice de capabilité globale des jeunes ayant le diplôme DEUG et plus est de 1,1 fois plus élevé que celui des non scolarisés. En effet, les indices de capabilité globales varient de 0,693 (pour ceux qui n'ont aucun diplôme) à 0,721 (pour ceux qui ont le diplôme DEUG et plus), en passant par 0,721 (pour les jeunes ayant achevé le niveau primaire et titulaire du diplôme CEPE) et 0,727 (pour les jeunes ayant achevé le second cycle de niveau secondaire et titulaire du diplôme BAC).

Par ailleurs, les jeunes ayant le diplôme CAP/BAE/BT se distinguent de leurs homologues ayant les diplômes BEPC, BAC et plus, surtout pour ceux qui résident en milieux urbains. En effet, leurs niveaux de capabilités sont un peu plus élevés par rapport aux autres. Il est à noter que le système éducatif malgache est organisé en différents cycles et modes d'enseignement, à savoir : l'enseignement préscolaire, l'enseignement

fondamental, l'enseignement secondaire général, la Formation Technique et Professionnelle, l'enseignement supérieur.

Dans le but d'assurer une meilleure adaptation du système éducatif formel malgache à l'environnement socioculturel du pays, plusieurs réformes ont été menées depuis l'indépendance. Selon l'article 48 de la Loi N° 2004-004 du 26 Juillet 2004 portant Orientation générale du Système d'Education, d'Enseignement et de Formation à Madagascar, « la Formation Technique et Professionnelle a pour mission de former les jeunes et adultes, selon les besoins réels et évolutifs de l'économie ». Ainsi, les différentes stratégies dans tous les plans de développement tels que les PND (Plan National de Développement), PEM (Plan d'émergence de Madagascar) élaborés par les gouvernements successifs, et documents cadres visent toujours à restaurer la culture de l'excellence et former des citoyens instruits disposant de capacités et de compétences pour créer ou trouver des emplois décents.

À Madagascar, les Centres de Formation Professionnelle (CFP) et des Lycées Techniques Professionnels (LTP) publics et privés offrent divers types de formation technique et professionnelle. Les titulaires du diplôme Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP) ont suivi une formation pendant trois ans après le niveau de 5^{ème} au Collège. La durée de formation des jeunes titulaires de Brevet Technique (BT) est au maximum trois ans après le niveau 3^{ème} du collège.

La durée de la formation des jeunes titulaires de ces diplômes n'est pas longue, mais ces derniers peuvent être tout de suite opérationnels. Ils sont formés dans un domaine spécifique pour entrer directement dans la vie professionnelle. Ils sont préparés à des métiers précis. La durée d'étude des jeunes titulaires de ces diplômes est largement inférieure à celle qui ont des BAC et plus. Pourtant, les indices de capabilité globale des jeunes résidant dans les milieux urbains titulaires des diplômes CAP/BAE/BT sont supérieurs à ceux titulaires de BAC et plus (0,812 contre 0,760).

Tableau 26 : Le statut de l'emploi des jeunes de 15 à 24 ans ayant une activité selon le diplôme le plus élevé obtenu

Diplôme le plus élevé obtenu	Le statut de l'emploi des jeunes 15 à 24 ans ayant une activité			
	PERMANENT	TEMPORAIRE	SAISONNIER	TOTAL
	(%)	(%)	(%)	(%)
Aucun	80,6%	15,9%	3,5%	100,0%
CEPE	72,5%	23,9%	3,6%	100,0%
BEPC	66,9%	30,7%	2,4%	100,0%
CAP/BAE/BT	83,3%	16,7%	0,0%	100,0%
BAC	65,9%	29,3%	4,8%	100,0%
DEUG et plus	55,2%	31,0%	13,8%	100,0%

Source : ENSOMD 2013/nos propres calculs

À travers le tableau 26, l'on remarque que beaucoup des jeunes ayant le diplôme CAP/BAE/BT occupent des emplois davantage permanents par rapport à ceux qui ont le Bac ou DEUG et plus (respectivement 83,3% contre 65,9% et 55,2%). En effet, la différence entre les niveaux de capabilité des jeunes ayant les diplômes CAP/BAE/BT peut être due à la situation de l'emploi occupé par ces jeunes, plus précisément la précarité de l'emploi. Le travail précaire désigne ici l'emploi non conventionnel qui est mal rémunéré, dépourvu de sécurité et de protection, et qui ne permet pas à un ménage de vivre décemment. Il est également caractérisé par l'incertitude et l'insécurité grâce au recours au travail passager, temporaire, occasionnel, à temps partiel, et saisonnier (BIT, 2012).

Cette différence peut être expliquée aussi par la réflexion de Sen sur l'emploi. Il estime que l'emploi est comme un moyen de se procurer des « capabilités » essentielles, comme un potentiel de réalisation, et l'absence de cet emploi engendre des privations de liberté (Sen, 1997). En outre, Sen a également défini la capabilité comme « *un ensemble de fonctionnements qui indique qu'un individu est libre de mener tel ou tel type de vie* » (Sen,

2000, p. 76). En ce sens, plus un individu est pourvu en capacités, plus il arrive à réaliser des actions valorisantes.

En effet, la formation préalable des jeunes diplômés en CAP/BAE/BT en métiers précis constitue déjà un atout pour eux en termes de capacités. Toutefois, cette formation préalable n'est pas suffisante pour décrocher un emploi non précaire. « Les soft skills les plus recherchés par les recruteurs dans le marché du travail malgache, sont l'adaptabilité, la créativité ou innovation, la volonté et la détermination, la prise d'initiative et l'audace, l'autonomie, la responsabilité, la coopération avec les autres et l'esprit d'équipe » (RAZAFIMBELO, 2020, p. 60).

Si tel est le cas, l'État devrait revoir le financement de l'ETFP public car le budget de cette entité est essentiellement constitué de la subvention de l'État qui n'a jamais dépassé 1%⁴² du budget alloué au secteur de l'Éducation. Cela serait dans le but de donner des opportunités aux jeunes vulnérables n'ayant pas les moyens de continuer leurs études à l'Université de se doter d'une meilleure capacité.

Ainsi, il est à remarquer également que les indices de capacité globale des jeunes 15 à 24 ans en milieu rural, quel que soit le diplôme, sont inférieurs à ceux qui résident en milieu urbain. Les écarts sont plus palpables pour les jeunes entre 15 à 19 ans. La faiblesse de niveau des indices de capacité globale des jeunes et ces écarts entre milieux urbains et ruraux peuvent être expliqués par l'importance de la déscolarisation et de la faiblesse de la qualité de l'éducation surtout en milieu rural.

Cette déscolarisation des jeunes est essentiellement due aux facteurs individuels et contextuels. La volonté, la possibilité de choix, la difficulté physique et mentale, ainsi que la perception des jeunes sont parmi les facteurs individuels qui stimulent les enfants et les jeunes à abandonner l'école. Par ailleurs, les facteurs contextuels sont, d'une part, liés aux conditions de vie des ménages telles que le soutien de l'enfant au revenu du ménage ou aux tâches domestiques, la faiblesse du niveau de vie du ménage, l'illettrisme ou les difficultés des parents à comprendre les enjeux et l'importance de la scolarisation,

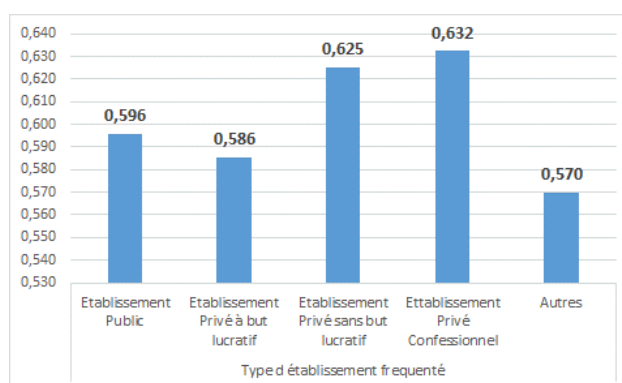
⁴² Nos propres calculs à partir des LFR.

et, d'autre part, au contextes socio-politico-économique tel que l'insuffisance des budgets de l'État alloués à l'éducation, la difficulté d'accès à l'école, l'insuffisance des infrastructures scolaires, l'insécurité, la qualité de l'enseignement, etc. (Gastineau et Ravaozanany, 2011) (INSTAT, 2013) (PASEC, 2017)⁴³.

Quant à la faiblesse de la qualité de l'éducation, les différences de performance entre milieux de résidence sont essentiellement dues aux disparités entre les écoles en milieu rural et celles en milieu urbain telles que les profils des enseignants (majorité FRAM en milieu rural)⁴⁴, la disponibilité des ressources éducatives, la localisation de l'école, l'organisation pédagogique, etc. Les écoles en milieux ruraux sont généralement les plus dépourvues en infrastructure scolaire, en matériaux didactiques, en manuels et en équipements pédagogiques (PASEC, 2017).

Ces disparités de la qualité de l'éducation entre les écoles rejouent également sur les niveaux des indices de capacité globale des jeunes. En effet, les indices de capacité des jeunes ayant fréquenté les établissements confessionnels sont supérieurs à ceux des établissements publics, privés à but lucratif, privés sans but lucratifs et autres (graphique 16).

Graphique 16 : Indice de capacité des jeunes 15 à 24 ans en 2013 par type d'établissement fréquenté



Source : ENSOMD 2013/nos propres calculs

⁴³ PASEC (Programme d'Analyse des Systèmes Éducatifs de la Confemem à Madagascar)

⁴⁴ Enseignant payé par l'Association des Parents des élèves FRAM

Section 1.2. Liens entre capacités et vulnérabilités subjectives

La vulnérabilité est étroitement liée à la capacité dans le cas où le manque de capacité à anticiper et à s'adapter à l'environnement dans lequel on s'inscrit nous rend plus vulnérable par rapport aux différents aléas de la vie qui peuvent nuire au bon développement de la personne que ce soit au niveau pécuniaire, social ou intellectuel. Comme l'approche de Sen la considère, la capacité de base signifie la liberté d'agir, de réaliser des actions afin d'échapper à la pauvreté, de libérer les potentiels réels des jeunes à faire faces aux divers problèmes pouvant se passer dans leur vie. Ce sont là les principales références pour reconnaître les capacités.

Dans la Région de Soavinandriana, la majorité des interviewés vivent dans des situations de précarité. Cependant, ceux qui avaient pu surmonter cette situation ont pu utiliser leur capacité, ils essaient d'échapper à la pauvreté sans fatalité, sans accepter de mener leur vie dans l'attente d'une survie journalière.

Ceux qui n'en ont pas conscience ou qui restent dans une situation de pauvreté semblent ne pas se rendre compte de l'enjeu réel de leurs potentiels en tant que jeune. Comme nous l'avons expliqué au chapitre précédent, ils sont surtout vulnérables socialement, c'est-à-dire qu'ils préfèrent se conformer aux règles et coutumes de leur village gérontocrate que de prendre des initiatives personnelles de peur de briser le *fihavanana*, alors que c'est cette initiative qui permettrait la transition incubatrice de changement social.

Le premier lien est donc l'indissociabilité de ces deux notions. Ayant pourtant la capacité de s'autopromouvoir afin de sortir de la pauvreté, certains jeunes préfèrent ne pas s'engager dans des actions car ils sont vulnérables socialement. Ou au contraire, ils s'émancipent du système de solidarité qui les rend vulnérables et dans lequel ils s'inscrivent afin de jouir pleinement de leurs capacités et devenir moins vulnérables par rapport à la pauvreté mais aussi par rapport au contexte social. En effet, même si la société, surtout en milieu rural, reste très gérontocratique, la majorité des familles malgaches accordent beaucoup de respect aux personnes ayant réussi et ayant un revenu plus élevé. La méritocratie monétaire est ainsi valorisée, en plus de la gérontocratie, tel

est le cas du jeune responsable travaillant en tant que salarié dans la commune d'Amberomanga.

D'autre part, un autre lien étroit existe entre capabilité et vulnérabilité : si l'on est vulnérable économiquement, c'est-à-dire facilement ébranlé par les fluctuations économiques comme la chute des prix des matières premières, ou l'inflation, on n'a pas d'issue de secours. Cependant, si on a la capacité d'anticiper une baisse ou une hausse des prix sur le marché, on peut spéculer. Certains jeunes ont cette capacité mais ne savent pas la mettre à son profit. Comme ils vivent d'agriculture et d'élevage en général, ils connaissent plus ou moins en avance le rendement de leurs activités selon la situation climatique durant la période. Ils arrivent à anticiper une raréfaction ou une abondance d'un certains produit de culture ou d'élevage dans leur commune et savent aussi comment se déroule la récolte dans la majeure partie de la Région car des transactions se font entre agriculteurs.

Dans cette situation, l'accès à l'information sur les produits cultivés par les autres est une information de base que tout le monde peut se procurer en demandant seulement comment était les conditions météorologiques dans les autres parties de la Région. Là est la clé de la spéculation qu'ils ne maîtrisent pas encore car ils cherchent juste à liquider leurs récoltes le plus rapidement possible car ils jugent que la liquidité est très importante étant donné leur vulnérabilité par rapport aux maladies et autres chocs alors qu'en anticipant bien, leur récolte peut atteindre des prix supérieurs. Une autre stratégie, en cas de prix bas anticipés, serait de diminuer leur temps de travail pour faire d'autres activités, comme investir dans leur capital humain, pour avoir ensuite la même rémunération qu'avec les récoltes antérieures.

Plus les jeunes sont vulnérables, plus ils ont besoin de liquidités, moins ils peuvent user de leurs capacités à anticiper le prix de leur récolte et moins ils profitent d'un prix optimal pour leur labeur. Ils deviennent alors davantage vulnérables et ainsi de suite. Cependant, s'ils exploitent davantage les informations qu'ils reçoivent, cela permettrait d'avoir un meilleur revenu ou d'investir dans une autre activité pour un deuxième revenu.

Quelques jeunes ont cependant cette capacité et investissent largement dans l'agriculture et l'élevage. Grâce à eux, la commune est réputée pour certains produits agricoles et les consommateurs de la ville d'Antananarivo deviennent leurs principaux clients.

Ces jeunes qui sont actifs et qui participent activement à la vie économique et sociale de la commune influence les autres à être plus actifs, à user de leurs capacités pour être moins vulnérables par rapport aux chocs économiques et sociaux.

Section 2. Analyse économétrique

L'indice de capacité qu'on vient de calculer est une variable quantitative variant entre 0 et 1. Pour analyser la relation entre la capacité et les variables explicatives telles que les différents capitaux financiers, humains, physiques et autres, nous allons transformer cette variable dépendante « indice de capacité globale » en variable qualitative ordinaire « classe d'indice de Capacité globale ». L'approche par régression logistique multinomiale s'avère ici adéquate.

Cette régression logistique multinomiale nous permet d'introduire la variable dépendante (classe de l'indice de Capacité globale) dans le modèle. Ainsi, elle permet également de tester l'hypothèse concernant les impacts des variables du capital humain, du capital financier, du capital physique non retenus dans l'indice de capacité globale, et d'autres variables indépendantes sur la capacité.

Il est à rappeler que l'indice de Capacité globale est classé suivant sa valeur. La capacité est faible quand la valeur de cet indice est inférieure à 0,550, elle est moyenne quand la valeur de l'indice est entre 0,550 et 0,700. La capacité est forte quand la valeur de l'indice est supérieure à 0,700. En effet, la variable « classe indice de Capacité globale » est une variable ordinaire qui peut donc prendre la valeur 1, 2 ou 3.

Mentionnons également que le capital humain est constitué par les compétences et connaissances, l'aptitude à travailler et la bonne santé. À ce niveau, il peut être mesuré

par certaines variables comme l'âge, le sexe et le niveau d'éducation, le taux de morbidité dans le ménage (exemple : la proportion des actifs malades au cours des quatre dernières semaines). Cette dernière variable a été enlevée dans le modèle car elle le rend non significatif.

Pour le capital social, c'est un ensemble de ressources qu'un ménage peut obtenir à partir du réseau social. Pour le mesurer, on peut retenir les variables comme : les transferts reçus par le ménage, le ratio de dépendance du ménage (proportion d'individus employés dans le ménage). Comme le transfert reçu est l'une de composante de l'indice de la capacité, il n'a pas été pris en compte comme variable explicative. En outre, les variables « ratio de dépendance » et « la taille de ménage » sont fortement corrélées, on a introduit la variable « taille de ménage dans le modèle ».

Quant au capital naturel, il est constitué des ressources naturelles à la disposition des ménages (terre, eau et végétaux). On peut utiliser les variables (la superficie de terre possédée par le ménage, la superficie de terre (non possédée) utilisée par le ménage, le nombre de têtes de gros bétail possédées par le ménage, le nombre de têtes de petit bétail possédées par le ménage, etc.) pour le mesurer. Dans le modèle, on n'introduit que la variable « possession des animaux » car l'indice de capacité globale a déjà pris en compte la variable « possession de la terre ».

Concernant le capital financier, ceci regroupe des ressources financières à la disposition des ménages : stock d'argent (épargne), sources de crédit (formelles et informelles). Ce capital financier (capital économique), celui qui est à aborder ici, ne concerne pas le capital financier comme traité en comptabilité mais concerne plutôt les atouts financiers que possède l'agent économique concerné. Ici, il est davantage question du niveau du revenu, de l'épargne et de l'accès aux services financiers que possède la personne.

Concernant le niveau de revenu, les personnes en milieu rural vivent surtout d'agriculture et c'est leur principale source pécuniaire. Pendant les périodes de soudure, ils doivent travailler pour des propriétaires fonciers afin d'avoir des sources de revenu nécessaire à leur survie.

Pour le capital physique, en économie celui-ci concerne surtout tout ce qui touche aux moyens de production et qui ne sont pas des consommations intermédiaires. Dans un ménage, le capital physique peut donc être le matériel de cuisine, le matériel agricole, etc. Ne sont pas considérés comme tel l'électricité, le charbon, etc. Le capital physique est essentiel pour pouvoir produire et pour permettre l'autoconsommation dans les familles d'agriculteurs malgaches.

Dans les données que nous avons traitées, le constat est qu'il est difficile d'appréhender l'importance du capital physique dans le contexte de la vie rurale malgache. En effet, le capital physique des jeunes vivants dans les milieux ruraux est négligeable. Pelles, râpeaux et petit matériel agricole en sont les principales composantes.

Cependant, dans une optique de simulation, si l'on augmente le capital physique, cela aurait un impact considérable car en augmentant les facteurs de productions, notamment en ajoutant des capitaux physiques plus modernes, la production par tête des habitants ruraux s'en trouve augmentée. Dans l'hypothèse où ils sont capables de maîtriser parfaitement les capitaux physiques injectés, cela aurait un effet multiplicateur sur la production.

Mais en réalité, la capacité à maîtriser un nouveau capital physique est faible s'il n'y a pas eu au préalable un investissement en capital humain au préalable. Cela renvoie directement à la notion de capacité car même si les conditions externes au développement sont adéquates, la capacité de personnes concernées doit aussi être à la hauteur de ces opportunités.

**Tableau 27 : Information sur le modèle Logit multinomial « relation entre la
capabilité et ses variables explicatives »**

Model Fitting Information				
Model	Model Fitting Criteria	Likelihood Ratio Tests		
	-2 Log Likelihood	Chi-Square	df	Sig.
Null	2764,109			
Final	1739,602	1024,506	56	0,000
Pseudo R-Square				
Cox and Snell	0,557			
Nagelkerke	0,627			
McFadden	0,371			

Source : INSTAT/ENSOMD2013/Nos propres calculs

Le coefficient R2 de Nagelkerke permet de connaître le degré d'association de plusieurs variables dans le cas d'une régression logistique. Ainsi, 62,7 % de la variation de la variable dépendante est attribuable aux variations des variables indépendantes. Autrement dit, la capabilité peut être expliquée à 62,7% par l'importance du capital humain, du capital physique, du capital financier et d'autres variables explicatives. Ainsi, les pouvoirs explicatifs de ces facteurs sont assez élevés et servent de premier indice quant à l'influence de ces variables indépendantes sur la capabilité. En effet, en analysant ce modèle logit multinomial, on peut apercevoir en premier lieu la corrélation est assez forte (tableau 27).

**Tableau 28 : Résultats du modèle Logit multinomial « relation entre la
capabilité et ses variables explicatives »**

Classe_indice de capabilité globale ^a	B	Std. Error	Wald	df	Sig.	Exp(B)	95% Confidence Interval for Exp(B)	
							Lower Bound	Upper Bound
Indice de capabilité forte								
Log age	-2,264	1,127	4,034	1	0,045	0,104	0,011	0,947
Log taille menage	0,400	0,307	1,700	1	0,192	1,492	0,818	2,723
In_revenu	0,968	0,247	15,407	1	0,000	2,633	1,624	4,269
Capacité d'épargne								
Epargne	11,986	4,590	6,817	1	0,009	160449,502	19,858	1296400654,892
Genre								
[Sexe=Homme]	0,163	0,329	0,244	1	0,621	1,177	0,617	2,244
[Sexe=Femme]	0 ^b			0				
Diplômes								
Aucun	-17,950	0,683	691,504	1	0,000	1,600E-08	4,199E-09	6,099E-08
CEPE	-16,419	0,689	568,587	1	0,000	7,403E-08	1,920E-08	2,854E-07
BEPC	-16,866	0,694	591,459	1	0,000	4,731E-08	1,215E-08	1,842E-07
CAP/BAE/BT	0,096	6213,235	0,000	1	1,000	1,101	0,000	.
BAC	-15,698	0,000		1		1,523E-07	1,523E-07	1,523E-07
DEUG et plus	0 ^b			0				
Milieu de résidence								
[MILIEU DE RESIDENCE=Urbain]	0,136	0,388	0,122	1	0,727	1,145	0,535	2,450
[MILIEU DE RESIDENCE=Rural]	0 ^b			0				
Situation de pauvreté								
[pov=0]	-0,622	0,403	2,380	1	0,123	0,537	0,244	1,183
[pov=100]	0 ^b			0				
Catégorie socio-professionnelle								
Cadre supérieur	18,813	2460,435	0,000	1	0,994	148055498,738	0,000	.
Cadre moyen	2,557	1,582	2,612	1	0,106	12,899	0,580	286,715
Ouvrier ou salarié qualifié	2,776	1,452	3,656	1	0,056	16,050	0,933	276,141
Ouvrier ou salarié non qualifié	1,722	1,413	1,485	1	0,223	5,598	0,351	89,346
Manoeuvre	2,471	1,462	2,857	1	0,091	11,835	0,674	207,774
Stagiaire rémunéré	16,779	9752,442	0,000	1	0,999	19356913,155	0,000	.
Indépendant	2,971	1,411	4,431	1	0,035	19,505	1,227	309,999
Chomeur	17,605	4425,764	0,000	1	0,997	44248663,014	0,000	.
Inactif	2,045	1,451	1,987	1	0,159	7,732	0,450	132,828
Petit exploitant agricole	1,979	1,415	1,958	1	0,162	7,239	0,452	115,841
Moyen exploitant agricole	2,065	1,474	1,961	1	0,161	7,884	0,438	141,825
Grand exploitant agricole	19,045	4907,336	0,000	1	0,997	186730255,335	0,000	.
Pecheur	18,856	9535,273	0,000	1	0,998	154570905,840	0,000	.
Autres	0 ^b			0				
Accès au service financier								
[Est-ce qu'il a bénéficié d'un emprunt auprès d'une institution de microfinance au cours des 12 derniers=Non]	-2,602	1,141	5,197	1	0,023	0,074	0,008	0,694
[Est-ce qu'il a bénéficié d'un emprunt auprès d'une institution de microfinance au cours des 12 derniers=Oui]	0 ^b			0				
Possion des outils ou matériels [Oui]	2,476	1,263	3,845	1	0,050	11,893	1,001	141,304
Possion des outils ou matériels [Non]	0 ^b			0				
[Possion des animaux =Oui]	0,676	0,348	3,781	1	0,052	1,966	0,995	3,887
[Possion des animaux =Non]	0 ^b			0				

a. The reference category is: Indice de capabilité faible.

b. This parameter is set to zero because it is redundant.

c. Floating point overflow occurred while computing this statistic. Its value is therefore set to system missing.

Source : INSTAT/ENSOMD2013/Nos propres calculs

Les variables du capital humain comme l'âge, le sexe et le niveau d'éducation n'ont pas toutes un impact significatif sur la capabilité (tableau 28). La variable « sexe » n'est pas significative dans le modèle. Les variables « âge » et « niveau d'éducation » ont des influences significatives dans le modèle. La lecture des résultats du modèle permet d'interpréter que le capital humain constitue une variable importante dans la capabilité

des jeunes, implicitement dans sa résilience. En effet, empiriquement, les jeunes ayant eu un diplôme plus élevé dans n'importe quel domaine ont un niveau de capacité élevée, et ont pu sortir donc de leur état de vulnérabilité. Que ce soit dans le cadre d'une formation ponctuelle ou d'une formation continue prenant place sur plusieurs années, l'investissement ou l'amélioration du capital humain est donc un atout majeur pour diminuer drastiquement l'état de vulnérabilité.

Ce même modèle montre qu'un niveau de diplôme peu élevé contribue négativement à la capacité forte. Cela aussi est pertinent concernant les jeunes n'ayant eu aucune formation ou ayant abandonné l'école pour se trouver un travail ou aider leurs parents. Ils font face à une plus grande difficulté pour se sortir de la pauvreté et sont plus vulnérables faces aux aléas économiques et sociaux pouvant les affecter.

Ce résultat coïncide avec celui de Joseph Stiglitz qui définit cette variable comme l'ensemble des compétences et de l'expérience accumulées qui ont pour effet de rendre les salariés plus productif (Stiglitz, 2007). Paul Samuelson et William Nordhaus ajoutent que le capital humain constitue un stock de connaissances techniques et de qualifications caractérisant la force de travail d'une nation et qu'il résulte d'un investissement en éducation et en formation. (Samuelson & Nordhaus, 2000).

Selon la Banque Mondiale, le capital humain est constitué par cinq variables : la survie des enfants, la scolarisation, la qualité des apprentissages, le développement en bonne santé et la survie des adultes car ils ont une corrélation directe avec la productivité. Il constitue l'ensemble des connaissances, compétences et conditions de santé accumulé par les individus pendant leur vie et leurs permettent d'être des membres productifs de la société en réalisant leur plein potentiel.

Nous nous intéressons également au capital social que l'on a pris comme variable dépendante. Remarquons que la variable « taille de ménage » qui fait partie du capital social a une influence positive sur la capacité, mais le niveau de significativité est très faible.

Bourdieu (1979, 1980) est à l'origine de la distinction entre capital économique, capital social et capital culturel. Il démontre qu'un individu ne dispose pas seulement de capital, dans le sens marxien du terme, essentiellement constitué de capital matériel, mais il dispose aussi de capital immatériel qu'il peut exploiter et dont il peut tirer des avantages, aussi faible soit-il. Pour Bourdieu, le capital économique désigne non seulement ce que les économistes dénomment le patrimoine qui est l'ensemble des biens matériels possédés par un individu, mais désigne aussi les revenus qui permettent la constitution d'un patrimoine. Le capital social quant à lui désigne le réseau relationnel qu'un individu peut mobiliser quand il en a besoin. Ce réseau est partiellement hérité car il contient la famille, les amis de la famille, etc.

Tous les individus ont des relations et des réseaux, mais il est difficile de les qualifier car certains sont plus efficaces que d'autres indépendamment du milieu dans lequel ils se trouvent. Selon Bourdieu, le capital social permet de désigner le principe d'effets sociaux qui ne peuvent pas être réduits à l'ensemble des propriétés individuelles possédées par une personne. C'est aussi l'ensemble des ressources qui sont liés à l'appartenance d'un réseau de relation d'interconnaissance et d'inter-reconnaissance et qui constituent des liaisons utiles.

Le profit généré par l'appartenance à un groupe trouve sa source dans la solidarité. La solidarité dont nous avons déjà vu l'impact sur la vulnérabilité et la capabilité est non négligeable pour surmonter la pauvreté mais constitue aussi un blocage pour cette dernière selon le contexte dans lequel il s'inscrit et la situation auquel nous devons faire face.

Grâce à l'analyse économétrique, nous pouvons apercevoir que le capital social joue un rôle considérable dans le maintien de l'état de capabilité. En effet, à cause des mécanismes entretenant la solidarité, les jeunes sont contraints de se conformer aux besoins de leurs cercles sociaux, notamment leur famille directe. Or, comme nous l'avons vu, dans le milieu rural de Madagascar, les jeunes sont surtout encouragés à abandonner leurs études et à aider dans l'agriculture familiale. Le capital social pourrait alors influencer positivement leur capabilité si d'autres personnes ont des avis différents sur la question et d'autres motivations pour la poursuite des études.

En ce qui concerne le capital financier, les variables « capacité d'épargne » et « accès au service financier » ont des impacts positifs sur la capacité forte, et elles sont très significatives. Ce résultat nous montre que premièrement les jeunes qui ont pu réaliser une épargne ont des capacités fortes et pourraient sortir de leur situation de vulnérabilité. Inversement, le nonaccès à ce service vulnérabilise les jeunes et handicape leurs capacités de résilience car ils n'ont aucun moyen pour recourir aux prêts pour investir et amoindrir les différents chocs. Leurs capacités pourraient être donc limitées suite au nonaccès aux services financiers. Ce cas concerne surtout les jeunes vivant en milieu rural, très peu ont des comptes bancaires et très peu ont accès à des services financiers tels que les prêts auprès des institutions de microfinance. Cette situation a mis en exergue l'importance de ce modèle qui démontre le niveau d'importance de ces variables dépendantes.

Toujours pour le capital financier, sans surprise, la variable « revenu » a une influence positive et significative sur la capacité. Cela montre que les jeunes issus des ménages ayant un revenu élevé ont évidemment des capacités plus fortes.

Concernant le capital physique, la variable « possession des matériels » a un fort impact positif sur la capacité, et ce de manière très significative. Le résultat de ce modèle montre donc que les jeunes Malgaches dotés de matériel ont des capacités plus fortes car ces derniers ont des impacts directs sur leur production. Quoiqu'il en soit, cela nécessite des capacités pour maîtriser ce capital physique, d'où l'importance d'investir dans le capital humain. Cela renvoie donc à la notion de capacité car même si les conditions externes au développement sont adéquates, la capacité des personnes concernées doit aussi être à la hauteur de ces opportunités.

En essayant d'introduire dans le modèle la variable « milieu de résidence », l'on remarque que cette variable n'est pas significative. Cela montre que le fait de résider dans le milieu rural ou urbain n'a pas d'influence sur le niveau de capacité des jeunes.

Pour les variables « catégories socio-professionnelles des chefs de ménages », la majorité de ces variables n'ont pas d'influence significative sur le niveau de la capacité. Cela

montre que quel que soit les catégories socio-professionnelles des parents des jeunes, cela n'impacte pas nécessairement leur niveau de capabilité. Le fait d'appartenir à la catégorie socio-professionnelle de « chef de ménage indépendant » influence positivement et significativement sur le niveau de capabilité des jeunes du ménage. Cela permet d'interpréter que les parents issus de cette catégorie socio-professionnelle arrivent à transmettre leurs compétences, voire leurs capabilités à leurs enfants.

Section 3. Analyse qualitative

Dans les enquêtes menées auprès des jeunes dans les communes concernées, en leur expliquant bien notre recherche autour de la capabilité et de la vulnérabilité, ils ont pu être capables de nous procurer des informations qualitatives précises sur leur situation grâce à des questions formulées et orientées de telle manière à ne pas trop s'éloigner du sujet.

Dans la commune Soavinandriana Itasy, les réponses ont été très pertinentes malgré la faible scolarisation des personnes interviewées. En général, la tendance sur les réponses à propos de la capabilité s'est davantage orientée autour du capital humain même si nos premières impressions étaient orientées autour du capital financier. De plus, en parlant de la vulnérabilité, la majorité d'entre eux s'étaient identifiés comme vulnérables et les causes de cette vulnérabilité étaient bien définies.

Dans la commune Ampary, de la Région Soavinandriana Itasy, a priori le constat était que les jeunes sentaient que leur manque de capabilité était dû au manque de scolarisation. Et même pour ceux qui ont connu la scolarisation, la capacité des personnes scolarisées ne leur permettent pas toujours de surmonter la vulnérabilité, faute de qualité d'éducation ou de non-valorisation des acquis au cours du cycle scolaire par ces jeunes.

Selon les dires de nos interlocuteurs, ils sont assez vulnérables face aux intimidations et aux informations dont ils ne peuvent vérifier la véracité. Notamment, toujours selon les règles de solidarité et de bonne conduite dans les villages et les familles, si une idée est acceptée par le chef de famille ou la personne la plus influente du village, notamment le plus riche, cette idée ne peut être réfuté par qui que ce soit et celui ou celle qui tente de

prouver que l'idée n'est pas pertinente est réprimandé par tout le village et même sa propre famille. Ils ne sont pas libres de penser ce qu'ils veulent, certains prétendent même qu'ils ne savent pas penser d'eux même malgré le fait qu'ils aient pu terminer le primaire ou le collège car tant qu'on n'a ni diplôme ni argent on doit se soumettre aux idéaux communs.

D'autre part, même si par rapport à la moyenne du pays, la Région est statistiquement l'une des plus scolarisées, les jeunes concernés ne le ressentent pas ainsi. En leur donnant cette information, ils furent tous très étonnés, voire incroyables. Cela leur a permis de prendre conscience de la gravité de l'état dans lequel le pays était. De leur point de vue, on n'apprend qu'à lire, écrire et calculer à l'école alors qu'ils souhaiteraient avoir accès à d'autres formations plus pratiques pour perfectionner leurs activités dans l'agriculture et l'élevage, recevoir un enseignement sur l'esprit entrepreneurial en apprenant l'histoire d'un autre pays étranger par exemple.

De plus, les techniques d'agriculture sont des techniques ancestrales transmises de génération en génération. La route du progrès technique semble être barrée aux jeunes, ils ne peuvent en effet pas se permettre d'utiliser des véhicules mécanisés pour cultiver car ils ne savent pas comment les utiliser, et surtout le prix auquel ils vendent leur récolte ne couvrirait absolument pas les dépenses engendrées par l'utilisation d'un tracteur ou autres matériels agricoles motorisés.

Néanmoins, la majorité des jeunes avouent vouloir avoir accès à des plateformes de formations, que cela concerne leurs activités ou non, car « c'est toujours mieux que de ne savoir rien faire que ce qu'on sait déjà ».

Malgré leurs affirmations, quand l'existence de plusieurs formations dont ils pouvaient jouir, qu'elles soient gratuites ou non, a été évoquée, quelques-uns ont commencé à trouver des problèmes pour pouvoir y accéder, comme le manque de temps, manque d'argent, la trop grande distance pour l'accès à ces dernières, etc.

Une forme de contradiction a donc été constatée chez certains jeunes face à leur désir d'évoluer et leur manque de motivation réelle pour agir afin d'améliorer leurs situations.

Néanmoins, la majorité a démontré que les opportunités étaient toujours bonnes à saisir et sont allés vers les centres de formations qui ont été mentionnés.

Ils ont aussi énoncé que le manque d'information comme l'existence de formations auxquelles ils peuvent avoir accès constitue un des empêchements majeurs pour leur permettre d'avoir les capacités nécessaires afin d'être moins vulnérables. L'accès à l'information est assez restreint partout dans l'île dès qu'on ne se trouve pas dans le centre-ville d'Antananarivo, les journaux arrivent en retard, l'accès à internet est difficile si ce n'est pas sur le téléphone mobile alors que le réseau téléphonique est assez faible. Un investissement dans des procédures d'accès à l'information permettrait à tous les jeunes d'avoir accès aux mêmes opportunités qu'un jeune habitant dans la capitale.

Les jeunes que nous avons interrogés ont aussi souvent mentionné la difficulté d'accès aux matériaux de construction, aux ustensiles divers de réparations et de bricolage. Ils sont contraints d'utiliser les moyens du bord et nous avons remarqué que cela était plutôt ingénieux. Ils ont beaucoup de potentiels si on leur apprend de nouvelles techniques qui ne nécessitent pas d'importants moyens financiers.

« Je suis issu d'une famille pauvre, je n'ai pas eu l'occasion de suivre des études parce que mes parents n'avaient pas d'argent pour m'envoyer à l'école. [...] Je regarde ce que les gens ou les aînés font en premier lieu, puis je les imite. Je cherche des choses que les gens jettent quand ils n'en ont plus besoin, c'est comme ça que je me procure ce dont j'ai besoin. Je vends des objets que je répare, c'est comme ça que je peux gagner de l'argent. Dans notre commune, il n'y a pas de vendeurs d'objets abîmés ou déjà usés comme on peut en trouver à Antananarivo. En général, j'utilise tous les matériaux utilisables que je trouve pour faire quelque chose dont j'ai besoin et surtout pour la vente, pour augmenter mon chiffre d'affaires. Si j'avais un peu plus de formation, je pourrais élargir mon activité. Et puis si j'avais de l'argent à dépenser, je pourrais aussi pu élargir mon activité, mais malheureusement je suis vraiment pauvre » (Homme de 23 ans, habitant dans le Fokontany d'Ampary, Région Itasy depuis son enfance, Bricoleur fabricant et recyclant des objets en plastique et en fer, photo 2).

Photo 2 : Poulailler fabriqué par un jeune de 23 ans à partir d'objets disponibles



Ce récit renvoie à l'analyse de Joseph Stiglitz qui définit le capital humain comme l'ensemble des compétences et de l'expérience accumulées qui ont des impacts positifs sur la productivité des salariés (Stiglitz, 2007). Cela coïncide également avec l'analyse quantitative selon laquelle le revenu influe positivement sur la capacité.

Section 3.1. La capacité des jeunes

Les jeunes des Régions étudiées montrent le plus souvent une timide confiance en leur possibilité de sortir de leur état de vulnérabilité. En effet, même quand leurs initiatives aboutissent de manière positive, ils semblent nier ou ne pas vouloir s'avouer les capacités qu'ils possèdent. Malgré le contexte dans lequel ils se trouvent et les blocages auxquels ils font face, ils ont tout de même des caractéristiques de capacité qui, bien exploitées, permettraient de diminuer leur état de vulnérabilité.

D'une part, ils ont une ingéniosité et une capacité à s'adapter dans leur milieu afin d'arriver à leurs objectifs, à l'instar du matériel d'agriculture qu'ils bricolent eux-mêmes, ou encore des pièges à oiseaux et pièges à souris pour protéger leurs récoltes et leurs réserves. D'autre part, ils peuvent accroître leur connaissance en ayant accès à des formations adéquates.

Rappelons-le, la capacité se définit comme la possibilité effective dont un individu dispose pour ses divers choix sur les combinaisons de fonctionnements de sa vie accompagnée de liberté avec lequel il peut jouir (Sen, 1992, p.66). Selon l'avis de plusieurs jeunes interrogés, d'après cette définition, tout ce qui concerne de près ou de loin leur vie constitue notamment leur capacité, que ce soit leur famille, leurs amis, leur niveau d'éducation, leur niveau d'intelligence, leur capacité à s'intégrer socialement, etc.

En faisant les choix corrects dans sa vie, chaque jeune a des possibilités pour tenter de se construire un avenir comme il le souhaiterait. Pour eux, en combinant toutes ces composantes de leur vie et en prenant la décision de comment les utiliser, cela constituerait en effet d'innombrables opportunités pour sortir de leur état de pauvreté, de devenir des acteurs importants pour être les vecteurs de transformation de leur situation et de celle de leur entourage.

D'abord, l'existence de relations sociales, que ce soit avec leurs familles ou leur entourage constituent à eux seuls une grande source d'opportunité et de capacité car chacune de ces personnes peut être une source d'information nécessaire à la recherche de travail ou de formation ou de n'importe quelle information dont peuvent avoir besoin les jeunes afin d'avancer à une étape supérieure de leur vie, comme la prospection de fournisseurs ou de clients pour des idées d'entrepreneuriat.

Ensuite, leur niveau d'éducation, même étant faible, peut être aussi exploité car savoir lire et comprendre ce que nous lisons permet déjà de fournir des informations précieuses et permet aussi d'avoir des notions théoriques sur plusieurs aspects de la vie, qu'il s'agisse d'informations sur les pratiques d'élevage et d'agriculture, sur les notions de construction, sur les bases des relations sociales et beaucoup d'autres domaines.

Mais les jeunes interrogés distinguent le niveau d'éducation et le niveau d'intelligence. Ils font surtout référence à la durée de fréquentation scolaire quand ils parlent de niveau d'éducation et voient la capacité à assimiler, analyser et utiliser les informations et s'adapter à des situations comme constitutive de l'intelligence. Ils aiment affirmer que ce n'est pas la durée de fréquentation scolaire qui compte mais l'intelligence. Ainsi, la capacité de lire ne signifie pas pouvoir appliquer ou même comprendre ce qu'on lit.

Enfin l'intégration sociale est la dernière capacité qu'ils ont énoncée car selon eux, si l'on ne sait pas s'intégrer ou communiquer avec ses pairs, on aura des problèmes et on sera seul sans personne à qui demander service. De plus, les personnes sociables trouvent en général davantage d'opportunités et sont plus recommandées par les autres personnes pour trouver du travail ou avoir des informations qui peuvent les aider à avancer dans la vie. Les jeunes ayant une maîtrise même partielle de ces trois variables dans leur vie ont donc les capacités de base nécessaires pour devenir forces et acteurs sociaux importants dans leur communauté.

Section 3.2. Les jeunes sont des forces et acteurs sociaux incontournables

Les jeunes de la tranche d'âge de 15 à 24 ans sont des personnes ayant normalement de l'énergie, sont en bonne forme physique, bref sont « en pleine force de l'âge ». C'est là que se trouvent leurs principaux atouts. Comme ils sont conscients de leurs capacités et des facteurs et situations auxquels ils sont potentiellement vulnérables, cela leur permet d'engager des actions qui vont avoir des répercussions non seulement sur leur vie mais aussi sur celui de la communauté. Ils devraient être une source d'influence au changement avec les atouts nécessaires pour permettre une transition adéquate dans le contexte de la mutation sociale. Si l'on ne considère pas les jeunes et qu'on les marginalise alors qu'ils constituent 18,3% de la population malgache avec une pyramide des âges ayant une base très élargie, si cette population est négligée, l'avenir du pays en sera affecté. Une jeunesse consciente de ses potentialités et des problèmes auxquels ils font face est donc la clé pour un meilleur avenir.

D'autant plus que parfois, des parcours réussis ne nécessitent qu'une intervention limitée. En témoigne l'exemple d'un des jeunes interviewés qui a accédé à une formation via une ONG, ce qui lui a permis de créer sa propre entreprise malgré le fait qu'il n'avait jamais eu d'autres formations orientées vers la même activité auparavant. Ainsi, une seule action amenant une nouvelle opportunité à un jeune peut permettre de catalyser ses capacités pour réduire considérablement sa vulnérabilité. Les jeunes sont dans une tranche d'âge où il est plus facile d'absorber de nouvelles capacités et de directement les appliquer, ils ont suffisamment d'adresse, de capacité physique dans l'effort et de capacité à assimiler de nouvelles informations.

Section 4. Synthèse

Il existe donc un lien étroit entre vulnérabilité et capacité, voire un lien d'interdépendance qui procède comme un cycle. Face à la vulnérabilité, la capacité diminue et renforce la situation de vulnérabilité face aux chocs économiques et sociaux. Mais malgré leurs vulnérabilités, certains jeunes participent activement à la vie économique et sociale de la communauté dans laquelle ils se trouvent et transforment le cycle en exploitant les capacités qu'ils possèdent pour diminuer leur vulnérabilité et pouvoir accroître encore plus leurs capacités. Ces jeunes, initiateurs, font face à un système à la fois gérontocratique et méritocratique sur le plan pécuniaire mais peuvent s'en émanciper grâce à leurs capacités.

Notre analyse économétrique a montré que le capital humain est le principal catalyseur de la capacité et si on le stimulait davantage, la vulnérabilité des jeunes s'en trouverait diminuée. Cependant, le capital social joue aussi un rôle tout aussi important spécialement dans le contexte malgache du *fihavanana* dans lequel les jeunes s'inscrivent. Le capital social est en effet une importante source d'information et d'entraide. Un meilleur accès à des services financiers réduirait aussi la vulnérabilité des jeunes car cela constituerait un filet de sécurité pour leur capital financier même s'ils sont pauvres. En effet, l'accès facilité aux prêts dans les services de microfinance ou simplement au compte d'épargne dans les banques permettrait de mieux faire face à divers imprévus et diminuerait la vulnérabilité par rapport aux chocs économiques.

Les jeunes ont conscience de leurs capacités et de leurs vulnérabilités, une forme d'introspection leur permet de connaître leurs capacités et de ce qu'ils devraient améliorer dans leur vie afin de surmonter l'état de vulnérabilité. L'exploitation des relations sociales, de l'intelligence et de la capacité à s'intégrer dans la vie sociale constituent les trois bases, les trois critères, pour diminuer de façon non négligeable la vulnérabilité. Parmi les jeunes que nous avons enquêtés, ceux qui ont pu avoir accès à la formation pour pouvoir exploiter leurs capacités via les trois critères cités ont pu devenir des personnes influentes au sein de leur village malgré leur jeune âge et ce grâce à la valorisation du mérite individuel.

Chapitre 6. Vulnérabilité et OMD

Lors de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2000 avec la participation de 189 pays dans le monde, les pays membres ont approuvé la Déclaration du Millénaire, en s'engageant sur la réduction de la pauvreté, le développement et la protection de l'environnement. Ensuite, en 2001, la feuille de route de cette déclaration a été communément appelée les Objectifs du Millénaire pour le développement ou OMD, dont l'atteinte des objectifs a été visée pour l'année 2015.

Les huit objectifs fixés étaient les suivants :

- Réduire l'extrême pauvreté et la faim ;
- Assurer l'éducation primaire pour tous ;
- Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ;
- Réduire la mortalité des enfants de moins de cinq ans ;
- Améliorer la santé maternelle ;
- Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies ;
- Assurer un environnement durable ; Mettre en place un partenariat mondial pour le développement (ONU, 2015a).

Ensuite, en 2015, lors de l'assemblée générale de l'ONU regroupant 193 pays, de nouveaux objectifs ont été adoptés mais fixés pour l'année 2030. Les pays membres les ont dénommés « Objectifs de développement durable ou ODD » (ONU, 2015b).

Il y a lieu de noter que le Concept de Développement Durable figurait déjà dans les dispositifs législatifs malgache (Constitution 2010). Le Gouvernement à l'époque s'était approprié le processus de mise en œuvre avant même l'adoption de l'Agenda 2030 en septembre 2015. Tous les documents cadres nationaux de politique de développement élaborés par les gouvernements successifs convergent donc et s'articulent avec les ODD.

Il est à signaler également que Madagascar fait partie des pays ayant échoué à l'atteinte des OMD. En se référant à la date fixée, le niveau de pauvreté reste toujours élevé, en touchant plus de sept personnes sur dix, les indicateurs de développement humain et de gouvernance ont régressé (154^e place sur 188 pays en 2014 et 169^e sur 175 pays en 2015). La croissance était fragile avoisinant le taux de croissance démographique (autour de 3%

en 2014 et 2015). En outre, le pays a fréquemment été confronté aux troubles politiques, problèmes de gouvernance, accentués par un faible accès aux services sociaux, la baisse des financements du développement et le fruit de la croissance inégalement répartie.

Tous ces facteurs endogènes impactent négativement les conditions de vie de la population, le paysage économique du pays, et bien entendu sur l'atteinte des indicateurs des OMD (MEP, 2017). En effet, on peut considérer que Madagascar a raté l'agenda fixé par les OMD. Certes les Nations unies, y compris Madagascar, ont déjà réagi en passant des objectifs OMD à de nouveaux objectifs ODD, mais beaucoup de questions peuvent être posées, notamment en rapport avec les facteurs qui handicapent l'atteinte des objectifs fixés dans l'OMD.

Toutefois, beaucoup de rapports mondiaux et nationaux traitent les atteintes des OMD et ODD d'une façon globale. Voir et analyser les atteintes des OMD d'une façon plus approfondie revêt une importance particulière dans une optique davantage orientée vers la recherche.

Ceci sera donc l'objet de présent chapitre. Les vulnérabilités et les atteintes par objectif des OMD feront l'objet des six sections.

La première section montrera les différents aspects de la réduction de la pauvreté et les questions liées à la faim qui touche plus particulièrement les jeunes. Dans cette section, nous verrons les degrés d'atteinte des objectifs en matière de lutte contre la pauvreté et la faim, tout en montrant que les vulnérabilités des jeunes ont compromis l'atteinte de cet OMD. Nous concluons sur leur manque de prise en considération lors de la formulation de cet objectif. Par ailleurs, nous analyserons ensuite de manière approfondie les points faibles compromettant l'atteinte de ces objectifs et leurs points forts ainsi que les problèmes de conceptualisation et d'opérationnalisation. Cela aura pour objet de montrer que ces objectifs pourraient constituer des facteurs favorisant le développement des capacités des jeunes.

Viendra ensuite la deuxième section qui s'intéressera à l'éducation. La promotion d'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes (OMD3) seront traitées à la

troisième section. La mortalité des enfants et la santé maternelles (OMD4 et 5), le SIDA et autres maladies (OMD6) et le Développement durable (OMD7) seront présentés respectivement dans les quatrième, cinquième et sixième sections. Toutes ces questions seront donc traitées selon le même schéma analytique, mais nous tiendrons compte de la spécificité de chaque objectif.

Section 1. Les jeunes face à l'OMD1 « éliminer l'extrême pauvreté et la faim (OMD1) »

Entre le début de la mise œuvre des objectifs des OMD et la date fixée pour l'atteinte des OMD, Madagascar a connu des crises socio-politiques fragilisant l'économie et entraînant une régression des indicateurs de développement humain, de gouvernance et de sa capacité de résilience. Madagascar faisait alors partie des 48 pays les moins avancés (PMA) dans le monde.

Tableau 29 : Indicateurs OMD 1

Indicateurs OMD sur la pauvreté		
NOM DE L'INDICATEUR	ENSOMD 2012-2013	CIBLE 2015
Proportion de la population vivant en dessous du seuil national de Pauvreté, (seuil : 535 603 Ar.)	71,50%	35%
Extrême pauvreté, nationale (seuil : 374 941 Ar.)	52,70%	14%
Proportion de la population disposant de moins de 2 \$ PPA par jour (Pauvreté, seuil international : 2 \$US PPA : 976,794 Ar.)	91,00%	
Proportion de la population disposant de moins de 1,25 \$ PPA par jour (Extrême Pauvreté, seuil international : 1,25 \$ \$US PPA : 610,496Ar.)	77,10%	
Indice d'écart de la pauvreté (écart moyen par rapport au seuil de pauvreté de 535603 Ar.)	32,80%	
Part du quintile le plus pauvre de la population dans la consommation nationale	6,10%	

Source : INSTAT/ENSOMD2012-2013

Le tableau 29 et les données de l'année 2016, juste après la date fixée à l'atteinte des OMD, montrent que le phénomène de pauvreté a touché plus de 70% de la population et que plus de neuf personnes sur dix qui ont consommé moins de deux dollars (PPA) par jour. Un peu plus de la moitié de la population reste encore dans l'extrême pauvreté et plus d'un tiers des Malgaches souffrent d'insécurité alimentaire. Or, le taux de pauvreté extrême fixé par les OMD est de 14%. Le taux de pauvreté demeure encore largement supérieur à 35% (la cible en 2015).

Tous ces indicateurs montrent que Madagascar n'a pas réussi pas à atteindre cet objectif 1 prévu dans les OMD. Aujourd'hui encore, le pays n'a pas encore atteint cet objectif si on se réfère aux indicateurs plus récents. Selon la Banque Mondiale, le taux de pauvreté est estimé à 75% en 2018 et à 71% en 2021. En 2019, respectivement 75% et 91% de la population vivent moins de 1,90\$ et 3,9\$ par jour en PPA (Banque Mondiale, 2020). Par ailleurs, Madagascar n'échappe pas à la crise sanitaire Mondiale de la COVID19. La

situation économique du pays amplifie les conséquences néfastes économiques de cette pandémie. L'offre et la demande se sont contractées, à cause essentiellement des mesures restrictives. En effet, Madagascar connaît encore des retards significatifs sur la majorité des nouveaux objectifs et cibles de l'agenda post-2015 tels que les ODD, agendas 2030 et 2063.

Revenons sur l'OMD 1, les cibles sont d'assurer le plein emploi et la possibilité pour chacun de trouver un travail décent et productif et de réduire de façon conséquente la pauvreté dans toutes ses dimensions (ENSOMD, 2012). La capacité d'une population à pourvoir de l'emploi à sa population peut être mesurée par le ratio emploi/population. Pour Madagascar, en 2012, ce taux est d'un niveau de 83,3%, mais cela n'indique pas la qualité du travail. Ce taux élevé est plutôt synonyme ici du fait que les pauvres travaillent par nécessité et dans la précarité pour survivre. En effet, il est à noter que la proportion de la population occupée disposant de moins de 1,25 \$ PPA par jour est de l'ordre de 68%.

En comparant le milieu urbain et rural, le constat est que le chômage est un phénomène essentiellement urbain : 4,5% en milieu urbain contre 1,1% en milieu rural. 24,6% des enfants âgés de 5 à 17 ans sont économiquement actifs en milieu rural contre 15,2% en milieu urbain. Cela influe négativement sur la situation scolaire des enfants car environ 12% des enfants inscrits à l'école entre 2011 et 2012 ont exercé en parallèle une activité économique notamment dans le domaine des activités agricoles due au contexte de l'entraide familiale (ENSOMD, 2012).

Toutefois, il faut expliciter le concept clé qu'est la pauvreté dans cet OMD 1 pour mieux appréhender ce qui va suivre. La pauvreté est la situation dans laquelle se trouve un individu incapable d'atteindre un certain seuil de bien-être (Ravaillon, 1992). Pour pouvoir définir une ligne de pauvreté permettant de catégoriser qui sont les pauvres, deux seuils de pauvreté sont à prendre en compte, l'un absolu et l'autre relatif (Sirven, 2007).

La pauvreté relative a pour avantage d'être malléable aisément car il suffit de fixer une ligne de pauvreté équivalente à une proportion déterminée d'une caractéristique déterminée et cette dernière est particulièrement utile pour les valeurs non monétaires de

niveau de vie. Cependant, des problèmes se posent, d'une part, face à une proportionnalité de la variation du seuil de pauvreté avec le niveau de vie moyen et, d'autre part, face à l'évolution de la croissance moyenne du seuil de pauvreté dans les PED, d'où la nécessité de prendre une ligne de pauvreté absolue.

Pour prendre une ligne de pauvreté absolue, la méthode la plus courante est d'évaluer les coûts des besoins de base (Bidani & Ravallion, 1994). Cette ligne de pauvreté tient compte des habitudes de consommations, des différences de prix, de la disponibilité des biens, etc., car elle se base sur la composition d'un panier typiquement consommé par la population enquêtée.

« La définition de la pauvreté en termes de niveau de vie et par rapport à un seuil est l'étape indispensable pour mettre en évidence la vulnérabilité des individus aux modifications de leur environnement » (Sirven, 2007).

Ainsi, en déterminant le niveau de pauvreté de la population cible, il sera plus aisé de connaître qui sont les personnes vulnérables et quels sont les facteurs qui les rendent vulnérables.

Avant de déterminer le niveau de pauvreté, il est aussi indispensable d'en connaître les causes. Généralement, l'emploi est la source principale du revenu alors il est nécessaire de l'étudier dans tous ses aspects avant de déterminer le niveau de pauvreté de la population cible.

Section 1.1. Les indicateurs en matière d'emploi

En raison de la faiblesse, voire de l'absence, de toute politique publique de Sécurité sociale et de filets de sécurité d'une prise en charge publique des risques individuels dans les Régions d'Afrique subsaharienne, l'emploi constitue la principale et souvent la seule source de revenu, spécifiquement pour les pauvres (ENSOMD, 2012). Il est ainsi nécessaire d'étudier les divers indicateurs permettant de décrire l'état du marché du travail dans le pays en passant par les indicateurs d'emploi des OMD, notamment le ratio

emploi/population, la proportion de la population occupée disposant de moins de 1,25\$ PPA par jour et la proportion des travailleurs indépendants et de travailleurs familiaux dans la population occupé.

Le ratio emploi/population permet d'avoir un constat sur la capacité d'une économie à offrir de l'emploi à sa population. Ce taux s'élève à 83,3% pour Madagascar en 2012. Dans la Région Analamanga, ce ratio est inférieur à 84% tandis que dans la Région d'Itasy, ce ratio est compris entre 84% et 90% (ENSOMD, 2012). La proportion de la population occupée disposant de moins de 1,25\$ par jour dans ces deux Régions est inférieure à 65% et Analamanga dispose d'une proportion moindre de travailleurs indépendants et familiaux dans la population que Itasy, d'un ordre inférieur à 89% tandis qu'Itasy se trouve dans un intervalle entre 89% et 94,2% (ENSOMD, 2012).

Ces indicateurs montrent que les deux Régions possèdent un excès de main-d'œuvre disponible avec une proportion moindre de personnes vivant avec moins de 1,25\$PPA par jour par rapport à toute l'île, cependant les emplois de la Région d'Analamanga sont moins précaires que ceux de la Région d'Itasy.

Le taux d'activité à Madagascar s'élève à 60,6%, ce qui signifie que plus de six individus sur dix âgé de cinq ans et plus sont déjà insérés ou veulent s'insérer sur le marché du travail (ENSOMD, 2012) . Grâce au taux d'activité, on peut mesurer l'offre de travail qui donne le taux d'absorption de l'économie face à sa main-d'œuvre disponible. La Région d'Analamanga a enregistré l'un des plus faibles taux d'activité de l'île, d'un ordre de 52,6% contre 63,4% dans la Région d'Itasy.

Analamanga ne dispose pas d'assez de structures pouvant supporter l'offre importante d'emplois. Dans l'ENSOMD (2012), ce taux d'activité varie considérablement selon l'âge, le sexe, le niveau d'éducation et le milieu dans lequel l'individu se trouve. Globalement, il est plus important en milieu urbain pour le sexe masculin âgé de 30 à 49 ans et avec un niveau d'enseignement élevé, ce qui suppose que les personnes sujettes aux emplois précaire sont surtout celles avec un faible niveau d'enseignement, âgées de moins de 30 ans et de sexe féminin.

Pour la population étudiée, les jeunes de 15 à 24 ans, le taux d'activité est entre 60 à 85% alors qu'ils représentent presque 25% de la population (ENSOMD, 2012).

Le secteur primaire est le plus pourvoyeur d'emploi dans l'île, occupant 45% des travailleurs. Cependant, le niveau d'éducation influe sur le type d'activité exercée, ainsi, moins un individu a un niveau d'instruction élevé, plus il se tourne vers des activités agricoles. En effet, moins de 10% des universitaires travaillent dans le secteur primaire alors que cette proportion est de l'ordre de 90% chez les non instruits (ENSOMD, 2012).

Ainsi, l'excédent d'offre de travail non qualifié est la principale source de chômage déguisé qui est accentué par la place importante de l'agriculture et la facilité à son accès surtout dans les zones rurales malgache. D'ailleurs, le chômage selon la définition du BIT cache un taux de sous-emploi très élevé.

En outre, neuf personnes sur dix exercent des emplois non-salariés dont presque la moitié d'entre eux ne bénéficient d'aucune forme de rémunération. Ainsi, à Madagascar, les travailleurs bénéficiant d'une forme de protection sociale ne dépassent pas cinq individus sur cent (CEA C. E., 2017). Toutefois, la politique nationale de protection sociale adoptée en 2015 a pour ambition d'assurer une forme de protection sociale pour la moitié de la population malgache jusqu'en 2030 ((MPPSPF), 2015).

Cela concerne le développement de l'assistance aux personnes les plus pauvres (via les transferts monétaires et les travaux à haute intensité de main-d'œuvre), l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base, l'assistance aux groupes vulnérables et la consolidation du système contributif de sécurité sociale. Mais il y a lieu de signaler que le système de protection sociale malgache connaît plusieurs obstacles dans sa mise en œuvre effective. Premièrement, les dépenses allouées à la sécurité sociale demeurent peu élevées, et n'avoisinent que 1% du PIB, contre 3,5 % en moyenne pour l'Afrique subsaharienne. Deuxièmement, elles dépendent essentiellement de l'aide extérieure et/ou des prêts donc ces sources restent instables. Enfin, leur gestion institutionnelle est très fractionnée et manque de transparence. L'utilisation des fonds est plutôt dictée par les prestataires que par la demande (Radert, 2015). Au total, l'immense majorité des jeunes

ne bénéficient pas cette opportunité sociale telle que cette protection sociale, et restent vulnérables.

Par ailleurs, la pandémie de COVID 19 a bouleversé les conditions de vie des ménages malgaches en 2020. Elle a abouti inévitablement à une contraction de l'emploi et du revenu des ménages, tant en milieu urbain qu'en milieu rural. Comme dans beaucoup de pays du monde, y compris les pays développés, les mesures restrictives prises par le gouvernement malgache ont fait ralentir les activités économiques et ont engendré des baisses notables de la demande et de l'offre.

Les secteurs modernes ont été les plus fortement frappés, en entraînant des pertes importantes d'emplois au niveau des travailleurs dans les branches Restauration et Hébergement (61%), le Transport (38%), dans la Transformation et la Fabrication (13,8%) et puis dans le Commerce (12,8%). Les branches, Agriculture, Élevage et Pêche semblent mieux résister à cette crise.

Ce sont donc 10,1% des ménages qui déclarent qu'ils ont perdu un emploi, surtout pendant la période de confinement. La perte totale d'emploi est estimée à 7,7% sur l'ensemble des emplois (INSTAT et Banque Mondiale, 2020). En effet, ce fléau fait encore retarder Madagascar dans l'atteinte des objectifs fixés mondiaux. Cela nécessite donc une élaboration de politique publique très efficace pour que les jeunes d'aujourd'hui, qui sont encore en majorité vulnérables, puissent avoir des capacités plus élevées et relever les défis de leur génération.

Section 1.2. Le niveau de pauvreté de la population

Comme il a été déjà mentionné auparavant, la mesure de la pauvreté peut se faire d'une façon relative ou absolue. Relative dans le cas où l'on prend un seuil par rapport au niveau médian du niveau de vie général dans le pays étudié, absolue dans le cas où l'on se réfère à la capacité de satisfaction des besoins de base. Madagascar étant un pays en voie de développement, la majorité de la population a déjà un niveau de vie précaire, mais prendre le médian du niveau de vie moyenne peu biaiser les résultats due aux fortes inégalités de

revenu qui prévalent sur l'île. Ainsi, la mesure de la pauvreté se fera de façon absolue en analysant la difficulté à satisfaire les besoins de bases.

En prenant alors en compte la pauvreté monétaire, tout en basant l'analyse sur l'approche des dépenses, notamment du niveau de consommation, 71,5% de la population vit en dessous du seuil national de la pauvreté malgré l'augmentation du revenu par habitant de 2005 à 2012 (ENSOMD, 2012). Dans les Régions étudiées, la constatation est que dans la population résidant dans la Région d'Analamanga, 47% seulement sont en dessous du seuil national contre 69.6% à Itasy⁴⁵, cependant les pauvres d'Analamanga représentent 10% de la totalité des pauvres et ceux d'Itasy ne représentent que 3,3%. Cela est dû à la forte concentration démographique dans la première Région et à la forte proportion de population exerçant dans les petites et moyennes exploitations agricoles.

En analysant la consommation pour refléter la pauvreté, la Région d'Itasy utilise 77,7% de son revenu pour la consommation alimentaire tandis que la Région d'Analamanga utilise seulement 55,4% de son revenu pour cette dernière⁴⁶. Il est à noter que, selon la loi d'Engel, plus la proportion du revenu alloué à la consommation est élevée, plus la population est pauvre car le reste de son revenu n'est pas suffisant pour satisfaire d'autres besoins. Les indices de pauvreté dans les deux Régions sont donc bien reflétés par le niveau de consommation, qui sont corrélés avec la deuxième cible de l'OMD 1 : réduire de moitié la proportion de population souffrant de la faim.

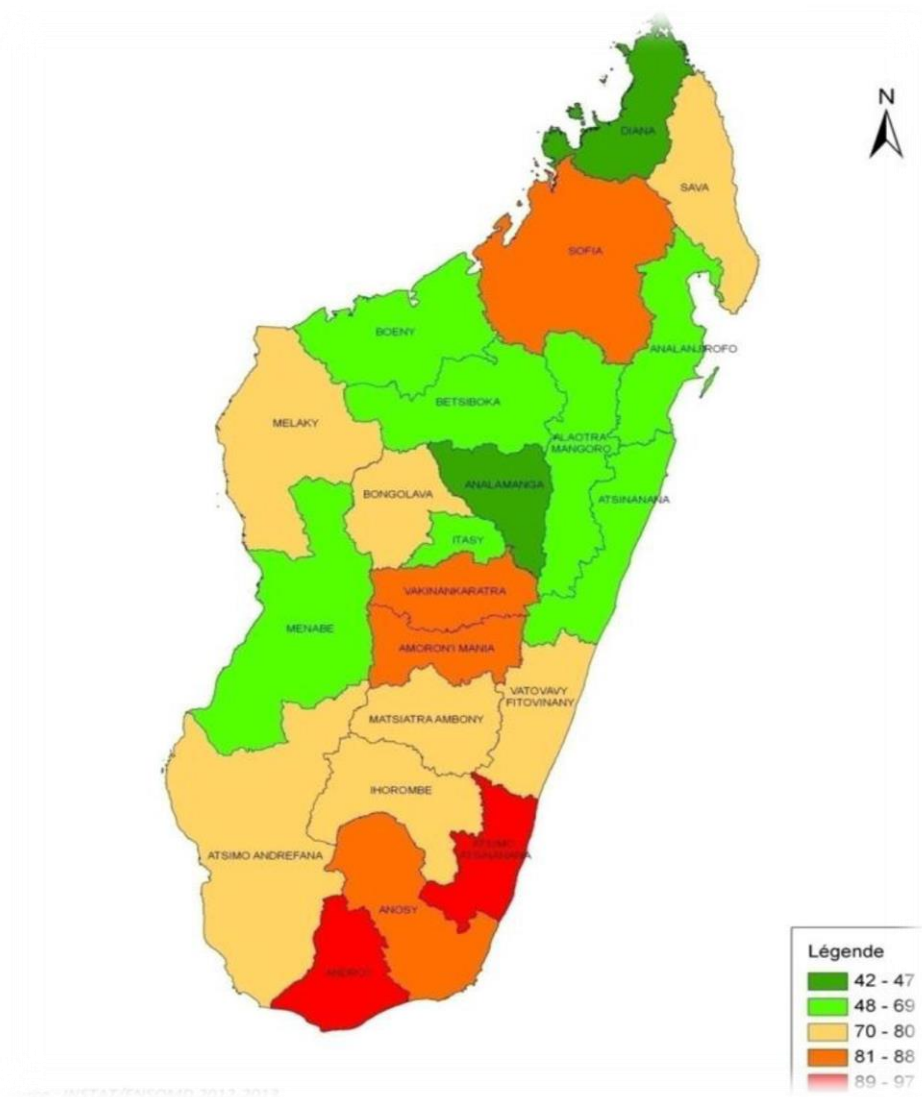
L'analyse précédente englobant la consommation non alimentaire et alimentaire, la suite s'orientera surtout sur la consommation alimentaire pour mieux appréhender la prochaine cible de l'OMD 1.

La population malgache vit essentiellement et tire une grande partie de son alimentation et de ses ressources de l'agriculture et de l'élevage. À partir de ces ressources agricoles, l'étude de la proportion de la population n'atteignant pas le niveau minimum d'apport calorique (2133kcal) révélera la situation sur la pauvreté alimentaire.

⁴⁵ INSTAT/ENSOMD 2012-2013

⁴⁶ Idem

Carte 1 : Carte de pauvreté de Madagascar en 2013



Source : INSTAT/ENSOMD 2012

Selon l'ENSOMD, 76% de la population malgache n'arrive pas à atteindre ce seuil minimal. 79,4% des individus vivant dans la Région d'Analamanga n'atteignent pas l'apport calorique minimal contre 69,8% pour la Région d'Itasy⁴⁷. Cela s'explique du fait qu'en milieu rural, les aliments de base font l'objet d'une plus forte consommation et autoconsommation qu'en milieu urbain.

⁴⁷ Idem

Par ailleurs, l'on remarque également les disparités géographiques de la pauvreté très préoccupantes. La carte de pauvreté (carte 1) montre que dans les Régions du Sud qui sont peu fertiles et vulnérables aux aléas climatiques presque cycliques, 90 % de la population est pauvre, et de l'autre côté l'opposé, à l'extrême Nord du Pays, qui est la Région touristique du Nord-Ouest, le phénomène de pauvreté ne touche « que » 50% de la population. Il en est de même pour la Capitale d'Antananarivo.

Ces disparités en matière de pauvreté se reflètent également sur la structure de l'emploi. En effet, selon les données de l'INSTAT, la structure de l'emploi reste quasi-stable, la part de l'agriculture est passée de 82 % en 2005 à 75,7 % en 2012, et plus de 80% en 2018, alors que dans le même temps le secteur secondaire occupait respectivement de 2,3 % à 6,4 % et 4,1% en 2018 de la main-d'œuvre. Le secteur tertiaire connaissait lui aussi une évolution positive, mais restait quasi-constant.

Ces chiffres montrent bien le dualisme du système économique malgache (Lewis, 1954) : un secteur manufacturier qui est le secteur moderne offrant des salaires peu élevés mais suffisamment attractifs pour attirer les travailleurs venant des milieux ruraux et un secteur traditionnel qui est le secteur primaire avec une très faible productivité.

Section 1.3. Les jeunes faces à l'OMD 1

Dans nos enquêtes qualitatives menées dans la Région d'Itasy district Soavinandriana, on a pu constater que les jeunes sont les plus concernés à la fois par la précarité des emplois et par le manque d'apport calorique journalier.

Un jeune homme interviewé a été questionné sur son niveau de revenu et ses habitudes alimentaires ainsi que ceux du ménage auquel il appartient. Il en ressort que se baser sur le seul niveau de revenu perçu ne permettait pas d'avoir une analyse pertinente du phénomène de pauvreté car l'interviewé a bien précisé qu'il n'avait aucune source régulière de revenu dans la mesure où l'argent n'est perçu qu'après la période de moisson. Il vit cependant d'autoconsommation et de troc de denrées alimentaires avec les autres habitants de son village et l'argent sert surtout à acheter des engrais, du matériel pour la

culture et de quoi nourrir les animaux. Les besoins tels que les habits et les meubles ainsi que les matériaux de construction pour améliorer leur logement et leur confort ne sont pas aussi vitaux et ne sont satisfaits que très rarement. À part cela, il n'a que très peu de temps à consacrer à des activités propres comme le sport ou la musique. Le travail des terres occupe une grande partie de son temps, un rare loisir qu'il a est de jouer au « *baolina antanimbary* » ou le « foot de rizière ». Les initiatives pour l'amélioration de sa condition de vie et de celui de son ménage ainsi que de son village sont donc inexistantes.

À l'opposé, un autre jeune interviewé dans la même Commune vit autrement. Son travail dans la commune lui permet de subvenir à ses besoins ainsi qu'à celui de sa famille. Ses besoins alimentaires de base sont satisfaits aussi grâce à l'autoconsommation car ses parents cultivent la terre de leur côté. Il peut également aller dans des gargotes ou petits restaurants quand il travaille beaucoup et qu'il ne peut rentrer chez lui pour le déjeuner ou le dîner. De plus, ce jeune homme est très actif dans la vie sociale lors des visites des ONG ou des associations œuvrant dans le milieu rural. Il participe activement aux activités et aide aux différentes tâches pour faciliter le travail de ces dernières. Des opportunités peuvent alors s'ouvrir à lui pour avoir un niveau de vie plus décent et épanoui.

Cependant, le cas de ce dernier jeune est peu généralisable dans la Région étudiée, la majorité des jeunes sont dans le cas du premier interviewé. Dans la poursuite des objectifs de l'OMD, les jeunes de la Région d'Itasy sont souvent inactifs et ignorent même l'existence de telles initiatives et objectifs visant à améliorer le bien-être dans les pays en voie de développement.

Les jeunes sont alors encore vulnérables par rapport à la pauvreté surtout en milieu rural vu les circonstances dans lesquelles ils vivent. Néanmoins, l'accès à l'alimentation de base dans le milieu rural permet d'absorber le manque de revenu grâce à l'autoconsommation des produits agricoles.

Section 2. Les jeunes face à l'OMD2 « Assurer l'éducation primaire pour tous (OMD2) »

La société peut être potentiellement transformée grâce à l'éducation qui assurerait une place de choix des économies dans un monde qui se veut de plus en plus global et compétitif. Les États doivent alors assurer à tous un accès à une éducation de qualité en favorisant l'éducation des femmes et des populations pauvres et/ou marginalisées (Schultz, 2004) (UNESCO, 2008). En effet, aucune société prospère aujourd'hui n'a pu se développer en privant une masse importante de sa population de l'accès aux opportunités économiques et sociales. L'éducation est donc la base pour l'obtention d'une main-d'œuvre qualifiée et la formation des futurs cadres et dirigeant du pays.

À Madagascar, l'enseignement général ressemble à la structure classique des systèmes éducatifs francophones. Plus précisément, Il est subdivisé en cinq niveaux, à savoir :

- i) préscolaire pour les enfants 3 à 5 ans qui est non obligatoire et dont la durée est de trois ans ;
- ii) l'enseignement fondamental du premier cycle pour les enfants de 6 à 10 ans avec une durée d'études de cinq ans, sanctionné par le Certificat d'Études Primaires Élémentaires (CEPE) à la fin du cycle ;
- iii) l'enseignement secondaire du premier cycle dont la durée est de quatre ans de collège pour les enfants de 11-14 ans, et sanctionné par le Brevet d'Études du Premier Cycle (BEPC) à la fin du cycle ;
- iv) l'enseignement secondaire de second cycle pour les jeunes de 15 à 17 ans dont la durée est de trois ans, sanctionné du diplôme Baccalauréat ;
- v) l'enseignement supérieur qui est ouvert exclusivement aux titulaires du diplôme Baccalauréat ((PASEC, 2017).

Depuis le forum de Dakar en 2000, Madagascar a révisé sa politique éducative. En effet, un Plan Stratégique de Réforme et de Développement du Secteur Éducatif (PSRDSE) a été élaboré en 2003. Au cours de l'année 2003, le gouvernement malgache s'est engagé à réaliser la scolarisation primaire universelle en instaurant la gratuité de l'enseignement

primaire. Puis en 2005, le plan de mise en œuvre portant l'engagement de l'Éducation Pour Tous à l'horizon 2015 a été initié (PASEC, 2017).

Les effectifs scolarisés dans le primaire ont connu une hausse de 48% entre 2004 et 2015, en passant de 2,7 millions en 2003-2004 à 4,1 millions en 2014- 2015⁴⁸, soit une croissance moyenne annuelle de 4,4%, supérieure au taux de croissance démographique. Il est à noter que plusieurs réformes ont été menées, à savoir le plan Éducation Pour Tous de 2008, le Plan Intérimaire de l'Éducation (PIE) de 2013-2015 et le plan sectoriel de l'éducation PSE 2018-2022.

Tableau 30 : Indicateurs OMD 2 sur l'éducation

Indicateurs OMD 2 sur l'éducation				
NOM DE L'INDICATEUR	ENSOMD 2012-2013	2015	CIBLE 2015	2018
Taux net de scolarisation dans le primaire	69,4%		100%	
Taux d'achèvement du primaire	68,8%	69,3%	100%	66,1%
Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus	71,6%		100%	

Source : INSTAT/ENSOMD2012-2013 et MEN/Service Statistique/2020

À la lecture du tableau 30, on constate que Madagascar n'a jamais atteint les indicateurs OMD2 en matière d'éducation. Jusqu'à nos jours, le pays n'a pas pu honorer ses engagements sur les différents objectifs internationaux en matière de l'éducation. Cela est dû essentiellement aux crises sociopolitiques qui ont bouleversé la situation et le bon fonctionnement du système éducatif (PASEC, 2017).

⁴⁸ Source : MEN/Service Statistique, année 2020.

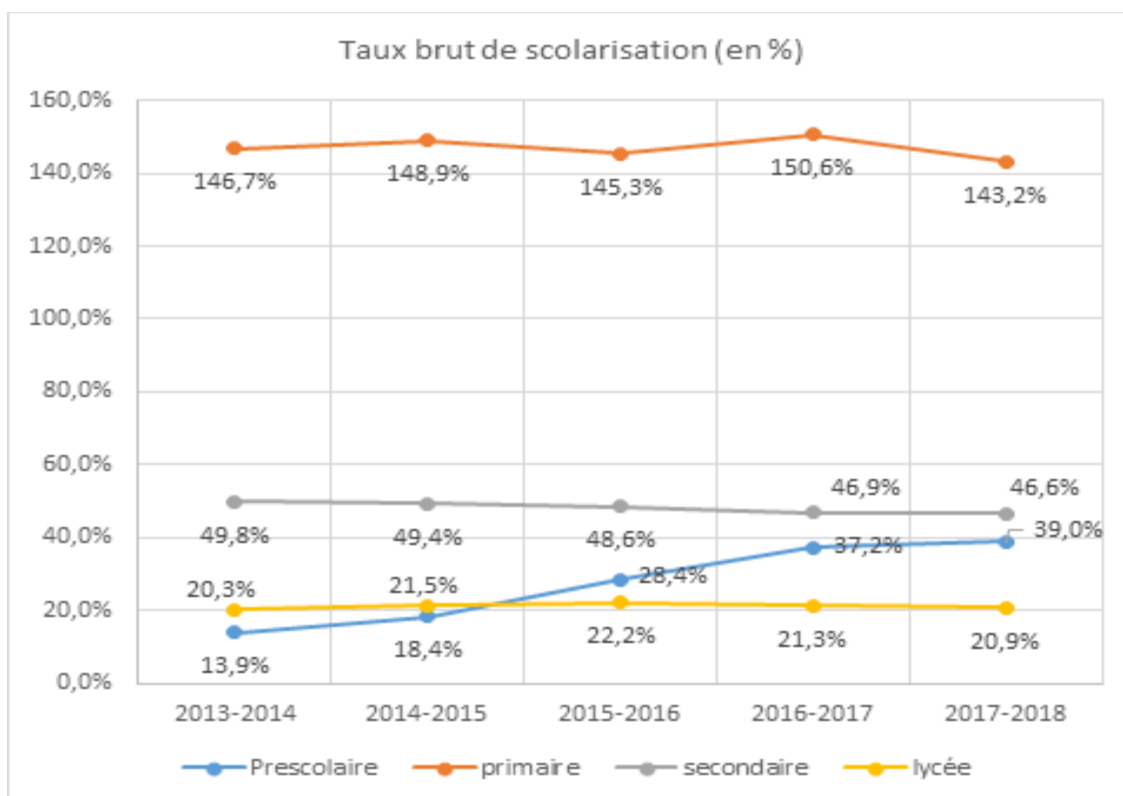
Section 2.1. État des lieux des indicateurs sur l'éducation

Pendant la période 2006-2012, un niveau important de recul peut être constaté sur le taux net de scolarisation au niveau primaire, malgré une légère augmentation du taux d'alphabétisation des personnes âgées de 15 ans et plus. Le taux net de scolarisation dans le secteur primaire est en effet passé de 96,2% à 69,4% durant cette période. Cela est dû à la présence d'une crise importante qui a freiné le budget associé à la scolarisation malgré la présence significative du secteur privé qui accueille plus d'un cinquième de la population scolarisable.

Ainsi, sans surprise, la pauvreté constitue une entrave importante pour la scolarisation car les parents ne peuvent se permettre de dépenser en moyenne 66000Ar pour faire entrer leurs enfants à l'école même si cela ne constitue qu'environ 2% de la consommation totale des ménages. Il faut raisonner alors aussi en termes de coût d'opportunité, celui d'une main-d'œuvre non disponible sur l'exploitation agricole en cas de scolarisation.

C'est pourquoi la fréquentation du primaire est surtout un phénomène urbain. La Région d'Analamanga et Itasy sont ainsi parmi celles les trois premières ayant le taux net de scolarisation le plus élevé de Madagascar (ENSOMD, 2012).

Graphique 17 : Évolution des taux bruts de scolarisation par cycle d'étude



Source :INSTAT/ MEN/Service Statistique/Nos propres calculs

Il y a lieu de signaler ici que suivant le niveau scolaire, le taux de scolarisation tend à diminuer (graphique 17). Il est très fort pour les primaires (supérieur à 143,2%) et faible pour les enfants en âge d'aller au lycée (inférieur à 22%). L'enseignement primaire a donc connu une expansion rapide et soutenue. Le taux de scolarisation est relativement stable pour ces trois niveaux depuis l'année 2014. Par contre, le taux de scolarisation des préscolaires a augmenté depuis l'année 2014. En effet, elle va de 13,9% à 39% en 2018.

Ces tendances se sont réalisées principalement par un engagement soutenu du secteur public qui scolarise plus de 80 % des effectifs. La part du privé, 20%, est restée stable depuis le début des années 2000.

Posons-nous maintenant la question : derrière ces données statistiques quantitatives et administratives, qu'en est-il de la performance et de la qualité du système éducatif ?

Le taux d'achèvement ⁴⁹ du primaire dans l'ensemble du pays est de l'ordre de 69%, ce qui signifie que sur 100 enfants de 10 ans, 69 réussissent à atteindre la dernière classe du primaire. Dans la Région d'Analamanga, le taux d'achèvement est de 107%, ce qui signifie qu'une grande majorité des enfants achèvent leur cycle primaire et que certains y parviennent plus rapidement que prévu, c'est-à-dire à un âge inférieur à 10 ans.

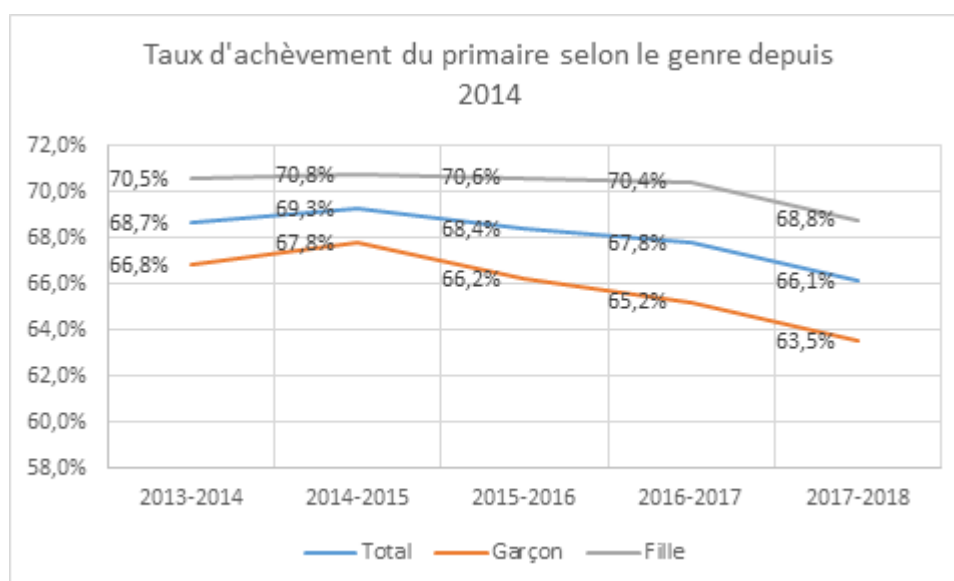
Toutefois, si nous considérons maintenant le taux de redoublement, Madagascar figure parmi les pays les plus mal classés au monde, avec un taux de redoublement de l'ordre de 20% avec davantage de redoublements dans le milieu rural que dans le milieu urbain et des valeurs très variables selon les Régions.

La Région d'Analamanga est dans cette perspective la plus performante en matière de passage en classe supérieure avec seulement 8,1% de taux de redoublement. En ce qui concerne la transition du primaire au collège, sur 100 élèves qui terminent la 5^{ème} année du primaire, 71 élèves s'inscrivent en première année du collège.

Il ne faut pas aussi oublier les individus jamais scolarisés de 6 à 35ans qui sont environ 20% mais dont les proportions varient selon la tranche d'âge. La Région d'Analamanga connaît là encore le pourcentage le plus faible d'individu jamais scolarisés, qui est de 3,6%, suivi de la Région d'Itasy avec 7,3%. (ENSOMD, 2012)

⁴⁹ Le taux d'achèvement du cycle primaire est le rapport du nombre total d'enfants, quel que soit l'âge, entrant en dernière classe du primaire pour la première fois (non redoublants), sur le nombre d'enfants âgés de 10 ans. Ce taux indique que normalement (sans redoublement, sans aucune année blanche, etc.), un enfant de 6 ans qui entre en première année du primaire parvient en dernière classe du primaire à l'âge de 10 ans.

Graphique 18 : Évolution des taux d'achèvement du primaire selon le genre



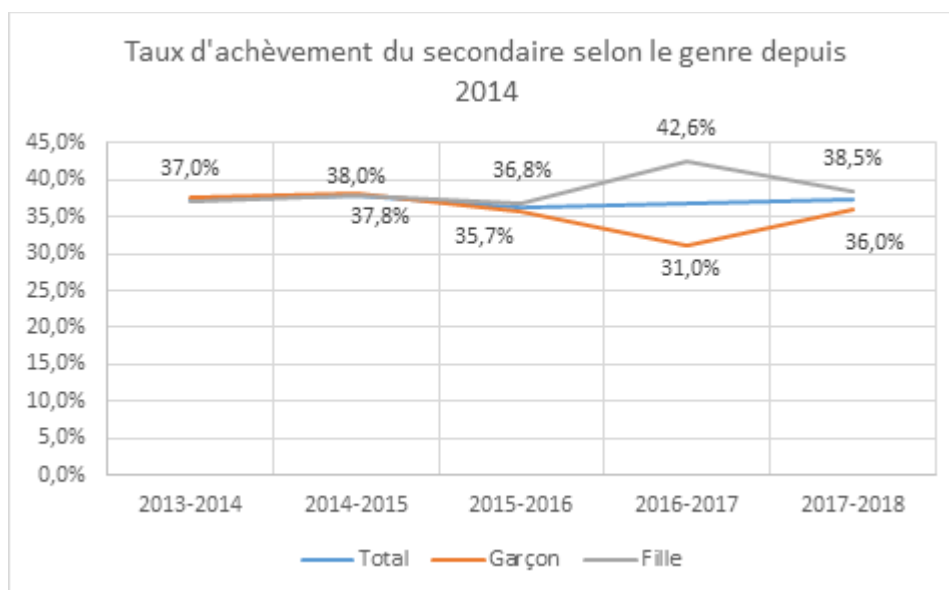
Source : INSTAT/ MEN/Service Statistique/Nos propres calculs

Dans l'ensemble, le taux d'achèvement du primaire pour les garçons et pour les filles a fortement diminué depuis l'année 2014 (graphique 18). Cette diminution est plus fortement ressentie chez les garçons que chez les filles. Sur 100 enfants entrés en primaire, seul 66 parviennent à la cinquième année en 2018.

L'achèvement du cycle primaire dépend de plusieurs facteurs comme le milieu, le quintile de consommation et le niveau d'instruction du chef de ménage. Parmi les adolescents de 11 à 18 ans, seulement 6% ont terminé le cycle primaire. Ce sont 8,9% des enfants de la capitale qui ont abandonné au cycle secondaire et ce pourcentage est de 5,4% dans les zones rurales. L'abandon au niveau du secondaire, pour les individus de 11-18 ans, est le plus fréquent dans les Régions d'Analanjirifo, Itasy et Sofia (respectivement 9,3% ; 8,3% ; 8,8%), et ensuite dans la Région Alaotra Mangoro (8,2%) et à Analamanga (7,3%).

Concernant l'éducation secondaire, elle se divise en deux cycles : le collège d'une durée de 4 années et le lycée d'une durée de 3 années. À partir du niveau secondaire, le taux d'achèvement est quasiment identique pour les garçons et pour les filles (graphique 19).

Graphique 19 : Évolution des taux d'achèvement du secondaire selon le genre



Source : INSTAT/ MEN/Service Statistique/Nos propres calculs

Selon l'UNSECO, l'âge légal de fréquentation du collège est de 11 à 14 ans. La proportion d'enfants de cet âge qui sont inscrits effectivement au collège, soit le Taux Net de Scolarisation (TNS), n'atteint pas les 100%. Cette tranche d'âge est souvent dépassée en raison des différents retards d'admission. De ce fait, le Taux Brut de Scolarisation (TBS) qui est le rapport de l'effectif total du collège sur la population d'âge scolarisable du collège, peut dépasser les 100%.

Étant donné que les élèves sortant du primaire ne peuvent pas tous entrer au collège, faute d'infrastructure et faute d'enseignants, le nombre de collégiens est inférieur à celui des primaires et le TBS est plus faible qu'au primaire (taux de 45,5%). Cependant, par rapport à 2010, ce taux a connu une légère hausse grâce à la création de nouveaux collèges selon l'EPM (2010).

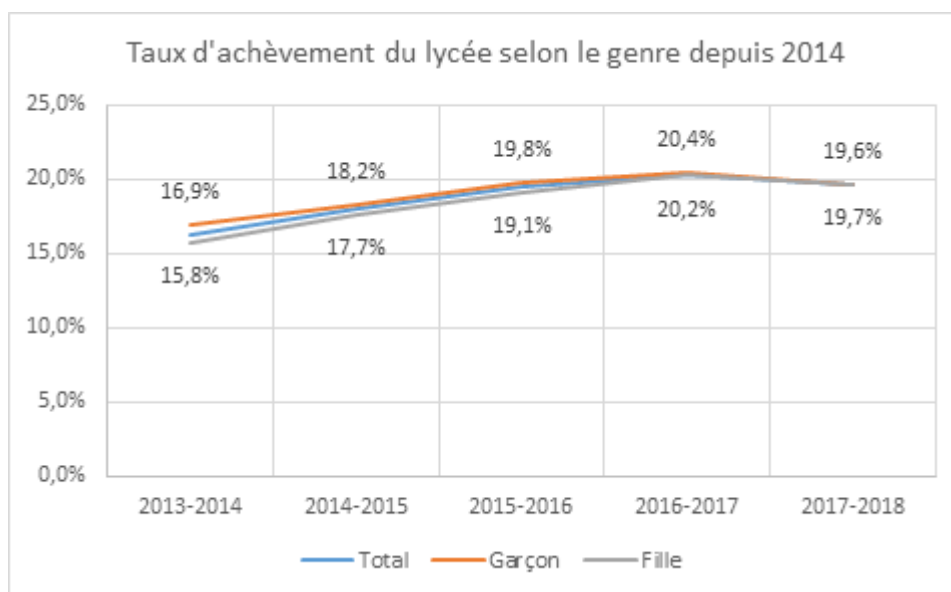
Le niveau de revenu du chef de ménage ainsi que le milieu où vit l'enfant influencent le niveau de fréquentation scolaire. Selon la Région, des différences en matière de fréquentation du collège sont constatées. Le taux Net de Scolarisation est de 50,3% pour Analamanga, c'est-à-dire que la moitié des enfants en âge d'aller au collège le fréquente

réellement. Or, pour la Région d'Itasy ce taux n'est que de 25,7%, soit le quart de celui d'une scolarisation « normale ». Pour le Taux Brut de Scolarisation, il est de 73,6% pour Analamanga, tandis que pour la Région d'Itasy, ce taux est de 41,5%.

Concernant l'éducation au niveau du lycée, la tranche d'âge légale est de 15 à 17 ans. À son tour, le lycée est moins fréquenté que le collège pour les mêmes raisons d'infrastructures et de manque d'enseignants. Le TBS est donc beaucoup plus faible au lycée qu'au collège, avec un taux de 21,6%.

Selon l'EPM 2010, une légère hausse a été toutefois constatée grâce à des travaux de rénovation des lycées. Comme pour les collèges, il existe une très forte disparité de taux de scolarisation selon les Régions : pour Analamanga, la majorité des enfants fréquentent le lycée, avec un TBS de 55,1% et un TNS de 26,1%, par contre pour la Région d'Itasy, les chiffres sont respectivement de 14,3% pour le TBS et 6,5% pour le TNS.

Graphique 20 : Évolution des taux d'achèvement du lycée selon le genre



Source : INSTAT/ MEN/Service Statistique/Nos propres calculs

Les jeunes sont dans l'enseignement supérieur à l'âge de 18 à 25 ans, la fréquentation de l'école supérieure est la plus élevée dans les ménages les plus riches (10% de taux net) et

dans les ménages où les chefs de ménages ont atteint le niveau secondaire ou plus (7,6% de taux net et 10,5% de taux brut). La durée des études dépend du diplôme visé.

De manière plus globale, à Madagascar, le taux d'alphabétisation est en moyenne de 73,3% pour les personnes âgées de 15 ans et plus. L'alphabétisation est la capacité pour une personne de lire un texte, d'écrire un texte et d'effectuer des calculs. Des actions ont été déjà entreprises pour réhausser ce niveau.

Pour ce qui est du taux d'alphabétisation, une proportion de 71,6% de Malgaches âgés de 15 ans et plus savent lire, écrire et faire des calculs. Ce constat est plus répandu en milieu urbain qu'en milieu rural quel que soit la tranche d'âge considérée. Les Régions d'Analamanga et Itasy figurent parmi les plus alphabétisées de Madagascar.

Sur toute l'île, plus de 25% de la population âgée de 15 ans et plus est sans instruction, notamment en milieu rural et le plus souvent cela concerne les femmes, dont 40,8% ont un niveau primaire, 28,6% un niveau secondaire et 3,3% un niveau supérieur.

Concernant les diplômes, 62% de la population n'a obtenu aucun diplôme avec une proportion plus grande d'hommes ayant acquis des diplômés que de femmes (ENSOMD, 2012). En somme, la situation de l'éducation malgache s'est dégradée depuis la crise de 2009 malgré une impressionnante évolution jusqu'en 2008.

Néanmoins, on constate une augmentation du taux d'achèvement et du taux d'alphabétisation malgré la baisse inquiétante du taux net de scolarisation au primaire. En prenant en compte la situation économique des ménages, il a été montré que les pauvres sont toujours désavantagés en matière de scolarisation et que la population en milieu urbain fréquente davantage les écoles que celle en milieu rural.

Section 2.2. Les jeunes face à l'OMD2

Pour un jeune interviewé lors de cette recherche, la constatation est que ce dernier n'a pas fini le collège mais a réussi le primaire. Il a dû arrêter faute de moyens et ses parents ont

jugé que travailler serait plus bénéfique. Lui et sa famille étant parmi les plus pauvres, son père n'a pas pu réussir le primaire tout comme sa mère. Malgré le fait qu'il appartienne à une Région dont le taux d'achèvement primaire et le taux de réussite au collège et lycée est un des plus élevés, il n'a pas continué ses études même s'il avait peut-être le potentiel pour réussir. Inversement, un autre jeune travaillant dans la même commune a pu avoir son diplôme de baccalauréat, il a été grandement soutenu par ses parents pour qu'il réussisse.

Ces deux cas opposés illustrent que dans une même Région, il existe bien des disparités au niveau de l'éducation dues à plusieurs facteurs, tant économiques que sociaux. Cependant, en questionnant ces deux individus sur la manière d'atteindre l'OMD2, leurs réponses étaient semblables : ils sont trop préoccupés par leur propre situation pour avoir le temps ou les moyens d'aider les autres, c'est au gouvernement de résoudre ces problèmes éducatifs pour améliorer la vie des Malgaches.

Dans la Région d'Analamanga, nous avons pu rencontrer en revanche une jeune femme qui était plus active et qui s'adonnait au bénévolat et volontariat dans les associations et les ONG. Cette étudiante de l'Université a répondu qu'elle était membre d'une association œuvrant dans le domaine de l'éducation en vue d'améliorer la situation de l'éducation en général dans sa Région. Elle affirme que chacun tient un rôle important pour l'amélioration de la situation économique du pays et en œuvrant dans un domaine, aussi petit qu'il soit, que ce soit l'éducation, la santé ou l'environnement, on peut arriver à impacter positivement la société dans laquelle on vit et à avoir une influence sur les situations individuelles.

Toutefois, même avec un niveau d'éducation supérieure, d'autres jeunes ne connaissaient pas l'existence des OMD ni des objectifs et des politiques nationales en vue d'accroître le niveau de scolarisation du pays.

Les jeunes dans la Région d'Analamanga sont en majorité à l'école ou à l'université car leurs parents peuvent les y inscrire et il est commun de fréquenter des établissements scolaires. Beaucoup d'entre eux n'ont pas conscience de la chance qu'ils ont de pouvoir fréquenter des écoles et universités car ils ne sont sensibilisés à l'ampleur de la

dégradation du système éducatif, en particulier ceux fréquentant des établissements privés en milieu rural.

Les jeunes vivant en milieu rural issues de familles pauvres sont donc une fois de plus les plus vulnérables quant à la déperdition scolaire. Les Région d'Analamanga et Itasy sont parmi les plus résilientes face à ce phénomène dans toute l'île et elles ont donc un avantage prépondérant en capital humain.

Section 3. Les jeunes face à l'OMD3 « Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (OMD3) »

La promotion du genre est celui de l'Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD 3) : « Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes afin d'éliminer les disparités dans les enseignements primaire et secondaire ». Cela concerne tous les niveaux de l'enseignement avec une atteinte de cet objectif fixée en 2015 au plus tard. Cette promotion du genre dans le cadre de cet objectif OMD3 exige également l'égalité dans l'insertion sur le marché du travail, l'équilibre des rôles au sein du couple et l'absence de violences envers les femmes.

Tableau 31 : Indicateurs OMD sur l'éducation

NOM DE L'INDICATEUR	ENSOMD	CIBLE	2016	2017	2018	2019
	2012-2013	2015				
Rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire	1,05	1	0,99	0,99	0,99	1,00
Rapport filles/garçons dans l'enseignement secondaire (Collège)	0,93	1	1,02	1,03	1,05	1,05
Rapport filles/garçons dans l'enseignement secondaire (Lycée)	0,86	1	0,97	0,99	1,02	1,05
Rapport filles/garçons dans l'enseignement supérieur	0,73	1				
Indice de parité relatif au taux d'alphabétisation des 15-24 ans	0,95	1			1,07	
Indice de parité relatif au taux d'alphabétisation des adultes (plus de 24 ans)	0,91	1			1,03	
Proportion des femmes salariées dans le secteur non agricole	38%	50%				

Source : INSTAT/ENSOMD2012-2013/RGPH3 en 2018 et MEN/Service

Statistique/2020/Nos propres calculs

Dans la culture malgache, les femmes ont souvent été considérées comme les personnes de la famille dont le rôle principal est de rester au foyer pour élever les enfants et s'occuper des tâches ménagères. Cependant, avec la mondialisation et la montée des mouvements féministes ainsi que l'influence des femmes de renom, les femmes ont eu de plus en plus de place dans la société malgache tant au niveau professionnel, politique, social ou économique.

C'est surtout en milieu rural que prévalent les plus fortes inégalités. Cela peut être perçu au niveau de la disparité des sexes dans la scolarisation ou encore dans les milieux professionnels, et dans la participation à la vie active que ce soit au niveau politique ou social.

Globalement, au niveau éducatif, les indicateurs relatifs à la parité filles/garçons au niveau primaire sont satisfaisants. Les ratios filles-garçons sont sensiblement égaux à 1. Il en est de même pour la parité relative au taux d'alphabétisation.

Section 3.1. Parité des sexes au niveau de l'éducation

Au niveau primaire, en 2012-2013, la parité filles/garçons est atteinte à Madagascar, peu importe le milieu de résidence. Cependant, cela change lorsque le niveau augmente, et plus l'on monte en niveau, plus la parité baisse. Au niveau du second cycle secondaire, il y a nettement plus d'élèves masculins (tableau 31).

Cela peut s'expliquer grâce à l'analyse des causes de l'abandon de l'enseignement qui sont un problème majeur de l'éducation, surtout dans le milieu rural. Cet abandon est surtout dû à la pauvreté qui incite les jeunes filles des milieux défavorisés trouver du travail. De plus, les règlements intérieurs des établissements publics sont stricts sur le renvoi des jeunes filles enceintes et interdisent leur réinsertion, alors que cela ne s'applique pas aux jeunes pères de famille. Les causes culturelles sont aussi à prendre en compte car les mariages arrangés par les parents ont pour conséquence l'abandon scolaire et la grossesse précoce ainsi que la multiplication des activités informelles (ENSOMD, 2012).

Dans la Région d'Analamanga, en classe de primaire, il y a parité des sexes, mais au niveau secondaire, les garçons sont nettement plus nombreux que les filles. À Itasy, par contre, davantage de filles fréquentent l'école primaire et secondaire que les garçons.

Selon les données disponibles au sein du Ministère de l'éducation nationale, au-delà de l'année 2015, contrairement aux années 2012-2013, les filles deviennent légèrement favorisées par rapport aux garçons tant qu'au niveau collège qu'au lycée. En effet, dans le secondaire 1^{er} cycle, on remarque une progression de la parité filles/garçons, en passant de 1,02 en 2016 à 1,05 en 2019. Dans le secondaire du 2nd cycle, le ratio filles/garçons est de 1,05 en 2019 contre 0,97 en 2016. Cela confirme sur les années récentes les résultats trouvés par certains auteurs selon lequel « depuis plus de 20 ans, les filles sont plus scolarisées que les garçons à Madagascar » (Faly Rakotomanana, 2020).

Section 3.2. Parité des sexes au niveau professionnel

Au niveau professionnel, la première remarque est que plus le niveau d'instruction des individus salariés augmente, moins les femmes deviennent nombreuses que les hommes. En outre, les femmes qui travaillent dans le secteur formel sont moins nombreuses que les hommes, alors que dans le secteur informel le nombre est presque identique.

Aussi, le nombre de femmes qui travaillent dans les secteurs primaire et secondaire est inférieur à celui des hommes, surtout dans le secteur secondaire, alors dans le secteur tertiaire, le nombre de femmes est légèrement supérieur à celui des hommes.

Dans le secteur privé, les femmes occupent seulement 28,3% des postes au sein des grandes entreprises, contre 34,8% au sein des ONG et entreprises associatives à but non lucratif et 48,8% dans les entreprises mixtes et parapubliques. Cependant, les femmes dominent quant à l'occupation des postes dans les zones franches. Dans le secteur public, les femmes sont minoritaires avec 41,4% dans l'administration et 32,7% dans les entreprises d'État.

Section 3.3. Niveau d'autonomisation des femmes

Dans le domaine du salaire, les hommes gagnent souvent plus que les femmes, à l'exception de quelques Régions comme Itasy. Dans 10% des cas, les femmes ont déclaré avoir perçu davantage d'argent que leur mari/partenaire et 32 % ont gagné à peu près le même revenu que leur conjoint. De plus, seulement 3,8% des femmes en union participent actuellement au programme de microfinance (ENSOMD, 2012).

La femme a un pouvoir de décision accru dans les domaines concernant les achats quotidiens du ménage et pour les soins personnels de santé, les grosses dépenses du ménage, les visites aux parents. Beaucoup de décisions sont prises néanmoins conjointement avec leur mari/partenaire.

L'accès de la femme à la vie associative est considéré comme un indicateur permettant de reconnaître le statut de la femme, surtout dans le domaine de la prise de décision et de la participation. Près de la moitié des femmes ont déclaré être membres d'une association confessionnelle et elles ne que sont que 5,5% à adhérer à une association politique ou civique. Le plus marquant est que seules 4,6% de femmes de 15 à 49 ans membres d'une association occupent le poste de président ou de vice-président, et 85,0% d'entre elles forme la catégorie des simples membres (ENSOMD, 2012).

Section 3.4. Les femmes et la violence

La violence est une des formes de restriction empêchant les femmes de s'épanouir et de participer de manière juste, équitable et égalitaire au processus de développement du pays. Selon l'ENSOMD, près de la moitié de tous les types de violence ont été perpétrés au sein de la famille et aucune catégorie de femme n'est épargnée par la violence, même si la prévalence varie selon certaines caractéristiques sociodémographiques.

Les femmes victimes tentent de trouver de l'aide d'abord auprès de leur famille. Plus de 60% des femmes victimes n'ont cependant jamais tenté de trouver de l'assistance, sauf

en cas de violence économique. Cependant, moins de 10% des femmes osent se confronter à leur partenaire lors des actes de violences perpétrées sur elles.

Signalons que les jeunes femmes ont plus de risque de se faire agresser que leurs aînées et le fait d'être dans un ménage plus aisé ne protège pas les femmes de la violence.

Les femmes commettent aussi des actes de violence dans leur ménage, notamment envers les enfants, à cause des violences qu'elles ont reçues et aussi pour corriger leurs enfants de l'indiscipline et de l'irrespect.

Selon l'enquête MICS 2018, réalisée par l'INSTAT, on compte 9,5% de femmes qui ont subi des violences physiques lors d'un vol ou d'une agression au cours de trois dernières années au niveau national. Ces actes de violence sont plus courants en milieu urbain qu'en milieu rural. En effet, 12,7% des femmes en milieu urbain contre 8,3% en milieu rural déclarent avoir subi ce type de violences physiques. Durant et après ces actes, les femmes victimes peuvent endurer des souffrances physiques et psychologiques, perdre leurs biens et amoindrir leurs capacités de production. La criminalité peut également engendrer des coûts économiques importants pour la communauté (United Nations Office on Drugs and Crime & United, 2010).

Section 3.5. Les jeunes face à l'OMD3

Dans la Région d'Itasy district Soavinandriana, lors d'un de nos entretiens auprès d'une jeune femme, propriétaire d'une épicerie et mère de deux enfants âgées de 3 et 5 ans, nous avons pu retracer son parcours et ses opinions face à l'OMD3 sur les questions de genre. Cette jeune femme a pu obtenir son diplôme de BEPC avant d'arrêter l'école. Issue d'une famille de la classe moyenne, elle et son époux ont pu mettre en place leur petite épicerie grâce à des efforts et beaucoup d'argent mis de côté. Elle a commencé avec la vente de biscuits et de boissons gazeuses sur un petit stand de bois et un parapluie au bord de la route pour avoir aujourd'hui une épicerie permettant de subvenir aux besoins de la famille. Son époux, quant à lui, travaille la terre dans leurs champs et vend les récoltes à des marchands qui revendent à leur tour à Antananarivo. Elle fait partie de ces jeunes

filles qui ont arrêté les études à cause de la grossesse. Elle estime cependant avoir suffisamment étudié en obtenant les connaissances de base et qu'il était inutile de continuer vu qu'elle avait déjà acquis ce minimum nécessaire.

En lui parlant de l'OMD3, elle a donné son avis sur le sujet en précisant qu'il serait juste qu'il y ait autant de femme au pouvoir que d'hommes car les femmes ne sont pas destinées éternellement à rester chez elles et à faire le ménage, elles devraient avoir davantage d'opportunités pour s'épanouir tout en restant proche de leur famille. Elle explique qu'il y ait davantage de jeunes filles à l'école dans sa Région que de garçons du fait que l'agriculture y est assez développée et que les femmes ne sont pas assez fortes physiquement pour travailler dans ce secteur, alors ce sont les hommes et les garçons qui s'y attellent, tandis que les jeunes filles au lieu de rester à la maison avec leur mère sans avoir d'occupation sont envoyées à l'école. Elle ne fait cependant partie d'aucune association ni ONG et nous dit ne pas avoir subi de violences conjugales.

Pour résumer, ce témoignage illustre les résultats des analyses et données fournis par l'ENSOMD, les femmes sont plus résilientes en ayant accès à l'éducation et/ou à un travail stable.

Section 4. Les jeunes face aux OMD4 et 5 **« Réduire la mortalité infantile et améliorer la santé maternelle (OMD4 et 5) »**

Dans le cadre des OMD 4 et 5, l'État devait s'engager à réduire la mortalité infantile de deux tiers à l'horizon 2015. Les données nationales officielles disponibles nous montrent que des efforts ont été réalisés dans ce domaine mais les objectifs n'ont pas été atteints à la date fixée par l'agenda de l'OMD. Au-delà de 2015, notamment en 2018, un seul indicateur a pu dépasser l'objectif à atteindre, il s'agit du taux de mortalité des enfants de moins d'un mois.

Tableau 32 : OMD en mortalité et santé des enfants

OMD concernant la mortalité et santé des enfants			
NOM DE L'INDICATEUR	ENSOMD 2012-2013	CIBLE 2015	MICS2018
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (‰)	62	53	59
Taux de mortalité des enfants de moins d'un an (‰)	42	31	40
Taux de mortalité des enfants de moins d'un mois (‰)	26	21	19
Proportion d'enfants de 12 à 23 mois vaccinés contre la rougeole	61,7%	100	74%
Proportion d'enfants de 12 à 23 mois complètement vaccinés	51,1%	100	33%

Source : INSTAT/ENSOMD2012-2013/MICS en 2018

Section 4.1. Situation de l'enfant à Madagascar

La population malgache étant très jeune, cette jeunesse constitue un capital humain considérable et essentiel à l'avenir du pays. Il est alors nécessaire de connaître la situation dans laquelle cette jeunesse se trouve, notamment dès son plus jeune âge pour pouvoir mieux appréhender son avenir.

Le milieu familial dans lequel un enfant se développe est un facteur majeur. Ainsi, seulement 65,6% des enfants de moins de 18 ans sont biparentaux et ce pourcentage diminue au fur et à mesure que l'âge de l'enfant augmente. Dans la Région d'Analamanga, 74,3% des enfants sont biparentaux et 79,6% pour la Région d'Itasy.

La santé infantile est une préoccupation majeure car dans le monde près de 11 millions d'enfants de moins de cinq ans meurent à cause de maladie évitables. Ces enfants de moins de 5 ans sont particulièrement vulnérables aux différentes maladies, il est alors nécessaire de considérer tout ce qui concerne l'enfant afin de prévoir ces maladies.

D'abord, le poids à la naissance qui est déterminant de la santé de l'enfant car une insuffisance pondérale augmenterait considérablement sa sensibilité aux différentes maladies. Les enfants de faible poids ont une plus forte probabilité de mourir dans les premiers mois ainsi que d'avoir des déficiences cognitives.

Dans la Région d'Analamanga, 11,5% des nouveau-nés sont en position d'insuffisance pondérale et dans la Région d'Itasy ce pourcentage s'élève à 15,4%.

Après la prise en compte du poids, il est nécessaire de faire vacciner l'enfant. La couverture vaccinale dans les deux Régions d'étude dépasse les 60%, c'est-à-dire que 60% des enfants moins de 5 ans ont reçu la totalité des vaccins (BCG, DTCOQ, Polio, Rougeole).

Malgré les vaccinations, les enfants peuvent tout de même souffrir de diarrhée et de malnutrition. La malnutrition constitue environ 45% des causes de décès des enfants et elle peut être dépistée par le périmètre brachial. Dans la Région d'Analamanga, 4,8% des enfants ont un périmètre brachial inférieur à 125mm et 9,5% pour la Région d'Itasy.

Le défaut d'alimentation étant la cause principale de malnutrition, il est constaté que seulement 41,9% des enfants malgaches sont exclusivement allaités au sein mais 82% bénéficient d'aliments de compléments dès qu'ils en ont besoin.

Section 4.2. La santé maternelle

L'accès aux soins dans le pays est assez restreint et d'autres facteurs peuvent empêcher les femmes d'avoir accès aux services médicaux ainsi qu'aux traitements quand cela est nécessaire. Ainsi, le déparasitage des mères lors de la grossesse reste faible et le nombre de femme prenant les comprimés de fer et d'acide folique recommandés lors de la grossesse est négligeable.

Ainsi, le taux de mortalité maternelle n'a pas évolué depuis une décennie, il est de l'ordre de 4,78 % avec une régression des soins préventif notamment une baisse de 3 points dans

le domaine de l'accès aux soins. De même, le nombre d'accouchements assistés par une personne qualifiée a stagné. Le nombre d'accouchements ayant eu lieu dans un établissement de santé s'est accru, même si près de 58% des accouchements se font encore à domicile.

L'âge médian au premier rapport sexuel est de 17 ans pour les femmes ce qui est relativement précoce. L'âge médian à la première naissance est de 20,2 ans pour les femmes de 25 à 49 ans. Cela signifie que pour la tranche d'âge 15-19 ans, il y a une proportion élevée de femme ayant déjà eu une naissance.

Section 4.3. Les jeunes face aux OMD 4 et 5

En prenant en compte les préoccupations des personnes que nous avons interviewées, que ce soit dans la Région d'Analamanga ou dans la Région d'Itasy, la question de la santé maternelle et de la mortalité infantile ne constitue pas une grande préoccupation. En effet les jeunes interviewés dans la Région d'Analamanga pensent que les services de santé publiques sont assez performants pour pouvoir contrôler la mortalité infantile et les problèmes de santé liés à la grossesse, tandis que ceux dans la Région d'Itasy n'en font pas une grande préoccupation.

Une jeune mère de la Région d'Itasy a pu donner son avis sur le sujet en affirmant que les jeunes filles sont précoces pour leur premier rapport sexuel et qu'en l'absence de moyens contraceptifs, cela aboutit souvent à des grossesses, ce qui a été son cas. La mortalité infantile est un problème pour cette jeune mère car elle ne peut pas accéder aux services de soin de base si son enfant tombe malade.

Les enfants sont donc plus vulnérables par rapport aux maladies dans les milieux ruraux, mais la santé maternelle ne constitue guère une préoccupation majeure que ce soit pour le milieu urbain ou pour le milieu rural. Une conscientisation devrait être faite pour informer la population des risques que présentent la santé maternelle et la mortalité infantile.

Section 5. Les jeunes face à l'ODD6 « Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies (ODD6) »

L'ODD6 vise à éradiquer la propagation du VIH/Sida et anéantir le paludisme ainsi que d'autres grandes maladies. Madagascar figure parmi les pays ayant une faible prévalence du VIH/SIDA mais concentrée chez certains groupes de population.

À travers le tableau 33, malgré les efforts menés en matière de sensibilisation de la lutte contre le SIDA, on remarque que l'utilisation de préservatif chez les jeunes a connu une quasi-stagnation entre 2012-2013 et 2018. Il en est de même pour la proportion de jeunes ayant des connaissances exactes complètes à ce sujet, la connaissance en la matière ne progresse pas.

Presque la moitié des femmes savent que le virus peut se transmettre par allaitement mais peu d'entre elles connaissent l'existence de moyen de prévention de cette transmission par prise de médicament spécifique par la mère durant la grossesse. Pour le dépistage, une réticence est observée car par rapport au nombre de personne connaissant un endroit où faire des dépistages, ceux qui en ont déjà fait sont très peu nombreux surtout dans la tranche d'âge 15-19ans.

Tableau 33 : Indicateurs de l'OMD 6

Indicateurs de l'OMD 6						
NOM DE L'INDICATEUR	ENSOMD 2012-2013			MICS 2018		
	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble
Taux d'utilisation d'un préservatif lors du dernier rapport sexuel à haut risque (15-24ans)	7,3%	8,5%	7,9%	9,0%	8,0%	8,5%
Proportion de la population âgée de 15 à 24 ans ayant des connaissances exactes et complètes au sujet du VIH/Sida	25,5%	22,9%	24,2%	28,0%	23,0%	25,5%
Proportion d'enfants de moins de 5 ans dormant sous des moustiquaires imprégnées d'insecticide	48,6%	50,8%	49,7%	61,8%	62,8%	62,3%
Proportion d'enfants de moins de 5 ans atteints de fièvre traités aux moyens de médicaments antipaludéens appropriés	12,3%	12,8%	12,5%	10,9%	9,7%	10,3%
Connaissance de la tuberculose	84%	80%	82%			

Source : INSTAT/ENSOMD2012-2013/MICS en 2018

Section 5.1. Le paludisme et la tuberculose

À Madagascar, le paludisme est un grave problème de santé publique représentant un huitième des causes de morbidité dans les centres de santé. Beaucoup d'efforts ont été déployés par l'État pour la lutte contre le paludisme comme la lutte antivectorielle, la prévention chez les femmes enceintes avec le traitement préventif intermittent et la prise en charge précoce des cas chez les enfants moins de 5 ans. Près de deux tiers des ménages possèdent alors des moustiquaires, près de 60% disposent de moustiquaires imprégnées d'insecticide à effet durable (MID) et le nombre moyen de moustiquaire par ménage est de 1,15. Un autre moyen de prévenir la maladie et de tuer les moustiques est l'aspersion intra-domiciliaire dont 19% des ménages bénéficient.

Concernant la protection des enfants face au paludisme, la proportion d'enfants de moins de 5 ans dormant sous des moustiquaires imprégnées d'insecticide a bien progressé puisqu'elle est passée de 49,7% en 2013 à 62,3% en 2018. Cela est dû essentiellement à la lutte antivectorielle à travers par la mise en œuvre de la distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide à efficacité durable (INSTAT, 2013) (INSTAT, 2018).

Cependant, le taux d'utilisation effective des moustiquaires en général est plus faible que le taux de possession. Le taux d'usage de moustiquaires dans la Région d'Analamanga est de 27,8 % contre seulement 3% dans la Région d'Itasy. C'est pourquoi l'aspersion intra-domiciliaire d'insecticide (AID) est fortement recommandée avant le début de la saison des pluies, période où le vecteur du paludisme connaît une haute transmission. L'AID est plus utilisé en milieu rural qu'en milieu urbain, 22,6% contre 3,7%.

L'usage combiné des moustiquaires imprégnées et de l'AID s'avère très efficace et ce sont les ménages des milieux ruraux qui bénéficient de cette double protection prise en charge par les pouvoirs publics.

La tuberculose aussi présente un problème de santé majeur. 82,5% de la population a déjà entendu parler de la tuberculose avec une proportion d'hommes plus élevée que celle des femmes ayant des informations sur la tuberculose. Le principal facteur de risque de cette

dernière est le tabac, la proportion des hommes qui fument est plus élevée que celle des femmes.

Section 5.2. Les jeunes face à l'OMD6

En questionnant les jeunes sur leur santé sexuelle, il y a eu une gêne car le sujet est encore considéré comme tabou dans la société malgache. Le VIH n'étant plus aussi répandu, les jeunes ont quand même peur de faire le dépistage surtout en milieu rural faute de manque d'accès à ces services et d'informations.

Concernant les autres maladies, ils sont plus ouverts à la discussion mais n'ont pas d'avis particulier pour l'amélioration de la situation de leur Région. Ils pensent ne pas être vulnérables face au paludisme et à la tuberculose car ils considèrent que ces maladies ne sont plus aussi fréquentes et sont aujourd'hui facilement soignables.

Section 6. Les jeunes face à l'OMD7« Préserver l'environnement (OMD7) »

L'OMD 7 vise à assurer un environnement durable et se mesure par l'accès à l'eau potable, l'accès aux infrastructures d'assainissement, la proportion de la population utilisant des combustibles solides et enfin la proportion de la population urbaine vivant dans des taudis.

Section 6.1. L'accès à l'eau potable

27,7% de la population malgache a un accès à l'eau potable améliorée, c'est-à-dire ont accès, soit à un robinet dans le logement/dans la cour, soit un robinet public ou une fontaine publique, soit un forage muni d'une pompe à motricité humaine, soit d'un puits avec une pompe à motricité humaine, soit une source protégée, soit un puits sans pompe

mais protégé. Ce taux est évidemment largement plus élevé en milieu urbain qu'en milieu rural, avec 77,4% pour le premier et 17,7% pour le deuxième.

Pour ce qui est de l'eau potable non améliorée, la situation est inversée et le taux est plus élevé en milieu rural qu'en milieu urbain : 70,9% contre 12,3%. Quel que soit le type de milieu, l'utilisation de robinet ou fontaine publique reste le choix de la majorité de la population et ces deux Régions ont connu des améliorations remarquables quant à l'accès à l'eau potable car il est passé de 64,5% à 77,1% pour la Région d'Analamanga et de 28,1% à 40,2 % pour la Région d'Itasy entre la période de 2010 à 2012.

Section 6.2. Accès aux infrastructures d'assainissement améliorées

La population utilisant des infrastructures d'assainissement de base améliorées correspond à la population utilisant des installations sanitaires privées ou publiques, conformes aux normes pour l'évacuation des matières fécales. Ainsi, les infrastructures améliorées sont, soit les installations connectées à un système d'égouts, à une fosse septique, à des latrines, ou à d'autres systèmes d'évacuation quelconque, soit des fosses ou latrines améliorées, auto-aérées ou avec dalle lavable.

Parmi la population ayant accès à des infrastructures d'assainissement de base non améliorées, presque la moitié des personnes vivant en milieu rural n'ont pas de toilettes. La Région d'Analamanga est celle qui utilise le plus les toilettes améliorées dans tout Madagascar, de l'ordre de 93,1% de la population de la Région, suivi de la Région d'Itasy avec 82,4% de la population les utilisant.

Concernant le mode d'évacuation des ordures ménagères, 57,4% de la population jettent leurs ordures dans la nature et cela est plus accentué en milieu rural qu'en milieu urbain. Cette proportion n'est que de 17% en milieu urbain contre 65,5% en milieu rural. Une autre pratique consiste à brûler ces ordures et elle est davantage pratiquée en milieu urbain qu'en milieu rural. Une part de la population enterre ses ordures. Enfin, la dernière forme

consiste en un ramassage public ou privé d'ordures qui est de l'ordre de 43,7% en milieu urbain contre seulement 3,9% en milieu rural.

Dans la Région d'Analamanga, la population a tendance à avoir plus recours au ramassage public ou privé avec une proportion de 47,9% l'utilisant, suivi du brûlage des ordures (24%). Dans la Région d'Itasy la population tend davantage à brûler les ordures (40,4%) ou les jeter dans la nature (31,2%). En analysant le niveau d'éducation des chefs de ménages, il a été constaté que celui-ci est élevé, moins ils jettent d'ordures ménagères dans la nature.

Section 6.3. Utilisation des combustibles solides

La population malgache a depuis longtemps recours à l'utilisation du bois et du charbon de bois comme combustible solide, même si leur utilisation présente un risque pour sa santé. Les combustibles solides sont surtout utilisés pour la cuisson. En milieu rural, l'usage du bois est prépondérant. Plus la population est pauvre avec un chef de famille à faible niveau d'éducation, plus le bois est utilisé. Plus elle est riche avec un chef de famille ayant un niveau d'instruction élevé, plus elle utilise du charbon de bois.

La Région d'Analamanga utilise le plus de charbon de bois, qui concerne 73,3% de la population. Pour la Région d'Itasy, le bois est plus prisé avec 74,2% de la population de la Région en utilisant. La tendance de consommation de combustible solide reste stable.

Section 6.4. Situation de la population vivant dans des taudis

Une personne est considérée comme vivant dans un taudis s'il son logement ne satisfait pas aux exigences d'accès à l'eau potable amélioré ainsi qu'à l'accès aux infrastructures d'assainissement améliorées ; avec une occupation du logement surpeuplée ; ayant plus de trois personnes par pièce ; et faites de matériaux non durables.

Comme il a été constaté auparavant, les Régions d'Analamanga et Itasy sont des Régions qui ont un niveau assez élevé d'accès à l'eau potable et utilisant le plus d'infrastructures d'assainissement améliorées. Les deux sont aussi au-dessus de la moyenne pour le pourcentage de population ayant plus de trois personnes à dormir dans une pièce (74% pour la population d'Analamanga et 80,4% pour la population d'Itasy). Concernant le pourcentage de la population utilisant des matériaux non durables pour la construction de leurs maisons, il s'élève à 0,1% pour Analamanga contre 46,3% pour Itasy. En prenant en compte ces variables, ce n'est pas moins de 88,2% de la population qui vit dans des taudis.

Section 6.5. Les jeunes face à l'OMD7

La question environnementale suscite l'intérêt des jeunes, notamment à cause de la pollution. Cependant, en leur expliquant l'OMD7, ils affirment ne pas avoir vraiment pensé à l'environnement dans le contexte dans lequel ils vivent, plus précisément concernant leur logement et l'accès aux infrastructures sanitaires. Cela a tout de même suscité leur intérêt car l'accès à l'eau potable améliorée, surtout en milieu rural, est difficile.

En effet, même s'ils veulent avoir accès à l'eau potable dans leurs habitations, en raison des lourdeurs administrative pour l'installation des infrastructures et aussi du coût assez élevé de celles-ci, ils sont de fait automatiquement exclus. En revanche, l'installation d'une fontaine publique facilite l'accès à l'eau potable et cela revient beaucoup moins cher que de payer des factures d'eau tous les mois.

Concernant les infrastructures sanitaires, la majorité des personnes interviewées utilisent des fosses septiques. Pour l'évacuation des ordures ménagère, par contre, beaucoup ont recourt au brûlage car c'est le moyen le plus facile de s'en débarrasser, selon leurs dires. Dans la Région d'Analamanga par contre, grâce à la présence de bacs à ordures, ils peuvent jeter leurs ordures qui seront relevées par le service de ramassage.

Pour les logements, les jeunes de la Région d'Analamanga vivent en majorité avec leurs parents, il en est de même pour la Région d'Itasy. Pour cette dernière, la différence provient de la qualité des habitations qui ne sont pas forcément en dur et n'ont pas les équipements de base pour l'accès à l'eau potable amélioré.

CONCLUSION GENERALE

Au cours de cette thèse, nous nous sommes intéressés à l'étude de la liaison qui pouvait exister entre l'accroissement des capacités et les facteurs réduisant la vulnérabilité des jeunes de 15 à 24 ans à Madagascar.

Il convient de préciser que les travaux de Sen constituent la pierre angulaire de ces deux concepts. En effet, bien que Sen ait d'abord contribué à l'analyse traditionnelle du bien-être de l'intérieur, il a ensuite participé à l'élaboration de l'approche par les capacités.

Mais que faut-il retenir de l'approche par les capacités d'Amartya Sen ? Qu'elle offre un cadre d'évaluation du bien-être individuel non fondé sur l'utilité mais sur la liberté individuelle. La capacité désigne ainsi la liberté, pour un individu, de détenir les potentialités internes de concevoir un choix de manière autonome mais aussi la liberté d'avoir effectivement accès à ce choix.

La pauvreté est alors définie comme un manque dans les capacités de base et le développement est par conséquent conçu comme un processus d'accroissement des libertés individuelles. En rapportant ce point de vue d'Amartya Sen à la population étudiée dans cette thèse, nous pouvons déduire que le manque de capacités des jeunes de 15-24 ans à Madagascar est ainsi à imputer au manque de libertés individuelles (qu'elles soient d'entreprendre, démocratiques, d'émancipation, etc.) des jeunes, qui les rendent par la suite vulnérables et au final englués dans la pauvreté.

Le choix de ne retenir que les jeunes de 15-24 ans dans cette étude a été justifié par le constat que le profil démographique malgache est largement dominé par les jeunes. D'ailleurs, Madagascar dispose même d'une Politique Nationale de la Jeunesse. En effet, en 2015, Madagascar a adopté la Politique Nationale de la Jeunesse qui se donne comme but « celui d'avoir une vision nouvelle de la jeunesse qui, étant éprise de valeurs morales et universelles de l'identité culturelle Malagasy [malgache], garantit une vision de société ouverte pluraliste, respectueuse de l'unité et à forte cohésion sociale. En effet, la mission de l'État consiste à veiller sur l'intérêt commun de la population en général et de la

jeunesse en particulier »⁵⁰. Mais force est de constater que beaucoup reste encore à faire pour Madagascar dans l'amélioration des capacités des jeunes de 15-24 ans afin de réduire leur vulnérabilité dans la société malgache.

Parmi nos résultats, nos analyses montrent que en admettant l'hypothèse du RGPH3 en 2018 selon laquelle le taux de croissance démographique reste à 2,9% par an, l'effectif des jeunes serait de 6,8 millions en 2025, et de 11,0 millions⁵¹ en 2042. Cela indique que l'effectif des jeunes serait doublé en 2042. En revanche, la répartition géographique de la population jeune dans le pays, s'avère être inégale car 20% seulement des jeunes âgés de 15 à 24 ans résident en milieu urbain, et 80%, en milieu rural.

Autre résultat, l'analphabétisme touche plus les jeunes filles que les jeunes garçons. 75,3% des jeunes filles d'entre 15 et 24 ans seulement savent lire et écrire contre 79,3% des jeunes hommes. Aussi, le taux d'alphabétisation est plus élevé chez les 15 à 19 ans avec 81% des garçons et 78% des filles, tandis que pour les 20-24 ans ces chiffres représentent 77% des garçons et 71% des filles. Ce gap entre l'alphabétisation des filles et des garçons persiste tant dans le milieu rural qu'urbain.

La santé des jeunes est elle aussi une composante essentielle du développement humain. Cependant, à Madagascar la santé des jeunes femmes de 15 à 24 ans est compromise par la grossesse précoce et la faible utilisation des méthodes contraceptives. Les difficultés d'accès aux établissements de santé constituent pour les deux sexes un facteur supplémentaire de blocage pour les capacités des jeunes de cette catégorie d'âge (15-24 ans).

Notre étude, bien qu'elle soit certainement éloignée des inégalités au sens de Sen, a permis de préciser les rouages des principaux facteurs de vulnérabilité qui altèrent substantiellement les capacités des jeunes de 15-24 ans dans l'évolution du contexte

⁵⁰ Loi n° 2015-38 modifiant et complétant certaines dispositions de la Loi n°2004-028 du 09 Septembre 2004 portant Politique Nationale de la Jeunesse, Article 5.

⁵¹ Nos propres calculs à partir des données de l'INSTAT.

malgache, à savoir la difficulté d'accéder au marché de l'emploi et la pauvreté qui touche fortement cette catégorie d'âge.

En effet, 42,2% des jeunes ont un travail dit inadéquat tandis que 25,5% d'entre eux sont en sous-emploi lié à la durée du travail. Le marché du travail est composé de travailleurs jeunes, sous-employés et pauvres, qui ont 32,1 ans en moyenne. Les jeunes actifs de moins de 25 ans rencontrent les plus grandes difficultés à accéder au marché du travail, avec un taux de chômage de 5,9%, ce chiffre sous-estimant largement le non-emploi pour les raisons évoquées précédemment. Les jeunes urbains entre 15-24 ans sont les plus touchés par ce phénomène avec un taux de chômage supérieur à 14%. Les difficultés d'insertion dans le marché du travail sont surtout causées par la déficience quantitative et qualitative de l'éducation, de l'apprentissage et de la formation qui ne permet pas d'acquérir les compétences requises pour répondre aux offres d'emploi. Dans une autre perspective, le déséquilibre en faveur de la demande sur le marché du travail ne facilite pas non plus l'accès à l'emploi des jeunes de 15 à 24 ans qui par définition manquent souvent d'expérience.

Par ailleurs, à partir des données de l'EPM 2010, nous trouvons que 73,6% des jeunes âgés de 15 à 24 ans sont dans une situation de pauvreté monétaire. La pauvreté des jeunes selon le milieu de résidence présente de fortes disparités. Les jeunes qui vivent en milieu rural sont fortement touchés par la pauvreté par rapport à ceux vivant en milieu urbain. En milieu urbain, 51,4% des jeunes vivent en dessous du seuil de pauvreté en 2010 contre 79,8% de ceux qui vivent en milieu rural. Selon le sexe, la proportion des jeunes filles pauvres est très proche de celle des jeunes garçons dans l'ensemble du pays (74,5% contre 73,6%).

On peut déduire de ce qui précède que la pauvreté affecte les jeunes de manière percutante et personnelle. Elle menace aussi la stabilité sociale et peut engendrer des conflits sociaux. La pauvreté constitue l'un des principaux blocages des jeunes pour devenir plus aptes, en tant que citoyens et à contribuer en retour au bien-être social. Il est donc indéniable que la pauvreté des jeunes a un lien très rapproché tant avec leur vulnérabilité que leurs capacités.

Cette recherche a également permis de constater que Madagascar, à l'instar de la plupart des pays africains, a connu un faible succès dans l'atteinte des OMD. En effet, le taux de pauvreté concerne encore largement plus de la moitié de la population.

Quelques propositions de politiques économiques peuvent être déduites de ces résultats. D'abord, améliorer les capacités et capacités des jeunes de 15-24 ans et réduire les facteurs qui aggravent leur vulnérabilité revient avant tout à lutter contre l'extrême pauvreté qui sévit à Madagascar. En effet, en réduisant l'extrême pauvreté, les études empiriques abordées ici ont confirmé qu'on réduit en même temps les inégalités. Par conséquent, cette catégorie d'âge aurait tout à gagner si le taux de pauvreté dans la Grande Île connaissait une diminution car cela réduirait leur vulnérabilité et améliorerait leurs capacités, donnant ainsi naissance à un cercle vertueux. Ce résultat si important, qui constitue le fondement même de notre recherche, peut nous guider en matière de proposition de politiques économiques.

À partir des déterminants mis en lumière par les chapitres composants notre thèse, l'État malgache ainsi que les ONG qui œuvrent dans le développement de Madagascar devraient mettre en place un dispositif social et économique, plus ou moins incitatif, pour permettre aux jeunes de 15-24 ans de bénéficier de certains soutiens, notamment financiers, et d'être traités sur un même pied d'égalité dans les services publics territoriaux décentralisés. Par exemple, en établissant un fonds qui permettrait de financer de jeunes entrepreneurs ayant de bons projets mais qui n'arrivent pas à avoir l'écoute des banques traditionnelles pour leur offrir un financement.

Il est essentiel de prendre en compte les interactions entre les dépenses publiques d'éducation et de santé afin de déterminer la meilleure allocation des ressources publiques, ce qui est mis en évidence pour minimiser le travail des enfants et qui vaut de façon plus générale pour la poursuite des Objectifs de développement Durable.

Parallèlement, il serait primordial de désenclaver les communes et les *fokontany* ruraux. Ce grand projet important pour le développement local fluidifierait les transports de biens et de personnes, et réduirait la spéculation qui intervient tout au long de la chaîne, notamment pour les produits d'exportation à forte valeur ajoutée, comme les litchis ou le

girofle par exemple. En connaissant le véritable prix sur le marché international, les producteurs auraient davantage de pouvoirs de négociation sur les cours locaux. L'amélioration des infrastructures routières, maritimes et fluviales leur permettrait de livrer eux-mêmes leurs produits agricoles dans les grands centres urbains, non loin de leurs villages. En effet, nous avons constaté à travers cette étude que les jeunes âgés de 15 à 24 ans dans les zones rurales et enclavées ont beaucoup moins de chances de réussir leur vie que ceux des zones urbaines. Il est donc nécessaire que l'État investisse dans les zones rurales en termes d'infrastructures afin de pallier cette inégalité.

Nous espérons que cette thèse ne constitue qu'une première étape d'une longue recherche. D'abord, dans un futur proche, il serait opportun de corroborer nos résultats avec une période d'étude plus longue, en y ajoutant les années plus récentes. Par la suite, il faudrait élargir le champ d'étude à partir de données collectées dans un plus grand nombre d'observatoires pour se rapprocher d'un modèle plus pertinent en matière de représentativité des inégalités sur l'ensemble du territoire malgache.

ANNEXE 1

GUIDE D'ENTRETIEN

Localité :

Nom et prénom :

Sexe :

Age :

Ethnie :

Situation matrimoniale :

Niveau d'instruction :

Catégorie socio-professionnelle

CULTURE

Quelles sont les différentes cultures qui prédominent encore ?

Est-ce qu'elles sont porteuses de valeurs ?

Quelles sont leur importance dans la vie quotidienne, dans la vie en société ?

Est-ce qu'elles régulent le comportement social ?

De manière générale, qu'en pensez-vous ?

Quelles en sont les origines selon vous ?

Quels en sont leurs impacts sur les jeunes ?

Ces cultures ont-t-elles- un rapport avec la pauvreté et/ou la vulnérabilité ?

Pouvez-vous donner des exemples ?

Existe-il une relation entre les cultures qui prédominent et les manières dont les jeunes mènent leur vie ?

Quels sont les impacts de ces cultures sur cela ?

Pensez- vous qu'il y a une évolution de ces cultures ? Quand ? Pourquoi ?

Quelles en sont les natures et les causes, les impacts sur l'avenir des jeunes ?

PARTICIPATION À LA VIE PUBLIQUE/ RESPONSABILITE/AUTONOMISATION

Les jeunes participent-ils à la prise de responsabilité au sein de la communauté de base et à la gestion des affaires du *fokontany*?

De quelles manières ?

Comment trouvez-vous leur participation ?

Pourquoi ?

Quels sont les obstacles empêchant la prise de responsabilité des jeunes au sein du *fokontany*, au sein de la Commune ?

Pourquoi ?

Est-ce que les jeunes participent à la vie politique ?

De quelles manières ?

Pourquoi ?

Quels sont les impacts ?

Quels sont les problèmes ?

Est-ce que les jeunes participent à la vie publique en général?

De quelles manières ?

Pourquoi ?

Sont-ils satisfaits ?

Quels sont les impacts ?

Quels sont les problèmes ?

Les jeunes sont-ils impliqués dans la prise de décision ?

Dans quels domaines ?

Comment cela se manifeste-il ?

Pourquoi ?

Quels sont les impacts ?

Quels sont les problèmes ?

Selon vous, les jeunes sont-ils écoutés ?

Dans quels domaines ?

Pourquoi ?

Quelles sont les causes ?

Quels sont les impacts ?

Quels sont problèmes ?

Quelles sont les préoccupations des jeunes par rapport à la participation à la vie publique ?

Selon vous, les jeunes sont-ils autonomes ?

Si oui pourquoi ?

Dans quels domaines ?

Pourriez-vous donner des exemples concrets ?

Si non pourquoi ?

Quelles sont les causes ?

Quels sont problèmes ?

SOLIDARITÉ

Que pensez-vous de la solidarité ?

Qu'est-ce que la solidarité selon vous ?

Comment se manifeste la solidarité ?

...au sein de la famille, au sein de la Communauté, au sein de la Nation

Pourquoi ?

Quels sont les impacts de cette solidarité ?

Quels sont les problèmes ?

S'il n'y avait pas de solidarité, que se passerait-il ?

Qu'en-est-il de la solidarité face à la vulnérabilité, à la pauvreté ?

Comment cela se manifeste-il ?

Pourquoi ?

Quels sont les impacts ?

Vousentraidez-vous avec d'autres personnes ? (entraide entre jeunes)

Si oui, de quelles manières ?

Pourquoi ?

Quels sont les impacts ?

Si non, pourquoi ?

Avez-vous déjà bénéficié de soutien, d'aide ?

Si oui, de quelles manières ?

Pourquoi ?

Quels sont les impacts ?

Si non, pourquoi ?

Connaissez-vous des organismes, regroupements, associations qui viennent en aide aux jeunes vulnérables ?

Est-ce que ces organisations aident les jeunes selon vous ?

Comment cela fonctionne-t-il ?

Pourquoi ?

CAPACITÉS/CAPABILITÉ ?

Voulez-vous faire quelque chose/ créer quelque chose ?

Si oui pourquoi ?

Comment ?

Si non pourquoi ?

Quels sont les problèmes ?

Selon vous, les jeunes d'aujourd'hui ont-ils la possibilité de développer des activités ?

Dans quels domaines ?

Comment ?

Pourquoi ?

Quels sont les éventuels facteurs de blocages entravant votre avenir ?

Quels en sont les impacts ?

Les jeunes ont-ils besoin de soutien, d'aide pour développer des activités ?

Dans quels domaines ?

De quelles manières ?

Pourquoi ?

Quels sont les principales aspirations des jeunes actuellement ?

Pourquoi ?

Comment voyez-vous votre avenir ?

Comment comptez-vous arriver à vos objectifs ?

DÉVELOPPEMENT (OMD)

Êtes-vous sensible aux questions de développement, de développement durable ?

Pourquoi ?

À votre avis, quels sont les différents problèmes entravant notre développement ?

Pourquoi ?

Les jeunes ont-ils la volonté de participer au développement de leur localité, de leur commune, de leur district ?

Comment ?

Pourquoi ?

Quels seraient les impacts ?

Quels sont les obstacles

Avez-vous entendu parler des OMD ?

Si oui, qu'en pensez-vous ?

Pourquoi ?

Quelles ont vos préoccupations par rapport aux OMD ?

Pourquoi ?

VALEUR

Quelles sont les valeurs auxquelles les jeunes d'aujourd'hui attachent une importance ?

Et pour vous-même ?

Pourquoi ?

Comment cela se manifeste-il ?

Pourquoi ?

Quels sont les impacts ?

ANNEXE 2

RESULTATS DE L'AFCM

Correlation Matrix ^a										
		Fait etude	Age en année révolue	Trav_12 mois	Explot_Terre_Agr	Eau_pot	Ass_amel	Acces_elect	Le ménage a-t-il reçu un transfert	Cap_Epargne
Correlation	Fait_etude	1,000	0,057	-0,333	-0,378	0,115	0,224	0,103	-0,300	0,009
	Age en année révolue	0,057	1,000	-0,063	-0,081	0,368	0,248	0,395	-0,082	0,067
	Trav_12mois	-0,333	-0,063	1,000	0,150	0,076	-0,061	-0,006	0,070	-0,078
	Explot_Terre_Agr	-0,378	-0,081	0,150	1,000	0,125	-0,085	-0,119	0,616	-0,020
	Eau_pot	0,115	0,368	0,076	-0,125	1,000	0,364	0,645	-0,211	-0,011
	Ass_amel	0,224	0,248	-0,061	-0,085	0,364	1,000	0,549	-0,105	0,173
	Acces_elect	0,103	0,395	-0,006	-0,119	0,645	0,549	1,000	-0,205	-0,002
	Le ménage a-t-il reçu un transfert	-0,300	-0,082	0,070	0,616	0,211	-0,105	-0,205	1,000	0,159
Cap_Epargne	0,009	0,067	-0,078	-0,020	0,011	0,173	-0,002	0,159	1,000	
Sig. (1-tailed)	Fait_etude		0,225	0,000	0,000	0,064	0,001	0,085	0,000	0,451
	Age en année révolue	0,225		0,201	0,140	0,000	0,000	0,000	0,137	0,187
	Trav_12mois	0,000	0,201		0,023	0,158	0,208	0,471	0,178	0,150
	Explot_Terre_Agr	0,000	0,140	0,023		0,049	0,129	0,057	0,000	0,393
	Eau_pot	0,064	0,000	0,158	0,049		0,000	0,000	0,002	0,441
	Ass_amel	0,001	0,000	0,208	0,129	0,000		0,000	0,081	0,010
	Acces_elect	0,085	0,000	0,471	0,057	0,000	0,000		0,003	0,488
	Le ménage a-t-il reçu un transfert	0,000	0,137	0,178	0,000	0,002	0,081	0,003		0,017
Cap_Epargne	0,451	0,187	0,150	0,393	0,441	0,010	0,488	0,017		
a. Determinant = ,124										

Inverse of Correlation Matrix									
	Fait_etude	Age en année révolue	Trav_12 mois	Explot_Terre_Agr	Eau_pot	Ass_amel	Acces_elect	Le ménage a-t-il reçu un transfert	Cap_Epargne
Fait_etude	1,367	0,040	0,390	0,361	-0,120	-0,300	0,157	0,130	0,052
Age en année révolue	0,040	1,234	0,097	0,049	-0,258	-0,035	-0,307	-0,033	-0,067
Trav_12mois	0,390	0,097	1,163	-0,059	-0,207	0,019	0,073	0,038	0,075
Explot_Terre_Agr	0,361	0,049	-0,059	1,774	-0,018	0,082	0,002	-1,021	0,201
Eau_pot	-0,120	-0,258	-0,207	-0,018	1,817	0,004	-1,029	0,141	-0,002
Ass_amel	-0,300	-0,035	-0,019	-0,082	-0,004	1,569	-0,826	-0,003	-0,271
Acces_elect	0,157	-0,307	0,073	0,002	-1,029	0,826	2,254	0,151	0,137
Le ménage a-t-il reçu un transfert	0,130	-0,033	0,038	-1,021	0,141	0,003	0,151	1,771	-0,296
Cap_Epargne	0,052	-0,067	0,075	0,201	-0,002	0,271	0,137	-0,296	1,108

KMO and Bartlett's Test

Kaiser-Meyer-Olkin Measure of Sampling Adequacy.	0,647
Bartlett's Test of Approx. Sphericity	362,049
Chi-Square	
df	36
Sig.	0,000

Communalities^a

	Initial	Extraction
Fait_etude	0,269	0,505
Age en année révolue	0,190	0,196
Trav_12mois	0,140	0,223
Explot_Terre_Agr	0,436	0,487
Eau_pot	0,450	0,495
Ass_amel	0,363	0,402
Acces_elect	0,556	0,848
Le ménage a-t-il reçu un transfert	0,435	0,911
Cap_Epargne	0,098	0,068

Extraction Method: Maximum Likelihood.

a. One or more communality estimates greater than 1 were encountered during iterations. The resulting solution should be interpreted with caution.

Total Variance Explained

Factor	Initial Eigenvalues			Extraction Sums of Squared Loadings			Rotation Sums of Squared Loadings ^a
	Total	% of Variance	Cumulative %	Total	% of Variance	Cumulative %	Total
1	2,612	29,017	29,017	1,897	21,079	21,079	1,998
2	1,702	18,916	47,933	1,508	16,752	37,831	1,631
3	1,235	13,726	61,659	0,733	8,140	45,970	1,083
4	0,902	10,024	71,684				
5	0,793	8,812	80,495				
6	0,581	6,450	86,946				
7	0,538	5,979	92,924				
8	0,346	3,841	96,765				
9	0,291	3,235	100,000				

Extraction Method: Maximum Likelihood.

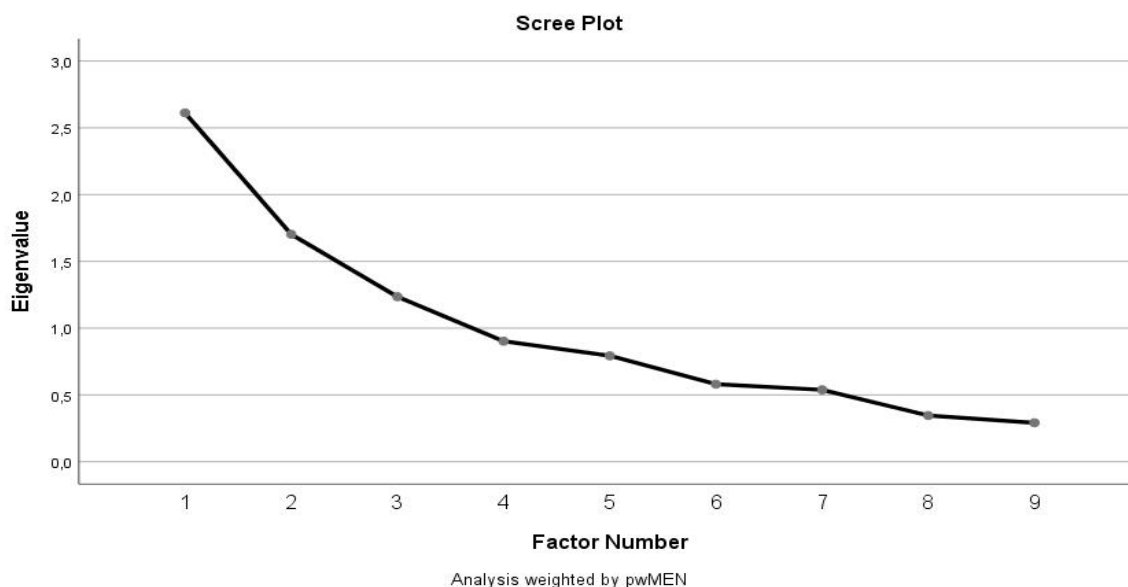
a. When factors are correlated, sums of squared loadings cannot be added to obtain a total variance.

Factor Matrix^a

	Factor		
	1	2	3
Fait_etude	0,362	-0,050	0,609
Age en année révolue	0,218	0,384	0,038
Trav_12mois	-0,094	0,047	-0,460
Explot_Terre_Agr	-0,625	0,218	-0,221
Eau_pot	0,412	0,567	-0,065
Ass_amel	0,292	0,520	0,216
Acces_elect	0,475	0,788	-0,037
Le ménage a-t-il reçu un transfert	-0,907	0,290	0,067
Cap_Epargne	-0,122	0,105	0,206

Extraction Method: Maximum Likelihood.

a. Attempted to extract 3 factors. More than 25 iterations required. (Convergence=,013). Extraction was terminated.



Reproduced Correlations

	Fait_etu de	Age en année révol ue	Trav_12 mois	Explot_Terre _Agr	Eau_p ot	Ass_a mel	Acces_el ect	Le ména ge a-t- il reçu un transf ert	Cap_ Epar argne	
Repro duced Correl ation	Fait_etu de	,505 ^a	0,083	-0,317	-0,372	0,081	0,211	0,110	- 0,302	0,076
	Age en année révolue	0,083	,196 ^a	-0,020	-0,061	0,305	0,272	0,405	- 0,084	0,021
	Trav_12 mois	-0,317	- 0,020	,223 ^a	0,170	0,018	-0,102	0,010	0,068	- 0,078
	Explot_ Terre_A gr	-0,372	- 0,061	0,170	,487 ^a	-0,120	-0,117	-0,118	0,615	0,054
	Eau_pot	0,081	0,305	0,018	-0,120	,495 ^a	0,401	0,645	- 0,213	- 0,004
	Ass_am el	0,211	0,272	-0,102	-0,117	0,401	,402 ^a	0,541	- 0,100	0,063
	Acces_e lect	0,110	0,405	0,010	-0,118	0,645	0,541	,848 ^a	- 0,205	0,017
	Le ménage a-t-il reçu un transfert	-0,302	- 0,084	0,068	0,615	-0,213	-0,100	-0,205	,911 ^a	0,155
	Cap_Ep argne	0,076	0,021	-0,078	0,054	-0,004	0,063	0,017	0,155	,068 ^a

Residual ^b	Fait_étude	-0,026	-0,016	-0,006	0,034	0,013	-0,007	0,002	-0,067
	Age en année révolue	-0,026	-0,043	-0,020	0,063	-0,023	-0,010	0,001	0,046
	Trav_12 mois	-0,016	-0,043	-0,021	0,057	0,041	-0,015	0,002	0,000
	Explot_Terre_Agr	-0,006	-0,021	-0,021	-0,005	0,032	-0,001	0,001	-0,074
	Eau_pot	0,034	0,057	-0,005	-0,037	0,000	0,002	-0,007	0,007
	Assamél	0,013	0,041	0,032	-0,037	0,009	-0,006	0,110	0,006
	Acces_élect	-0,007	-0,015	-0,001	0,000	0,009	0,000	-0,019	0,019
	Le ménage a-t-il reçu un transfert	0,002	0,002	0,001	0,002	-0,006	0,000	0,004	0,004
	Cap_Epargne	-0,067	0,000	-0,074	-0,007	0,110	0,004	-0,019	0,004

Extraction Method: Maximum Likelihood.

a. Reproduced communalities

b. Residuals are computed between observed and reproduced correlations. There are 5 (13,0%) nonredundant residuals with absolute values greater than 0.05.

Pattern Matrix^a

	Factor		
	1	2	3
Fait_etude	0,043	-0,117	0,649
Age en année révolue	0,445	0,029	0,024
Trav_12mois	0,034	-0,066	-0,497
Explot_Terre_Agr	0,021	0,587	-0,223
Eau_pot	0,692	-0,083	-0,099
Ass_amel	0,596	0,104	0,210
Acces_elect	0,928	-0,009	-0,076
Le ménage a-t-il reçu un transfert	-0,011	0,985	0,096
Cap_Epargne	0,055	0,242	0,225

Extraction Method: Maximum Likelihood.

Rotation Method: Promax with Kaiser Normalization.

a. Rotation converged in 4 iterations.

Structure Matrix

	Factor		
	1	2	3
Fait_etude	0,172	-0,374	0,700
Age en année révolue	0,442	-0,088	0,082
Trav_12mois	-0,027	0,114	-0,466
Explot_Terre_Agr	-0,156	0,667	-0,443
Eau_pot	0,696	-0,213	0,040
Ass_amel	0,603	-0,120	0,264
Acces_elect	0,918	-0,205	0,072
Le ménage a-t-il reçu un transfert	-0,234	0,951	-0,279
Cap_Epargne	0,031	0,144	0,141

Extraction Method: Maximum Likelihood.

Rotation Method: Promax with Kaiser Normalization.

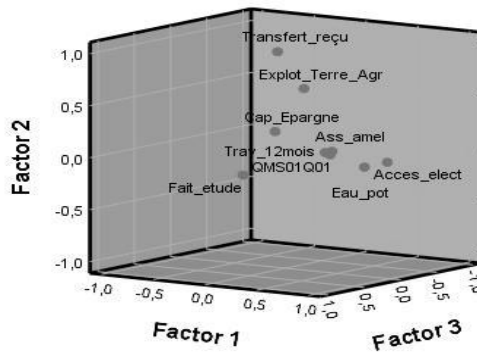
Factor Correlation Matrix

Factor	1	2	3
1	1,000	-0,242	0,155
2	-0,242	1,000	-0,379
3	0,155	-0,379	1,000

Extraction Method: Maximum Likelihood.

Rotation Method: Promax with Kaiser Normalization.

Factor Plot in Rotated Factor Space



Analysis weighted by pwMEN

BIBLIOGRAPHIE

AFD (Agence Française de Développement). (2021). *L'Economie africaine en 2021*. Ed. La Découverte.

Alesina, A., & Roberto, P. (1993). Income distribution, political instability, and investment. *European Economic Review*, vol.40, n°6, pp.1203-1228.

Amartya, S. (1985). *Commodities and Capabilities*. Oxford: Elsevier Science Publishers.

Anaes (2000). *Guide d'analyse de la littérature et gradation des recommandations*. Agence Nationale d'Accréditation et d'Evaluation en Santé, 60 p., Paris.

Angel, S. &. (2010). *Bien choisir sa psychothérapie. Comment s'y retrouver dans la galerie psy*. Paris: Larousse.

Asselin, L.-M. (2002). *Multidimensional Poverty. Theory*, Québec, Institut de Mathématique Gauss, 33 p.

Awlang, J., & al. (2001). *Vulnerability: A View from Different Disciplines* (Vol. series n°115). (W. Bank, Éd.) Washington DC: Social Protection Discussion Paper.

Banque Mondiale, B. (2020). *Mémoire économique de Madagascar*. Washington DC: Banque Mondiale.

Banque Mondiale. (2001). *Rapport sur le développement dans le monde 2000-2001. Combattre la pauvreté*. Éditions ESKA.

Banque Mondiale. (2020). *Perspectives économiques de Madagascar : Tracer la voie de la reprise*. Madagascar.

Barro, R. (1999, March). Inequality, Growth and Investment. *NBER Working Paper* n°7038, 23.

Benzécri, J.-P. (1979). On the Analysis of A Table, One of Whose Columns Has A Predominant Weight, *Les cahiers de l'analyse des données*, tome 4, n°4.

Bidani, B., & Ravallion, M. (1994). How robuste is poverty profile? *The World bank Economic Review*, vol.8, pp.75-102.

BIT. (2012). *Du travail précaire au travail décent. Document final du colloque des travailleurs sur les politiques et les réglementations destinées à lutter contre l'emploi précaire*. Genève: Bureau international du Travail, Bureau des Activités pour les Travailleurs (ACTRAV).

Bourdieu P., 1979, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1979, 670 p.

Bourdieu P., 1980, *Le Sens pratique*, coll. « Le sens commun », Paris, Les Éditions de Minuit, 475 p.

Bourdieu P., 1980, *Questions de sociologie*, Paris, Les Éditions de Minuit, coll. « Documents », 268 p.

Bourdon, S. L. Letellier S., (2018). L'usage du français et l'échange culturel et linguistique à Tadio, Madagascar, *Communication au 7^e colloque biennale de langue française, 29 septembre, Madagascar*.

Cafiero C., V. R. (2006). *Risk and Vulnerability Considerations in Poverty Analysis : Recent Advances and Future Directions*. Washington: Banque Mondiale.

Cannon, T., Twigg, J., & Rowell, J. (2002). *Social Vulnerability, Sustainable Livelihoods and Disasters*. Londres: mimeo.

Castel R., (2003). *L'Insécurité sociale : qu'est-ce qu'être protégé ?*, Éditions du Seuil, Paris.

CEA. (2013). *Objectifs du Millénaire pour le développement*. New York: Nations Unies.

CEA, C. E. (2017). *Profil Pays Madagascar 2016*. Addis-Abeba, Ethiopie: Nations Unies.

Condominas, G. (1991). *Fokon'olona et collectivités rurales en Imerina*. Amazon France: IRD Editions.

Cousin, W. E. (1963). *Fomba malagasy, Coutumes malgaches*. Antananarivo: Trano Printy Imarivolanitra.

Cusset, P.-Y. (2005). *Individualisme et lien social*. Paris: La documentation française.

Dana Martin, L. L. (2020). *Le bonheur est-il universel ou culturel ?* (L. C. Auvergne, Éd.) *K@iros, n°1*.

<https://revues-msh.uca.fr/kairos/index.php?id=357&file=1>

Durkheim, E. (1991). *De la division du travail social*. Vendôme: Presse Universitaire de France (1893).

ENSOMD (2012). *Enquête Nationale sur le Suivi des indicateurs des Objectifs du Millénaire pour le Développement, Madagascar*.

Fafchamps, M. (1999). *Rural povert, tisk, and development*. Oxford University: Center for Study of African Economies.

FalyRakotomanana, F. R. (2020). *Enfants hors l'école et analphabétisme à Madagascar: analyse des métadonnées et mesure*.

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02651684>

Gastineau B., Ravaozanany, N. (2011). Genre et scolarisation à Madagascar, *Questions vives*, vol.8, n°15, pp.1-15.

Gastineau, B. (2005). Devenir parents en milieu rural malgache. Évolutions dans la province d'Antananarivo, *Revue Tiers Monde*, vol.2, n°182, pp.307-327.

Gauljac, V. d. (1994). *La lutte des places. Insertion et désinsertion*. Paris: Desclée de Brouwer.

Guillaumont, P. (2006). Lavulnérabilité macroéconomique des pays à faible revenu et les réponses de l'aide. *Revue d'économie du développement*, vol.14, n°4, pp.21-77.

Hanitriniaina O., R. F. (2012). *Enquête sur les personnes extrêmement pauvres à Madagascar*. Antananarivo : Marie Stopes Madagascar/Département Project Evidence et Innovation.

Imbiky, A. (2014). *La réconciliation Nationale à Madagascar, une perspective complexe et difficile*. Paris: Harmattan.

INSTAT. (2011). *Enquête périodique auprès des ménages 2010*. Antananarivo: INSTAT.

INSTAT. (2012). Le marché du travail à Madagascar en 2012 à travers l'Enquête Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel. Antananarivo: INSTAT.

INSTAT. (2013). *Enquête Nationale sur le Suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement à Madagascar*. Antananarivo: INSTAT.

INSTAT. (2018). *Enquête MICS (Multiple Indicator Cluster Surevey) 2018*. Antananarivo.

INSTAT. (2020). *Résultats globaux du recensement général de la population (RGPH-3)*. Madagascar.

INSTAT. (2020). *Impact du COVID-19 sur les conditions de vie des ménages, enquête à haute fréquence par téléphone auprès desménages (EHTM)*. Madagascar.

Jules, K. (1965). *L'exclusion sociale*. Paris: Science et service.

Ketakandriana Rafitson, H. A. (2013). *Participation et perceptions politiques du citoyen*. FES et Liberty 32.

Lachaud, J.-P. (2002). *La dynamique de pauvreté au Burkina Faso revisitée : Pauvreté durable et transitoire et vulnérabilité*. Bordeaux: Centre d'Economie du Développement, Document de Travail N°77, Université Montesquieu-Bordeaux IV.

Lachaud, J.-P. (2002a). *Pauvreté monétaire et privation des capacités en Afrique – contribution à l'analyse des interactions*,. Université de Montesquieu-Bordeaux IV: Centre d'Economie et de Développement.

Lallau, B. (2008). Les agriculteurs africains entre vulnérabilité et résilience. Pour une approche par les capacités de la gestion des risques. *Revue Française de Socio-Économie*, vol.1, n°1, pp.177-198.

Lewis, W. A. (1954). *Economic Development with Unlimited Supplies of Labor*. The Manchester School.

Locoh, T. (2002). Structures familiales et évolution de la fécondité dans des pays à fécondité intermédiaires d'Afrique de l'Ouest. Dans *Bulletin démographique des Nations Unies N°48/49* (pp. 177-192). Nations Unies.

Luke Freeman, S. R. (2010). *Tendances, caractéristiques et impacts de la migration rurale-urbaine*. Antananarivo: UNICEF.

MEP, (. d. (2017). *Document de Développement Economique (DDE) de Madagascar*. Antananarivo.

Minvielle, J.-P. (2003). *Critique de l'indicateur de pauvreté humaine du PNUD et proposition d'un indice synthétique de la pauvreté humaine (ISPH)*. Cahier du C3ED.

MPPSPF, M. d. (2015). *Politique nationale de protection sociale de Madagascar*. Antananarivo.

ONU. (2015a). *Objectifs du Millénaire pour le développement, rapport 2015*. New York,: Nations Unies.

<http://www.un.org/fr/millenniumgoals/reports/2015/>

ONU. (2015b). *Transforming our world: the 2030 Agenda for Sustainable Development*. New York: Nations Unies.

<https://sustainabledevelopment.un.org/post2015/transformingourworld>

Ottino, P. (1998). *Les champs de l'ancestralité à Madagascar: parenté, alliance et patrimoine*. Paris: Ostrom.

PASEC. (2017). *Performances du système éducatif malgache : Compétences et facteurs de réussite au primaire*. CONFEMEN, Dakar.

Paugam, S. (2008). *Le lien social*. Paris: PUF.

Pellé, S. (2009). Thèse de doctorat: *Amartya K. Sen : la possibilité d'une éthique économique rationnelle*. Paris : Université Panthéon-Sorbonne - Paris I.

PNUD. (2014). *Rapport Mondial sur le Développement Humain 2012*. Washington.

PNUD. (2014). *Rapport Mondial sur le Développement Humain 2014*. Washington.

PNUD. (2014). *Stratégie du Pnud pour la jeunesse 2014-2017*. New-York.

PNUD. (2016). *Youth global program for sustainable development and peace (Youth-GPS)*. Washington: Nations Unies.

PNUD. (2021). *Rapport sur le développement humain 2020*. Antananarivo, Madagascar.

Rabarinirinarison, J. R. (2011). *Les partis politiques malgaches à travers les régimes*. Antananarivo: FES.

Rabemanananoro, E. (2014). Le drame des « investissements irréversibles » à Madagascar, Quand la comédie se mue en tragédie. *Afrique contemporaine*, pp. 51-68.

Rabemananjara, R. W. (2001). *Le monde malgache. sociabilité et culte des ancêtres*. Paris: L'Harmattan.

Radert, S. (2015). *Analyse des dépenses publiques de protection sociale, Analyse du cadre juridique et institutionnel de la protection sociale*. Antananarivo: Banque Mondiale/SASPEN.

Rakotoary, S. (2017). *Les pratiques sociales de la diaspora connectée malgache sur le réseau socionumérique*. Lyon, France: hal-01696451 .

Rakotonarivo, A. (2010). La solidarité intergénérationnelle en milieu rural malgache. *Autrepart*, n°53, pp.111-130.

Ramasindraibe, P. (1975). *Fokonolona fototry ny firenena*. Antananarivo: Nouvelle imprimerie des Arts Graphiques.

Ravaillon, M. (1992). *Poverty Comparisons: A Guide to Concepts and Methods*. Washington DC: LSMS working paper.

Ravallion, M. B. (1994). How Robust Is a Poverty Profile? *World Bank Economic Review*, vol.8, 75-102.

Ravallion M., C. S. (2008). The developing world is poorer than we thought, but no less successful in the fight against poverty. *Policy Research Working Paper* 4703.

Razafimbelo, A. (2020). Les compétences comportementales : un enjeu majeur pour une meilleure insertion des jeunes sortants de l'enseignement supérieur. *Revue Didaktika*, pp.46-61.

Razafindrakoto, M., & Roubaud, F. (2002). *Madagascar à la croisée des chemins : la croissance durable est-elle possible ?* (IRD, Éd.) Afrique Contemporaine-n°202-203.

Razafindrakoto, M., & Roubaud, F. (2005). Les multiples facettes de la pauvreté dans un pays en développement. le cas de la capitale malgache, *Économie et Statistique*, n°383-385, pp.131-155.

Razafindrakoto M., Roubaud F., & Wachsberger J.-M. (2017). *L'égnime et le paradoxe : Economie de Madagascar*. IRD/AFD Editions.

Razanamparany, S. (2016). Innovation, liens sociaux et stratégies productive des ménages ruraux malgaches. *Thèse de Doctorat en Socio-Démographie*. Saint Denis, Ile de la Réunion.

Robeyns. (2005). The capability approach: a theoretical survey, *Journal of Human Development*, vol.6, pp.93-117.

Roubaud, F. (2002). *Madagascar après la tourmente : regards sur dix ans de transitions politique et économique*. Afrique contemporaine, Paris: Éd. La documentation Française.

Rousseau S. (2003). *Capabilités, risques et vulnérabilité*, in Dubois J-L, Lachaud J-P, Montaud J-M, Pouille A. (eds), *Pauvreté et Développement Socialement Durable*, Presses Universitaires de Bordeaux, 11-22.

Rousseau, S. (2007). Vulnérabilité et résilience, analyse des entrées et sorties de la pauvreté : le cas de Manjakandriana à Madagascar. *Mondes en développement*, n°140, pp.25-44.

Salava, J. H. R. (2021). Évaluation de la résilience communautaire L'Indice Multidimensionnel de Résilience. *Communication, technologies et développement*, n°9, pp.1-11.

Samuelson, O., & Nordhaus, W. (2000). *Economie*. Economica 2000.

Sandron F., (2006). *Aspects économiques et sociaux des mécanismes de solidarité : une étude sur le fihavanana à Madagascar*, Communication au colloque Analyse et pratique du développement, AUF et CRIISEA, Université d'Amiens, 26-27 octobre.

Sandron, F. (2008). Le *fihavanana* à Madagascar: lien social et économique des communautés rurales. *Revue tiers monde*, vol.3, n°195, pp.507-522.

Sandron F., (2014), Le fihavanana au quotidien, in Kneitz P. (ed.), *Fihavanana. La vision d'une société paisible à Madagascar*, Universitätsverlag Halle-Wittenberg, Halle an der Saale, Allemagne, pp.263-277.

Sardan, O. D. (2003). *L'enquête de terrain socio-anthropologique*. Niamey: LASDEL.

Schultz, P. (2004). School subsidies for the poor: evaluation of the Mexican progress poverty program. *Journal of development economics*, n°74, pp.199-250.

Sen, A. (1987). *Ethique et Economie*, ensemble d'articles traduit par S. Marnat. Paris: Presses Universitaires de France.

Sen, A. (1997). *L'inégalité, le chômage et l'Europe d'aujourd'hui* (Vol. 136). (R. i. Travail, Éd.)

Sen, A. (2000a). *Repenser l'inégalité*. Paris: Seuil.

Sen A. (2000b). *Un nouveau modèle économique, Développement, justice, liberté*, Odile Jacob.

Sirven, N. (2007). *De la pauvreté à la vulnérabilité: évolutions conceptuelles et méthodologiques*. De Boek Supérieur.

Soulet, M.-H. (2005). La vulnérabilité comme catégorie de l'action publique. pensée plurielle, *Pensée plurielle*, vol.2, n°10, pp.49-59.

Stiglitz, J. (2007). *Principe d'économie moderne*. De Boeck.

Stiglitz, J. E. (2012). *Le prix de l'inégalité*. (F. Chemla, Trad.) New York: Les liens qui libèrent.

Tapia, C. (2012). *Modernité, postmodernité, hypermodernité*. Erès.

UIP. (2016). *La représentation des jeunes dans les parlements nationaux 2016*. Genève: Courand et Associés.

UNESCO. (2006). *Promotion de l'autonomie de la jeunesse à travers les politiques nationales*. Paris: UNESCO.

UNESCO. (2008). *EFA Global Monitoring report, Education for all, will we make it ?* Oxford university press.

United Nations Office on Drugs and Crime & United. (2010). *Manual on Victimization Surveys*. Geneva: United Nations. Récupéré sur <https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/Crime-statistics/>

Veyrières. P. (1967). *Le livre de la sagesse malgache. Proverbes, dictons, sentences, expressions figurées et curieuses* (p. 664). Editions Maritimes et d'Outre-Mer.

Weber et Beaud . (2010). *Guide de l'enquête de terrain*. Paris: La Découverte.

Weber, M. (1995). *Economie et société*. Paris, Press Pocket (1922).

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 :	Évolution des indicateurs macro-économiques de Madagascar entre 1960 à 2020.	55
Graphique 2 :	Age moyen et âge médian de la population par sexe.....	64
Graphique 3 :	Pyramides des âges de la population de Madagascar	65
Graphique 4 :	Proportion des jeunes filles et garçons 20 à 24 ans mariés avant 15 ans et 18 ans à Madagascar	72
Graphique 5 :	Taux de dépendance démographique de Madagascar	73
Graphique 6 :	Taux d’alphabétisation des jeunes 15 à 24 ans par sexe selon le groupe d’âge en 2010 et 2013	75
Graphique 7 :	Taux d’alphabétisation des jeunes 15 à 24 ans par sexe selon le milieu de résidence en 2010, 2013 et 2018.....	77
Graphique 8 :	Niveau d’instruction des jeunes 15 à 24 ans en 2010	82
Graphique 9 :	Taux de mortalité (pour mille) des jeunes 15 à 24 ans en 2009 et en 2018	86
Graphique 10 :	Pourcentage de filles de 15 à 24 ans, en union ou non en union et sexuellement actives qui utilisent une méthode contraceptive au moment de l’enquête	89
Graphique 11 :	Répartition des femmes dont la grossesse la plus récente remonte à cinq ans avant l’enquête et qui avaient moins de 20 ans au moment de la naissance, selon le type d’assistance qu’elles ont reçue à l’accouchement.....	90
Graphique 12 :	Pauvreté des jeunes 15 à 24 ans par sexe selon les milieux de résidence en 2010 et 2013	101
Graphique 13 :	Évolution du nombre d’abonnés internet mobiles et taux de pénétration internet mobile entre 2010 et 2019	140
Graphique 14 :	Évolution de la proportion des ménages qui ont émis des transferts et taux de pauvreté entre 2001 et 2012	167
Graphique 15 :	Indice de capabilité des jeunes 15 à 24 ans en 2013 par sexe	196
Graphique 16 :	Indice de capabilité des jeunes 15 à 24 ans en 2013 par type d’établissement fréquenté	204
Graphique 17 :	Évolution des taux bruts de scolarisation par cycle d’étude.....	239
Graphique 18 :	Évolution des taux d’achèvement du primaire selon le genre.....	241
Graphique 19 :	Évolution des taux d’achèvement du secondaire selon le genre	242
Graphique 20 :	Évolution des taux d’achèvement du lycée selon le genre	243

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 :	Profil des jeunes 15 à 24 ans enquêtés lors de l'enquête qualitative en 2017	47
Tableau 2 :	Structure de l'emploi par branche d'activité en 2012	60
Tableau 3 :	Évolution des effectifs et structure de la population des jeunes (15 -24 ans) entre 1975 et 2018	66
Tableau 4 :	Effectif des jeunes 15 à 24 ans par sexe et par Région	68
Tableau 5 :	Effectifs et composition de la population des enfants et jeunes (15-24 ans), par état matrimonial et selon l'âge	70
Tableau 6 :	Pourcentage des enfants et Jeunes (6 à 24 ans) fréquentant l'école et rapport de féminité par milieu de résidence et selon l'âge	79
Tableau 7 :	Répartition des jeunes 15-24 ans par niveau d'instruction selon le milieu de résidence en 2010	83
Tableau 8 :	Accès des jeunes de 15-24 ans au service de santé par sexe selon le milieu de résidence en 2013	91
Tableau 9 :	Taux d'activité des jeunes (15 - 24 ans) par milieu de résidence et selon l'âge	93
Tableau 10 :	Taux de sous-emploi lié à la durée de travail des jeunes de 15-24 ans par sexe selon le milieu de résidence en 2013	95
Tableau 11 :	Composition de la population des enfants et jeunes occupés de 15-24 ans par secteur d'activité et milieu de résidence selon l'âge	97
Tableau 12 :	Taux d'inoccupation des jeunes (15-24 ans) par milieu de résidence et selon l'âge	99
Tableau 13 :	Proportion de ménages touchés par différents types de problèmes, selon le milieu de résidence en 2013	106
Tableau 14 :	Opinion des jeunes de 15-24 ans concernant leur niveau de vie selon le milieu de résidence en 2013	107
Tableau 15 :	Niveau de satisfaction des jeunes 15-24 ans concernant leur mode de vie, selon le milieu de résidence en 2013	109
Tableau 16 :	Résultat économétrique : modélisation des déterminants de la vulnérabilité des jeunes	111
Tableau 17 :	Situation des jeunes (15-24 ans) selon le milieu de résidence	119
Tableau 18 :	Situation de revenu des jeunes (15-24 ans) selon le niveau de vie	120
Tableau 19 :	Utilisation par les jeunes (15-24 ans) de leur épargne selon le niveau de vie	121
Tableau 20 :	Type d'actifs ou de capitaux des ménages ayant des jeunes (15-24 ans) selon le milieu de résidence	123

Tableau 21 : Évolution des effectifs des entreprises NTIC, Mines, Tourisme, Agrobusiness, Textiles, créés par les Jeunes entre 2017 et 2020	138
Tableau 22 : Évolution de la répartition des transferts émis par motif entre 2001 et 2012	168
Tableau 23 : Indice de capabilité et taux de pauvreté des jeunes (15 - 24 ans) en 2013 par milieu de résidence et par Région	197
Tableau 24 : Indice de capabilité des jeunes (15-24 ans) par milieu de résidence et par quintile de pauvreté en 2013	199
Tableau 25 : Indice de capabilité des jeunes (15-24 ans) par diplôme le plus élevé obtenu selon le milieu de résidence et par groupe d'âge en 2013	200
Tableau 26 : Le statut de l'emploi des jeunes de 15 à 24 ans ayant une activité selon le diplôme le plus élevé obtenu	202
Tableau 27 : Information sur le modèle Logit multinomial « relation entre la capabilité et ses variables explicatives »	210
Tableau 28 : Résultats du modèle Logit multinomial « relation entre la capabilité et ses variables explicatives »	211
Tableau 29 : Indicateurs OMD 1	226
Tableau 30 : Indicateurs OMD 2 sur l'éducation	237
Tableau 31 : Indicateurs OMD sur l'éducation	247
Tableau 32 : OMD en mortalité et santé des enfants	253
Tableau 33 : Indicateurs de l'OMD 6	257

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	3
RESUME	5
ABSTRACT	6
SOMMAIRE	7
INTRODUCTION GENERALE	8
Chapitre 1. Problématique, concepts, méthodologie et contexte	19
Section 1. Problématique.....	20
Section 1.1. L’histoire des crises sociopolitiques presque cycliques	20
Section 1.2. Inégalités d’accès aux opportunités économiques et sociales	21
Section 1.3. Individu et rationalité.....	21
Section 2. Concepts	22
Section 2.1. Pauvreté	22
Section 2.1.1. Les différentes notions de « pauvreté »	23
Section 2.1.2. Capitalisation de la notion de pauvreté dans la recherche.....	25
Section 2.2. Vulnérabilité	26
Section 2.2.1. Définition de la vulnérabilité.....	27
Section 2.2.2. Vulnérabilité, risques et capacités.....	29
Section 2.2.3. Vulnérabilité et précarité	29
Section 2.3. Capabilités	30
Section 2.3.1. Approche des capabilités d’Amartya Sen.....	30
Section 2.4. Synthèse.....	36
Section 3. Méthodologie.....	38
Section 3.1. Les principales sources de données	39
Section 3.1.1. EPM.....	39
Section 3.1.2. ENOMSD	41

Section 3.1.3. RGPH 3	43
Section 3.2. Enquête qualitative (Enquête complémentaire/ Entretien)	45
Section 3.3. Approche méthodologique	49
Section 3.3.1. Revue de littérature et analyse bibliographique	49
Section 3.3.2. Méthodologie globale d'analyse.....	50
Section 3.3.3. Démarche spécifique par chapitre	51
Section 4. Contexte.....	54
Section 4.1. Une croissance économique faible	55
Section 4.2. Une baisse importante des investissements privés	57
Section 4.3. Une inflation galopante	58
Section 4.4. Un taux de pauvreté extrêmement élevé.....	59
Chapitre 2. Profil sociodémographique et économique	61
Section 1. Caractéristiques sociodémographiques, profil et conditions de vie des jeunes Malgaches	62
Section 1.1. Caractéristiques démographiques des jeunes	63
Section 1.2. Situation matrimoniale des jeunes	69
Section 1.3. Mariage des enfants et jeunes	71
Section 1.4. Dépendance démographique.....	73
Section 1.5. Éducation des jeunes	74
Section 2. Santé des jeunes.....	85
Section 2.1. La mortalité des jeunes de 15 à 24 ans	85
Section 2.2. Santé de la reproduction des adolescents et planning familial	88
Section 2.3. Accès des jeunes aux soins de santé	91
Section 3. La situation de l'emploi des jeunes	92
Section 3.1. Jeunes occupés.....	92
Section 3.2. Secteur d'activité des jeunes.....	96
Section 3.3. Jeunes inoccupés.....	98

Section 4. Pauvreté des jeunes.....	100
Chapitre 3. Mesure de capacités et vulnérabilités	103
Section 1. Vulnérabilités des jeunes	105
Section 1.1. Les différents chocs subis par les ménages	105
Section 1.2. Vulnérabilité subjective	106
Section 1.3. Vulnérabilité objective	111
Section 1.4. Représentation sociale des jeunes en situation de vulnérabilité	113
Section 1.4.1. Le processus de vulnérabilité	114
Section 1.4.2. Activités économiques des jeunes vulnérables.....	115
Section 1.4.3. Personnalité et dignité humaine : aspect de la psychologie sociale	115
Section 1.4.4. Jeunes vulnérables et représentation sociale	116
Section 2. Capabilités des jeunes.....	117
Section 2.1. Capabilités de base	118
Section 2.1.1. Capacité Objective	119
Section 2.1.2. Proposition de mesure de Capacité Objective.....	124
Section 2.1.3. Capacité subjective.....	128
Section 2.2. Les potentiels et les freins au développement des capacités des jeunes	130
Section 2.2.1. Éducation, scolarisation et formation en milieu rural comme moyens d'ascension sociale (une chance de capacité).....	132
Section 2.2.2. Hypermodernité et capacités des jeunes	135
Section 2.2.3. Hypermodernité, NTIC et création d'emplois pour les jeunes..	137
Section 2.2.4. Hypermodernité avec la représentation sociale des jeunes	139
Section 2.3. Capabilités et développement personnel	141
Section 3. Participation à la vie économique.....	143
Section 4. Participation des jeunes à la vie publique.....	144
Section 4.1. Contexte général	144

Section 4.2. La définition de la jeunesse	146
Section 4.3. Les causes de la faible participation des jeunes à la vie publique....	146
Section 4.4. En quoi la faible participation des jeunes à la vie publique constitue une vulnérabilité à Madagascar ?	150
Section 5. Participation à la vie politique des jeunes Malgaches	153
Section 5.1. Les raisons des crises politiques majeures frappant Madagascar.....	153
Section 5.2. La réduction des IDE : conséquence directe de l'instabilité politique à Madagascar.....	155
Section 5.3. L'instabilité politique, facteur de réduction de la croissance qui elle-même accroît la vulnérabilité de la jeunesse malgache	158
Chapitre 4. Rôle des solidarités	160
Section 1. Mécanisme de solidarité	161
Section 1.1. Les fondements et types de solidarité.....	162
Section 1.2. La solidarité mécanique dans la culture malgache	163
Section 1.3. La solidarité organique au sein de la communauté malgache	169
Section 1.4. La solidarité dans la société malgache	170
Section 2. Lien social et vulnérabilité	172
Section 2.1. Vulnérabilité sociale	174
Section 2.2. Vulnérabilité économique.....	179
Section 3. Lien sociale et capacité.....	182
Section 3.1. Mécanisme de lien social.....	182
Section 3.2. Typologie des liens sociaux.....	184
Section 3.3. L'approche des capacités	186
Section 3.4. Le lien social et la capacité par caractéristiques individuelles	188
Section 3.5. Le lien social et la capacité par les opportunités sociales.....	190
Chapitre 5. Facteurs déterminants des capacités	194
Section 1. Liens entre vulnérabilité et capacités	195
Section 1.1. Liens entre capacités et vulnérabilités objectives	195

Section 1.2. Liens entre capacités et vulnérabilités subjectives.....	205
Section 2. Analyse économétrique	207
Section 3. Analyse qualitative	215
Section 3.1. La capacité des jeunes.....	218
Section 3.2. Les jeunes sont des forces et acteurs sociaux incontournables	220
Section 4. Synthèse.....	221
Chapitre 6. Vulnérabilité et OMD	223
Section 1. Les jeunes face à l'OMD1 « éliminer l'extrême pauvreté et la faim (OMD1) »	225
Section 1.1. Les indicateurs en matière d'emploi.....	228
Section 1.2. Le niveau de pauvreté de la population	231
Section 1.3. Les jeunes faces à l'OMD 1	234
Section 2. Les jeunes face à l'OMD2 « Assurer l'éducation primaire pour tous (OMD2) »	236
Section 2.1. État des lieux des indicateurs sur l'éducation.....	238
Section 2.2. Les jeunes face à l'OMD2	244
Section 3. Les jeunes face à l'OMD3 « Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (OMD3) »	246
Section 3.1. Parité des sexes au niveau de l'éducation.....	248
Section 3.2. Parité des sexes au niveau professionnel.....	249
Section 3.3. Niveau d'autonomisation des femmes.....	250
Section 3.4. Les femmes et la violence	250
Section 3.5. Les jeunes face à l'OMD3	251
Section 4. Les jeunes face aux OMD4 et 5 « Réduire la mortalité infantile et améliorer la santé maternelle (OMD4 et 5) »	252
Section 4.1. Situation de l'enfant à Madagascar	253
Section 4.2. La santé maternelle.....	254
Section 4.3. Les jeunes face aux OMD 4 et 5.....	255

Section 5. Les jeunes face à l'OMD6 « Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies (OMD6) »	256
Section 5.1. Le paludisme et la tuberculose	258
Section 5.2. Les jeunes face à l'OMD6	259
Section 6. Les jeunes face à l'OMD7« Préserver l'environnement (OMD7) »	259
Section 6.1. L'accès à l'eau potable	259
Section 6.2. Accès aux infrastructures d'assainissement améliorées	260
Section 6.3. Utilisation des combustibles solides.....	261
Section 6.4. Situation de la population vivant dans des taudis.....	261
Section 6.5. Les jeunes face à l'OMD7	262
CONCLUSION GENERALE.....	264
ANNEXE 1	269
GUIDE D'ENTRETIEN.....	269
ANNEXE 2	275
RESULTATS DE L'AFCM	275
BIBLIOGRAPHIE	285
LISTE DES GRAPHIQUES.....	296
LISTE DES TABLEAUX	297